

14.11.50

(20/20)

14.11

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12253 - 4 F

MARDI 19 JUIN 1984

Scrutin ambigu en Pologne

Lire page 24 l'article de notre envoyé spécial JEAN KRAUZE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

LE FESTIVAL DE BOURGES

Électronique chez Jacques Cœur

Lire page 26 l'article de JACQUES LONCHAMPT

Grave échec de la gauche française aux élections européennes

« Sortir les sortants » ?

Le renouvellement de l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes, qui était avant tout, chez chacun des Dix, un test de politique intérieure, aura du moins permis de dégager quelques observations d'ensemble. Retrouvant ainsi, mais au second degré, quelque vertu européenne...

La plus manifeste des tendances du scrutin est celle qui voit les majorités sortantes, quelles que soient leurs orientations politiques respectives, sanctionnées par les électeurs. Sans doute ce « sortez les sortants » à l'échelle de l'Europe ne prend-il pas la même ampleur qu'il a eu en France, même lorsque l'avertissement adressé au pouvoir est aussi clair qu'en Grande-Bretagne ou en Belgique. Au demeurant, ce scrutin ait pris un caractère si généralement intérieur ne peut faire oublier qu'il demeure en principe sans effet sur la vie nationale des États. Il ne s'agit, par conséquent, d'un sondage en vraie grandeur. Il s'empêche : la traversée de la crise, même si elle paraît nettement plus avancée dans certains pays que dans d'autres, pousse les électeurs européens à sanctionner les équipes au pouvoir.

On serait en revanche bien en peine de trouver dans le verdict des urnes une indication claire sur la faveur - ou la défaveur - de tel ou tel courant politique considéré globalement. S'il n'est fallait retenir qu'une preuve, celle-ci serait fournie par la comparaison entre le sort du Parti communiste français et celui du P.C.I. Le premier se trouve ramené à son plus bas niveau électoral depuis six ans, alors que le second dépasse, fait-ce très légèrement, la demarcation chrétienne. Cette nouvelle avancée constitue une progression à laquelle un « effet Berlinguer » a sans doute apporté un élan supplémentaire, mais qui correspond à un sentiment très répandu : celui que, dans une société politique italienne en proie au doute, aux compromissions et aux « affaires », le P.C.I. a su rester pur sans devenir dur.

C'est là une image dont le FDP du vice-chancelier Genscher aurait bien en besoin pour enrayer son inexorable déclin. Un déclin qui lui ferme désormais la porte du Parlement de Strasbourg, en attendant, peut-être, celle du gouvernement de Bonn. Le verdict des électeurs devra, au minimum, être soigneusement soupesé par le chancelier Kohl.

Une autre des caractéristiques communes au scrutin dans les dix pays de la Communauté est la très faible part prise par les questions proprement européennes. Sans pour des raisons négatives au Danemark, où les adversaires irréductibles de la CEE remportent une majorité relative, ou encore à propos d'une controverse qui n'a rien à voir avec la Communauté : celle des euro-missiles, notamment aux Pays-Bas.

Que les élections européennes le soient en réalité si peu à tant d'égards peut s'expliquer : les pouvoirs de l'Assemblée de Strasbourg sont trop faibles pour que les enjeux proprement communautaires l'emportent sur les considérations partisans. Pourtant, ces enjeux existent. Ils sont même considérables, si l'on songe à ce que représente d'ores et déjà la tentative d'unification progressive du plus puissant ensemble industriel du monde et du plus grand espace de liberté.

Politisations nationale et abstention massive feront sans doute dire aux « europhiles » que l'Assemblée de la CEE n'a pas les électeurs qu'elle mérite. Mais c'est peut-être la Communauté qui, institutionnellement, n'a pas le Parlement que cette ambition appellerait.

- Les partis de la majorité sont largement distancés par l'opposition. Le PCF accentue son déclin et le Front national dépasse 11 % des suffrages
- A l'étranger, les conservateurs reculent en Grande-Bretagne, la coalition au pouvoir est ébranlée en RFA et le PC devient le premier parti en Italie

Les résultats des élections européennes se traduisent en France, par une très forte poussée de l'extrême droite. La liste du Front national, conduite par M. Jean-Marie Le Pen, a recueilli en métropole 11,06 % des suffrages exprimés. Elle aura dix élus à l'Assemblée de Strasbourg, soit autant que la liste du Parti communiste, qui, avec 11,19 % des suffrages exprimés, enregistre un nouveau recul. Par rapport à 1979 (20,6 %), il perd la moitié de ses voix. La liste d'union de l'opposition, dirigée par M. Simone Veil, obtient 42,72 % des suffrages exprimés et aura quarante et un élus. La liste du Parti socialiste (20,86 %, vingt élus) connaît, dans un contexte de fort recul de la gauche, une moindre baisse à un niveau proche de celui atteint en 1979.

En revanche, la tentative de formation d'un centre se solde par un échec, la liste ERE européenne, animée par M. François Douhin, Brice Lalonde et Olivier Stira, n'ayant pas atteint le seuil des 5 % requis pour obtenir une représentation à l'Assemblée européenne. Quant aux écologistes, ils se situent à 3,42 % des suffrages, soit 0,97 point de moins qu'en 1979.

« Nos compatriotes auront la sensation de se défaire sans risque aucun, puisque ces élections ne peuvent avoir d'incidence directe sur l'avenir du pouvoir actuel », avait récemment (le Monde du 5 juin) M. Raymond Barre, qui ajoutait : « Ne donnons donc pas à ces élections une dimension de politique

interne disproportionnée. » Eh bien ! c'est fait : les Français se sont défaits. Reste à apprécier, et ce ne sera pas chose facile, l'exacte dimension qu'il convient de donner à ce vote : de celle-ci dépendent les leçons qu'il faut en tirer. Le dévouement fait un vainqueur, M. Le Pen,

Et sur la liste socialiste, M. Max Gallo, secrétaire d'Etat, devait se démettre, lundi 18 juin, de ses fonctions de porte-parole du gouvernement. Cette charge serait assurée désormais par M. Roland Dumas, ministre des affaires européennes, qui conserverait également la responsabilité de ce ministère.

A l'étranger aussi, le scrutin (qui avait eu lieu dès le jeudi 14 juin en Grande-Bretagne, en Irlande, au Danemark et aux Pays-Bas) a été marqué par une abstention élevée et par un recul assez général des majorités au pouvoir, même si ce recul ne prend pas la même ampleur qu'il a eu en France. Seuls les socialistes grecs, qui semblent avoir bénéficié d'un réflexe de « vote utile » de la part des électeurs habitués des petites formations de gauche, sortent légèrement renforcés du vote de dimanche, bien que l'opposition progresse également.

En Italie, les dernières estimations connues lundi en fin de matinée semblaient indiquer que le P.C.I. pour la première fois de son histoire, devançait la démocratie chrétienne.

En RFA, le chancelier Kohl va se trouver confronté à la disparition, au Parlement euro-

péen, du Parti libéral - partenaire de la CDU au sein de la coalition au pouvoir à Bonn - faute d'avoir atteint 5 % des voix, seul que les Verts (écologistes) franchissent, eux, très largement.

En Grande-Bretagne, la majorité conservatrice subit un net revers, régressant de 61 à 44 sièges, tandis que les travaillistes passent de 18 à 33 élus.

En Belgique, de même, la consultation prend l'allure d'un « vote-sanction » à l'encontre du gouvernement de M. Martens.

Au Luxembourg, où avaient lieu, simultanément, des élections législatives, le Parti socialiste enregistre une sensible poussée, mais ne menace pas la majorité chrétienne-démocrate et libérale de M. Werner, même si ce dernier peut être tenté de l'élargir en constituant avec le POSL une « grande coalition ». Aux Pays-Bas également, l'opposition de gauche progresse.

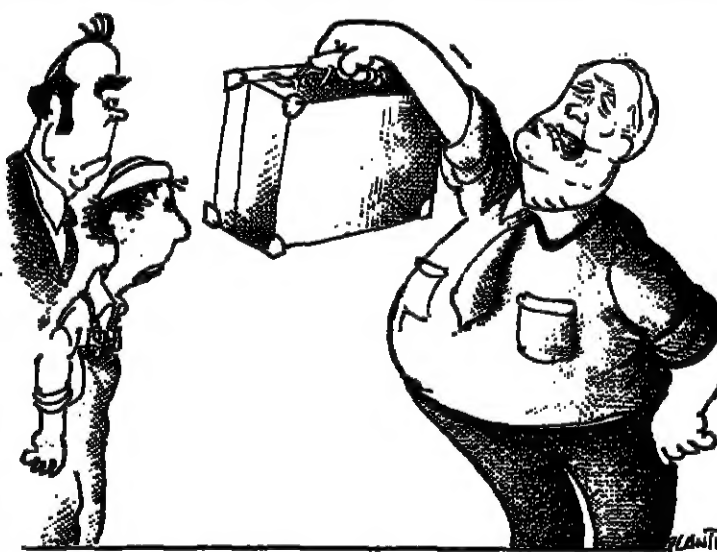
Certains résultats étaient encore plus spectaculaires lundi en fin de matinée, notamment au Danemark (où le Front national anti-CEE prendrait la première place) et en Irlande, où les socialistes perdraient toute représentation à Strasbourg.

et des vaincus : tous les autres - bien que tous ne soient pas aussi durement atteints : l'accentuation du déclin du PC est au moins aussi lourde de conséquences que la poussée de l'extrême droite.

Le nom du vainqueur ne saurait surprendre. On s'attendait à une poussée de l'extrême droite, déjà sensible aux élections municipales de mars 1983 et au scrutin partiel de Dreux, au sein même de la même année. On savait les thèmes du Front national - le couple immigrés-insécurité - porteurs. On savait la période et surtout le mode de scrutin (la proportionnelle) propices à la constitution d'un front du refus envers les partis traditionnels. On savait les conditions idéales pour

Front national (selon l'IFOP), ne perdons pas de vue que toutes ces voix se sont portées sur une liste ouvertement xénophobe, aux accents néo-fascistes additionnés de relents racistes, et dont M. Chirac lui-même avait expliqué, fort justement, qu'elle faisait appel à l'instinct plutôt qu'à la réflexion. Car M. Le Pen, lui, n'a pas changé : ce sont plus de deux millions de Français qui ont rejoint son discours.

L'ampleur du phénomène est attestée par quelques succès spectaculaires : M. Le Pen, avec 19,4 %, arrive devant le PS et devant le PCF dans les Bouches-du-Rhône, vieille terre de gauche s'il en fut. A Paris - mais la capitale vote à droite depuis



lui : un espace libéré par le choix d'une liste unique de l'opposition, un vote sans enjeu de pouvoir.

Mais le Front national s'installe dans un paysage politique modifié (le Monde du 15 juin), à un niveau où on ne l'attendait pas : 11,06 %, alors que les intentions de vote, selon les instituts de sondage, ne dépassaient pas 8 %. Le sens de ce vote est clair : il exprime l'exaspération, voire la haine, d'une fraction importante de l'électorat à l'égard de la gauche.

Extrême droite ou « droite extrême » ? S'ils sont seulement quatre électeurs sur dix de M. Le Pen à se réclamer de l'extrême droite, si 25 % des électeurs de M. Chirac en 1981 ont voté pour le

belle lurette. - il dépasse 15 % des suffrages exprimés à Lyon, « ville raisonnable », selon M. Barre, il atteint 17 %.

Parmi les vaincus, la palme revient, sans conteste, à la gauche. Il faut remonter à l'élection présidentielle de 1969 pour trouver une gauche en dessous des 40 % ; il faut remonter à 1973 pour trouver un PS à moins de 21 % (20,86 %) ; il faut remonter à... 1928 pour trouver un PC à 11 % (11,79 %). On peut additionner, discuter, observer que le total de toutes les gauches (39 %) n'est pas très éloigné du seul score de M. Veil (42,7 %), le recul est là.

JEAN-MARIE COLOMBANI

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

On peut trouver dans les difficultés des autres de quoi atténuer l'effet de ses propres ennuis. Lundi, les attristés du pourcentage cherchaient ainsi à se consoler de leurs déboires électoraux.

Les socialistes ont la consolation de voir qu'ils baissent quand les communistes s'effondrent. Les partisans du PCF se consolent en songeant

Consolation

que les socialistes baissent quand même.

A droite, M. Veil n'a pas atteint son objectif, mais elle se consolera en songeant que la gauche est désormais minoritaire.

M. Le Pen est le seul à capitaliser joyeusement les malheurs de tous les autres sans y chercher la moindre consolation.

BRUNO FRAPPAT.

Les bases de la légitimité

P AUVRES élections européennes ! Non seulement les électeurs français ont boudé le scrutin du 17 juin dans des proportions inégalées depuis 1958, mais, en outre, ceux qui ont voté ne sont pas sortis de l'Hexagone. Et, comble d'amertume, c'est la droite nationaliste qui fait figure de vainqueur.

On savait que dans le cadre d'une expérience politique, rare par son apparition et sa durée dans l'histoire de ce pays, le scrutin européen aurait, en France, un tour plus égoïste que qu'il en soit. Les résultats ont, à l'évidence, dépassé les prévisions.

La consultation n'en prend pas, pour autant, davantage de valeur institutionnelle et ne modifie pas les choix nationaux opérés en d'autres circonstances. Les électeurs en étaient conscients. Il ne faut pas leur prêter d'autres intentions que celles qu'ils ont exprimées, mais dans la facilité de la non-participation, du dévouement et de la gratuité, ils en ont dit plus long sur eux-mêmes qu'ils ne l'auraient fait dans d'autres conditions. Cela ne peut être ignoré. Un scrutin révélateur impose la photographie, aux couleurs intenses, d'un paysage politique qui a beaucoup plus changé qu'on ne le supposait.

Sur les marges, un extrême s'efface, un autre apparaît. La chute du Parti communiste confirme avec crânerie une tendance que la participation au gouvernement et une attitude ambiguë n'ont pas enrayer. Les causes de ce déclin sont anciennes et profondes, et le succès électoral obtenu par la gauche en 1981, grâce aux communistes mais, aussi, à leurs départs, ne pouvait ni stopper ni même masquer ce phénomène historique. Il aurait fallu - et depuis longtemps - une révolution interne que le communisme français n'a pas su proposer. Sa grille d'analyse, son mode d'organisation, son histoire, son compagnonnage avec le communisme soviétique, l'ont figé dans un rôle devenu anachronique par rapport à une société qui changeait plus vite que lui. Le drame du PCF est qu'il n'a pas su à porter le deuil de son Berlinguer.

Un anachronisme chasse l'autre : que vient faire, dans cette même société, une extrême droite autoritaire, xénophobe, passéiste ?

A. L.

(Lire la suite page 2.)

LIRE PAGES 2 A 21

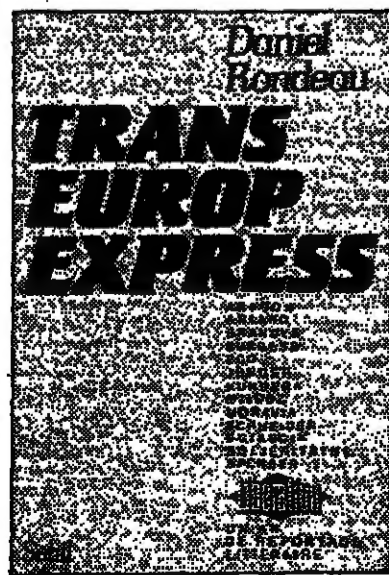
Les résultats en France, département par département, et les principales tendances dans les autres pays de la Communauté, ainsi que nos commentaires :

- Le succès de M. Le Pen : Un certain état de la France, par EDWY PLENEL ; La victoire de la démagogie, par ALAIN ROLLAT.

- Le recul du PCF : M. Marchais en question, par PATRICK JARREAU.

- Rejet de la rigueur ou de ceux qui l'appliquent ? par ALAIN VERNHOLES.

DANIEL RONDEAU



L'Europe littéraire

Arnaud
Arland
Brandys
Eco
Jünger
Kundera
Milosz
Moravia
Schneider
Soljénitsyne
Sperber

59 F

Trans Europ Express SEUIL

les élections

Les bases de la légitimité

(Suite de la première page.)

Elle témoigne moins de sa force réelle que des fautes de ceux qui lui ont laissé le terrain quand ils ne lui ont pas préparé. Le pire serait de prétendre la réduire, en abandonnant dans ses errements, ou la combattre en se réfugiant derrière les fortins confortables de l'antifascisme sans se poser d'autres questions.

La droite classique, libérale, honorable, a fait le jeu de M. Le Pen en popularisant des thèmes (atteintes aux libertés, idéologie sécuritaire) qu'il a mieux assumés qu'elle. Ses vrais leaders sont restés en retrait, en attendant une occasion plus propice, et certains électeurs en ont cherché un autre.

La gauche s'est laissée piéger sur le terrain des libertés - en principe le sien par excellence - en donnant à croire par quelques initiatives plus ou moins bien venues (étendue des nationalisations, loi sur la presse, querelle scolaire) qu'elle les menaçait et elle a, parce qu'elle avait promis plus qu'elle ne pouvait tenir, provoqué déception, amertume et ressentiment. Jusque dans les couches les plus populaires de son électeur potentiel : de quoi nourrir l'extrême droite.

L'opposition ne peut s'estimer majoritaire, comme l'a fait M. Chirac, que si elle dispose de alliés compromettants. Son demi-échec est là. Non seulement la liste, pourtant délibérément unitaire, de M. Veil n'a pas retrouvé l'écoulement populaire qui ouvre l'accès au pouvoir, mais elle a laissé s'implanter une concurrence gênante et dangereuse. Voilà qui impose à l'UDF et au RPR un travail de reconquête délicat à mener, si l'on ne

veut pas verser dans la sur-chaîne.

La nécessité de reconquérir le terrain perdu s'impose encore plus à la gauche, qui, dans l'état actuel des choses, ne dispose plus d'une assise majoritaire. Dur lendemain d'élections pour un Parti socialiste qui progressait d'autant mieux que le Parti communiste déclinait. Ce n'est plus le cas. Le PS n'attrape plus tout et ne retient pas tous ceux qu'il avait attirés à lui.

On invoquera l'usure du pouvoir, mais peut-être faudrait-il s'interroger sur le décalage qu'il y a entre le discours des socialistes et la réalité de l'action gouvernementale. Ceux qui le conduisent donnent l'impression d'avoir, sur le terrain, plus évolué que la doctrine, du parti. Bien des ambiguïtés doivent être levées, soit par l'affirmation de perspectives claires, soit par le choix des hommes, vraisemblablement par les deux.

Dans une démocratie, l'exercice du pouvoir suppose le soutien d'une majorité effective chez les gouvernés et la durée du mandat qui scelle le contrat. La gauche ne dispose plus, virtuellement, du crédit populaire qu'elle avait obtenu il y a trois ans. Il lui reste la délégation de pouvoir acquise alors pour deux mandats distincts, celui des députés, jusqu'en 1986, celui du président, jusqu'en 1988. D'ici là, il lui faut retrouver une majorité, car on ne peut durablement gouverner dans un régime démocratique avec un tiers des voix. La gauche française doit reconstruire les bases de sa légitimité en sachant que ce n'est pas une réforme électorale qui les lui assurera.

A.L.

M. MITTERRAND A CHATEAU-CHINON

La pluie et le beau temps

De notre envoyé spécial

Château-Chinon. - Il était 12 h 50 lorsque le président de la République, redevenu le temps d'un vote, comme à chaque échéance électorale depuis mai 1981, un citoyen presque semblable aux autres, a monté sans hâte les quelques marches de cette mairie qui fut vingt-deux ans durant la sienne. Le court trajet qui va de l'hôtel du Vieux Morvan aux urnes, c'est à pied qu'il avait choisi de le parcourir, comme à son habitude, en compagnie du docteur René-Pierre Signé, son successeur à la mairie, de M. Jean Glavany, son chef de cabinet, et de Roger Hanin, son beau-frère. Aux abords de la mairie, bien moins de Château-Chinon que de photographes et de porteurs de caméras. C'est l'heure du déjeuner et puis, le président, on le connaît. Le temps de grappiller sur le tapis vert quelques bulletins, en faisant mine d'hésiter dans son choix, un petit tour dans l'isolat, un orage de flashes et la sonnette de l'urne a retenti : Mitterrand François « a voté ».

C'est à pied encore qu'il referra le chemin, mais par d'autres rues, qui va le ramener à cet hôtel familial et familial devenu au fil des années comme un second chez lui. En route, une poignée de main furtive pour certains, plus appuyée pour d'autres, et souvent assortie d'un sourire complice. Tous les visages qu'il croise lui sont familiers. Et le sien est si connu des gens d'ici que bien des langues fourchent encore, trois ans après, hésitant à donner du « monsieur le président » à celui qu'on a si longtemps appelé « monsieur le maire ».

Pour un déjeuner sans protocole l'attendaient déjà M^{me} Danielle Mitterrand, M. Roland Dumas, ministre délégué aux affaires européennes, et quelques amis de toujours. Le commandant en chef blanc, héros d'une longue et joyeuse table, se souviendra longtemps, c'est sûr, de

ce dimanche 17 juin. Moins parce que l'on a voté ce jour-là pour l'Europe que parce que le président de la République déjeunait à dix pas de lui.

Après le café, un peu de travail. Sur la table qu'on vient tout juste de desservir, resté en tête à tête avec Roland Dumas, le chef de l'Etat va examiner longuement les dossiers que celui-ci a ouverts. Dehors, les journalistes piaffent, tandis que l'un après l'autre, épuisés de chaleur, les jeunes et les vétérans du traquet qui ont participé à la Grimpée de Château-Chinon - le grand rendez-vous annuel régional des cyclotouristes de tous poils - cherchent dans un demi-pasché une juste récompense.

A 17 heures, à la Maison des jeunes et de la culture, le président de la République a reçu les insignes de chevalier dans l'ordre du mérite au docteur Signé. Il s'attendait un instant avec les journalistes, parle plutôt de la pluie et du beau temps que d'autre chose, serre des mains, puis s'en va visiter quelques chantiers. « Vous savez, il s'intéresse toujours autant à la ville, fait observer quelqu'un ».

Qu'il s'y plaise, c'est en tout cas indéniable. Le départ, initialement prévu pour 19 heures, ne se fera finalement qu'à 20 h 30, après un dîner rapide au Vieux Morvan. « A chaque fois, c'est la même chose », dit un grand-père qui a amené ses deux petits-enfants pour leur montrer l'envol de l'hélicoptère blanc qui bourdonne sur le tapis vert du terrain de football. « Il retarde toujours le moment de s'en aller, reprend le vieux monsieur. Il se plaint ici, vous savez. Un silence, et puis, sur le ton de la confidence, « entre nous, on est mieux chez nous qu'là-bas ».

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

A STRASBOURG

- L'extrême droite et les écologistes pourraient constituer deux nouveaux groupes
- La majorité reste au centre droit

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). - Le résultat obtenu par M. Jean-Marie Le Pen aura un effet immédiat sur la scène européenne : le Parlement de Strasbourg pourrait compter désormais un groupe d'extrême droite réunissant les élus du Front national, les néo-fascistes italiens du MSI et un représentant grec.

La formation d'un groupe à l'Assemblée de la CEE exige la présence de dix parlementaires de trois nationalités différentes, ou de quinze élus issus de deux pays : avec une dizaine de sièges pour la liste Le Pen et les cinq ou six du MSI, un nouveau groupe devrait donc pouvoir se constituer. Le principal avantage est de bénéficier d'un temps de parole à la tribune plus important que celui des députés non-inscrits.

La succès des VERTS en Allemagne fédérale (7 sièges) et leur percée en Belgique (2) et aux Pays-Bas (2), devrait également favoriser l'entrée au Parlement d'une formation représentant les écologistes européens.

Mais les résultats font apparaître que, au total, le visage de la prochaine Assemblée ne sera guère modifié, malgré la progression des socialistes, de 124 à 130 sièges, surtout due aux résultats obtenus par les travaillistes britanniques. La bon score du PCI ne sera pas suffisant, d'autre part, pour compenser les pertes du PCF (de 6 à 8 sièges en moins pour le groupe communiste).

La majorité de centre droit de la précédente législature sera

sera une légère baisse en raison du fléchissement des démocrates chrétiens en général, des conservateurs britanniques, et de la défaite des libéraux allemands. A droite, seul le groupe des démocrates européens de progrès augmentera sa représentation grâce au score du RPR mais aussi à celui du parti nationaliste irlandais (Fianna Fail), qui siège à ses côtés.

La centre droit conservera donc une confortable avance pour briguer la présidence de l'Assemblée. Le choix sera pourtant difficile. Le Parti populaire européen (qui rassemble les démocrates-chrétiens) est très partagé sur une éventuelle candidature de M^{me} Simone Veil. La difficulté pour lui est qu'il ne dispose pas d'une personnalité suffisamment marquante à opposer à l'ancienne présidente. La tentative avait déjà échoué en janvier 1982. En présentant l'Allemand Egon Klopsch, les démocrates-chrétiens avaient favorisé l'élection du socialiste néerlandais Piet Dankert.

A gauche, le groupe socialiste, qui restera le plus nombreux dans la nouvelle Assemblée, a l'intention de présenter un candidat. M. Spinnelli (apparenté communiste) est déjà sur le signe de départ. Dans son entourage, on croit sa candidature « possible », surtout après le coup de chapeau de M. Mitterrand, lors de son discours de Strasbourg, au projet d'union européenne qui porte son nom.

MARCEL SCOTTO.

ERE : pari perdu

Le score de la liste ERE européenne est sans appel : le pari est perdu. MM. Olivier Stirn, Brice Lalonde et François Douhin sont loin de l'objectif qu'ils s'étaient fixés : à plus d'un point et demi. Pire même, leur liste - alors qu'elle pouvait être classée parmi les « grandes » listes puisque parrainée par un groupe parlementaire - n'arrive qu'en dixième position, devancée par les « Verts » dont ils avaient espéré le ralliement des sympathisants.

L'opération a-t-elle fait long feu pour autant ? L'analyse faite par ses responsables ne les conduit pas à renoncer. Aussi entendent-ils toujours organiser des assises en septembre. L'explication de l'insuccès tient compte du handicap de départ : difficilement mise sur pied, l'alliance a eu peu de temps pour faire passer son message. D'autant - et le résultat final l'a révélé - que les électeurs n'étaient guère prêts à entendre un langage de modération même si ce dernier condamnait lui aussi l'égotisme de la « bande des quatre ».

De création récente, ERE a mis en avant les convergences établies entre les trois courants qui se sont vus révélés n'être que leur plus petit dénominateur commun.

Que ce soit M. Lalonde ou M. Stirn l'un et l'autre ont apparus comme des marginaux de leur propre famille.

Quant à M. Douhin, il n'a pas, bien qu'il investisse par son propre parti, bénéficié d'un soutien immédiat des troupes du MRG. Plus grave, le président du Mouvement, M. Jean-Michel Baylet, a été soupçonné de faire une campagne parallèle par un affichage personnel.

Pour s'établir que pourrait être l'habillage de l'opération, la mobilisation a échoué faute de conviction militante. La preuve en est que les meilleurs résultats ont été obtenus dans les départements où il y a eu engagement des « politiques » : Haute-Corse avec M. François Giacobbi, sénateur et président radical de gauche du Conseil général, Saint-Pierre-et-Miquelon avec M. Marc Plangeon (qui a quitté le groupe socialiste du Sénat pour s'inscrire à celui du Rassemblement démocratique qui a soutenu l'ERE), Calvados, département d'origine de M. Stirn, député, maire de Vire ; Tarn-et-Garonne avec M. Baylet, Lot avec M. Maurice Faure, Hautes-Pyrénées avec M. François Abadie, Orne, où M. Douhin est maire d'une petite commune.

Si le MRG peut satisfaire d'avoir participé à une liste qui a fait mieux que son ancien président, M. Michel Crespeau, à l'élection présidentielle de mai 1981 (3,3 au lieu de 2,2), il ne doit guère se faire d'illusions sur ses futures relations avec le PS, peut-être sans doute, aux lendemains du scrutin, à pardonner son « autonomisme » à son partenaire de 1979.

ANNE CHAUSSEBOURG.

En cas d'élections

législatives

Selon le sondage Sofres, 49 % des électeurs du 17 juin souhaitent voter, en cas d'élections législatives, pour l'UDF ou le RPR, 34 % pour la majorité (PS-PCI), 17 % ne se prononcent pas.

41 % des électeurs interrogés ont voulu manifester leur mécontentement à l'égard du gouvernement, 21 %, au contraire, signifiant par leur vote leur soutien.

Le vote

des jeunes électeurs

Le vote des nouveaux électeurs (18-20 ans) est traditionnellement plus à gauche que la moyenne nationale. L'élection européenne du 17 juin est une exception, semble-t-il, à cette règle. En effet, selon le sondage Bull-BVA, les listes de la majorité recueillent seulement un peu plus du quart des suffrages dans cet électeur :

- Liste Veil 38 %
- Liste Jospin 21 %
- Liste Marchais 6 %
- Liste Le Pen 9 %
- Autres listes 28 %

Revue d'études Palestiniennes

AU SOMMAIRE DU N° 12

RASHID KHALIDI
L'impact du mouvement national palestinien sur la politique et la société libanaises

FRANÇOISE SMYTH
Les protestants, la Bible et Israël

RITA GIACAMAN
Inquiétudes distortions : Les conditions sanitaires en Cisjordanie

KAMEL ZOUHEIRI
Israël et les eaux du Nili

NATHAN WEINSTOCK
Le mouvement ouvrier juif en Palestine avant 1914

Témoignages

*Abia Cheikh Hassan, palestinienne au Liban
Fawzi Khoury, prétre en Galilée
Moustafta Naouba, maire de Hama (Hébron)

Dossier

La conception israélienne de la sécurité

Roger Nab'at : De l'impossible sécurité d'Israël ?
Zvi Lanir : Les objectifs politiques et militaires des guerres d'Israël
Yoram Pery : De la coexistence à l'phénomène

Le n° 45 F - Abonnement 1 an (quatre numéros), 140 F
Etudiants (sur justificatif), 110 F
Réglement au nom des Editions de Minuit (CCP Paris 780.43 T)
Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Etudes palestiniennes
Diffusion : les Editions de Minuit - 7 rue Bernard Palissy - 75006 Paris

LES ESTIMATIONS SUCCESSIVES

	PS	UDF-RPR	ERE	FN	ECOLO
SOFRES (17-20 ans)					
22 h	13-15	19-21	41-43,5	3,5-4,5	9,5-11
23 h	11	20,5	43	3,2	10,05
24 h	11,2	21,1	43	3,3	10,05
IFOP (RTL-Le Point)					
22 h	10-16	17-23	37-44	2-6	9-14
23 h	11,5	20,5	41,5		11,5
BULL-BVA (Aut. 2-RMC) Parisien libéré					
22h30	11-13,5	21-24	40,5-43,5	2,5-4,5	9,5-11,5
23 h	10,8	20,8	41,8	3,5	10,8
24 h	11	21,1	42,5		11

LES DERNIÈRES INTENTIONS DE VOTE

	PS	UDF-RPR	ERE	FN	ECOLO
SOFRES/Flare	14 %	21 %	44 %	5 %	7 %
IFOP/Magazine-Século	13 %	20 %	44 %	4,5 %	7,5 %
BVA/Paris-Match	12,5 %	24,5 %	44,5 %	2,5 %	6 %

● M. MAURICE SCHUMANN, ancien ministre, sénateur RPR du Nord : « Si le président de la République, ce que je me refuse à croire, ne l'a pas, selon les modalités dont il est le seul juge, la légende du référendum d'aujourd'hui, car il s'agit bien de l'équivalent d'un référendum, ce serait alors qu'il faudrait parler d'un coup d'Etat permanent, mais je veux faire confiance à l'esprit démocratique de François Mitterrand. Le moment est venu de se rappeler la vérité des institutions de la V^e République. Lorsque le général de Gaulle a demandé aux Français de décider l'élection du président de la République au suffrage universel, il a précisé qu'il s'agissait d'un contrat entre le président de la République et la nation, et non pas d'un mandat ou d'un chèque en blanc ».

● M. ANDRÉ ROSSINOT, président du Parti radical : « Les excès de la coalition socialiste-communiste ont généré l'apparition d'un vote d'extrême-droite sans précédent sous la V^e République. La tentative d'élargissement de la majorité présidentielle à laquelle s'est prêt Olivier Stirn a totalement échoué. L'électorat du centre-gauche ne s'y est pas trompé. Dans ce contexte politique du moment, un Parti radical fort est indispensable à l'opposition républicaine pour démanteler la tentation d'extrême-droite et élargir les bases de l'opposition dans la perspective des élections législatives de 1986 ».

L'Éducation

Pour comprendre ses enfants.
Pour préparer leur avenir.
L'information sûre.

Manuel.
En vente partout.
11 F

LES RÉSULTATS DES PRÉCÉDENTS SCRUTINS

Elections européennes 1979				Election présidentielle 1981 (1 ^{er} tour)			
Inscrits	Votants	Abstentions	Suffrages exprimés	Inscrits	Votants	Abstentions	Suffrages exprimés
35 180 531	21 356 960	13 823 571 (39,29 %)	20 242 347	36 398 859	29 516 082	6 882 777 (18,90 %)	29 038 036
Listes				Candidats			
Voix	%			Voix	%		
Trouzkistes (M ^{me} Laguerre)	623 663	3,08		A. Laguerre	668 057	2,30	
PCF (M. Marchais)	4 153 710	20,52		G. Marchais	4 456 922	15,34	
PS-MRG (M. Mitterrand)	4 763 026	23,53		F. Mitterrand	7 505 960	25,84	
				M. Crépeau	642 777	2,21	
DIFE (M. Chirac)	3 301 980	16,31		J. Chirac	5 225 846	17,99	
				M. Debré	481 821	1,65	
UDF (M ^{me} Veil)	5 588 851	27,61		M ^{me} F. Giscard	386 623	1,33	
Europe-Ecologie (M ^{me} Farnet)	888 134	4,39		V. Giscard d'Estaing	8 222 432	28,31	
REP (M. Servan-Schreiber)	373 259	1,84		B. Lalonde	1 126 254	3,87	
DEF Interprof. (M. Mahaud)	283 144	1,40					
Eurodroite (M. Tiber-Vigancourt)	265 911	1,31					
Reg. Eur. (M. Hallier)	337	0					
FSU (M ^{me} Bouchard)	332	0		H. Bouchard	321 344	1,10	

de 110 1520

européennes

Grave échec de la gauche

(Suite de la première page.)

Parmi les vaincus, la gauche revient, sans conteste, à la gauche. Il faut remonter à l'élection présidentielle de 1965 pour trouver une gauche en dessous des 40 % ; il faut remonter à 1973 pour trouver un PS à moins de 21 % (20,86 %) ; il faut remonter à 1928 pour trouver un PC à 11 % (11,79 %). On peut additionner, discuter, observer que le total de toutes les gauches (39 %) n'est pas très éloigné du seul score de M. Veil (42,7 %), le recul est là. Il est sévère et touche bien davantage le PCF que le PS, les deux formations totalisant 32,05 % des suffrages exprimés, contre 44,05 % en 1979 et 41,18 % en 1981 pour MM. Mitterrand et Marchais.

Chez les socialistes, qui ont souffert, comme tous les grands partis, de l'émiettement qu'induit la proportionnelle, la bonne campagne de M. Jospin fut à tout juste permise de sauver les meubles : il a mobilisé le moyen militant, et résisté, *grasso modo*, le score de M. Mitterrand en 1979 : 20,8 % sans les radicaux de gauche, contre 23,33 % pour M. Mitterrand avec le MRG. Mais la perte est sèche par rapport au score du candidat Mitterrand en 1981 (25,84 %). Le PS paie, en outre, un tribut particulier à la rigueur : il perd 6 points en Lorraine, 4 points dans le Nord-Pas-de-Calais, alors que son recul moyen par rapport à 1979 est de 2 points.

Pour le PCF, c'est plus grave : le déclin, pour ceux qui ont douté, est bel et bien là, et il s'accroît. Les communistes fléissent, d'ailleurs, l'humiliation, puisque vingt-cinq mille neuf cent huit voix (25 908) seulement leur appartiennent de la liste de M. Le Pen. Il ne s'agit plus seulement de constater, comme il était prévisible (car cette mésaventure avait été celle du RPR aux européennes de 1979), que le PCF a payé le prix de la contradiction (un pied dedans, un pied hors de la majorité). Il paie, surtout, dans un contexte de défiance à l'égard de la gauche, le prix de ses propres errements.

Ce déclin conduit à une situation qui rappelle celle de la SFIO dans les années 1958-1960 : une audience qui se réduit à des bastions, tandis que des régions apparaissent où elle devient quasi nulle : moins de 3 % en Alsace, moins de 7 % en Franche-Comté.

Dans ces conditions l'opposition peut se réjouir d'avoir obtenu le « vote sanction » qu'elle demandait. Mais elle n'est victorieuse, comme l'a souligné aussitôt M. Le Pen, que grâce aux voix du Front national. Le score de M. Veil est inférieur à celui qu'elle-même et M. Chirac avaient obtenu en 1979. Et M. François Léotard, secrétaire général du PR, a donc pu parler d'une

« bataille que l'opposition aurait pu gagner... », si chacun s'était présenté sous ses propres couleurs. L'incapacité de l'opposition à garder ses propres électeurs et la question de l'alliance avec l'extrême droite pèseront d'un poids inattendu.

A ce stade, comment peut-on évaluer les conséquences du scrutin ? Au strict plan politique, il est bon de rappeler qu'il s'agit d'élections intermédiaires, où, par définition, le pouvoir n'est pas en jeu ; qu'elles avaient lieu à la proportionnelle, c'est-à-dire selon un processus qui n'est pas celui auquel les Français se sont accoutumés pour désigner leurs dirigeants : qu'enfin, et peut-être surtout, l'abstention a été très forte ; plus forte qu'en 1979 (42,88 % contre 39 %) ; plus forte, même qu'au référendum de 1972, pour lequel les socialistes avaient appelé à l'abstention ; bref, un Français sur trois — qui participent aux élections importantes — ne s'est pas, cette fois, déplacé. Il sera, de ce point de vue, intéressant de savoir (si les instituts de sondage peuvent l'établir), qui sont ces 43 % de Français abstentionnistes. Mais il paraît clair d'ores et déjà que l'abstentionnisme différentiel a coûté cher à la gauche et, au sein de celle-ci, au PCF.

Ces simples constats devraient inciter l'opposition à mesurer ses réactions : ainsi, lorsque M. Chirac évoque « un minimum historique », en faisant référence aux voix de la gauche, il a raison ; mais il devrait se souvenir, d'une part, que la famille politique dont il se veut l'héritier a rarement gouverné avec une coalition réunissant plus de 38 % des voix au premier tour (lire l'article d'Oliver Duhameil) et que cette même famille avait conçu des institutions taillées sur mesure pour protéger le pouvoir de l'impopularité (M. Debré l'a rappelé lors d'un récent colloque consacré aux institutions).

Autre rappel salutaire : l'opposition va devoir vivre avec la lancinante question de l'alliance avec l'extrême droite, rénovée par des hommes aussi différents que MM. Chirac et Stasi ; elle va devoir, aussi, répondre à une difficulté stratégique : le recroisement de M. Chirac fait apparaître le lit de M. Le Pen. M. Chirac peut être tenté de tenir compte de cette radicalisation, mais il sait que, s'il veut rassembler lors d'une élection présidentielle, il lui faut poursuivre dans la voie de son propre recroisement. En clair, l'échec de 1986 lui commande de remettre en question sa stratégie, celle de 1988 de la poursuivre. Pas facile ! S'ajoute le fait que l'UDF — M. Léotard n'a pas attendu qu'on le lui conseille — va être poussée à reprendre son autonomie. L'oppo-

sition devrait donc retrouver le chemin des « primaires », mais avec une nouveauté : elle n'attendait pas vraiment : il lui fallait, vraisemblablement, disputer des primaires à trois, RPR, UDF et Front national. Les intentions de M. Le Pen, de ce point de vue, paraissent claires.

Ces difficultés seront, sans doute, masquées par l'appétit de l'affrontement gauche-droite. Car la concurrence sur sa droite et l'affaiblissement de la gauche conduisent, *facto*, l'opposition à se durcir. M. Veil avait donné le ton avant même la fin de la campagne. Elle peut considérer, aujourd'hui, qu'elle a bien tenu le choc, grâce à la radicalisation de son discours. Il y a donc fort à parier que la surenchère est au bout de la route : MM. Lecœur et Poniatsowski ont montré la voie, en réclamant, dès dimanche soir, la dissolution de l'Assemblée nationale (M. Léotard l'avait souhaitée avant même le scrutin).

M. Chirac, lui, n'a pas parlé de dissolution, mais il y pense. Il se souvient que Georges Pompidou avait été mesuré du résultat du référendum sur l'Europe, en 1972, et qu'un président se doit de rajouter sa légitimité. Faut-il dire, d'ailleurs, la démo-cratie fait défaut. C'est un système qui, à la limite, interdit de prendre des mesures impopulaires, mais qui a le mérite de la simplicité.

En face, la gauche, plus que jamais sur la défensive, devra se montrer plus combative, ne serait-ce que pour indiquer au pays qu'elle n'abandonne pas. Cela donnera, vraisemblablement, une campagne législative « au contenu ».

Entre les deux, ce n'est certes pas le vide : les listes qui refusent l'affrontement bipolaire (les Verts, l'ERE de MM. Stin, Douthin et Lalonde) totalisent tout de même 6,72 %. Il y a là une aspiration, que le chef de l'Etat peut exploiter dans la perspective de 1988, et avec un autre mode de scrutin. Mais l'émergence d'un centre peut-être obtenu au prix d'une prime à l'extrême droite et d'un affaiblissement (même s'il est relatif) d'un PS, dont M. Mitterrand voulait qu'il soit, pour longtemps, le pivot de la vie politique ? Ce qui, à tout le moins, empêche qu'il se manifeste dans la position de premier parti de France. Mais nous n'en sommes pas encore à la réforme du mode de scrutin législatif. Dans l'immédiat, bornons-nous à constater que les élections européennes sonnent le glas d'une équipe, celle de M. Mauroy, et d'un homme, le secrétaire général du PCF.

On voit mal comment le chef de l'Etat pourrait, désormais, prolonger longtemps la survie du gouverne-

ment Mauroy, même si le fait de lui demander de se démettre de sa charge (comme c'est la règle sous la Ve République) aurait pour effet de donner au scrutin une valeur qu'il n'a pas, en droit.

On ne voit pas comment le PCF pourrait faire l'économie d'un débat sur la « ligne », ou ce qui en tient lieu définitive par M. Marchais. Ce dernier pense que la gauche a besoin d'une « autre politique ». La réalité est que le PCF lui-même a besoin d'une « autre ligne ». Les dirigeants communistes, et le principal d'entre eux, n'ont pas assez mesuré que, participant au gouvernement, ils ne pourraient plus prétendre rester en même temps le parti des mécontents. Le parti des mécontents, aujourd'hui, c'est le Front national. Le PCF, qui a voulu jouer sur les deux tableaux, perd sur tous les tableaux. Il n'est, en tout cas, plus en état de demander ou de négocier quoi que ce soit.

Cela suffit-il à enterrer l'union de la gauche ? Cette stratégie avait pour but, dans l'esprit de M. Mitterrand, de réduire l'influence du PCF et d'utiliser son potentiel électoral. Cette influence est, aujourd'hui, réduite et son potentiel, épuisé. Mais le problème continue de se poser pour M. Mitterrand, en termes d'éclaircissement et non d'alliance alternative.

La gauche, on l'oublie trop souvent, est devenue minoritaire pendant « l'été de la gauche », c'est-à-dire avant même la période de rigueur : les quatre élections législatives partielles (quatre victoires de l'opposition) de janvier 1982 l'attestent. Dès ce moment, la fraction de l'Etat qui l'avait rejointe, par anticardisme, s'en était retournée dans son camp. Dès ce moment, il était clair que la gauche n'aurait pas à reconstruire les voix perdues, mais à conquérir des voix qu'elle n'avait pas encore eues, celles de couches sociales qui peuvent avoir intérêt à la voir gouverner. C'est là que la rigueur est venue tout compliquer. C'est là que l'on s'est aperçu qu'une politique de réduction légère des dépenses de fonction publique, même assortie d'un contrôle des fortunes, de remise en question de quelques privilèges de professions libérales, s'ajoutant à la baisse du pouvoir d'achat, suffisait à déplacer vers la droite le centre de gravité de la vie politique.

Dire que le handicap sera lourd à remonter d'ici à 1988 est un euphémisme. D'autant que la gauche, et c'est peut-être le plus grave, s'est laissée — aussi injuste que puisse être ce constat — déposséder d'un thème qui faisait sa force : la défense des libertés.

Dans l'immédiat, il va lui falloir gérer une situation particulièrement délicate, culminant, peut-être, le dimanche 24 juin à l'occasion d'une manifestation dont les mots d'ordre risquent d'être fort éloignés du pré-texte de ladite manifestation (l'enseignement privé).

A plus long terme, les grands partis, principales victimes de l'émiettement du scrutin du 17 juin et de la percée de M. Le Pen, feraient bien de méditer sur la validité de l'électorat, dans un pays pourtant habité aux pesanteurs et aux permanences électorales. La crise provoque décidément des réflexes dont chacun peut être victime désormais à droite comme à gauche.

PATRICK JARREAU.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Les résultats par département des six principales listes

(En pourcentage des suffrages exprimés)

Départements	PC	PS	UDF-RPR	ERE	VERTS	FN
Alsace	7,18	20,66	45,94	3,48	3,87	12,83
Ain	15,22	18,42	35,48	2,96	3,59	8,88
Aisne	20,70	19,23	38,78	2,96	3,69	7,67
Alpes-de-Haute-Provence	14,16	22,91	37,57	3,23	3,74	12,19
Hautes-Alpes	10,22	21,07	47,02	2,89	3,55	8,60
Alpes-Maritimes	11,17	15,70	42,77	2,48	2,41	21,39
Ardeches	11,84	21,46	46,11	2,59	3,09	8,52
Ardennes	12,33	20,97	41,16	2,83	3,42	12,99
Ariège	15,95	33,53	32,18	2,72	2,77	6,80
Aube	9,56	18,52	48,19	2,96	3,02	9,99
Aude	16,40	33,80	31,41	2,55	2,38	8,53
Aveyron	6,86	22,93	51,22	3,59	2,95	5,28
Belfort (Terr. de)	6,56	25,37	51,11	3,52	3,28	14,77
Bouches-du-Rhône	17,90	18,52	34,18	2,41	2,69	19,49
Calvados	6,76	19,44	44,18	8,62	3,99	8,36
Cantal	7,47	20,49	55,92	2,24	2,00	4,65
Charente	12,69	23,92	42,83	3,11	2,91	6,64
Charente-Maritime	9,79	22,10	45,51	3,50	3,12	7,94
Cher	17,87	24,85	34,56	2,88	2,87	8,61
Corrèze	20,89	28,94	43,66	2,31	2,06	4,42
Haute-Corse	14,34	13,53	43,18	15,92	0,99	9,84
Corse-du-Sud	17,30	16,76	42,24	2,88	1,08	17,82
Creuse	6,43	22,09	44,44	3,62	3,15	11,70
Dordogne	12,65	24,24	43,27	2,80	3,22	3,21
Doubs	16,22	24,08	43,52	2,08	2,19	4,81
Durango	16,69	23,01	40,68	2,91	2,56	6,83
Doubs	6,06	22,20	45,40	3,02	4,10	12,95
Drôme	10,41	23,49	41,38	3,34	3,48	11,28
Eure	12,16	20,69	40,36	3,72	4,19	12,43
Eure-et-Loire	8,85	20,23	44,05	3,85	3,35	10,56
Fallais	12,64	21,00	43,11	3,73	3,37	12,00
Flandre	8,38	23,35	48,88	2,75	3,23	6,65
Gard	20,18	20,46	35,38	2,69	2,71	12,71
Haute-Garonne	10,53	29,55	38,05	3,21	2,91	9,56
Gers	9,86	29,64	38,99	3,53	2,63	9,75
Gironde	9,85	26,50	42,11	2,84	2,67	7,17
Haute-Gironde	11,51	17,75	44,40	3,58	3,28	14,14
Hérault	16,57	22,52	35,58	2,74	2,55	15,33
Ille-et-Vilaine	4,58	21,49	51,06	3,52	2,77	6,50
Indre	13,85	22,00	41,65	2,89	2,90	7,58
Indre-et-Loire	8,12	22,90	44,45	3,73	3,15	8,86
Isère	11,13	23,53	40,80	3,25	3,35	11,62
Jura	14,40	20,87	44,40	3,14	4,22	10,83
Landes	11,35	20,32	39,67	2,61	2,22	7,12
Loir-et-Cher	10,30	20,86	45,21	3,26	3,16	8,23
Loire	11,23	19,00	43,48	2,76	3,25	13,11
Haute-Loire	5,41	21,85	52,26	2,75	2,74	7,82
Loire-Atlantique	6,20	23,08	47,93	3,26	3,51	7,77
Loiret	8,80	19,23	46,51	3,59	3,71	10,18
Lot	10,68	28,37	40,52	3,09	3,16	5,16
Lot-et-Garonne	13,28	23,31	40,04	3,29	2,84	9,67
Lozère	6,47	19,24	56,78	2,36	2,35	6,69
Mayenne	4,07	19,05	53,18	4,04	2,33	7,16
Meurthe-et-Moselle	3,93	16,74	54,29	4,89	5,01	6,77
Meuse	10,14	17,32	46,43	3,40	3,67	11,14
Meurthe-Meuse	8,31	18,85	47,62	3,13	3,61	10,65
Mayenne	3,00	16,86	56,81	5,77	3,45	6,22
Meurthe-et-Moselle	11,98	18,42	41,77	3,32	3,81	11,59
Meuse	6,96	19,49	45,47	3,34	4,07	10,93
Morbihan	7,15	19,66	49,05	3,01	3,25	9,13
Monne	6,59	16,76	43,01	3,55	5,03	14,04
Nievre	12,59	23,28	35,93	2,98	2,79	8,13
Nord	15,78	20,68	36,88	2,80	4,18	10,51
Oise	11,57	19,43	39,28	3,28	3,95	12,76
Orne	4,78	18,27	50,95	5,45	3,35	7,78
Paris	6,15	18,38	49,61	3,32	2,56	15,24
Paris-de-Seine	18,82	24,39	34,24	2,53	3,91	6,67
Paris-de-Seine	7,81	18,36	43,98	3,18	3,01	7,97
Pyrenées-Atlantiques	7,47	25,10	47,29	2,97	2,75	8,09
Hautes-Pyrenées	15,80	24,80	37,99	5,45	2,60	6,69
Pyrenées-Orientales	16,14	21,81	35,27	2,58	2,67	15,86
Rhône	2,27	13,01	51,82	4,34	6,24	11,53
Rhône-Alpes	8,21	15,95	45,52	4,13	6,59	13,91
Rhône	8,50	19,30	43,58	3,58	3,21	15,86
Rhône	6,77	23,92	44,43	3,11	3,23	11,24
Saône-et-Loire	10,48	23,41	44,27	3,31	2,91	8,55
Sarthe	10,35	20,09	46,18	3,34	3,70	5,87
Savoie	8,94	22,70	45,15	3,00	3,33	11,37
Haute-Savoie	6,47	15,05	49,69	3,54	3,85	12,75
Seine-Maritime	13,94	20,86	40,80	2,93	3,62	8,38
Seine-et-Marne	10,13	19,06	41,89	3,30	4,04	14,62
Seine-Saint-Denis	21,84	18,03	31,65	2,67	4,11	15,98
Seine-et-Oise	5,15	23,28	50,31	3,37	3,21	5,35
Seine	16,35	18,20	36,89	2,80	3,51	9,72
Tarn	9,62	27,67	39,79	3,48	3,09	9,65
Tarn-et-Garonne	9,19	24,39	39,94	6,29	2,99	9,73
Val-de-Marne	18,20	18,28	37,22	3,18	3,88	13,91
Val-d'Oise	13,33	19,01	38,72	3,40	4,06	14,97
Vendée	12,93	19,49	40,28	2,51	2,69	19,96
Vienne	12,81	20,83	37,61	3,04	3,23	16,44
Vendée	3,93	18,18	56,32	3,24	3,12	6,09
Vienne	9,45	23,12	45,84	3,03	2,97	6,52
Vienne-Vienne	21,27	24,97	35,62	2,72	2,79	5,12
Vosges	12,42	20,80	47,07	3,73	3,54	12,37
Yonne	10,07	18,31	44,14	3,42	3,48	12,53
Yvelines	7,86	18,04	45,67	4,10	3,43	14,37

Les résultats par région des six principales listes

(En pourcentage des suffrages exprimés)

RÉGIONS	Département politique du conseil régional	PC	PS	UDF- RPR	ERE	VERTS	FN
Alsace	UDF-CDS	2,39	13,79	50,22	4,26	6,54	12,90
Aquitaine	PS	11,31	25,71	42,43	2,59	2,63	8,33
Auvergne	PS	11,76	22,17	45,44	2,92	2,85	7,67
Bourgogne	UDF-CDS	9,92	23,12	42,64	3,35	3,06	10,15
Bretagne	UDF-PR	8,13	22,29	48,22	3,01	3,37	6,82
Centre	MRG	10,68	20,65	44,01	3,40	3,30	9,35
Champagne	UDF-CDS	10,18	18,65	45,49	3,13	3,46	10,77
Corse	MRG	15,88	14,90	42,78	10,40	1,03	13,22
Franche-Comté	UDF-PR	6,86	22,92	44,22	3,06	3,94	12,05
Haute-Normandie	RPR	13,48	18,60	40,30	3,43	3,81	14,33
Langues	PS	16,99	23,57	35,75	3,65	2,81	13,18
Languedoc	PS	20,18	23,19	39,96	2,45	2,42	4,81
Lorraine	UDF-CDS	8,54	17,76	42,94	3,45	4,44	12,75
Midi-Pyrénées	PS	10,64	27,33	40,12	3,99	2,89	8,10
Nord	PS	16,63	22,09	35,87	2,70	4,08	9,04
Pas-de-Calais	UDF-PR	5,32	18,23	49,27	6,59	4,20	7,67
Normandie	RPR	12,43	20,68	41,76	3,20	3,60	8,97
Pays-de-Loire	RPR	5,71	20,20	51,19	3,49	3,42	6,85
Provence	PS	14,35	19,01	38,90	3,05	3,74	10,78
Provence-Alpes- Côte-d'Azur	PS	9,36	23,01	46,03	3,27	3,05	6,75
Provence-Alpes- Côte-d'Azur	PS	14,35	18,15	38,35	2,56	2,75	19,08
Rhône-Alpes	RPR	9,42	20,17	43,87	3,17	3,32	12,97

LES ÉLECTIONS

Un nouveau venu disert et des ténors absents

Il faudra s'y faire : M. Jean-Marie Le Pen est maintenant une vedette à part entière de la politique. Il avait déjà crevé l'écran lors de son passage à « L'heure de vérité », sur Antenne 2, en février. Il n'a pas manqué non plus sa rentrée dimanche soir. Il est venu donner des leçons de démocratie, sur le ton détendu et disert du monsieur qui n'est plus tout à fait un débutant, et expliquer honnêtement que son bonheur aurait été parfait s'il avait réussi à doubler le PC. Lui et ses amis du Front national ont été au centre de tous les commentaires. La droite « classique » explique avec M. Bernard Pons que les électeurs de M. Le Pen sont tout juste un peu plus mécontents que les siens. La gauche, elle, interroge sur les alliances futures.

Est-ce ce succès qui la dérange ? M^{me} Simone Veil a été étrangement muette. Seulement une brève déclaration en début de soirée, et puis plus rien. Comme pour confirmer les dires de ceux qui estiment que la liste unique de l'opposition roulerait pour le RPR, ce fut M. Jacques Chirac qui, à 23 h 45, tira solennellement les leçons de scrutin.

Autre leader absent : M. Georges Marchais. Pas de déclaration, pas de participation aux débats, pas même une apparition au siège du PCF ou à l'Assemblée. A sa place, M. Pierre Juppé lit un court texte : « La défaite électorale est un avertissement sérieux », M. André Lajoinie, sur le plateau de TF1, ne va pas plus loin. Le PCF, cette fois, beaucoup de mal à se relever de ce knock-down.

Alors, on parle d'abstentions, de démobilisation dans les rangs de la gauche. Et puis des transferts de voix vers la droite et même vers l'extrême droite. C'est M. Jean Poperen qui le dit : il faudra « réfléchir », « analyser », « tirer des conclusions ». L'embarras est à la mesure de la déception. Comme sont déçus les deux autres listes qui espéraient faire leur entrée au Parlement européen : les contristes de ERE et les VERTS. Ne parlons pas des petits, les Gomez, les Flaxhain et autres Lagulier.

C'est M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, qui prononce le mot le premier : « dissolution ». Quelles que soient les explications du recul de la gauche (« tout gouvernement aurait été sanctionné en raison de la situation économique » et d'ailleurs « les majorités perdent du terrain dans tous les pays

d'Europe »), on n'empêchera pas l'opinion de penser qu'il y a aujourd'hui un fossé entre le pays réel et le pays idéal. Les électeurs de l'opposition, M. Chirac en tête, enfoncent le clou. Que va faire le président de la République ? M. Jospin répond par avance : pas d'élections anticipées.

Pourtant, la classe politique a déjà les yeux braqués sur l'horizon 86. Une date bien lointaine au goût de certains. Et l'opposition demande avec insistance : avec quel mode de scrutin ? Ou sent les socialistes gênés aux entournures. Le nouveau venu, M. Le Pen, leur souffle avec bonhomie la réponse : la proportionnelle, bien sûr. Si non, les « socialistes » n'auraient que vingt-cinq élus.

Et l'Europe ? Vous avez dit Europe ? Ah, si seulement on pouvait y intéresser les électeurs !

YVES AGNÈS.

LA MAJORITÉ

M. Lionel Jospin : les échéances politiques nationales viendront à leur date

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS et tête de liste de son parti, a fait une déclaration dont voici les principaux extraits :

« Plus de 40 % : une partie considérable de nos concitoyens ne s'est pas sentie concernée par cette élection européenne (...). Sans doute parce que les listes en compétition, contrairement à ce que j'ai fait, ont très peu parlé de l'Europe. Je le regrette, parce que l'Europe est menacée, elle est à consolider, elle reste à construire. (...) Les conclusions que certains à droite veulent en tirer sur le plan intérieur me paraissent à la fois imprudentes et hâtives. Nul doute, en effet, que dans une élection où sera en cause directement l'avenir de notre pays sur des enjeux nationaux, les électeurs de gauche qui se sont abstenus effectivement aujourd'hui, et, semble-t-il, plus fortement qu'à droite, se mobiliseront alors pleinement. »

Deuxième constatation : la gauche n'a pas obtenu le 17 juin un bon résultat, mais le Parti socialiste a réalisé un score comparable à celui qu'il avait réalisé en 1979, en tenant compte du fait qu'en 1979 il était avec les radicaux de gauche. Par contre, le Parti communiste a connu une nouvelle érosion de son influence. En outre, si l'on examine les résultats qui nous parviennent de autres capitales européennes, c'est-à-dire des autres pays de la Communauté qui ont voté, on constate partout, semble-t-il, une poussée de l'opposition et un recul des forces de la majorité, ce qui montre bien que dans la crise que traverse le monde occidental, dans tous les pays démocratiques, cette crise affecte la majorité au pouvoir.

M. Jean Poperen (PS) : Le Pen est l'enfant des partis de droite

M. Jean Poperen, numéro deux du Parti socialiste :

« Ce n'est pas un jour faste pour la gauche et notamment pour le PS (...). Une part notable de l'électorat ne s'est pas intéressé à cette élection européenne (...). Nous n'avons pas vu, l'ensemble des forces politiques françaises, entraîner les électeurs. C'est une tâche capitale de faire progresser l'Europe. »

« Le fait qui frappe ce soir c'est la poussée de la liste conduite par Le Pen (...). Je voudrais ce soir faire appel à ceux des électeurs de gauche, je sais qu'il y en a, qui ont voté pour Le Pen. Je veux leur dire : les temps sont difficiles, nous avons dû, nous, gouvernement de la gauche (...), prendre des décisions difficiles qui sont dures pour nos concitoyens et mal ressenties par eux. Je comprends leur colère, je comprends aussi parfois leur colère devant un sentiment d'insécurité qu'ils attribuent au pouvoir, bien injustement, mais je leur dis ce soir sans haine aucune, à ceux-là, à ceux qui sont les gens du peuple : ont-ils réfléchi que, même s'ils ont des critiques à nous porter, même s'ils ont des impatiences, on ne se laisse pas aller à cette aventure car notre pays et d'autres pays ont payé très cherement ce genre d'abandon. »

LE PCF :

un avertissement sérieux

Le porte-parole du PCF, M. Pierre Juppé, à la fin d'une déclaration courte, indiquant notamment : « Il est nécessaire que la majorité procède à une analyse approfondie afin de réunir les conditions qui permettront de tenir les engagements pris en 1981 (...) le PCF va pour sa part s'y employer (...). Beaucoup d'électeurs qui avaient placé leurs espoirs dans la gauche en 1981 se sont aujourd'hui abstenus (...). La déception, le mécontentement ont été les plus forts. Dans cette élection particulièrement difficile, les partis de gauche ont enregistré un recul (...) Cette défaite électorale de la majorité constitue un avertissement sérieux. »

quelle que soit la couleur de cette majorité.

Troisième constatation : la liste de M^{me} Veil (...) est loin d'avoir obtenu le score qu'elle s'était fixé comme objectif au début de la campagne, et dont je rappelle qu'il était de 50 % (...) et, de fait, elle a nourri l'extrême droite.

Quatrième remarque : l'extrême droite a connu effectivement en France, dans cette élection, une forte poussée. Je crois que l'explication du débat politique à laquelle s'est prêtée l'opposition depuis trois ans, la banalisation des thèmes de l'extrême droite à laquelle s'est prêtée la droite classique et qui se dit républicaine, les propositions démagogiques de l'extrême droite expliquent une poussée dont nous devons tout faire pour qu'elle soit provisoire.

« Ce n'est pas dans la violence, dans le simplisme, dans la xénophobie, que notre peuple trouvera des solutions aux problèmes difficiles auxquels nous nous confrontons, dans un monde en crise, en affrontant (...) Le président de la République, son gouvernement et la majorité à l'Assemblée nationale vont poursuivre, je crois, leurs efforts de lutte contre la crise et de modernisation du pays. Aux socialistes, aux hommes et aux femmes de gauche de ce pays de s'engager plus pleinement pour préparer les décisions politiques nationales qui viendront à leur date. »

Interrogé sur Antenne 2, le premier secrétaire du PS a d'autre part déclaré que la nouvelle « érosion » du PC devrait conduire « sa direction à choisir une orientation claire d'unité et de soutien au gouvernement ».

M. Jean Poperen (PS) :

Le Pen est l'enfant des partis de droite

M. Jean Poperen, numéro deux du Parti socialiste :

« Ce n'est pas un jour faste pour la gauche et notamment pour le PS (...). Une part notable de l'électorat ne s'est pas intéressé à cette élection européenne (...). Nous n'avons pas vu, l'ensemble des forces politiques françaises, entraîner les électeurs. C'est une tâche capitale de faire progresser l'Europe. »

« Le fait qui frappe ce soir c'est la poussée de la liste conduite par Le Pen (...). Je voudrais ce soir faire appel à ceux des électeurs de gauche, je sais qu'il y en a, qui ont voté pour Le Pen. Je veux leur dire : les temps sont difficiles, nous avons dû, nous, gouvernement de la gauche (...), prendre des décisions difficiles qui sont dures pour nos concitoyens et mal ressenties par eux. Je comprends leur colère, je comprends aussi parfois leur colère devant un sentiment d'insécurité qu'ils attribuent au pouvoir, bien injustement, mais je leur dis ce soir sans haine aucune, à ceux-là, à ceux qui sont les gens du peuple : ont-ils réfléchi que, même s'ils ont des critiques à nous porter, même s'ils ont des impatiences, on ne se laisse pas aller à cette aventure car notre pays et d'autres pays ont payé très cherement ce genre d'abandon. »

LE PCF :

un avertissement sérieux

Le porte-parole du PCF, M. Pierre Juppé, à la fin d'une déclaration courte, indiquant notamment : « Il est nécessaire que la majorité procède à une analyse approfondie afin de réunir les conditions qui permettront de tenir les engagements pris en 1981 (...) le PCF va pour sa part s'y employer (...). Beaucoup d'électeurs qui avaient placé leurs espoirs dans la gauche en 1981 se sont aujourd'hui abstenus (...). La déception, le mécontentement ont été les plus forts. Dans cette élection particulièrement difficile, les partis de gauche ont enregistré un recul (...) Cette défaite électorale de la majorité constitue un avertissement sérieux. »

L'OPPOSITION

Mme SIMONE VEIL :

au-delà de l'objectif fixé

Mme Simone Veil, tête de liste d'union de l'opposition, interrogée en début de soirée sur TF1 : « La liste d'union de l'opposition devance de façon tout à fait considérable l'ensemble des deux listes du PCF et du PS. C'est bien là l'objectif que nous nous étions fixés et je dirais même au-delà (...). Pour le reste, il nous faut attendre d'avoir les résultats précis et d'en tirer les conclusions pour ce scrutin, pour le nombre de nos élus au Parlement européen qui sera important et aussi pour la politique intérieure française. »

M. FRANÇOIS LÉOTARD :

l'opposition peut mieux faire

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain : « Nous avons un chiffre inférieur à celui de 1979. L'opposition parlementaire peut mieux faire. (...) Elle ne recueille pas les fruits de ses efforts et de ses combats victorieux des municipales et des cantonales. Ses progrès ont été ralentis par une mauvaise stratégie. Elle doit retrouver désormais la confiance des députés de la liste unique. Elle ne le fera qu'avec un bon projet politique, de bons candidats, une bonne stratégie. (...) M. Mitterrand a-t-il encore des Français le mandat de transformer notre société ? Il faut soit changer de politique, soit changer de majorité, par le biais de la dissolution de l'Assemblée nationale. »

LES PETITES LISTES

LISTE ERE :

écarter les extrêmes

M. Olivier Stirn, ancien ministre, qui conduisait la liste ERE avec MM. François Douhin (MRG) et Brice Lalonde (écologiste), a notamment déclaré que l'élection était un échec pour la majorité conduite par l'opposition. Pour la liste ERE, non plus, « ce n'est pas un succès ». « La droite va-t-elle accepter les voix de l'extrême droite ? Si oui, les voix de centre quitteront la droite. Nous serons une structure d'accueil (...). Il faudra une autre majorité en 1986, une majorité qui écarte les extrêmes et réunisse les démocrates. »

De son côté, M. François Douhin a déclaré que les électeurs de la liste ERE « ont clairement voulu dire qu'ils ne voulaient aller ni à droite, ni à gauche ». « L'avenir de ce pays est dans un retour à la modération. Ce qui est extrême est stérile. »

M. Jean-Michel Baylet, président du Mouvement des radicaux de gauche, qui soutenait cette liste, a pour sa part déclaré qu'elle n'avait pas tout à fait atteint ses espérances. « Nous continuerons le combat engagé pour retrouver les forces d'équilibre dans la France à besoin », M. Baylet a indiqué que seraient réunies en octobre des « assemblées nationales » pour poursuivre dans cette voie.

M^{me} FRANCINE GOMEZ (liste Réussir l'Europe) : « La classe gardée des politiciens est vraiment bien gardée (...) La liste unique de l'opposition est contente de comptabiliser nos voix, après nous avoir tiré dessus pendant toute la campagne. A nous deux nous obtenons le même score que la liste Veil plus Chirac en 1979. La liste unique a fait le lit de M. Le Pen et plus spécifiquement le RPR (...) L'Europe est la grande perdante de cette élection. C'était pourtant notre dernière chance de la faire. »

M. MARC GAUQUELIN (liste Pour un parti des travailleurs, présenté par le Parti communiste internationaliste, trotskiste) : « C'est la politique de soumission au CNPP du gouvernement Mitterrand-Mauray-Fierman qui est la cause de l'échec du 17 juin 1984 (...). Une crise institutionnelle se produira tôt ou tard entre les alliances UDF-RPR et PS-PCF, les résultats de 1981 et ceux de 1984 étant inconciliables. »

M. Jacques Chirac : les Français veulent un autre gouvernement, une autre politique

M. Jacques Chirac, président du RPR, a fait dimanche soir une déclaration dont nous extrayons les passages les plus importants.

« Le Parti socialiste et le Parti communiste ensemble ne représentent plus que quelque 32 % des suffrages, ce qui est un minimum historique dans notre pays, tandis que la liste unique de l'opposition conduite par M^{me} Simone Veil et par Bernard Pons représente à elle seule de l'ordre de 43 % des voix, soit 11 % de plus que les deux listes soussous la coalition actuellement au pouvoir. La liste de l'opposition, la liste unique de l'opposition est donc bien le grand vainqueur de ce soir (...). »

« On constate une différence de près de 20 % entre l'ensemble des listes gouvernementales et l'ensemble des listes de l'opposition. C'est historique dans notre pays, car je ne crois pas qu'il y ait un précédent, en tous les cas sous la IV^e et la V^e République (...). La signification de ce scrutin est évidente. D'abord les Français ont certainement choisi une politique de construction européenne réaliste, préservant l'indépendance nationale, rejetant le socialisme, garantissant les libertés. (...) Mais ce scrutin, qui traduit aussi, c'est vrai, une réaction d'exaspération d'un grand nombre de nos concitoyens, ce qui explique le résultat de la liste du Front national, ce scrutin a surtout une autre signification. Il constitue un

M. DIDIER ANGER (les Verts) :

après-demain

M. Didier Anger, tête de la liste écologiste : « Les mouvements considérés comme « petits » se sont vus énormément désavantagés (...). Il faut reconnaître que nous n'avons pas réussi. Nous avons fait une campagne européenne, et les Français ne se sont pas sentis concernés. [D'autre part] la fusion de nos deux mouvements d'écologie politique a trop tardé. Enfin, il y a eu une manipulation politique avec cette opération ERE, qui a été télécom- muniquée à l'évidence de l'Elysée. Néanmoins, il n'est pas impossible aux législatives car il ne s'agit pas de former un gouvernement, mais de dire non. »

M. ALAIN KRIVINE. — (Ligue communiste révolutionnaire) : « Pendant trois ans, ce gouvernement a égaré et rejeté ses électeurs en pratiquant une politique d'austérité et de capitulation devant la droite et les patrons. En agissant ainsi il a permis à la droite de trouver un second souffle. La politique du gouvernement mène à la catastrophe. Il faut arrêter cette spirale de l'échec. »

M. HENRI FISZBIN (tête de liste PSU-CDU, avec M. Serge Depaquit) : « Le peuple communiste existe, il n'a pas disparu, mais l'échec de notre liste montre que cet électeur n'a pas été motivé. Il semble bien que le processus historique de déclin du mouvement communiste en France ait accompli un pas de plus. (...) Le plus urgent pour la gauche, c'est de servir les rangs et de faire front. »

M^{me} ARLETTE LAGUILIER (liste Lutte ouvrière) : « Le Pen, c'est un cadeau empoisonné que la gauche fait à la classe ouvrière. Il y a aujourd'hui dans la classe ouvrière une grosse déception, parce que les travailleurs sont les seuls à faire les frais de la crise économique. La gauche même exco- tement la même politique que la droite. »

éclatant désaveu de la politique menée par M. Mitterrand par son gouvernement, par sa majorité parlementaire et ceci depuis trois ans. Pareil retournement de l'opinion est sans précédent. Doit-il rester sans conséquences dans une démocratie ? Ce ne serait pas concevable. Le pays vient de dire nettement qu'il voulait un changement profond, un changement complet de politique. Il s'agit désormais, pour respecter sa volonté, de mettre un terme à la socialisation de la France, de restaurer les valeurs de liberté, de responsabilité, de dignité de notre pays, de retrouver les valeurs du progrès économique et de la solidarité sociale.

« Cette politique nouvelle, réclamée avec une grande netteté aujourd'hui par la majorité des Français et des Français, ce qu'ils avaient fait d'ailleurs tous au long des élections partielles depuis trois ans, qui peut la mener ? Est-ce l'actuel gouvernement, déjà tellement inefficace et si peu crédible, est-ce l'actuelle coalition parlementaire socialiste et communiste, qui détient les deux tiers des sièges mais représente moins du tiers des voix dans le pays, et qui, de surcroît, est déchirée en factions rivales, déchirements qui ne pourront que s'accroître avec l'échec ? Une chose est sûre, en tous cas, les Français veulent un autre gouvernement, une autre politique. L'intérêt supérieur du pays et les principes de la démocratie et de la République exigent que soit comblé le fossé entre leurs aspirations et l'action de ceux qui les dirigent. »

« C'est au président de la République de prendre maintenant ses responsabilités, mais, dans un régime démocratique, une consultation nationale ne peut pas rester sans conséquences. »

M. JEAN-FRANÇOIS DENIAU, président des clubs Perspectives et Réalités : « C'est un échec spectaculaire de la gauche. C'est également un échec des petites listes. Le score de M. Le Pen est significatif d'un mouvement de mauvaise humeur des Français qui devraient faire réfléchir l'Elysée. Néanmoins, il n'est pas impossible aux législatives car il ne s'agit pas de former un gouvernement, mais de dire non. »

M. Jean-Marie Le Pen :

tout commence à partir d'aujourd'hui

La tête de liste du Front national a notamment déclaré dans la soirée, à l'annonce des estimations : « La gauche est tout à fait minoritaire. Nous vivons un événement politique exceptionnel et les Français en sont convaincus. Nous ne sommes pas étonnés. Tout commence à partir d'aujourd'hui (...). J'avais un espoir supplémentaire, c'était de battre le Parti communiste. Ce sera pour la prochaine fois (...). Je suis ému de ce résultat, après une campagne gréivée de tous les handicaps légaux, et notamment les 3 minutes de campagne officielle à la télévision (...). Je suis un défenseur des libertés. Les électeurs pensent que les libertés ne sont pas menacées par Le Pen, mais par le

PC (...). De toute évidence, l'opposition a gagné, grâce à l'opposition nationale qui a été l'agile de l'opposition parlementaire. L'événement politique important, c'est la défaite de la gauche. Le gouvernement représente un sur trois des Français. Il lui faudra envisager que le pays soit consulté d'une autre manière. Sur la liberté d'enseignement ou de la presse, il faudrait recourir au référendum. »

M. Le Pen a d'autre part affirmé que sa formation aurait eu une certaine déception en 1986, car le gouvernement selon lui, sera conduit, au vu des résultats du 17 juin, à adopter la représentation proportionnelle pour les prochaines élections législatives.

M. BERNARD PONS :

une déculottée

M. Bernard Pons, second sur la liste d'union de l'opposition et secrétaire général du RPR : « Les résultats montrent un effondrement historique de la coalition socialo-communiste. Ce soir, ce n'est pas une défaite pour la majorité, c'est une déculottée. Les électeurs qui ont voté pour le Front national ont voulu montrer encore plus fort leur mécontentement. Nous devons tenir compte du message qu'ils ont voulu donner. Ils sont sans doute venus de tous les horizons politiques. »

M. JEAN LECANUET :

dissoudre l'Assemblée nationale

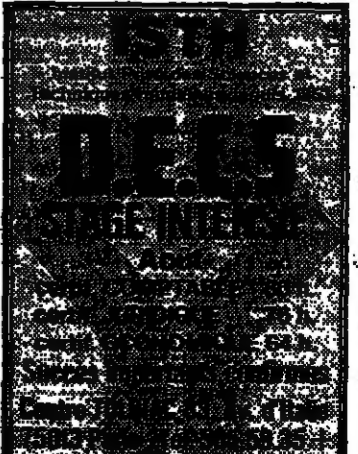
M. Jean Lecanuet, président de l'UDF : « En trois ans, le PS et le PC se sont écroulés. La preuve est faite du rejet du socialisme par l'opinion. (...) Le président de la République aurait une bonne inspiration si ce vote intermédiaire était interprété par lui comme devant le conduire à dissoudre l'Assemblée. Et l'opposition remporterait les (futurs) élections. »

M. CHARLES PASQUA, président du groupe RPR du Sénat :

« En face d'une radicalisation du pouvoir socialo-communiste marxiste, il y a une réaction de l'électorat. Le pouvoir actuel enregistre un échec cuisant. La différence (entre les deux camps) est de 10 %, cela prouve bien le degré de déscontentement et de mécontentement du peuple français. »

M. PHILIPPE MALAUD, président du Centre national des indépendants, troisième composante de la liste d'union de l'opposition, a estimé que si le pouvoir était « très soucieux de l'opinion publique (...) il dissoudrait l'Assemblée nationale. (...) Le gouvernement a perdu sa légitimité pour les réformes de fond : celles qui remettent en cause les libertés, comme la presse et surtout l'enseignement. »

M. PIERRE MÉHAIGNE-RIE, président du CDS : « M. François Mitterrand va se trouver devant une situation difficile. Rien sûr il peut continuer à gérer le pays, mais il lui manque une majorité pour effectuer des réformes de fond. »



EUROPÉE

Un cert

AU SÈGE DU P

Un air de

de 100 150

LE SUCCÈS DE M. LE PEN

Un certain état de la France

Devant son succès, M. Le Pen ne fait pas l'étonné : et son attitude n'est pas feinte. Car il avait déjà gagné, bien avant dimanche. Gagné par l'effort dans l'analyse et la réflexion. Gagné parce que ses adversaires désignés - la « bande des quatre » - n'ont pas su ou n'ont pas voulu l'apprécier à sa juste mesure.

Depuis plus d'un an que, d'élections en élections, se manifeste la renaissance, la classe politique s'est rassurée à bon compte. Toutes ses analyses s'empressent de relativiser le phénomène Le Pen. Les moins nobles, en assimilant à une exaspération locale et circonscrite, dont la « cause » aurait été la « surpopulation » immigrée de quelques villes. Les plus opportunistes, en le réduisant à un conjoncturel et classique mouvement de balancier, selon lequel la gauche hériterait d'une extrême droite dynamique, comme hier, la droite d'une extrême gauche vivace. Les plus subtils, enfin, en le renvoyant au passé, n'y voyant qu'une répétition du feu de paille poujadiste des années 50. Faisant insidieusement des bous émissaires désignés par le Front national les fautes même de sa réussite, ou contemplant avec impuissance une fatalité politique, ou encore se persuadant que la vague s'épuiserait d'elle-même, ces explications étaient toutes très une façon de se rassurer.

Contribuant accessoirement à banaliser M. Le Pen, à le ramener à l'ordre des choses, aucune ne s'interrogeait sur sa modernité, son actualité et sa spécificité. Car si l'on s'accorde à juger dangereuse, pour la démocratie, l'ascension d'un mouvement xénophobe et autoritaire, la question pertinente est bien celle-ci : au-delà de son passé, de ses convictions et de ses projets, que révèle M. Le Pen de l'état de la France, de l'ampleur de sa crise, du déclin de son corps social ? Envisagé sous cet angle, le diagnostic est pessimiste : proche tout à la fois d'une réelle dynamique sociale, d'une mythologie politique et d'une tradition bien française, l'effort Le Pen a encore de l'avenir devant lui.

La dynamique sociale a pour nous insécurité, ce fourre-tout qui brasse des faits de société a priori peu comparables, du chômage au terrorisme, en passant par la petite délinquance ou l'affrontement des cultures. S'y exprime confusément l'ampleur d'une crise, qui ne se réduit pas à sa

dimension économique, mais qui est celle d'un modèle de société, de rapports sociaux, d'anciens liens de solidarité, de travail, de cohabitation. La résultante, en somme, de ce basculement brutal de la France, de la fin des années 50 au début des années 70, d'une civilisation encore agricole et rurale à une société industrielle et urbaine. Un bouleversement sans mode d'emploi, sans nouveaux facteurs d'unité, sans invention d'une sociabilité différente. De ce point de vue, la fin des années 70 est une charnière essentielle : c'est de 1978 à 1980 que commence à s'affirmer le sentiment d'insécurité, que se crée l'association légitime défense, qu'émerge l'antidéfense comme fait de société, tandis que, parallèlement, le PCF lance ses populistes cahiers de la misère ou ses bulldozers, à Vitry-sur-Seine, que la gauche divisée est en panne de projet, et la droite en quête d'une pensée néolibérale pouvant donner corps à l'après-gaullisme.

Après l'espace social se glisse ici la deuxième dimension : face à une classe politique repliée sur le réel, une droite qui revendique les contraintes économiques, une gauche convertie à la Realpolitik, M. Le Pen réhabilite l'imaginaire en politique. Peu importe à ses électeurs qu'il n'ait pas de « programme » exhaustif, « sérieux » selon les normes du jeu politique traditionnel, l'essentiel est qu'il les convainque qu'entre eux et lui les réalités économiques, internationales, institutionnelles ne jouent pas, qu'entre leurs désirs et sa volonté il n'est pas de fossé, que l'on ce que l'on veut, tout ce que l'on veut, même le plus invraisemblable ! Démagogie, certes, que résumait admirablement ses affiches : « Les idées que je défends ? Les vôtres ! » Mais aussi découverte de l'espace du mythe et de l'illusion politique, laissé vacant par la conversion de la gauche à la gestion de l'ordinaire quotidien.

Enfin, M. Le Pen profite de cette récente levée des tabous hérités de la Libération. Mouvement de généralisation, déclin du consensus gaulliste, perte de mémoire, « révisionnisme » historique sur le génocide juif, banalisation médiatique du nazisme, critique néolibérale des conquêtes sociales de la Libération... une série

de glissements ont effacé la césure que constituait la dernière guerre et libéré une tradition raciste bien française : l'antisémitisme. On aurait tort de ne pas prêter attention au fait que les cibles privilégiées des amis de M. Le Pen sont Mgr Lustiger, Mme Veil et M. Badinter, qui ont tous, peu ou prou, à voir avec la communauté juive. Racisme de discours - le racisme en actes étant le sort des travailleurs immigrés maghrébins ou africains - l'antisémitisme a ceci d'efficace qu'il permet un certain populisme, en visant une communauté diverse socialement qu'il échappe à identifier à l'argent et au capital.

Telle est l'acheminé Le Pen. Elle peut séduire des électeurs de gauche d'hier, qui se vivent en laissés-pour-compte d'un jeu politique inchangé, ce « bétail à voter », comme dirait le tribun, qui ne voit pas venir la vie « changée » ou l'« autogestion » tant promise. Elle séduit aussi évidemment des électeurs de droite, qui ne voient pas pourquoi l'on n'irait pas jusqu'au bout des discours radicaux de certains de ses leaders sur l'immigration, la justice, le « désordre » socialiste, etc. Il n'est pas sûr qu'ils ne soient que de passage. M. Le Pen et ses amis - à la différence de M. Poujade et de l'UDCA de 1956 - sont des organisateurs, des militants, des constructeurs d'organisation qui ne lâcheront pas si vite leur proie.

EDWY PLENEL.

M. LE PEN
LA DÉMOCRATIE
ET LE FASCISME

Incident sur TF 1, dimanche soir, vers 23 h 25. À l'arrivée de M. Jean-Marie Le Pen sur le plateau animé par Jean Lanzi et Pierre-Luc Séguillon, MM. Jean Poperen (PS) et André Lajoinie (PCF) quittent la « table ronde », ne voulant pas débattre avec la tête de liste du Front national. « J'appartiens à une génération qui ne plaisait pas avec ces choses-là », déclare notamment le numéro deux du PS.

M. Le Pen, lorsqu'il est amené à prendre la parole, se fera un plaisir de rappeler « quelques principes démocratiques » : « La démocratie, dit-il, c'est le respect des minorités. D'autre part, le peuple est souverain et s'est exprimé d'une façon éclatante. C'est un devoir pour tous les démocrates d'entretenir avec tous les élus du peuple un débat politique. »

Le leader du Front national, qui rappellera peu après qu'il était « chef de groupe parlementaire il y a vingt-sept ans », estime que « sont fascistes ceux qui refusent le débat démocratique ». Il précisera aussi que « le fascisme est un avatar de la gauche, puisque [son fondateur] était un ancien député socialiste » et qu'« il y a plus d'une affinité entre M. Jospin et Mussolini ».

La victoire de la démagogie

Le succès de M. Jean-Marie Le Pen est d'abord celui d'un talentueux démagogue, qui a su habilement exploiter, en ces temps de crise économique, les psychoses de certains de ses concitoyens, attirés par ses prises de position radicales, même si celles-ci procèdent de thèses simplistes. Il a su aussi capter, au détriment du RPR et de l'UDF, en se présentant comme le plus résolu de tous les porte-parole de l'opposition, les plus vives des exaspérations diverses que la politique de la gauche suscite depuis trois ans.

Ce succès, le président du Front national l'a bâti au cours d'une efficace campagne en province. Partout les auditeurs sont venus nombreux voir ce tribun qui affirme exprimer « le gros bon sens français », clame joyeusement son anticommunisme « primaire, secondaire, supérieur, technique et vicieux », cherche à faire « rêver » à « un avenir d'espoir » et sait user, quand il s'agit de séduire, de toutes les ficelles du métier politique.

Son entreprise a été facilitée par la décision du RPR et de l'UDF de faire liste commune et par le choix de M^{me} Simone Veil pour conduire celle-ci. Les forces les plus conservatrices de l'électorat de droite, qui ne pardonneront jamais à l'ancien ministre de la santé d'avoir libéralisé la législation sur l'avortement, ont aussitôt rallié l'ancien député poujadiste. La présence auprès de M. Le Pen, en situation position, de président des comités Chrétien-

Solidarité, M. Bernard Antony, dit Romain Marie, chanteur de l'intégrisme catholique, a scellé l'ancrage à l'extrême droite de la liste du Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries. Et jusqu'au dernier moment, les partisans de M. Le Pen ont attaqué M^{me} Veil, coupable à leurs yeux d'être une « femme de gauche ».

En ce sens, donc, le succès de M. Le Pen constitue aussi une victoire historique pour cette frange de l'extrême droite qui prétend incarner « tout ce peuple de la France française qui se reconnaît et s'exprime à travers les trois mots d'ordre : Travail, famille, patrie ». « La France aux Français », « Dieu premier servi », selon les écrits du directeur du quotidien *Présent*, zélé laudateur du président du Front national. Les militants anticomunistes et antisocialistes les plus virulents y trouveront un encouragement à radicaliser davantage leurs actions, avec tous les risques de crispation accentuée qui en résulteront.

Mais l'on se saurait réduire le succès de M. Le Pen à ce constat puisque toutes les enquêtes d'opinion attestent que cette frange extrémiste apparaît aujourd'hui minoritaire dans l'électorat de M. Le Pen. Pour la plupart, les nouveaux partisans du président du Front national sont plus proches du RPR et de l'UDF que des groupuscules perpétrant la tradition de l'extrême droite française. Si tant d'électeurs ont voté pour l'ancien parachutiste, c'est surtout parce qu'ils approuvent, dans le fond, son discours sur l'immigration, la sécurité, la justice, la défense des libertés : c'est parce que, dans la forme, ce discours répond à leur attente d'offensive contre la gauche.

Peu importe, apparemment, à ces électeurs que M. Le Pen se complaise dans les ambiguïtés ! Peu leur importe que le chanteur des « Français d'abord » s'efforce quand on l'accuse de verser dans le racisme, mais refuse de condamner le racisme quand il s'exprime ouvertement dans son entourage ! Peu leur importe que l'ancien parachutiste se considère comme un démocrate « chuchotier » tout en manifestant son penchant pour l'autoritarisme.

Aujourd'hui, la principale réussite de M. Le Pen réside dans cette adhésion de tant d'électeurs à ce qui n'est chez lui que superficialité. Et si l'impact de ces thèmes lourds de menaces souligne à quel point la majorité fut impuissante à empêcher leur développement, les grandes formations de droite ont une évidente responsabilité dans leur banalisation.

En outre, les pertes de gauche, eux aussi, ont sous-estimé l'attrait personnel de ce marginal opportuniste dans un contexte de désenchantement généralisé. Contrairement à ce qu'affirment il y a quelques jours M. Lionel Jospin, la « baudruche » ne s'est pas dégonflée.

Ce n'est pas en refusant d'affronter le président du Front national, en esquissant tout débat direct avec lui, alors que son succès se fonde sur des réalités incontrournables, que la gauche peut espérer démontrer à ces électeurs-là qu'un Le Pen peut en cacher un autre. Ce n'est pas en contribuant à la persistance de ces ambiguïtés, dont M. Le Pen vient de profiter, que l'opposition modérée peut espérer enrayer un processus aux conséquences imprévisibles.

ALLAIN ROLLAT.

Au-delà de toutes les espérances

En recueillant plus de 10 % des suffrages exprimés, M. Jean-Marie Le Pen remporte une victoire qui réalise toutes ses espérances puisque ce résultat place à peu près au même niveau national que le PCF, son ennemi juré.

C'est dans les départements du Midi que la liste du président du Front national eut ses meilleurs résultats : 21,39 % dans les Alpes-Maritimes, 19,96 % dans le Var, 19,49 % dans les Bouches-du-Rhône, 17,82 % en Corse du sud, 16,44 % en Vaucluse, 15,86 % dans les Pyrénées orientales, 15,33 % dans l'Hérault.

Grâce notamment à l'appui de l'électorat pied-noir, le Front national devance souvent, dans les grandes villes méridionales, en particulier en Provence-Alpes-Côte d'Azur, les listes de gauche. C'est ainsi qu'à Aix-en-Provence, Toulon, Fréjus, Hyères, la liste du Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries arrive en seconde position derrière la liste de Mme Simone Veil. De même à Marseille où elle obtient 21,42 % des suffrages exprimés, et en Roussillon, à Perpignan, où elle recueille 21,52 % devant celle du PS.

Il apparaît que le parti de M. Le Pen émerge surtout dans les zones urbaines et les grandes agglomérations où les difficultés socio-économiques sous-tendent ses principaux thèmes de campagne (immigration, insécurité) présentés généralement un caractère plus aigu qu'ailleurs. En Seine-Saint-Denis, par exemple, sa liste recueille 15,98 % des suffrages exprimés, arrivant avant la liste communiste à Aubervilliers-Boulogne-Billancourt, ville prise au PCF lors des dernières municipales.

Le Front national fait également une percée spectaculaire dans le Val-d'Oise (-14,97 %), dans les Yvelines (14,37 %), les Hauts-de-Seine (14,14 %), en Seine-et-Marne (14,62 %) et dans le Val-de-Marne (13,91 %). A Paris même il représente une force importante (15,24 %) avec laquelle M. Jacques Chirac devra compter. A Lyon, la liste de M. Le Pen enregistre un score de 17 %, avec 12 915 voix de plus que la liste du PCF et presque autant que celle du PS. Tandis que dans l'ensemble du département du Rhône le Front national devance aussi très largement le PCF (70 619 voix, soit 15,86 %, contre 37 836, soit 8,50 %).

A Reims et à Saint-Etienne, anciennes municipalités dirigées par les communistes, le parti de M. Le Pen réalise, de la même façon, un meilleur résultat que le parti de M. Marchais.

Il obtient ses scores les plus faibles dans les départements ruraux : Corrèze (2,85 %), Cantal (2,64 %), Creuse (2,72 %), Haute-Vienne (3,04 %). Une particularité : dans le département de la Vendée, dont la tradition de droite s'inscrit dans l'histoire de France depuis la Révolution de 1789, M. Le Pen ne recueille que 3,49 %. En Nouvelle-Calédonie, en revanche, sa liste sur laquelle figure un agriculteur promu député du Front national aux DOM-TOM, M. Pierre Guillemand arrive en seconde position avec 15,72 % des suffrages exprimés et 19,34 % dans la capitale du territoire, Nouméa, loin devant les listes de gauche, victimes du mot d'ordre de boycottage lancé par les partis indépendantistes.

Mais le succès du Front national se mesure aussi aux autres résultats, obtenus dans des départements très représentatifs de la « moyenne » nationale : 14,04 % en Moselle, 13,91 % dans le Haut-Rhin, 13,73 % en Haute-Saône, 13,11 % dans la Loire, 12,95 % dans le Doubs, 12,63 % dans l'Yonne, 12,53 % dans l'Ain, etc.

Au total, la liste de M. Le Pen dépasse les 10 % dans quarante-quatre départements.

Dix départements du Front national siègeront donc à l'Assemblée européenne. M. Le Pen sera accompagné de cinq de ses plus proches collaborateurs : MM. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front, adjoint du maire de Dreux, Dominique Chaboche, vice-président, Jean-Marie Le Chevalier, chef de cabinet, M^{me} Martine

Léhideux, membre du comité central, et M. Michel Collinot, ancien porte-parole, directeur de *National Hebdo*. Les quatre autres élus de la liste sont, dans l'ordre, un ancien ambassadeur, compagnon de la Libération, M. Michel de Camaret, qui a été victime, dimanche soir, d'une agression et a été hospitalisé.

M. G.A. Pordes, un ancien diplomate, d'origine roumaine, qui avait été présenté - par erreur ? - sur la liste, comme un conseil honoraire de la République de Pologne en exil, M. Olivier d'Ormesson, ancien député, conseiller général du Val-de-Marne, qui avait été élu à l'Assemblée européenne sur la liste de M^{me} Veil en 1979, et M. Bernard Antony, dit Romain Marie, président des Comités Chrétien-Solidarité, l'un des chefs de file du Mouvement catholique intégriste.

AU SIÈGE DU FRONT NATIONAL

Un air de triomphe

Les responsables du Front national savaient, dès 17 heures, que les Français de Singapour leur avaient donné douze voix et n'en avaient donné aucune au Parti communiste - un bon présage pour des résultats qu'on espérait décisifs. Les militants de la « droite nationale », pressentant une soirée historique, étaient venus, dimanche, au siège du Front national avec leurs appareils photographiques et le secrétaire fédéral de Paris, avant même l'annonce des résultats, partait déjà au passé - des campagnes à 1,8 % des voix, à Douai ou à Poissy.

Premiers résultats définitifs, premières explosions de joie : « Tout le bêtisier est déstabilisé », résumait un stratège, 19 % à Dreux et Jean-Pierre (Stirbois) qui prend deux points ! Plus de 20 % dans le Var, 25 % chez M. Léotard et les bureaux parisiens qui appelaient, un à un, victorieux, le dix-neuvième en tête : « On s'est occupé, il faut dire, des secrets et on a satellisé les organisations communistes dans cet arrondissement. » Champagne donc, dans des verres Duralex, pour tout le monde et quelques mauvais sièges pour les plus chanceux, devant une télévision vacillante, à l'image d'un parti qui fut modeste.

Triomphe vengeur pour celui-ci, qui rêve « de reprendre toutes ses belles à Chirac », triomphe militant chez cette étudiante qui vend des livres de Le Pen, ou pour ce responsable lillois dont la maison a brûlé dimanche soir, triomphe - fatigué - pour ce membre du service d'ordre, après quatre mois de campagne et qui frappe du poing contre les cartes électorales affichées pour exprimer sa joie.

On s'embrasse, on se félicite, on rivalise de modestie : « Ne brûlons pas les étapes, ce n'est qu'un premier pas vers le pouvoir. » Le Front national semble triompher dans la respectabilité, foule joyeuse, tee-shirts et blazers mélangés. Mais, que surgisse sur l'écran de télévision Mme Simone Veil et le naturel reprend le dessus : « Quelle enflée », « La salope, dit une autre, elle a fait plus de trois cents voix au lycée Edgar-Quinet. » Olivier Stirn n'est que « le petit-fils de Dreyfus et cela veut tout dire », et Poperen un fasciste : « Bouffe donc ton coca ».

lance un militant particulièrement imaginatif.

Aucun leader politique ne trouve grâce à leurs yeux : « Après vingt-cinq ans de bagarre, dit l'un, c'est bon de voir leurs gueules. » Plus loin, un militant décrit « un vieux bolchevick qui bavardait dans l'urne à force de la surveiller », ailleurs, un nostalgique de la FANE résolu à « tuer toute personne de couleur », après avoir été victime d'une agression en avril par trois Arabes, est fermement expulsé.

M. Jean-Marie Le Pen est enfin annoncé. Les salles étroites du local sont évacuées, tout doit être « propre » pour l'arrivée du président. En bas de l'immeuble, des drapeaux français flottent au vent, la *Marseillaise* éclate dans la nuit étouffée, balayée par les projecteurs des chaînes de télévision. Il arrive ! M. Le Pen sort de sa voiture un mouchoir mouillé de sueur à la main, fait le V de la victoire sous les acclamations et pénètre enfin, encadré par le service d'ordre, dans l'immeuble du parti, encadré par le service d'ordre, dans l'immeuble du parti : « Le Pen au pouvoir », scandie la foule.

« Nous venons de vivre un événement d'une gravité exceptionnelle », M. Le Pen, épongeant son front, reprend une fois encore ses discours. Sa satisfaction est évidente et sa verve aiguë par le succès : « Le gouvernement ne représente qu'un Français sur trois, il ne peut continuer à faire sa révolution marxiste, sinon il prendra les votes de l'Allendisme. » Il appelle de ses vœux une ère de paix, de liberté et de prospérité devant les flashes qui crépitent.

Il conclut, emporté par son propre élan : « La victoire du Front national est une percée politique comme il n'y en a jamais eu, même pas les gauchistes en 68, et on voit à ce détail fondamental que le destin de l'Europe et même du monde est en train de changer. » Marseillaise à nouveau, les radios s'arrachent pour le lendemain matin le président du Front national, qui devisait encore tard dans la nuit parmi les siens : « Quand j'ai vu Lajoinie quitter les studios, raconte-t-il, je lui ai dit : mais vous partez déjà, comme en 39 ? » et tous de rire.

NICOLAS BEAU.

Juin/septembre au SENEGAL,
le bon moment pour
découvrir l'Afrique.

De juin à septembre, à 5 heures de la France, le Sénégal, c'est le véritable paradis des vacances.

Le soleil, une mer tiède, des plages sûres, des activités sportives : voile, tennis, équitation, pêche sur l'une des côtes les plus poissonneuses. Un équipement hôtelier de grand confort et pour couronner le tout, la découverte d'un pays fascinant : le Sénégal, avec son folklore, ses rites ancestraux, et la chaleur proverbiale de son accueil.

En 1984 : le bon moment pour découvrir le Sénégal.



Bureau National du Tourisme Sénégalais
30, av. George V. 75008 Paris - Tél. (1) 723.78.08



1 SEMAINE EN PENSION COMPLETE
(voyage, transferts, pension complète, animation et sports inclus - tennis, voile, planche à voile...)
5 570 F
A PARTIR DE
AIR CLUB AFRIQUE

UC 472 A

LES ÉLECTIONS

PROPEENI
SEINE-ET-M.

ABRÉVIATIONS

Abst.	= Abstentions
Inscr.	= Inscrits
Suff. exp.	= Suffrages exprimés
Vot.	= Votants

LISTES 1984

PCI Liste « Pour un parti des travailleurs - liste ouvrière et paysanne d'unité soutenue par le Parti communiste internationaliste et des militants du mouvement ouvrier de toutes tendances politiques et syndicales ». Conduite par M. Marc Gauquelin.

PSU-CDU Liste Différents, de gauche, en France, en Europe - la troisième liste de gauche Henri Fiszbin - Serge Depaquit, présentée par le PSU - les communistes démocrates et unitaires. Conduite par M. Serge Depaquit.

LO Liste Au nom des travailleurs qui en ont assez d'être trahis par la gauche ou opprimés par la droite. Conduite par M. Arlette Lagulier (Lutte ouvrière).

VERTS Liste Les Verts - Europe Ecologie. Conduite par M. Didier Anger.

FN Liste Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries. Conduite par M. Jean-Marie Le Pen.

PCF Liste présentée par le Parti communiste français. Conduite par M. Georges Marchais.

PS Liste socialiste pour l'Europe. Conduite par M. Lionel Jospin.

ERE Liste ERE européenne - Entente radicale écologiste pour les États-Unis d'Europe. Conduite par MM. Olivier Stora, François Doubin et Brice Lalonde.

UDF-RPR Liste Union de l'opposition pour l'Europe et la défense des libertés, liste présentée par l'UDF et le RPR. Conduite par M. Simone Veil.

I 84 Liste Initiative 84, liste des jeunes entrepreneurs, l'Europe pour entreprendre. Conduite par M. Gérard Touati.

REUSSIR Liste Réussir l'Europe. Conduite par M. Francine Gomez.

POE Liste du Parti ouvrier européen. Conduite par M. Jacques Cheminade.

EUE Liste pour les États-Unis d'Europe. Conduite par M. Henri Cartan.

UTILE Liste Union des travailleurs indépendants pour la liberté d'entreprendre. Conduite par M. Gérard Nicoud.

LISTES 1979

DEF. INTERPROF. Liste d'Union de défense interprofessionnelle pour une Europe solidaire. Conduite par MM. Maland, Médica et Foulade.

DIFE Liste Pour la défense des intérêts de la France en Europe. Conduite par M. Jacques Chirac.

EEE Cinquième liste : emploi, égalité, Europe. Conduite par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber.

EURODROITE Liste de l'Union française pour l'eurodroite. Conduite par M. Jean-Louis Tixier-Vignancour.

EUR. ECOL. Liste Europe-écologie. Conduite par M. Solange Fernex.

PCF Liste du Parti communiste français. Conduite par M. Georges Marchais.

PS-MRG Liste du Parti socialiste et du Mouvement des radicaux de gauche. Conduite par M. François Mitterrand.

PSU Liste du Parti socialiste unifié. Conduite par M. Hugues Bouchard.

REG. EUR. Liste Régions-Europe. Conduite par M. Jean-Edern Hallier.

TROTSKISTES Liste Pour des États-Unis socialistes d'Europe. Conduite par M. Arlette Lagulier (Lutte ouvrière) et M. Alain Krivine (Ligue communiste révolutionnaire).

UFE Liste d'union pour la France en Europe. Conduite par M. Simone Veil.



FRANCE

Paris, comme de coutume, amplifie les tendances nationales

Il a manqué moins de 0,40 point à M. Simone Veil pour qu'elle obtienne 50 % des voix dans la capitale. Il lui manque ainsi un peu plus de trois points pour qu'elle retrouve sur son nom les suffrages qui s'étaient portés il y a cinq ans sur la liste qu'elle conduisait elle-même et sur la liste DIFE que dirigeait alors M. Chirac. Il en va de même si l'on compare les résultats du 17 juin à ceux réalisés le 24 avril 1981 au premier tour de l'élection présidentielle dans la capitale.

M. Veil peut cependant se consoler : elle frôle la majorité absolue dans la ville qu'elle administre M. Chirac. Elle recueille au total exactement le double des voix qui se sont portées sur les listes socialistes et communistes. Dans neuf arrondissements sur vingt elle dépasse même la barre des 50 %. Son record absolu est obtenu dans le 16^e arrondissement avec 66,40 % des voix suivis par les 8^e, 7^e, avec plus de 60 %, et par le 17^e (arrondissement dont M. Bernard Pons est le député), le 6^e, le 15^e, le 9^e, le 5^e et le 1^{er}. Ses résultats les plus faibles sont enregistrés dans les deux anciens fiefs parisiens de la gauche, les 19^e et 20^e, dont tous les députés depuis 1981 appartiennent au PS.

M. Veil a naturellement souffert de l'existence de sept « petites » listes se réclamant non ou peu de l'opposition, alors qu'en 1979 il n'y en avait que trois à concurrencer les deux grandes, l'UDF et l'UDF, qu'elle dirigeait, et la liste DIFE.

Mais c'est évidemment l'émersion spectaculaire de la liste de M. Le Pen qui vient troubler l'équilibre politique parisien. Le chef de file du Front national, qui avait lui-même obtenu 11,26 % des suffrages dans le 20^e arrondissement lors des élections municipales de 1983, recueille aujourd'hui 15,24 % des suffrages pour l'ensemble de la capitale. Dans tous les arrondissements, il est au-dessus de son score national. Il atteint même son record parisien dans le 8^e avec 18,96 % et il approche les 18 % dans le 20^e,

« son » arrondissement, et dans le 18^e qui abrite le quartier de la Goutte-d'Or à haute population immigrée, dont les trois députés sont socialistes (parmi eux, se trouve M. Jospin).

Ses progrès sont spectaculaires dans tous les quartiers passant, par exemple dans le 12^e où se trouve l'Îlot Chalon, de 3,3 % en 1983 à 14,71 % aujourd'hui. L'arrondissement qui résiste le mieux à la poussée du chef du Front national est le 5^e, dont M. Chirac est l'élu, et le 13^e, dont le maire RPR est M. Jacques Toubon, confirme que l'absence dans la bataille électorale de M. Chirac et du RPR engagé en tant que tel sont des facteurs qui laissent la voie libre à M. Le Pen. Le RPR et son chef n'ont pas joué le rôle de catalyseur des insatisfactions les plus vives à l'égard du pouvoir, rôle qu'ils ont toujours joué dans les précédentes consultations importantes. Les résultats flatteurs obtenus par M. Le Pen se mesurent non seulement dans les arrondissements du centre de la capitale, qui votent traditionnellement pour la droite modérée, mais aussi dans les quartiers populaires qui ont presque toujours, et encore en 1981, élu des députés de gauche.

Les premiers ont choisi de transférer leurs suffrages sur M. Le Pen de préférence à la personne de M. Veil. Les seconds ont voulu exprimer leurs inquiétudes. Mais les uns et les autres, à des degrés divers, ont exprimé leur opposition ou leur déception, et ils ont voulu le faire de la façon la plus spectaculaire dans un scrutin sans risque. Ce que M. Chirac appelle une réaction de « ras-le-bol ».

Le parti socialiste ne dépasse sensiblement son score national que dans cinq arrondissements. Le meilleur résultat de M. Jospin est obtenu dans le 13^e arrondissement qui, en 1981, a élu deux députés socialistes (dont M. Paul Quilès, actuel ministre du logement), suivi par le 3^e - où un député apparenté socialiste (M. Dabizis) avait été élu avant d'être battu

en 1982 par M. Dominati (UDF). Le même succès relatif est enregistré dans le 14^e, qui a élu M. Edwige Avice, actuel ministre de la jeunesse, et dans le 11^e que M. Georges Sarre représente à l'Assemblée nationale.

Dans son propre arrondissement, le 18^e, de même que dans les deux autres arrondissements de l'Est parisiens, les 19^e et 20^e, dont les députés sont tous également socialistes, le premier secrétaire du PS ne franchit que de peu le niveau atteint par sa liste au plan national.

Les phénomènes nationaux étant généralement amplifiés par le vote des Parisiens, on constate un véritable effondrement du Parti communiste. Passé de 13,77 % en 1979 à 9,16 % en 1981, il se retrouve aujourd'hui à 6,15 % seulement des voix pour l'ensemble de la capitale. Dans aucun arrondissement, il n'atteint son score national, même pas dans les 19^e et 20^e où, jusqu'en 1981, il possédait des députés. Il s'agit donc de l'effacement - pour ne pas dire la disparition - prévisible d'ailleurs, du Parti communiste du paysage politique parisien, tout comme il s'est d'ailleurs effrité dans la ceinture agglomératrice « rouge » de la capitale, à l'occasion des législatives et surtout des municipales.

Avec le tassement sensible du Parti socialiste, avec l'éclipse quasi totale du Parti communiste (il ne lui reste en définitive que six conseillers de Paris sur cent quarante), la majorité municipale se trouve en situation tout à fait dominante. Mais il ne s'agit pas pour autant d'une position de tout repos en raison de l'émersion de l'électorat de M. Le Pen. Paradoxalement, c'est à M. Chirac, qui n'était pas personnellement en cause dans cette élection, que ce résultat va surtout poser des problèmes et le contraindre notamment à étudier précieusement la stratégie qu'il utilisera pour les scrutins nationaux de 1986 à 1988, dans lesquels il entend bien s'engager sans tarder et, cette fois-ci, sous ses propres couleurs.

ANDRÉ PASSERON

Inscr. 1 228 906; vot. 696 404
Abst. 532 502 (43,33)
Blancs ou nuls 10 520 (1,51)
Suff. exp. 685 884

UDF-RPR, 340 285 (49,61); PS, 126 076 (18,38); FN, 104 589 (15,24); PCF, 42 348 (6,15); ERE, 22 793 (3,32); VERTS, 17 577 (2,56); REUSSIR, 9 727 (1,41); LO, 6 178 (0,90); PSU-CDU, 5 905 (0,86); EUE, 3 466 (0,50); POE, 2 423 (0,35); I 84, 1 697 (0,24); UTILE, 1 662 (0,24); POE, 1 258 (0,18).

1^{er} ARRONDISSEMENT
Inscr. 1 190 303; vot. 6 430
Suff. exp. 6 329

UDF-RPR, 3 213 (50,76); PS, 1 107 (17,49); FN, 1 026 (16,21); PCF, 322 (5,08); ERE, 236 (3,72); VERTS, 166 (2,62); REUSSIR, 72 (1,13); PSU-CDU, 49 (0,77); LO, 43 (0,67); EUE, 36 (0,56); POE, 17 (0,26); UTILE, 16 (0,25); I 84, 15 (0,23); POE, 11 (0,17).

2^e ARRONDISSEMENT
Inscr. 124 143; vot. 6 247
Suff. exp. 6 090

UDF-RPR, 2 729 (44,81); PS, 1 278 (20,98); FN, 973 (15,97); PCF, 406 (6,66); ERE, 213 (3,49); VERTS, 167 (2,74); REUSSIR, 101 (1,65); PSU-CDU, 57 (0,93); LO, 46 (0,75); I 84, 30 (0,49); EUE, 29 (0,47); POE, 25 (0,41); UTILE, 20 (0,32); POE, 16 (0,26).

3^e ARRONDISSEMENT
Inscr. 20 876; vot. 10 875
Suff. exp. 10 678

UDF-RPR, 4 488 (42,03); PS, 2 578 (24,14); FN, 1 483 (13,88); PCF, 811 (7,59); ERE, 383 (3,58); VERTS, 302 (2,82); REUSSIR, 150 (1,40); PSU-CDU, 134 (1,25); LO, 123 (1,15); POE, 70 (0,65); EUE, 66 (0,61); I 84, 34 (0,31); UTILE, 34 (0,31); POE, 22 (0,20).

4^e ARRONDISSEMENT
Inscr. 20 223; vot. 11 555
Suff. exp. 11 378

UDF-RPR, 5 310 (46,66); PS, 2 424 (21,30); FN, 1 451 (12,75); PCF, 776 (6,82); ERE, 464 (4,07); VERTS, 358 (3,14); REUSSIR, 181 (1,59); PSU-CDU, 106 (0,93); LO, 103 (0,90); EUE, 68 (0,59); POE, 52 (0,45); I 84, 33 (0,29); POE, 26 (0,22); UTILE, 26 (0,22).

5^e ARRONDISSEMENT
Inscr. 43 698; vot. 26 149
Suff. exp. 25 768

UDF-RPR, 13 262 (51,46); PS, 5 349 (20,75); FN, 2 844 (11,03); PCF, 1 197 (4,64); ERE, 1 096 (4,24); VERTS, 792 (3,07); REUSSIR, 327 (1,26); PSU-CDU, 298 (1,15); LO, 211 (0,81); EUE, 153 (0,59); POE, 83 (0,32); UTILE, 72 (0,27); I 84, 61 (0,23); POE, 25 (0,09).

6^e ARRONDISSEMENT
Inscr. 32 894; vot. 19 707
Suff. exp. 19 484

UDF-RPR, 10 690 (54,86); PS, 3 460 (17,75); FN, 2 542 (13,04); PCF, 860 (4,41); PCF, 630 (3,23); VERTS, 442 (2,26); REUSSIR, 346 (1,77); EUE, 143 (0,73); PSU-CDU, 126 (0,64); LO, 108 (0,55); UTILE, 43 (0,22); I 84, 33 (0,17); POE, 31 (0,15); POE, 22 (0,11).

7^e ARRONDISSEMENT
Inscr. 40 607; vot. 25 009
Suff. exp. 24 741

UDF-RPR, 15 344 (62,01); FN, 3 826 (15,46); PS, 2 788 (11,26); PCF, 524 (2,11); REUSSIR, 498 (2,01); VERTS,

356 (1,43); EUE, 172 (0,69); PSU-CDU, 98 (0,39); LO, 94 (0,37); I 84, 63 (0,25); UTILE, 43 (0,17); POE, 33 (0,13); POE, 27 (0,10).

8^e ARRONDISSEMENT
Inscr. 25 416; vot. 15 599
Suff. exp. 15 442

UDF-RPR, 9 583 (62,05); FN, 2 928 (18,96); PS, 1 483 (9,60); ERE, 462 (2,99); REUSSIR, 299 (1,93); PCF, 252 (1,63); VERTS, 190 (1,23); EUE, 57 (0,36); LO, 49 (0,31); PSU-CDU, 43 (0,27); UTILE, 34 (0,22); I 84, 31 (0,20); POE, 20 (0,12); POE, 11 (0,07).

9^e ARRONDISSEMENT
Inscr. 35 120; vot. 19 819
Suff. exp. 19 531

UDF-RPR, 10 188 (52,16); PS, 3 343 (17,11); FN, 3 266 (16,72); PCF, 764 (3,91); ERE, 681 (3,48); VERTS, 453 (2,31); REUSSIR, 270 (1,38); LO, 167 (0,85); PSU-CDU, 135 (0,69); EUE, 89 (0,45); POE, 64 (0,32); I 84, 45 (0,23); UTILE, 43 (0,22); POE, 23 (0,11).

10^e ARRONDISSEMENT
Inscr. 48 109; vot. 25 393
Suff. exp. 24 946

UDF-RPR, 11 368 (45,57); PS, 4 869 (19,51); FN, 4 103 (16,44); PCF, 1 815 (7,27); ERE, 756 (3,03); VERTS, 745 (2,98); REUSSIR, 293 (1,17); LO, 291 (1,16); PSU-CDU, 239 (0,95); POE, 138 (0,55); EUE, 107 (0,42); UTILE, 100 (0,40); I 84, 71 (0,28); POE, 51 (0,20).

11^e ARRONDISSEMENT
Inscr. 74 589; vot. 41 459
Suff. exp. 40 639

UDF-RPR, 17 186 (42,26); PS, 8 989 (22,10); FN, 6 516 (16,02); PCF, 3 441 (8,46); ERE, 1 248 (3,06); VERTS, 1 118 (2,74); LO, 693 (1,71); REUSSIR, 465 (1,14); PSU-CDU, 457 (1,12); POE, 222 (0,54); EUE, 190 (0,46); UTILE, 121 (0,29); POE, 111 (0,27); I 84, 102 (0,25).

12^e ARRONDISSEMENT
Inscr. 80 853; vot. 46 047
Suff. exp. 45 333

UDF-RPR, 21 522 (47,47); PS, 9 091 (20,05); FN, 6 667 (14,70); PCF, 2 922 (6,44); ERE, 1 548 (3,41); VERTS, 1 408 (3,10); REUSSIR, 635 (1,40); LO, 425 (0,93); PSU-CDU, 393 (0,86); EUE, 228 (0,50); POE, 176 (0,38); I 84, 121 (0,26); UTILE, 110 (0,24); POE, 87 (0,19).

13^e ARRONDISSEMENT
Inscr. 93 212; vot. 51 347
Suff. exp. 50 425

UDF-RPR, 20 831 (41,31); PS, 12 373 (24,53); FN, 5 901 (11,70); PCF, 5 077 (10,06); ERE, 1 787 (3,54); VERTS, 1 717 (3,40); PSU-CDU, 637 (1,26); LO, 612 (1,21); REUSSIR, 606 (1,20); EUE, 268 (0,53); POE, 258 (0,51); I 84, 134 (0,26); UTILE, 123 (0,24); POE, 101 (0,20).

14^e ARRONDISSEMENT
Inscr. 79 307; vot. 44 815
Suff. exp. 44 112

UDF-RPR, 20 806 (47,16); PS, 9 769 (22,14); FN, 5 493 (12,45); PCF, 2 978 (6,73); ERE, 1 647

(3,73); VERTS, 1 354 (3,06); REUSSIR, 511 (1,15); PSU-CDU, 460 (1,04); LO, 422 (0,95); EUE, 252 (0,57); POE, 149 (0,33); I 84, 104 (0,23); UTILE, 94 (0,21); POE, 73 (0,16).

15^e ARRONDISSEMENT
Inscr. 136 727; vot. 78 906
Suff. exp. 77 848

UDF-RPR, 41 874 (53,78); PS, 13 584 (17,44); FN, 10 502 (13,49); PCF, 3 602 (4,62); ERE, 2 949 (3,78); VERTS, 1 921 (2,46); REUSSIR, 1 292 (1,65); LO, 566 (0,72); PSU-CDU, 498 (0,63); EUE, 401 (0,51); UTILE, 191 (0,24); POE, 182 (0,23); I 84, 173 (0,22); POE, 113 (0,14).

16^e ARRONDISSEMENT
Inscr. 99 755; vot. 64 885
Suff. exp. 64 395

UDF-RPR, 42 761 (66,40); FN, 10 699 (16,61); PS, 5 462 (8,48); ERE, 1 855 (2,88); REUSSIR, 1 229 (1,90); PCF, 856 (1,32); VERTS, 692 (1,07); EUE, 258 (0,40); PSU-CDU, 150 (0,23); LO, 142 (0,22); I 84, 133 (0,20); POE, 56 (0,08); UTILE, 56 (0,08); POE, 10 (0,01).

17^e ARRONDISSEMENT
Inscr. 97 021; vot. 57 520
Suff. exp. 56 708

UDF-RPR, 31 900 (56,25); FN, 9 636 (16,99); PS, 7 566 (13,69); PCF, 2 134 (3,76); ERE, 709 (1,25); VERTS, 1 188 (2,09); REUSSIR, 930 (1,64); LO, 398 (0,70); EUE, 266 (0,46); PSU-CDU, 257 (0,45); UTILE, 142 (0,25); POE, 139 (0,24); POE, 136 (0,23); POE, 105 (0,18).

18^e ARRONDISSEMENT
Inscr. 105 748; vot. 55 441
Suff. exp. 54 379

UDF-RPR, 23 187 (42,63); PS, 11 501 (21,14); FN, 9 755 (17,93); PCF, 4 540 (8,34); ERE, 1 463 (2,69); ERE, 1 392 (2,55); LO, 681 (1,25); REUSSIR, 519 (0,95); PSU-CDU, 446 (0,82); POE, 253 (0,46); EUE, 226 (0,41); UTILE, 165 (0,30); POE, 135 (0,24); I 84, 114 (0,20).

19^e ARRONDISSEMENT
Inscr. 79 571; vot. 41 233
Suff. exp. 40 458

UDF-RPR, 15 946 (39,41); PS, 8 548 (21,12); FN, 6 501 (16,06); PCF, 4 315 (10,66); VERTS, 1 268 (3,13); ERE, 1 209 (2,98); PSU-CDU, 832 (2,05); LO, 574 (1,41); REUSSIR, 470 (1,16); POE, 229 (0,56); EUE, 223 (0,55); I 84, 136 (0,33); POE, 113 (0,27); UTILE, 94 (0,23).

20^e ARRONDISSEMENT
Inscr. 91 139; vot. 47 987
Suff. exp. 47 135

UDF-RPR, 18 096 (38,39); PS, 10 314 (21,88); FN, 8 477 (17,98); PCF, 4 886 (10,36); VERTS, 1 475 (3,12); ERE, 1 425 (3,02); LO, 590 (1,25); REUSSIR, 533 (1,13); PSU-CDU, 490 (1,03); POE, 242 (0,51); EUE, 234 (0,49); UTILE, 140 (0,29); I 84, 117 (0,24); POE, 116 (0,24).

CEPES
depuis 1967, chaque année, plus de 1.000 étudiants...
CLASSE PRÉPARATOIRE sciences-po
57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.94 - 745.03.19

IAE Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne
INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
162, rue Saint-Charles 75740 PARIS Cedex 15
DIPLOME NATIONAL DE 3^e CYCLE
LE CERTIFICAT D'APTITUDE A L'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES (DESS)
UNE FORMATION A LA GESTION
4 FORMULES D'ENSEIGNEMENT ADAPTÉES A VOS BESOINS
FORMULES "classiques"
9 mois d'études à plein temps (cycle court - étudiants)
ou
18 mois d'études à temps partiel en soirée (cycle long)
Renseignements :
M.C. SCAGLIA 554.40.10
N. BLONDIN 557.62.52
FORMATION PERMANENTE
- 9 mois d'études à plein temps : 2 jours de T.D., 3 jours de préparation (salariés, demandeurs d'emploi);
- 18 mois d'études, une journée par semaine : dans le cadre de la formation continue
Renseignements :
M.C. SCAGLIA 554.40.10
B. FLOCH 557.28.51
J. SALOMOND 554.97.24 p.343
Inscriptions : cycle court jusqu'au 27.7.84 - cycle long jusqu'au 18.9.84
Tests d'entrée : cycle court le 8.9.84 - cycle long le 29.9.84
Début des cours : courant octobre 84
M. _____ Tél. _____
Adresse _____
Entreprise _____ Fonction _____
Souhaite recevoir une documentation sans engagement de sa part.

Futur manager international
Une double formation franco-américaine
Un double diplôme
Certificat d'Etudes Supérieures de Management International (CESMI) délivré par le MBA Institute
Master of Business Administration (MBA) délivré par l'une des meilleures universités américaines
Renseignements et inscriptions :
MBA Institute
10-16, rue du Château
75009 PARIS
Tél: (1) 265.6300
Projet, Déesse - 22 rue de l'Europe - 11 rue de l'Europe

PEUGEOT
NEUBA
M. GERARD

CTIONS

EUROPÉENNES

SEINE-ET-MARNE

Inscr., 556 507; vot., 317 984
Abst., 238 523 (42,86)
Blancs ou nuls, 8 520 (2,67)
Suff. exp., 309 464

UDF-RPR, 129 664 (41,89); PS, 59 010 (19,06); FN, 45 273 (14,62); PCF, 31 370 (10,13); VERTS, 12 526 (4,04); ERE, 10 243 (3,30); REUSSIR, 6 461 (2,08); LO, 5 395 (1,74); PCI, 2 515 (0,81); PSU-CDU, 2 028 (0,65); UTILE, 2 001 (0,64); I 84, 1 822 (0,58); EUE, 1 154 (0,37); POE, 2 (0,00).

1979. - Inscr., 501 208; vot., 311 146; abst., 190 062 (60,75); Suff. exp., 297 102.
UDF-RPR, 171 169 (57,59); PS-MRG, 66 679 (21,42); PCF, 62 515 (20,08); DIFE, 50 588 (16,20); Eue. Ecol., 15 914 (5,33); Trotskistes, 9 259 (3,11); ERE, 6 515 (2,14); Def. Interprof., 4 466 (1,50); Eurodroite, 4 017 (1,35).

1981. - Inscr., 537 590; vot., 437 390; abst., 100 200 (18,63); Suff. exp., 430 665.
Giscard d'Estaing, 111 595 (25,91); Mitterrand, 108 955 (25,20); Chirac, 82 612 (19,18); Marchais, 66 171 (15,36); Lalonde, 20 344 (4,72); Cépéan, 11 368 (2,63); Laguille, 10 446 (2,42); Debré, 7 462 (1,73); Garand, 6 975 (1,61); Bouchardaux, 4 737 (1,09).

MELUN
Inscr., 19 970; vot., 9 722

Suff. exp., 9 521.
UDF-RPR, 4 337 (45,55); PS, 1 952 (20,50); FN, 1 325 (13,91); PCF, 614 (6,44); VERTS, 372 (3,90); ERE, 301 (3,16); REUSSIR, 170 (1,78); LO, 144 (1,51); I 84, 77 (0,80); EUE, 72 (0,75); PSU-CDU, 58 (0,60); PCI, 53 (0,55); UTILE, 46 (0,48).

YVELINES

Inscr., 742 149; vot., 413 964
Abst., 328 185 (44,34)
Blancs ou nuls, 11 100 (2,64)
Suff. exp., 407 864

UDF-RPR, 196 287 (47,67); PS, 73 600 (18,04); FN, 58 635 (14,37); PCF, 32 062 (7,86); ERE, 16 753 (4,10); VERTS, 13 995 (3,43); REUSSIR, 10 273 (2,51); LO, 4 691 (1,15); PSU-CDU, 2 408 (0,59); EUE, 2 286 (0,56); I 84, 1 915 (0,46); PCI, 1 871 (0,45); UTILE, 1 657 (0,40); POE, 1 431 (0,35).

1979. - Inscr., 672 637; vot., 412 854; abst., 259 783 (38,62); Suff. exp., 397 709.
UDF-RPR, 119 069 (28,83); PS-MRG, 81 028 (20,47); PCF, 69 179 (17,39); DIFE, 68 693 (17,27); Eue. Ecol., 23 946 (6,02); Trotskistes, 11 023 (2,77); ERE, 10 938 (2,75); Eurodroite, 9 981 (2,43); Def. Interprof., 4 719 (1,18); PSU, 97 (0,02); Reg. Eue., 96 (0,02).

1981. - Inscr., 710 390; vot., 581 848; abst., 128 542 (18,23); Suff. exp., 573 473.
Giscard d'Estaing, 154 482 (26,99); Mitterrand, 139 747 (24,36); Chirac, 118 604 (20,68); Marchais, 71 742 (12,51); Lalonde, 28 940 (5,02); Cépéan, 17 341 (3,03); Laguille, 11 970 (2,06); Garand, 11 559 (2,01); Debré, 11 251 (1,96); Bouchardaux, 8 137 (1,41).

VERSAILLES
Inscr., 58 744; vot., 35 781

Suff. exp., 35 353.
UDF-RPR, 19 252 (54,45); FN, 5 754 (16,27); PS, 4 607 (13,03); ERE, 1 550 (4,38); PCF, 1 476 (4,17); REUSSIR, 870 (2,46); VERTS, 810 (2,29); LO, 242 (0,68); EUE, 221 (0,62); PSU-CDU, 146 (0,41); I 84, 129 (0,36); PCI, 113 (0,31); POE, 98 (0,27); UTILE, 87 (0,24).

MANTES-LA-JOLIE
Inscr., 19 156; vot., 8 906

Suff. exp., 8 697.
UDF-RPR, 3 148 (36,19); PS, 1 754 (20,16); FN, 1 673 (19,23); PCF, 935 (10,75); VERTS, 312 (3,58); ERE, 223 (2,56); REUSSIR, 170 (1,95); LO, 128 (1,47); PSU-CDU, 82 (0,94); PCI, 69 (0,79); EUE, 59 (0,67); POE, 57 (0,65); UTILE, 48 (0,55); I 84, 39 (0,44).

LES MUREAUX
Inscr., 13 458; vot., 6 427

Suff. exp., 5 961.
UDF-RPR, 1 885 (31,62); PS, 1 326 (22,24); FN, 1 024 (17,17); PCF, 776 (13,01); VERTS, 217 (3,64); ERE, 164 (2,75); LO, 153 (2,56); REUSSIR, 106 (1,77); PCI, 77 (1,29); EUE, 70 (1,17); PSU-CDU, 43 (0,72); I 84, 42

CHELLES

Inscr., 26 766; vot., 13 408

Suff. exp., 13 094

UDF-RPR, 4 915 (37,53); PS, 2 461 (18,79); FN, 2 187 (16,70); PCF, 1 994 (15,22); VERTS, 517 (3,94); ERE, 369 (2,81); REUSSIR, 198 (1,51); LO, 141 (1,07); PSU-CDU, 85 (0,64); EUE, 72 (0,54); PCI, 66 (0,50); UTILE, 61 (0,46); I 84, 28 (0,21).

MEAUX

Inscr., 21 570; vot., 10 921

Suff. exp., 10 648

UDF-RPR, 4 548 (42,71); PS, 2 223 (20,87); FN, 1 479 (13,88); PCF, 979 (9,19); ERE, 340 (3,19); VERTS, 340 (3,19); LO, 218 (2,04); REUSSIR, 173 (1,62); PCI, 87 (0,81); EUE, 84 (0,78); UTILE, 74 (0,69); PSU-CDU, 60 (0,56); I 84, 42 (0,39); POE, 1 (0,00).

Le nombre des abstentionnistes a été supérieur de près de cinq points à celui enregistré lors du précédent scrutin européen.

Si le PS et le PCF ont en baisse par rapport aux scrutins de 1979 et 1981, la liste de M. Vallée ne fait pas aussi bien que les listes de l'UDF et du RPR en 1979 et que M. Giscard d'Estaing et Chirac en 1981. Il est vrai que, dans ce département, le Front national recueille plus de 14 % des suffrages. Dans les trois villes de plus de trente mille habitants qui composent la Seine-et-Marne, la liste de M. Le Pen devance celle de M. Marchais; de plus de sept points à Melun, de plus d'un point à Chelles et de plus de quatre points à Meaux, ville gérée par la gauche.

confit de l'usine Talbot n'en finit pas d'avoir des retombées. Plus grave encore, la droite fait plus de voix que la gauche à Mantes-la-Jolie, dans le maire est socialiste, et même à Conflans-Sainte-Honorine, la ville de M. Michel Rocard, le ministre de l'Agriculture, n'a pu empêcher M. Jospin de faire ici moins bien qu'en moyenne nationale, et M. Le Pen bien mieux. Même la vallée de la Seine n'est plus pour la gauche un point d'appui.

ESSONNE

Inscr., 600 282; vot., 329 102
Abst., 271 180 (45,17)
Blancs ou nuls, 7 185 (2,18)
Suff. exp., 321 917

UDF-RPR, 129 945 (40,36); PS, 66 635 (20,69); FN, 40 016 (12,43); PCF, 39 177 (12,16); VERTS, 13 494 (4,19); ERE, 11 990 (3,72); REUSSIR, 6 455 (2,00); LO, 4 486 (1,39); PSU-CDU, 2 996 (0,93); PCI, 1 987 (0,61); EUE, 1 894 (0,58); I 84, 1 531 (0,47); UTILE, 1 295 (0,40); POE, 16 (0,00).

1979. - Inscr., 599 963; vot., 339 710; abst., 260 253 (43,39); Suff. exp., 326 211.
UDF-RPR, 129 945 (40,36); PS, 66 635 (20,69); FN, 40 016 (12,43); PCF, 39 177 (12,16); VERTS, 13 494 (4,19); ERE, 11 990 (3,72); REUSSIR, 6 455 (2,00); LO, 4 486 (1,39); PSU-CDU, 2 996 (0,93); PCI, 1 987 (0,61); EUE, 1 894 (0,58); I 84, 1 531 (0,47); UTILE, 1 295 (0,40); POE, 16 (0,00).

1981. - Inscr., 594 642; vot., 488 093; abst., 106 549 (17,91); Suff. exp., 480 732.
Mitterrand, 128 184 (26,66); Giscard d'Estaing, 110 048 (22,89); Chirac, 87 091 (18,11); Marchais, 80 789 (16,80); Lalonde, 25 736 (5,35); Cépéan, 13 712 (2,85); Laguille, 11 257 (2,34); Debré, 8 294 (1,72); Garand, 8 076 (1,67); Bouchardaux, 7 545 (1,56).

EVRY

Inscr., 13 955; vot., 7 284

Suff. exp., 7 149

UDF-RPR, 2 804 (39,22); PS, 1 748 (24,45); FN, 871 (12,18); PCF, 522 (7,30); VERTS, 312 (4,44); ERE, 330 (4,61); REUSSIR, 150 (2,09); PSU-CDU, 140 (1,95); LO, 115 (1,60); EUE, 52 (0,73); PCI, 33 (0,46); I 84, 30 (0,41); UTILE, 22 (0,30).

CORBEIL-ESSONNES
Inscr., 20 466; vot., 10 075

Suff. exp., 9 804

UDF-RPR, 3 443 (35,11); PCF, 2 064 (21,05); PS, 1 665 (16,98); FN, 1 296 (13,21); VERTS, 410 (4,18); ERE, 255 (2,60); LO, 200 (2,03); REUSSIR, 150 (1,52); PSU-CDU, 79 (0,80); EUE, 75 (0,76); PCI, 67 (0,68); I 84, 51 (0,52); UTILE, 48 (0,48); POE, 1 (0,01).

MASSY

Inscr., 23 377; vot., 11 756

Suff. exp., 11 522

UDF-RPR, 4 136 (35,87); PS, 3 044 (26,40); PCF, 1 403 (12,16); FN, 261 (10,93); VERTS, 536 (4,64); ERE, 444 (3,85); REUSSIR, 183 (1,58); LO, 159 (1,37); PSU-CDU, 138 (1,19); EUE, 80 (0,69); PCI, 64 (0,55); I 84, 53 (0,45); UTILE, 28 (0,24).

S A I N T E - GENEVIEVE-DES-BOIS
Inscr., 18 181; vot., 9 624

Suff. exp., 9 414

UDF-RPR, 3 597 (38,20); PS, 1 895 (20,12); PCF, 1 557 (16,53); FN, 1 091 (11,58); VERTS, 417 (4,42); ERE, 319 (3,38); REUSSIR, 150 (1,59); LO, 113 (1,20); PSU-CDU, 95 (1,01); PCI, 55 (0,58); EUE, 53 (0,56); I 84, 43 (0,45); UTILE, 29 (0,30).

SAVIGNY-SUR-ORGE
Inscr., 20 744; vot., 11 490

Suff. exp., 11 264

UDF-RPR, 4 440 (39,41); PS, 2 340 (20,77); PCF, 1 519 (13,48); FN, 1 426 (12,65); ERE, 447 (3,96); VERTS, 433 (3,84); REUSSIR, 229 (2,03); LO, 136 (1,20); PSU-CDU, 81 (0,71); EUE, 73 (0,64); I 84, 51 (0,45); UTILE, 49 (0,43); PCI, 40 (0,35).

VIRY-CHATILLON
Inscr., 17 584; vot., 8 634

Suff. exp., 8 461

UDF-RPR, 3 472 (41,03); PS, 1 558 (18,41); FN, 1 329 (15,70); PCF, 986 (11,65); VERTS, 323 (3,93); ERE, 288 (3,40); REUSSIR, 137 (1,61); LO, 113 (1,39); PSU-CDU, 64 (0,75); EUE, 58 (0,68); PCI, 46 (0,54); I 84, 37 (0,43); UTILE, 35 (0,41).

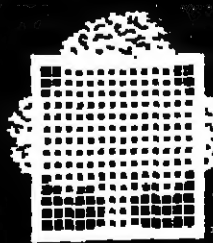
La participation a été plus faible qu'en 1979, 54,82 % contre 60,66 %. Cette consultation permet à l'opposition de conforter les positions acquises aux cantonales de 1982 et aux municipales de mars 1983. La liste de M. Le Pen, qui obtient 12,43 % des suffrages, fait mieux que la liste conduite par M. Georges Marchais, qui ne recueille que 12,17 % des voix. En 1979 le PC avait obtenu 23,63 %. Cet effondrement du PC se vérifie au travers des résultats des six communes de plus de 30 000 habitants du département : deux d'entre elles, Corbeil et Sainte-Geneviève-des-Bois, sont gérées par le PC, deux autres, Evry et Massy, par le PS et les deux dernières, Savigny-sur-Orge et Viry-Chatillon, par l'opposition. Dans les quatre villes de gauche, cette dernière n'est plus majoritaire. Le phénomène est particulièrement sensible.

(Lire la suite page 8.)

UN ARBRE DONNE DU COFFRE A LA BANCO PASTOR.

La Banco Pastor, une des plus grandes banques privées espagnoles, est depuis 24 ans cliente de BULL, premier groupe informatique et bureautique français. Depuis son premier ordinateur acquis à la fin des années soixante, un développement continu de l'informatique lui permet de disposer aujourd'hui d'un réseau d'équipements sophistiqués : 4 ordinateurs centraux DPS 8 et 66/DPS qui communiquent avec 450 terminaux bancaires auxquels s'ajoutent plusieurs ordinateurs satellites Mini 6. Sont ainsi informatisés, la gestion des comptes clients, du portefeuille titres, la compensation, la comptabilité des agences, la gestion des cartes de crédit et des chèques essence, et le contrôle des opérations inter-agences. Sans cesse à l'écoute des besoins de ses clients, à la pointe des technologies nouvelles et de la sécurité des informations, l'équipe BULL marque des points.

Bull



Plus vite, moins cher !

Vous cherchez
• une 305 !
• une 505 !

Nous vous la proposons, à des conditions spéciales !
Nombreux autres modèles disponibles (tous types) :
205 GR, SR, GT • SAMBA • TALBOT HORIZON ou SOLARA

PEUGEOT-TALBOT
NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21

227, bd. Anatole France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

LES ÉLECTIONS

EUROPÉE
VAL-D

(Suite de la page 7.)

ble à Sainte-Geneviève-des-Bois où l'union de la gauche avait recueilli 57,97 % des voix en mars 1983. Les listes de gauche et d'extrême gauche

totalisent 35,81 % des suffrages. Même chose à Massy où la gauche perd près de 20 points. A Evry et Viry-Châtillon, la liste de M. Le Pen distancie celle du PC.

HAUTS-DE-SEINE

Inscr., 818 267; vol., 468 529
Abst., 349 738 (42,74)
Blancs ou nuls, 8 427 (1,79)
Suff. exp., 460 102
UDF-RPR, 204 835 (44,51); PS, 81 692 (17,75); FN, 65 087 (14,14); PCF, 52 982 (11,51); ERE, 16 242 (3,53); VERTS, 15 126 (3,28); REUSSIR, 7 960 (1,73); LO, 4 869 (1,05); PSU-CDU, 3 192 (0,69); EUE, 2 393 (0,52); PCI, 1 798 (0,39); I 84, 1 343 (0,29); POE, 302 (0,06); UTILE, 1 281 (0,27).

1979. - Inscr., 842 953; vol., 512 128; abst., 39 244; suff. exp., 495 284.
UFE, 135 597 (27,37); PCF, 109 871 (22,18); PS-MRG, 96 242 (19,43); DIFE, 85 856 (17,33); Eur. Ecol., 28 764 (5,80); Troisième, 14 313 (2,89); EER, 11 068 (2,23); Eurodroite, 7 716 (1,55); Déf. Interpr., 5 875 (1,18); PSU, 2 (0).
1981. - Inscr., 853 119; vol., 684 064; abst., 19 811; suff. exp., 675 274.
Giscard d'Estaing, 168 480 (24,94); Mitterrand, 158 855 (23,52); Chirac, 139 222 (20,61); Marchais, 109 047 (16,14); Lalonde, 32 557 (4,82); Crépau, 17 321 (2,59); Lagüiller, 13 720 (2,03); Debré, 12 620 (1,86); Garand, 12 595 (1,86); Bouchardes, 10 660 (1,57).

NANTERRE
Inscr., 41 994; vol., 21 111
Suff. exp., 20 609
UDF-RPR, 5 917 (28,71); PCF, 5 424 (26,31); PS, 3 692 (17,91); FN, 2 940 (14,26); VERTS, 824 (3,99); ERE, 532 (2,58); LO, 353 (1,68); REUSSIR, 306 (1,48); PSU-CDU, 172 (0,83); EUE, 127 (0,61); PCI, 102 (0,49); POE, 90 (0,43); I 84, 75 (0,36); UTILE, 55 (0,26).

ANTONY
Inscr., 37 143; vol., 20 858
Suff. exp., 20 526
UDF-RPR, 8 535 (41,58); PS, 4 359 (21,23); PCF, 2 693 (13,11); FN, 2 394 (11,66); ERE, 735 (3,58); VERTS, 734 (3,57); REUSSIR, 303 (1,47); LO, 205 (0,98); PSU-CDU, 87 (0,41); EUE, 136 (0,66); PCI, 87 (0,42); POE, 66 (0,32); I 84, 52 (0,25); UTILE, 42 (0,20).

ASNIÈRES-SUR-SEINE
Inscr., 41 743; vol., 22 507
Suff. exp., 22 162
UDF-RPR, 10 237 (46,19); FN, 4 049 (18,27); PS, 3 640 (16,42); PCF, 1 638 (7,39); ERE, 770 (3,47); VERTS, 672 (3,03); REUSSIR, 372 (1,67); LO, 251 (1,13); PSU-CDU, 126 (0,56); EUE, 121 (0,54); PCI, 89 (0,40); UTILE, 77 (0,34); I 84, 60 (0,27); POE, 60 (0,27).

BAGNEUX
Inscr., 23 779; vol., 11 413
Suff. exp., 11 166
UDF-RPR, 3 321 (29,74); PCF, 3 157 (28,27); PS, 2 158 (19,32); FN, 1 110 (9,94); VERTS, 502 (4,49); ERE, 306 (2,74); LO, 153 (1,37); PSU-CDU, 127 (1,13); REUSSIR, 113 (1,01); EUE, 55 (0,49); I 84, 48 (0,42); UTILE, 37 (0,33); POE, 31 (0,27).

BOULOGNE-BILLANCOURT
Inscr., 58 060; vol., 34 937
Suff. exp., 34 428
UDF-RPR, 18 236 (52,96); PS, 5 426 (15,76); FN, 4 939 (14,34); PCF, 2 072 (6,01); ERE, 1 302 (3,78); VERTS, 864 (2,50); REUSSIR, 664 (1,92); LO, 262 (0,76); EUE, 172 (0,49); PSU-CDU, 147 (0,42); PCI, 109 (0,31); POE, 83 (0,24); I 84, 77 (0,22); UTILE, 75 (0,21).

CLAMART
Inscr., 31 529; vol., 17 846
Suff. exp., 17 519
UDF-RPR, 5 505 (42,83); PS, 3 538 (20,19); FN, 2 218 (12,66); PCF, 1 925 (10,98); VERTS, 687 (3,92); ERE, 657 (3,75); REUSSIR, 264 (1,50); LO, 208 (1,18); PSU-CDU, 142 (0,81); EUE, 115

(0,65); PCI, 71 (0,40); UTILE, 67 (0,38); POE, 65 (0,37); I 84, 57 (0,32).

CLICHY
Inscr., 24 584; vol., 13 010
Suff. exp., 12 741
UDF-RPR, 4 635 (36,37); PS, 2 972 (23,32); FN, 2 079 (16,31); PCF, 1 613 (12,65); VERTS, 412 (3,23); ERE, 298 (2,33); LO, 232 (1,82); REUSSIR, 149 (1,12); PCI, 105 (0,82); EUE, 67 (0,52); I 84, 42 (0,32); POE, 41 (0,32); UTILE, 35 (0,27).

COLOMBES
Inscr., 46 518; vol., 26 692
Suff. exp., 26 088
UDF-RPR, 9 485 (36,35); PCF, 4 707 (18,04); PS, 4 562 (17,48); FN, 3 915 (15); VERTS, 1 109 (4,25); ERE, 860 (3,29); LO, 362 (1,38); REUSSIR, 351 (1,34); PSU-CDU, 218 (0,83); PCI, 138 (0,52); EUE, 118 (0,45); I 84, 96 (0,36); POE, 84 (0,32); UTILE, 83 (0,31).

COURBEVOIE
Inscr., 33 347; vol., 19 850
Suff. exp., 19 591
UDF-RPR, 9 908 (50,57); PS, 3 180 (16,23); FN, 3 039 (15,51); PCF, 1 316 (6,71); ERE, 696 (3,55); VERTS, 506 (2,58); REUSSIR, 377 (1,92); LO, 166 (0,84); PSU-CDU, 107 (0,54); EUE, 100 (0,51); PCI, 62 (0,31); POE, 50 (0,25); UTILE, 48 (0,24); I 84, 0 (0,18).

GENNEVILLIERS
Inscr., 21 475; vol., 10 394
Suff. exp., 10 162
PCF, 3 563 (35,06); UDF-RPR, 2 182 (21,47); PS, 1 567 (15,42); FN, 1 533 (15,08); VERTS, 434 (4,27); LO, 230 (2,26); ERE, 195 (1,91); PSU-CDU, 107 (1,05); REUSSIR, 91 (0,89); PCI, 84 (0,82); POE, 62 (0,61); I 84, 41 (0,40); UTILE, 38 (0,37); EUE, 0 (0,34).

ISSY-LES-MOULINEAUX
Inscr., 26 688; vol., 15 098
Suff. exp., 14 815
UDF-RPR, 6 288 (42,44); PS, 2 946 (19,88); FN, 1 965 (13,26); PCF, 1 794 (12,10); VERTS, 552 (3,73); ERE, 520 (3,50); REUSSIR, 224 (1,51); LO, 174 (1,17); PSU-CDU, 89 (0,60); PCI, 85 (0,57); EUE, 73 (0,49); I 84, 42 (0,28); POE, 32 (0,21); UTILE, 31 (0,20).

LEVALLOIS-PERRET
Inscr., 27 110; vol., 16 949
Suff. exp., 16 588
UDF-RPR, 7 550 (45,51); PS, 2 736 (16,49); FN, 2 415 (14,55); PCF, 2 122 (12,77); VERTS, 499 (3,00); ERE, 450 (2,71); REUSSIR, 245 (1,47); LO, 192 (1,15); EUE, 78 (0,47); PSU-CDU, 75 (0,45); PCI, 62 (0,37); UTILE, 61 (0,36); I 84, 54 (0,32); POE, 49 (0,29).

MALAKOFF
Inscr., 20 530; vol., 11 026
Suff. exp., 10 782
PCF, 3 673 (34,06); UDF-RPR, 3 086 (28,62); PS, 1 708 (15,84); FN, 1 133 (10,50); VERTS, 1 059 (9,80); ERE, 290 (2,68); LO, 159 (1,47); REUSSIR, 115 (1,06); PSU-CDU, 91 (0,84); EUE, 51 (0,47); UTILE, 44 (0,40); PCI, 39 (0,36); I 84, 31 (0,28); POE, 25 (0,23).

MEUDON
Inscr., 31 197; vol., 17 547
Suff. exp., 17 302
UDF-RPR, 7 884 (45,56); PS, 3 581 (20,69); FN, 2 117 (12,23); PCF, 1 448 (8,36); ERE, 759 (4,38); VERTS, 643 (3,71); REUSSIR, 347 (2,00); LO, 147 (0,84); PSU-CDU, 121 (0,69); EUE, 107 (0,61); UTILE, 41 (0,23); PCI, 40 (0,23); POE, 35 (0,20); I 84, 32 (0,18).

MONTEUIL
Inscr., 22 571; vol., 13 030
Suff. exp., 12 806
UDF-RPR, 5 581 (43,58); PS, 2 786 (21,75); FN, 1 708 (13,33); PCF, 1 161 (9,06); ERE, 461 (3,59); VERTS, 421 (3,28); REUSSIR, 168 (1,31); LO, 166 (1,29); PSU-CDU, 94 (0,73); EUE, 78 (0,60); PCI, 60 (0,46); UTILE, 57 (0,44); POE, 34 (0,26); I 84, 31 (0,24).

NEUILLY-SUR-SEINE
Inscr., 36 020; vol., 24 969
Suff. exp., 24 768
UDF-RPR, 16 425 (66,31); FN, 4 366 (17,62); PS, 1 748 (7,05); ERE, 751 (3,03); REUSSIR, 537 (2,16); PCF, 327 (1,32); VERTS, 287 (1,15); EUE, 108 (0,43); LO, 49 (0,19); I 84, 48 (0,19); PSU-CDU, 39 (0,15); UTILE, 32 (0,12); POE, 28 (0,11); PCI, 23 (0,09).

PUTEAUX
Inscr., 20 357; vol., 11 468
Suff. exp., 11 145
UDF-RPR, 4 684 (42,02); PS, 2 144 (19,23); FN, 1 959 (17,57); PCF, 1 030 (9,24); ERE, 360 (3,23); VERTS, 348 (3,12); REUSSIR, 170 (1,52); LO, 131 (1,17); EUE, 74 (0,66); PSU-CDU, 65 (0,58); POE, 54 (0,48); UTILE, 48 (0,43); PCI, 42 (0,37); I 84, 36 (0,32).

RUEIL-MALMAISON
Inscr., 40 020; vol., 24 003
Suff. exp., 23 306
UDF-RPR, 11 540 (48,24); PS, 4 333 (18,43); FN, 2 979 (12,67); PCF, 1 835 (7,80); VERTS, 878 (3,73); ERE, 871 (3,70); REUSSIR, 495 (2,10); LO, 224 (0,95); EUE, 125 (0,53); PSU-CDU, 117 (0,49); PCI, 101 (0,42); I 84, 70 (0,30).

SEINE-SAINT-DENIS
Inscr., 710 732; vol., 358 504
Abst., 352 228 (49,55)
Blancs ou nuls, 8 707 (2,42)
Suff. exp., 349 797
1979. - Inscr., 712 341; vol., 418 374; abst., 41 266; suff. exp., 399 758.
PCF, 151 057 (37,78); PS-MRG, 76 447 (19,12); UFE, 73 742 (18,44); DIFE, 52 145 (13,04); Eur. Ecol., 19 091 (4,77); Troisième, 14 067 (3,51); EER, 4 810 (1,20); Eurodroite, 4 399 (1,10); Déf. Interpr., 4 000 (1).
1981. - Inscr., 745 572; vol., 590 785; abst., 20 766; suff. exp., 579 565.
Marchais, 158 080 (27,27); Mitterrand, 141 809 (24,66); Giscard d'Estaing, 113 043 (19,50); Chirac, 89 823 (15,49); Lalonde, 25 752 (4,44); Lagüiller, 14 634 (2,52); Crépau, 13 985 (2,41); Debré, 7 866 (1,33); Garand, 7 364 (1,27); Bouchardes, 7 209 (1,24).

UDF-RPR, 110 722 (31,65); PCF, 76 405 (21,84); PS, 63 072 (18,03); FN, 55 898 (15,98); VERTS, 14 394 (4,11); ERE, 9 342 (2,67); LO, 6 208 (1,77); REUSSIR, 4 529 (1,29); PSU-CDU, 2 846 (0,81); PCI, 2 007 (0,57); EUE, 1 544 (0,44); I 84, 1 430 (0,40); UTILE, 1 389 (0,39); POE, 9 (0).

BOBIGNY
Inscr., 22 156; vol., 9937
Suff. exp., 9621
PCF, 3 041 (31,60); UDF-RPR, 2 330 (24,21); FN, 1 479 (15,37);

(0,29); POE, 69 (0,29); UTILE, 69 (0,29).

SURESNES
Inscr., 20 986; vol., 12 253
Suff. exp., 11 965
UDF-RPR, 4 637 (38,75); PS, 2 625 (21,93); FN, 1 653 (13,81); PCF, 1 499 (12,52); VERTS, 455 (3,80); ERE, 408 (3,40); REUSSIR, 233 (1,94); LO, 151 (1,26); EUE, 66 (0,55); PCI, 64 (0,53); PSU-CDU, 62 (0,51); UTILE, 48 (0,40); POE, 38 (0,31); I 84, 26 (0,21).

Dans ce département, la comparaison avec les résultats de 1979 montre une grande stabilité de l'électorat UDF-RPR: les listes UDF-RPR ont obtenu 44,7 % en 1979, la liste UDF-RPR 44,5 % en 1984. L'effondrement de la gauche y est, au contraire, spectaculaire: le total des listes PC et PS passe de 41,7 % en 1979 à 29,2 % en 1984.

Le département se singularise, par ailleurs, par un important score de M. Le Pen (14,1 %), supérieur à la moyenne nationale. Les thèmes de la sécurité, notamment dans le secteur de banques proches de la capitale, ainsi que les problèmes liés à l'immigration ont dû peser lourd dans ces résultats.

Trois communes des Hauts-de-Seine présentent des résultats particuliers: Villeneuve-la-Garenne, ville dont le maire est M. Roger Prévost (div. droite) et où la liste de M. Le Pen totalise 19 % des voix malgré une très faible participation (49 %); Neuilly-sur-Seine, où les quatre grandes listes nationales totalisent le chiffre record de 94 % des suffrages exprimés dans un contexte de forte participation (69,3 %); Suresnes, où au contraire de Neuilly, les dix « petites listes » totalisent 15,7 % des voix. Les résultats singuliers de Suresnes sont à mettre en rapport avec l'équilibre politique très particulier de cette commune que conduisent jusqu'en mars 1983 le maire communiste dissident, M. Fajnzilberg,

PS, 1452 (15,09); VERTS, 429 (4,45); ERE, 225 (2,33); LO, 223 (2,31); REUSSIR, 131 (1,36); PSU-CDU, 92 (0,95); I 84, 66 (0,68); PCI, 64 (0,66); EUE, 57 (0,59); UTILE, 32 (0,33).

AUBERVILLIERS
Inscr., 31 372; vol., 15 159
Suff. exp., 14 793
PCF, 4 991 (33,73); UDF-RPR, 3 494 (23,61); PS, 2 289 (15,47); FN, 2 201 (14,87); VERTS, 511 (3,45); LO, 379 (2,56); ERE, 297 (2,00); REUSSIR, 167 (1,12); PSU-CDU, 163 (1,10); PCI, 112 (0,75); EUE, 67 (0,45); I 84, 67 (0,45); UTILE, 55 (0,37).

AULNAY-SOUS-BOIS
Inscr., 38 504; vol., 19 889
Suff. exp., 19 497
UDF-RPR, 6 912 (35,45); FN, 3 498 (17,94); PCF, 3 478 (17,83); PS, 3 297 (16,91); VERTS, 794 (4,07); ERE, 522 (2,63); LO, 316 (1,62); REUSSIR, 233 (1,19); PSU-CDU, 113 (0,57); PCI, 109 (0,55); EUE, 93 (0,47); UTILE, 66 (0,33); I 84, 36 (0,18).

BAGNOLET
Inscr., 16 661; vol., 8 891
Suff. exp., 8 681
PCF, 2 929 (33,74); UDF-RPR,

2166 (24,95); PS, 1402 (16,15); FN, 1119 (12,89); VERTS, 354 (4,07); ERE, 233 (2,68); LO, 158 (1,82); REUSSIR, 91 (1,04); PSU-CDU, 82 (0,94); PCI, 47 (0,54); I 84, 38 (0,43); EUE, 34 (0,39); UTILE, 28 (0,32).

LE BLANC-MESSNIL
Inscr., 25 407; vol., 13 287
Suff. exp., 12 924
UDF-RPR, 3636 (28,13); PCF, 3 500 (27,08); FN, 2 201 (17,03); PS, 1 972 (15,25); VERTS, 550 (4,25); ERE, 281 (2,17); LO, 215 (1,66); REUSSIR, 181 (1,40); PSU-CDU, 107 (0,82); PCI, 77 (0,59); I 84, 74 (0,57); EUE, 66 (0,51); UTILE, 36 (0,43); POE, 8 (0,06).

BONDY
Inscr., 26 577; vol., 12 745
Suff. exp., 12 405
UDF-RPR, 3 674 (29,61); PS, 3 191 (25,72); FN, 2 094 (16,88); PCF, 1 680 (13,54); VERTS, 628 (5,06); ERE, 386 (3,11); LO, 291 (2,34); REUSSIR, 170 (1,37); PSU-CDU, 104 (0,83); PCI, 75 (0,60); I 84, 64 (0,51); UTILE, 44 (0,35); EUE, 4 (0,03).

LA COURNEUVE
Inscr., 16 905; vol., 7 945
Suff. exp., 7 691
PCF, 2 707 (35,19); UDF-RPR, 1 858 (24,15); FN, 1 145 (14,88); PS, 1 136 (14,77); VERTS, 268 (3,48); LO, 152 (1,97); ERE, 149 (1,93); REUSSIR, 72 (0,93); EUE, 47 (0,61); PSU-CDU, 47 (0,61); PCI, 46 (0,59); I 84, 36 (0,46); UTILE, 28 (0,36).

DRANCY
Inscr., 37 817; vol., 17 669
Suff. exp., 17 450
PCF, 5 263 (30,16); UDF-RPR, 4 533 (25,97); PS, 2 893 (16,57); FN, 2 732 (15,65); VERTS, 711 (4,07); ERE, 408 (2,33); LO, 317 (1,81); REUSSIR, 192 (1,10); PSU-CDU, 130 (0,74); PCI, 101 (0,57); I 84, 91 (0,52); UTILE, 79 (0,45).

EPINAY-SUR-SEINE
Inscr., 25 894; vol., 12 643
Suff. exp., 12 402
UDF-RPR, 4 246 (34,23); PS, 2 869 (23,13); FN, 1 953 (15,74); PCF, 1 676 (13,51); VERTS, 570 (4,59); ERE, 374 (3,01); LO, 195 (1,57); REUSSIR, 177 (1,41); PSU-CDU, 96 (0,77); I 84, 58 (0,46); EUE, 65 (0,52); I 84, 58 (0,46); UTILE, 43 (0,34).

GAGNY
Inscr., 22 216; vol., 11 589
Suff. exp., 11 329
UDF-RPR, 4 473 (39,48); PS, 2 160 (19,06); FN, 1 877 (16,56); PCF, 1 476 (13,02); VERTS, 483 (4,26); ERE, 321 (2,83); REUSSIR, 158 (1,39); LO, 129 (1,13); PCI, 69 (0,60); EUE, 68 (0,60); PSU-CDU, 62 (0,54); UTILE, 29 (0,25); I 84, 24 (0,21).

LIVRY-GARGAN
Inscr., 20 603; vol., 11 547
Suff. exp., 11 262
UDF-RPR, 4 071 (36,14); PS, 2 468 (21,91); FN, 2 011 (17,85); PCF, 1 206 (10,70); VERTS, 475 (4,21); ERE, 356 (3,16); REUSSIR, 193 (1,71); LO, 166 (1,47); PSU-CDU, 83 (0,73); EUE, 70 (0,62); PCI, 57 (0,50); UTILE, 55 (0,48); I 84, 51 (0,45).

MONTEUIL
Inscr., 51 845; vol., 25 326
Suff. exp., 24 774
UDF-RPR, 7 304 (29,48); PCF, 6 385 (25,77); PS, 4 338 (17,51); FN, 3 696 (14,91); VERTS, 1 027 (4,14); ERE, 639 (2,57); LO, 452 (1,82); REUSSIR, 291 (1,17); PSU-CDU, 240 (0,96); PCI, 123 (0,49); UTILE, 100 (0,40); EUE, 98 (0,39); I 84, 81 (0,32).

NOISY-LE-GRAND
Inscr., 21 643; vol., 11 429
Suff. exp., 11 233
UDF-RPR, 4 183 (37,23); PS, 2 126 (18,92); PCF, 1 755 (15,62); FN, 1 702 (15,15); VERTS, 508 (4,52); ERE, 383 (3,40); REUSSIR, 155 (1,37); LO, 141 (1,25); PSU-CDU, 113 (1,00); EUE, 57 (0,50); PCI, 40 (0,35); UTILE, 39 (0,34); I 84, 31 (0,27).

NOISY-LE-SEC
Inscr., 20 892; vol., 10 775
Suff. exp., 10 565
UDF-RPR, 3 341 (31,62); PCF, 2 413 (22,83); PS, 1 855 (17,55); FN, 1 624 (15,37); VERTS, 434 (4,10); ERE, 305 (2,89); LO, 220 (2,08); REUSSIR, 136 (1,28); PSU-CDU, 93 (0,88); PCI, 63 (0,59); UTILE, 42 (0,39); I 84, 39 (0,36).

PANTIN
Inscr., 23 457; vol., 11 946
Suff. exp., 11 672
UDF-RPR, 3 849 (32,97); PCF, 2 327 (19,93); PS, 2 229 (19,09); FN, 1 859 (15,52); VERTS, 449 (3,84); ERE, 329 (2,81); LO, 203 (1,73); REUSSIR, 123 (1,05); PSU-CDU, 106 (0,90); PCI, 59 (0,50); UTILE, 52 (0,44); EUE, 49 (0,41); I 84, 38 (0,32).

ROSNY-SOUS-BOIS
Inscr., 20 739; vol., 10 818
Suff. exp., 10 602
UDF-RPR, 4 027 (37,98); FN, 1 849 (17,44); PS, 1 837 (17,32); PCF, 1 532 (14,45); VERTS, 488 (4,60); ERE, 308 (2,90); REUSSIR, 154 (1,45); LO, 132 (1,24); EUE, 73 (0,68); PSU-CDU, 63 (0,59); I 84, 52 (0,49); PCI, 51 (0,48); UTILE, 36 (0,33).

SAINT-DENIS
Inscr., 40 659; vol., 18 860
Suff. exp., 18 335
PCF, 5 676 (30,95); UDF-RPR, 4 474 (24,40); PS, 3 176 (17,32); FN, 2 711 (14,78); VERTS, 698 (3,80); LO, 413 (2,25); ERE, 389 (2,12); PSU-CDU, 214 (1,16); REUSSIR, 183 (0,99); PCI, 148 (0,80); EUE, 103 (0,56); I 84, 82 (0,46); UTILE, 68 (0,37).

SAINT-OUEN
Inscr., 20 058; vol., 10 432
Suff. exp., 10 117
PCF, 2 864 (28,30); UDF-RPR, 2 714 (24,40); PS, 1 697 (16,77); FN, 1 673 (16,53); VERTS, 367 (3,62); LO, 204 (2,01); ERE, 189 (1,86);

EUROPÉENNES

VAL-DE-MARNE

Inscr., 699 242; vot., 385 147
Abst., 314 095 (44,91)
Blancs ou nuls, 8 006 (2,07)
Suff. exp., 377 141

UDF-RPR, 140 374 (37,22); PS, 68 952 (18,28); PCF, 68 650 (18,20); FN, 52 479 (13,91); VERTS, 14 637 (3,88); ERE, 12 017 (3,18); REUSSIR, 5 649 (1,49); LO, 4 612 (1,22); PSU-CDU, 2 992 (0,79); EUE, 2 168 (0,57); PCI, 1 791 (0,47); I 84, 1 438 (0,38); UTILE, 1 375 (0,36); POE, 7 (0,00).

1979. - Inscr., 692 267; vot., 421 648; abst., 270 619; suff. exp., 405 360.
PCF, 121 146 (29,88); UDF, 92 827 (22,89); PS-MRG, 79 904 (19,71); DIFE, 61 085 (15,00); Bur. Ecol., 22 942 (5,63); Trotskistes, 11 640 (2,87); ERE, 6 674 (1,64); Eurodroite, 4 987 (1,23); Df. Interprof., 4 254 (1,04); PSU, 1 (0).

1981. - Inscr., 716 445; vot., 579 648; abst., 136 797; suff. exp., 570 640.
Mitterrand, 140 645 (24,54); Giscard d'Estaing, 124 533 (21,82); Marchais, 121 964 (21,37); Chirac, 103 583 (18,15); Lalonde, 26 963 (4,72); Crépœn, 14 317 (2,50); Lagüiller, 12 285 (2,15); Debré, 9 125 (1,59); Garaud, 8 932 (1,56); Bouchardet, 8 273 (1,44).

CRÉTÉIL

Inscr., 39 425; vot., 19 930
Suff. exp., 19 501

UDF-RPR, 7 518 (38,55); PS, 4 751 (24,36); FN, 2 736 (14,03); PCF, 1 799 (9,22); VERTS, 874 (4,48); ERE, 691 (3,54); REUSSIR, 304 (1,55); LO, 261 (1,33); PSU-CDU, 185 (0,94); PCI, 129 (0,66); EUE, 120 (0,61); UTILE, 71 (0,36); I 84, 61 (0,31); POE, 1 (0,00).

ALFORTVILLE

Inscr., 22 138; vot., 11 240
Suff. exp., 10 875

UDF-RPR, 3 387 (31,14); PS, 3 163 (29,08); PCF, 1 325 (14,02); FN, 1 377 (12,63); VERTS, 445 (4,09); ERE, 302 (2,77); LO, 194 (1,78); REUSSIR, 167 (1,53); PSU-CDU, 91 (0,83); EUE, 70 (0,64); PCI, 59 (0,54); UTILE, 54 (0,49); I 84, 40 (0,36); POE, 1 (0,00).

CHAMPIGNY-SUR-MARNE

Inscr., 42 158; vot., 22 391
Suff. exp., 21 961

UDF-RPR, 6 990 (31,60); PCF, 6 161 (28,05); PS, 3 409 (15,22); FN, 2 888 (13,15); VERTS, 809 (3,68); ERE, 620 (2,82); LO, 287 (1,30); REUSSIR, 280 (1,27); PSU-CDU, 178 (0,81); EUE, 119 (0,54); I 84, 93 (0,42); PCI, 91 (0,41); UTILE, 86 (0,39).

CHOISY-LE-ROI

Inscr., 22 132; vot., 11 150
Suff. exp., 10 871

UDF-RPR, 3 557 (32,72); PCF, 2 514 (23,12); PS, 2 006 (18,45); FN, 1 394 (12,82); VERTS, 465 (4,25); ERE, 333 (3,06); LO, 156 (1,43); REUSSIR, 127 (1,16); PSU-CDU, 117 (1,07); EUE, 76 (0,69); I 84, 46 (0,42); PCI, 43 (0,39); UTILE, 39 (0,35).

PONTENAY-SOUS-BOIS

Inscr., 30 743; vot., 16 609
Suff. exp., 16 347

UDF-RPR, 6 207 (37,97); PCF, 3 357 (20,53); PS, 2 662 (16,28); FN, 2 248 (13,75); VERTS, 634 (3,87); ERE, 482 (2,94); REUSSIR, 235 (1,43); LO, 176 (1,07); PSU-CDU, 117 (0,71); EUE, 82 (0,50); PCI, 57 (0,34); UTILE, 49 (0,29); I 84, 40 (0,24); POE, 1 (0,00).

IVRY-SUR-SEINE

Inscr., 30 204; vot., 17 942
Suff. exp., 17 536

PCF, 9 661 (55,09); UDF-RPR, 2 889 (16,47); PS, 2 299 (13,11); FN, 1 122 (6,39); VERTS, 496

(2,82); ERE, 318 (1,81); LO, 209 (1,19); PSU-CDU, 203 (1,15); REUSSIR, 127 (0,72); PCI, 65 (0,37); I 84, 61 (0,34); EUE, 43 (0,24); UTILE, 43 (0,24).

MAISON-ALFORT

Inscr., 33 377; vot., 17 862
Suff. exp., 17 473

UDF-RPR, 7 479 (42,80); PS, 3 279 (18,76); FN, 2 682 (15,34); PCF, 1 650 (9,44); VERTS, 714 (4,08); ERE, 583 (3,33); LO, 278 (1,59); REUSSIR, 268 (1,53); PSU-CDU, 165 (0,94); EUE, 125 (0,71); UTILE, 38 (0,22); I 84, 82 (0,46); PCI, 79 (0,45); POE, 1 (0).

SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS

Inscr., 48 672; vot., 29 019
Suff. exp., 28 547

UDF-RPR, 14 192 (49,71); FN, 4 927 (17,25); PS, 4 481 (15,69); PCF, 1 606 (5,62); ERE, 1 070 (3,75); VERTS, 949 (3,32); REUSSIR, 562 (1,96); LO, 206 (0,72); EUE, 128 (0,44); PSU-CDU, 124 (0,43); PCI, 116 (0,40); I 84, 95 (0,33); UTILE, 89 (0,31).

VILLEJUIF

Inscr., 29 235; vot., 15 167
Suff. exp., 14 808

PCF, 5 922 (39,99); PS, 3 515 (23,73); FN, 2 404 (16,23); FN, 1 355 (9,15); VERTS, 562 (3,79); ERE, 350 (2,36); LO, 191 (1,28); REUSSIR, 162 (1,09); PSU-CDU, 90 (0,60); PCI, 85 (0,57); EUE, 75 (0,50); I 84, 56 (0,37); UTILE, 41 (0,27).

VINCENNES

Inscr., 28 983; vot., 16 696
Suff. exp., 16 412

UDF-RPR, 8 319 (50,68); PS, 2 724 (16,59); FN, 2 635 (16,05); PCF, 868 (5,28); ERE, 565 (3,44); VERTS, 547 (3,33); REUSSIR, 288 (1,75); LO, 146 (0,88); PSU-CDU, 99 (0,60); EUE, 86 (0,52); PCI, 50 (0,30); I 84, 47 (0,28); UTILE, 37 (0,22); POE, 1 (0).

VITRY-SUR-SEINE

Inscr., 44 575; vot., 23 429
Suff. exp., 22 872

PCF, 7 151 (31,26); UDF-RPR, 5 964 (26,07); PS, 4 225 (18,47); FN, 2 600 (11,36); VERTS, 1 000 (4,37); ERE, 564 (2,46); LO, 450 (1,96); REUSSIR, 276 (1,20); PSU-CDU, 241 (1,05); EUE, 118 (0,51); PCI, 111 (0,48); I 84, 103 (0,45); UTILE, 69 (0,30).

On analyse une nouvelle fois dans le Val-de-Marne à un scrutin des voix de gauche. Le Parti communiste perd 11,6 % des voix par rapport à 1979 et 3,1 % par rapport aux présidentielles de 1981; le Parti socialiste en perd 6,3 % par rapport à 1981.

La liste de M. Le Pen réalise une percée plus importante qu'en moyenne nationale aussi bien dans les villes résidentielles (Saint-Maur, Saint-Mandé, Nogent, Le Perreux) que dans des communes plus populaires (Champigny, Maisons-Alfort). L'extrême droite s'implante particulièrement bien dans la partie « Marne » (le nord est l'est du département) alors que le Parti communiste reste solide dans la partie « Seine » (le sud et l'ouest), son véritable fief mais, dans les villes de plus de 30 000 habitants il ne garde la majorité absolue qu'à Vitry.

L'opposition, devenue la majorité dans certaines villes grâce par la gauche : Crétail, ville préfectorale, dont le maire est M. Laurent Cathala député socialiste, de Paris à Alfortville, véritable fief du PS dans le département, administré par M. Joseph Pruvost, à Fromas (PS), et à Champigny (PC), mais de beaucoup à Fontenay-sous-Bois (PC).

VAL-D'OISE

Inscr., 539 662; vot., 291 736
Abst., 247 926 (45,94)
Blancs ou nuls, 6 402 (2,19)
Suff. exp., 285 334

UDF-RPR, 110 505 (38,72); PS, 54 269 (19,01); FN, 42 717 (14,97); PCF, 38 041 (13,33); VERTS, 11 593 (4,06); ERE, 9 707 (3,40); REUSSIR, 5 396 (1,89); LO, 4 592 (1,60); PSU-CDU, 2 152 (0,75); PCI, 1 974 (0,69); EUE, 1 578 (0,55); UTILE, 1 446 (0,50); I 84, 1 350 (0,47); POE, 14 (0,00).

1979. - Inscr., 503 811; vot., 305 574; abst., 198 237; suff. exp., 293 152.
PCF, 76 942 (26,24); UDF, 71 560 (24,41); PS-MRG, 61 878 (21,01); DIFE, 43 415 (14,80); Bur. Ecol., 16 527 (5,63); Trotskistes, 9 832 (3,35); ERE, 5 664 (1,93); Eurodroite, 3 788 (1,29); Df. Interprof., 3 284 (1,12); PSU, 153 (0,05); Reg. Ecol., 109 (0,03).

1981. - Inscr., 533 609; vot., 436 075; abst., 107 534; suff. exp., 428 919.
Mitterrand, 110 608 (25,78); Giscard d'Estaing, 99 926 (23,29); Marchais, 80 641 (18,80); Chirac, 74 186 (17,29); Lalonde, 21 802 (5,08); Crépœn, 11 920 (2,77); Lagüiller, 10 172 (2,37); Debré, 7 067 (1,64); Garaud, 6 907 (1,61); Bouchardet, 5 690 (1,32).

PONTAISE

Inscr., 14 208; vot., 7 563
Suff. exp., 7 409

UDF-RPR, 3 247 (43,82); PS, 1 384 (18,67); FN, 1 106 (14,92); PCF, 545 (7,35); VERTS, 313 (4,22); ERE, 306 (4,13); REUSSIR, 167 (2,25); LO, 127 (1,71); EUE, 64 (0,86); PCI, 61 (0,82); PSU-CDU, 52 (0,70); UTILE, 37 (0,49).

ARGENTEUIL

Inscr., 52 218; vot., 26 124
Suff. exp., 25 520

PCF, 7 248 (28,40); UDF-RPR, 7 235 (28,35); PS, 4 165 (16,32); FN, 3 544 (13,88); VERTS, 996 (3,90); ERE, 677 (2,65); LO, 517 (2,02); REUSSIR, 363 (1,42); PSU-CDU, 217 (0,85); PCI, 216 (0,84); EUE, 145 (0,56); I 84, 107 (0,41); UTILE, 90 (0,35).

FRANCONVILLE

Inscr., 17 831; vot., 9 421
Suff. exp., 9 299

UDF-RPR, 3 718 (39,98); PS, 1 847 (19,86); FN, 1 343 (14,44); PCF, 1 053 (11,32); VERTS, 439 (4,72); ERE, 302 (3,24); REUSSIR, 183 (1,96); LO, 138 (1,48); UTILE, 69 (0,74); EUE, 65 (0,69); PSU-CDU, 61 (0,65); PCI, 48 (0,51); I 84, 33 (0,35).

GARGES-LES-GENESSE

Inscr., 17 539; vot., 7 052
Suff. exp., 6 870

UDF-RPR, 2 188 (31,84); PCF, 1 482 (21,57); PS, 1 316 (19,15); FN, 1 045 (15,21); VERTS, 256 (3,72); ERE, 171 (2,48); LO, 106 (1,54); REUSSIR, 87 (1,26); PSU-CDU, 66 (0,96); PCI, 47 (0,68); I 84, 44 (0,64); EUE, 43 (0,62); UTILE, 19 (0,27).

SARCELLES

Inscr., 29 498; vot., 12 600
Suff. exp., 12 362

UDF-RPR, 4 304 (34,81); PS, 2 662 (21,53); PCF, 1 990 (16,09); FN, 1 907 (15,42); VERTS, 457 (3,69); ERE, 370 (2,99); LO, 153 (1,23); REUSSIR, 153 (1,23); PSU-CDU, 130 (1,05); EUE, 73 (0,59); I 84, 68 (0,55); PCI, 51 (0,41); UTILE, 44 (0,35).

Le Parti communiste, parti dominant dans la vie politique du Val-d'Oise, vient de connaître, à l'occasion de ces élections, une défaite dont il aura du mal à se remettre. En l'espace de cinq ans, entre les élections européennes de 1979 et celles qui viennent d'avoir lieu, il a perdu la moitié de ses voix. En juin 1979, le PC totalisait 26,31 % des suffrages; dimanche soir, 13,33 %. Ce déclin, déjà amorcé lors des élections municipales, va sérieusement modifier l'équilibre des forces politiques dans le département. La majorité présidentielle frôle 40 % des suffrages, alors qu'elle dépassait largement les 50 % en mai 1981. Cette disposition de voix n'a pas profité à la liste conduite par M. Veil puisque les résultats de l'UDF et du RPR comparés avec ceux de 1979 sont stables. C'est la liste conduite par M. Le Pen qui crée la surprise en dépassant le Parti communiste et en totalisant près de 15 %. Le vote de M. Le Pen s'est réalisé dans le Val-d'Oise, que l'on disait naguère réservoir des voix communistes avec des villes comme Argenteuil, Bezons, Garges-les-Genesse.

A ses lecteurs
qui vivent
hors de France

Le Monde

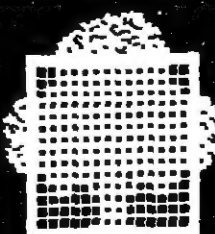
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION
INTERNATIONALE

Il y trouveront une sélection
des informations,
commentaires et critiques
parus dans leur quotidien

UN ARBRE DONNE UN BONUS AU GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE BELGIQUE.

BULL, premier groupe informatique et bureautique français, est depuis plus de 10 ans le partenaire de la plus grosse compagnie d'assurance belge : le Groupe A.G. Le Groupe dispose actuellement d'un important réseau informatique intégré dans une architecture de réseau DSA : 2 systèmes centraux quadri DPS 8, reliés à 800 terminaux Questar par l'intermédiaire de 5 processeurs de communication Datatnet. L'ensemble de ces matériels permet d'assurer, en gestion transactionnelle, le suivi complet des contrats et des dossiers pour tous les types d'assurances "particuliers". En assurant la maîtrise des réseaux de communication dans les entreprises, l'équipe BULL marque des points.

Bull



LA FILIÈRE ÉLECTRONIQUE

UN PASSEPORT POUR UN MÉTIER Tourné vers l'AVENIR

Pour vous qui êtes titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou d'une maîtrise REA ou de physique (BAC + 4) et avez au moins une année d'expérience professionnelle :

- demandeurs d'emploi,
- salariés en puissance de reconversion ou de promotion,
- ou encore bénéficiant du plan de formation de l'entreprise ou d'un congé individuel de formation.

DEVENIR INGÉNIEUR



C'EST POSSIBLE EN UN AN

L'INSTITUT SUPÉRIEUR D'ÉLECTRONIQUE DU NORD vous propose un stage de formation en :

- ÉLECTRONIQUE GÉNÉRALE ET TÉLÉCOMMUNICATION
- Enseignement et rémunération des demandeurs d'emploi pris en charge par l'État.
- Longue durée : 1 300 heures réparties entre le :
11 octobre 1984 et le 31 juillet 1985
- Sanction des études :
- Diplôme d'ingénieur de section spéciale,
- ou certificat de spécialité de l'ISEN.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

Institut Supérieur d'Électronique du Nord - ISEN
(Service de la Formation Permanente)
3, rue François-Baïs, 59046 LILLE CEDEX
Tél. : (20) 30.83.14 poste 284 ou 204 - Date de clôture : 15 juillet 1984

LES ÉLECTIONS

AIN

Inscr., 270 851; vot., 138 618
Abst., 132 233 (48,82)
Blancs ou nuls, 4 008 (2,89)
Suff. exp., 134 610

UDF-RPR, 61 848 (45,94); PS, 27 820 (20,66); FN, 16 877 (12,53); PCF, 9 668 (7,18); ERE, 4 687 (3,48); VERTS, 4 272 (3,17); REUSSIR, 3 616 (2,68); LO, 1 985 (1,47); PSU-CDU, 956 (0,71); PCI, 948 (0,70); UTILE, 919 (0,68); I 84, 726 (0,53); EUE, (0,21)

1979. - Insc., 250 606; vot., 129 980; abst., 120 626; suff. exp., 123 968
UDF-RPR, 42 846 (34,56); PS-MRG, 28 603 (23,07); PCF, 19 623 (15,82); DIFE, 18 642 (15,03); Eue. Ecol., 5 238 (4,23); Tronkistes, 3 254 (2,62); EEE, 2 253 (1,81); Def. Interprof., 2 188 (1,76); Eurodroite, 1 319 (1,06)

1981. - Insc., 262 000; vot., 205 332; abst., 56 668; suff. exp., 202 080
Giscard d'Estaing, 112 233 (55,51); Mitterrand, 51 232 (25,35); Chirac, 36 171 (17,89); Marchais, 22 913 (11,33); Lalonde, 8 555 (4,23); Crépau, 5 206 (2,57); Laguille, 4 307 (2,13); Debré, 3 648 (1,80); Garand, 3 138 (1,55); Bouchard, 2 906 (1,43)

BOURG-EN-BRESSE
Inscr., 22 222; vot., 11 416
Suff. exp., 11 220

UDF-RPR, 4 719 (42,05); PS, 2 901 (25,85); FN, 1 285 (11,45); PCF, 851 (7,58); ERE, 449 (4,01); VERTS, 330 (2,94); REUSSIR, 285 (2,54); PSU-CDU, 123 (1,09); LO, 68 (0,61); PCI, 60 (0,53); EUE, 47 (0,41); I 84, 42 (0,37); UTILE, 42 (0,37)

Outre l'effacement du PCF, qui perd plus de la moitié de ses électeurs par rapport à 1979, il faut noter la forte poussée du Front national, qui atteint plus de 12,5 %, dans l'ensemble du département, avec une pointe à Oyonnax (20,38 %), ville dont le tiers des habitants sont des immigrés.

AIN

Inscr., 366 981; vot., 220 463
Abst., 146 518 (39,92)
Blancs ou nuls, 9 885 (4,48)
Suff. exp., 210 578

UDF-RPR, 81 004 (36,98); PS, 40 898 (18,42); PCF, 32 365 (14,68); FN, 20 387 (9,23); VERTS, 9 043 (4,10); LO, 7 357 (3,34); ERE, 6 241 (2,83); REUSSIR, 4 565 (2,07); PCI, 4 097 (1,86); I 84, 1 927 (0,88); UTILE, 1 625 (0,74); PSU-CDU, 1 596 (0,73); EUE, 712 (0,32)

1979. - Insc., 349 969; vot., 237 157; abst., 112 812; suff. exp., 233 772
PCF, 61 743 (27,34); UDF, 52 204 (22,32); PS-MRG, 50 076 (21,47); DIFE, 34 154 (14,52); Tronkistes, 10 302 (4,36); Eue. Ecol., 7 790 (3,33); EEE, 3 852 (1,60); Def. Interprof., 3 081 (1,36); Eurodroite, 2 610 (1,11)

1981. - Insc., 359 922; vot., 304 776; abst., 155 146; suff. exp., 299 795
Giscard d'Estaing, 76 418 (25,49); Mitterrand, 35 984 (11,80); Chirac, 65 047 (21,49); Marchais, 28 919 (9,49); Lalonde, 9 751 (3,25); Laguille, 8 585 (2,86); Debré, 5 018 (1,67); Crépau, 4 769 (1,59); Garand, 3 370 (1,09); Bouchard, 2 134 (0,71)

LAON

Inscr., 15 997; vot., 9 129
Suff. exp., 8 801

UDF-RPR, 3 617 (41,09); PS, 2 204 (25,04); PCF, 914 (10,38); FN, 725 (8,23); VERTS, 348 (3,95); ERE, 276 (3,15); LO, 196 (2,22); REUSSIR, 177 (2,01); PCI, 94 (1,06); PSU-CDU, 75 (0,85); I 84, 69 (0,78); EUE, 61 (0,69); UTILE, 43 (0,48)

SAINT-QUENTIN
Inscr., 39 992; vot., 22 073
Suff. exp., 21 233

UDF-RPR, 8 050 (37,91); PS, 3 913 (18,42); PCF, 3 760 (17,70); FN, 2 263 (10,65); VERTS, 828 (3,89); ERE, 607 (2,85); LO, 533 (2,51); REUSSIR, 421 (1,98); PCI, 342 (1,61); EUE, 169 (0,79); UTILE, 132 (0,62); I 84, 129 (0,60); PSU-CDU, 86 (0,40)

La percée du Front national n'a pas pour seule explication la présence en deuxième position sur cette liste de M. Claude Mitterrand, ancien député de l'Aisne. Ce revirement de l'électorat dans un département traditionnellement à gauche (deux députés communistes et deux députés socialistes sur cinq, et des votes massifs pour François Mitterrand à la dernière élection présidentielle), montrent bien les interrogations d'une population qui avait mis beaucoup d'espoir dans l'arrivée de la gauche au pouvoir.

ALLIER

Inscr., 265 739; vot., 157 657
Abst., 108 082 (40,67)
Blancs ou nuls, 6 681 (4,23)
Suff. exp., 150 976

UDF-RPR, 58 554 (38,78); PCF, 31 256 (20,70); PS, 29 073 (19,25); FN, 11 581 (7,67); VERTS, 4 626 (3,06); ERE, 4 485 (2,96); LO, 3 225 (2,13); EUS-SIR, 2 528 (1,68); PCI, 1 928 (1,27); UTILE, 1 236 (0,81); I 84, 1 012 (0,67); PSU-CDU, 937 (0,62); EUE, 463 (0,30); POE, 4 (0,00)

1979. - Insc., 262 436; vot., 165 715; abst., 96 721; suff. exp., 157 538
PCF, 48 070 (30,51); UDF, 36 180 (22,96); PS-MRG, 32 820 (20,83); DIFE, 25 130 (15,95); Tronkistes, 4 975 (3,15); Eue. Ecol., 4 267 (2,70); Def. Interprof., 2 412 (1,53); EEE, 2 212 (1,40); Eurodroite, 1 472 (0,93)

1981. - Insc., 266 534; vot., 222 278; abst., 166 256; suff. exp., 218 667
Giscard d'Estaing, 55 467 (25,36); Mitterrand, 52 072 (23,81); Marchais,

49 934 (22,83); Chirac, 39 294 (17,97); Lalonde, 6 804 (3,11); Laguille, 5 078 (2,32); Crépau, 3 894 (1,78); Debré, 2 506 (1,14); Garand, 2 259 (1,03); Bouchard, 1 332 (0,60)

MOULINS

Inscr., 14 970; vot., 8 489
Suff. exp., 8 221

UDF-RPR, 3 760 (45,73); PS, 1 491 (18,13); PCF, 1 096 (13,33); FN, 721 (8,77); ERE, 297 (3,61); VERTS, 128 (1,55); LO, 153 (1,86); REUSSIR, 128 (1,55); PCI, 107 (1,30); I 84, 39 (0,47); PSU-CDU, 51 (0,62); EUE, 50 (0,60); UTILE, 49 (0,59)

MONTLUÇON

Inscr., 33 217; vot., 19 406
Suff. exp., 18 614

UDF-RPR, 6 780 (36,42); PCF, 5 093 (27,36); PS, 3 336 (17,92); FN, 1 308 (7,02); VERTS, 552 (2,96); ERE, 473 (2,54); LO, 331 (1,77); REUSSIR, 245 (1,31); PCI, 127 (0,68); UTILE, 109 (0,58); PSU-CDU, 106 (0,56); I 84, (0,45); EUE, 70 (0,37)

VICHY

Inscr., 40 493; vot., 11 608
Suff. exp., 11 294

UDF-RPR, 3 666 (50,16); PS, 1 936 (17,14); FN, 1 648 (14,59); PCF, 745 (6,59); ERE, 358 (3,16); VERTS, 307 (2,71); REUSSIR, 164 (1,45); LO, 123 (1,08); UTILE, 109 (0,96); EUE, 71 (0,62); PCI, 62 (0,54); I 84, (0,53); PSU-CDU, 45 (0,39)

La chute du PCF est pratiquement sensible à Montluçon, municipalité communiste et traditionnelle bastion ouvrier du département: la liste de M. Marchais y est devancée par la liste de M. Vall, avec 9 points d'écart, alors qu'aux élections européennes de 1979 le score cumulé des listes de droite (33,2 %) des suffrages exprimés ne dépassait pas la liste communiste (37 %). Au niveau départemental, c'est la chute du score socialiste qui obtiennent des scores sensiblement équivalents à ceux obtenus par leurs homologues de 1979.

ALPES

HAUTE-PROVENCE
Inscr., 91 766; vot., 57 061
Abst., 34 705 (37,81)
Blancs ou nuls, 2 157 (3,78)
Suff. exp., 54 900

UDF-RPR, 20 629 (37,57); PS, 12 583 (22,91); PCF, 7 777 (14,16); FN, 6 693 (12,17); VERTS, 2 058 (3,74); ERE, 1 778 (3,23); LO, 915 (1,66); REUSSIR, 727 (1,32); PSU-CDU, 458 (0,83); PCI, 452 (0,82); UTILE, 404 (0,73); I 84, 289 (0,52); EUE, 141 (0,25)

1979. - Insc., 83 531; vot., 53 891; abst., 29 640; suff. exp., 51 294
UDF, 13 670 (25,63); PCF, 12 364 (24,10); PS-MRG, 12 299 (23,77); DIFE, 7 238 (14,11); Eue. Ecol., 3 177 (6,04); Tronkistes, 1 515 (2,95); EEE, 763 (1,48); Def. Interprof., 682 (1,32); Eurodroite, 584 (1,13); PSU, 2 (0,00)

1981. - Insc., 87 661; vot., 50 914; abst., 36 747; suff. exp., 49 711
Giscard d'Estaing, 18 937 (37,16); Mitterrand, 17 494 (34,09); Chirac, 13 419 (26,42); Marchais, 10 913 (21,55); Lalonde, 3 044 (6,00); Laguille, 1 811 (3,62); Crépau, 1 294 (2,59); Garand, 1 070 (2,13); Debré, 990 (1,92); Bouchard, 739 (1,46)

DIGNE

Inscr., 99 715; vot., 56 577
Suff. exp., 54 544

UDF-RPR, 23 133 (42,40); PS, 11 572 (22,82); FN, 11 117 (20,00); PCF, 554 (10,15); VERTS, 227 (4,16); ERE, 187 (3,42); LO, 82 (1,50); REUSSIR, 72 (1,32); PSU-CDU, 35 (0,64); UTILE, 34 (0,62); PCI, 33 (0,60); I 84, 31 (0,56)

Dans un département à forte tradition socialiste et radicale où l'extrême droite n'avait réalisé que 1,3 % en 1979, M. Jean-Marie Le Pen a franchi cette fois la barre des 12 %. Le recul du Parti communiste est net par rapport à 1979: moins 10 points et de l'ordre de 5 points par rapport au premier tour des présidentielles de 1981. A total, la gauche perd 7 points sur ce scrutin de 1981. Les résultats se sont donc inversés au profit de l'opposition en faveur d'un candidat de droite dans le département. A Digne, l'opposition réalise un score semblable à celui des élections municipales de mars 1983, légèrement supérieur à 35 %. En revanche, on observe un effacement des voix de la majorité: le PS et le PC ne réalisent que 32,97 % des suffrages contre 44,42 % en mars 1983.

HAUTES-ALPES

Inscr., 77 699; vot., 47 231
Abst., 30 468 (39,21)
Blancs ou nuls, 17,15 (3,63)
Suff. exp., 45 516

UDF-RPR, 21 402 (47,02); PS, 9 594 (21,07); PCF, 4 654 (10,22); FN, 3 918 (8,60); VERTS, 1 620 (3,55); ERE, 1 317 (2,89); UTILE, 987 (2,16); LO, 702 (1,54); REUSSIR, 478 (1,05); PCI, 273 (0,59); I 84, 231 (0,50); PSU-CDU, 228 (0,50); EUE, 112 (0,24)

1979. - Insc., 72 126; vot., 43 938; abst., 28 188; suff. exp., 41 741
UDF, 14 225 (34,07); PS-MRG, 8 986 (21,52); PCF, 8 106 (19,41); DIFE, 5 313 (12,72); Eue. Ecol., 1 800 (4,62); Tronkistes, 1 324 (3,17); EEE, 703 (1,68); Def. Interprof., 640 (1,53); Eurodroite, 512 (1,22)

1981. - Insc., 75 034; vot., 59 199; abst., 15 835; suff. exp., 58 098

Giscard d'Estaing, 17 336 (29,83); Mitterrand, 14 127 (24,31); Chirac, 9 482 (16,32); Marchais, 8 947 (15,39); Lalonde, 2 935 (5,05); Laguille, 1 508 (2,59); Crépau, 1 124 (1,93); Debré, 1 058 (1,80); Garand, 803 (1,38); Bouchard, 786 (1,33)

GAP

Inscr., 19 671; vot., 11 878
Suff. exp., 11 473

UDF-RPR, 5 704 (49,71); PS, 2 510 (21,87); FN, 936 (8,15); PCF, 875 (7,62); VERTS, 405 (3,53); ERE, 387 (3,37); UTILE, 240 (2,08); LO, 138 (1,19); REUSSIR, 117 (1,01); PCI, 64 (0,55); EUE, 47 (0,40); I 84, 42 (0,36); PSU-CDU, 38 (0,33)

Le taux de participation est sensiblement le même que lors des précédentes élections européennes. Si les socialistes enregistrent une très légère baisse par rapport au score obtenu par la liste PS-MRG en 1979, le PC, qui perd 9 points, est lui, plus touché. La liste conduite par M. Vall recueille plus de suffrages que n'en avait obtenus la liste de l'opposition lors du précédent scrutin européen. Dans les deux principales villes du département, Gap et Briançon, le Front national devance la liste du PCF, ce qui n'est pas le cas pour l'ensemble du département.

Avec M. Pierre Bernard-Regnaud, ancien ministre et ancien député des Hautes-Alpes, qui figure en septième position sur la liste de M. Vall, le département aura pour la première fois un représentant à l'Assemblée de Strasbourg.

ALPES-MARITIMES

Inscr., 608 927; vot., 361 062
Abst., 247 865 (40,70)
Blancs ou nuls, 9 135 (2,53)
Suff. exp., 351 927

UDF-RPR, 150 532 (42,77); FN, 75 300 (21,39); PS, 55 258 (15,70); PCF, 39 319 (11,17); ERE, 8 760 (2,48); VERTS, 8 505 (2,41); REUSSIR, 4 366 (1,24); LO, 2 849 (0,80); UTILE, 1 666 (0,47); PCI, 1 566 (0,44); EUE, 1 509 (0,42); PSU-CDU, 1 265 (0,35); I 84, 1 020 (0,28); POE, 12 (0,00)

1979. - Insc., 566 828; vot., 335 559; abst., 231 269; suff. exp., 323 789
UDF, 103 339 (31,96); PCF, 70 251 (21,73); PS-MRG, 56 753 (17,55); DIFE, 50 659 (15,66); Eue. Ecol., 11 526 (3,56); Def. Interprof., 10 872 (3,36); Tronkistes, 6 799 (2,10); Eurodroite, 6 728 (2,08); EEE, 6 362 (1,96)

1981. - Insc., 594 882; vot., 471 533; abst., 123 349; suff. exp., 468 063
Giscard d'Estaing, 149 702 (32,18); Mitterrand, 98 426 (21,16); Chirac, 40 400 (23,29); Marchais, 15 563 (16,40); Lalonde, 17 206 (3,74); Crépau, 7 766 (1,66); Laguille, 6 621 (1,42); Garand, 6 224 (1,33); Debré, 5 769 (1,24); Bouchard, 3 196 (0,68)

NICE

Inscr., 224 033; vot., 127 255
Suff. exp., 124 342

UDF-RPR, 52 099 (41,89); FN, 28 345 (22,79); PS, 20 238 (16,27); PCF, 13 720 (11,03); ERE, 2 944 (2,36); VERTS, 2 736 (2,20); REUSSIR, 1 244 (1,00); LO, 812 (0,65); EUE, 619 (0,49); PCI, 437 (0,35); PSU-CDU, 398 (0,32); I 84, 312 (0,25); POE, 2 (0,00)

ANTIBES

Inscr., 41 756; vot., 24 583
Suff. exp., 24 059

UDF-RPR, 10 491 (43,60); FN, 6 117 (25,42); PS, 3 346 (14,73); PCF, 1 651 (6,86); ERE, 630 (2,61); REUSSIR, 570 (2,36); VERTS, 523 (2,17); LO, 151 (0,62); UTILE, 100 (0,41); EUE, 77 (0,32); I 84, 76 (0,31); PSU-CDU, 71 (0,29); PCI, 56 (0,23)

CAGNES-MER

Inscr., 23 164; vot., 13 361
Suff. exp., 13 067

UDF-RPR, 5 894 (45,10); FN, 3 045 (23,30); PS, 1 926 (14,73); PCF, 1 031 (7,89); VERTS, 331 (2,53); ERE, 304 (2,32); REUSSIR, 152 (1,16); LO, 114 (0,87); EUE, 71 (0,54); UTILE, 71 (0,54); PCI, 56 (0,42); I 84, 47 (0,35); PSU-CDU, 25 (0,19)

CANNES

Inscr., 49 043; vot., 29 899
Suff. exp., 29 205

UDF-RPR, 13 561 (46,43); FN, 6 734 (23,05); PS, 4 390 (15,03); PCF, 2 127 (7,28); ERE, 747 (2,55); VERTS, 634 (2,17); REUSSIR, 301 (1,03); LO, 177 (0,60); UTILE, 164 (0,56); EUE, 140 (0,47); PCI, 100 (0,34); PSU-CDU, 69 (0,23); I 84, 61 (0,20)

LE CANNET

Inscr., 24 377; vot., 14 192
Suff. exp., 13 892

UDF-RPR, 6 388 (45,98); FN, 3 020 (21,73); PS, 2 205 (15,87); PCF, 1 039 (7,47); ERE, 367 (2,64); VERTS, 334 (2,40); REUSSIR, 166 (1,19); LO, 95 (0,68); EUE, 81 (0,58); UTILE, 73 (0,52); PCI, 58 (0,41); I 84, 26 (0,18); POE, 2 (0,01)

UN GUIDE POUR TOUS
Le Guide des finances locales
Voir pages "économie"

CHARTER... MONTREAL 3390\$ TORONTO 3600\$

nouveau monde

8, rue Michèle - 75008 PARIS, Tél. (1) 32.60.40
10, rue de Valenciennes - 59000 LILLE, Tél. (3) 20.30.30
8, rue de Valenciennes - 13001 MARSEILLE, Tél. (91) 84.31.31

ment le même que lors des précédentes élections européennes. Si les socialistes enregistrent une très légère baisse par rapport au score obtenu par la liste PS-MRG en 1979, le PC, qui perd 9 points, est lui, plus touché. La liste conduite par M. Vall recueille plus de suffrages que n'en avait obtenus la liste de l'opposition lors du précédent scrutin européen. Dans les deux principales villes du département, Gap et Briançon, le Front national devance la liste du PCF, ce qui n'est pas le cas pour l'ensemble du département.

Avec M. Pierre Bernard-Regnaud, ancien ministre et ancien député des Hautes-Alpes, qui figure en septième position sur la liste de M. Vall, le département aura pour la première fois un représentant à l'Assemblée de Strasbourg.

GRASSE

Inscr., 22 572; vot., 13 037
Suff. exp., 12 740

UDF-RPR, 5 591 (43,88); FN, 2 351 (18,45); PS, 1 851 (14,52); PCF, 1 666 (13,07); ERE, 361 (2,83); VERTS, 319 (2,50); REUSSIR, 168 (1,31); LO, 126 (0,98); EUE, 82 (0,64); UTILE, 77 (0,60); PCI, 54 (0,42); PSU-CDU, 52 (0,40); I 84, 42 (0,32)

Les principales formations politiques souffrent toutes de la perte de la liste de M. Le Pen, qui place, notamment, celle de M. Vall bien loin du résultat obtenu par M. Giscard d'Estaing et Chirac en 1981. Le recul de la gauche est considérable pour le PCF, par rapport à 1979, et important pour le PS, par rapport à 1981. Pour ce département traditionnellement de droite, hormis le quartier populaire de Nice, qui élisait, jusqu'en 1978, un député communiste, le PS est loin des chiffres qui lui avaient permis d'envoyer trois circonscriptions sur six dans la partie de l'élection présidentielle de 1981. Le Front national, qui bénéficie de sympathies au sein de la municipalité de M. Médéric, à Nice, apparaît comme la formation la plus influente dans ce département, après la coalition UDF-RPR.

ARDÈCHE

Inscr., 196 466; vot., 119 008
Abst., 77 458 (39,42)
Blancs ou nuls, 4 045 (3,39)
Suff. exp., 114 963

UDF-RPR, 53 018 (46,11); PS, 24 673 (21,46); PCF, 13 617 (11,84); FN, 576 (5,12); VERTS, 339 (2,98); ERE, 2 982 (2,59); LO, 2 178 (1,89); REUSSIR, 1 665 (1,44); PCI, 1 058 (0,92); PSU-CDU, 908 (0,78); UTILE, 338 (2,72); I 84, 659 (0,57); EUE, 228 (0,19); POE, 7 (0,00)

1979. - Insc., 188 349; vot., 115 480; abst., 72 869; suff. exp., 109 886
UDF, 34 509 (31,40); PS-MRG, 24 716 (22,40); PCF, 22 180 (20,10); DIFE, 16 744 (15,23); Eue. Ecol., 4 189 (3,81); Tronkistes, 2 901 (2,64); Def. Interprof., 1 822 (1,65); EEE, 1 523 (1,38); Eurodroite, 1 302 (1,18)

1981. - Insc., 192 790; vot., 156 325; abst., 136 465; suff. exp., 151 355
Giscard d'Estaing, 31 555 (20,84); Mitterrand, 38 827 (25,61); Chirac, 24 325 (15,79); Marchais, 10 913 (7,23); Lalonde, 6 106 (3,98); Laguille, 3 383 (2,19); Debré, 2 547 (1,65); Crépau, 2 327 (1,51); Bouchard, 1 990 (1,29); Garand, 1 628 (1,05); Def. Interprof., 534 (0,35)

PRIVAS

Inscr., 58 911; vot., 32 277
Suff. exp., 31 611

UDF-RPR, 15 499 (49,00); PS, 675 (21,35); FN, 321 (10,15); PCF, 271 (8,57); ERE, 98 (3,10); VERTS, 93 (2,94); LO, 32 (1,01); REUSSIR, 31 (0,98); EUE, 18 (0,56); PCI, 18 (0,56); UTILE, 14 (0,44); I 84, 10 (0,31)

ANNONAY

Inscr., 12 358; vot., 6 632
Suff. exp., 6 446

UDF-RPR, 2 782 (43

EUROPÉENNES

Narbonne ni le score de 1979 ni celui des municipales de 1983. Elle perd six points par rapport aux précédentes européennes et près de vingt-huit points par rapport au premier tour des municipales. A Carcassonne, par contre, elle retrouve à peu près le même résultat qu'en 1979 mais perd quatre points par rapport aux municipales. Un fait est acquis : M. Maurice Marin, seul député européen audois, placé quinzième sur la liste du Parti communiste, n'est pas réélu.

AVEYRON

Inscr. 205 383; vot. 128 244
Abst. 77 139 (37,55)
Blancs ou nuls, 6 201 (4,83)
Suff. exp. 122 043
UDF-RPR, 62 522 (51,22); PS, 27 990 (22,93); PCF, 8 382 (6,86); FN, 6 387 (5,23); ERE, 4 391 (3,59); VERTS, 3 605 (2,95); LO, 2 961 (2,42); REUSSIR, 1 714 (1,40); UTILE, 1 294 (1,06); PCI, 1 028 (0,84); PSU-CDU, 801 (0,65); EUE, 758 (0,62); EUE, 210 (0,17).
1979. - Inscr. 207 062; vot. 132 351; abst. 36 087; suff. exp. 122 182.
UDF, 39 417 (32,26); PS-MRG, 30 258 (24,76); DIFE, 22 947 (18,78); PCF, 16 171 (13,23); Eue. Ecol., 4 009 (3,28); Tronkistes, 5 912 (4,80); DLF.

BOUCHES-DU-RHÔNE

Inscr. 1 056 457; vot. 576 153
Abst. 480 304 (45,46)
Blancs ou nuls, 14 916 (2,58)
Suff. exp. 561 237
UDF-RPR, 191 859 (34,18); FN, 109 406 (19,49); PS, 103 949 (18,52); PCF, 100 300 (17,50); VERTS, 15 112 (2,69); ERE, 13 544 (2,41); LO, 6 111 (1,08); REUSSIR, 5 627 (1); PSU-CDU, 3 492 (0,62); UTILE, 3 421 (0,60); EUE, 2 521 (0,44); PCI, 2 462 (0,43); I 84, 2 336 (0,41); POE, 897 (0,15).
1979. - Inscr. 989 249; vot. 532 266; abst. 44 177; suff. exp. 533 610.
PCF, 165 010 (30,92); UFE, 130 718 (24,49); PS-MRG, 113 249 (21,59); DIFE, 64 867 (12,15); Eue. Ecol., 19 843 (3,71); Tronkistes, 12 319 (2,29); Eurodroite, 10 882 (2,03); ERE, 8 363 (1,56); DLF, Interprof., 5 354 (1,00); PSU, 3 (0); Rag. Eur., 2 (0).
1981. - Inscr. 1 036 072; vot. 512 019; abst. 21 632; suff. exp. 500 797.
Marchais, 204 643 (25,35); Giscard d'Estaing, 204 419 (25,23); Mitterrand, 190 953 (23,84); Chirac, 118 742 (14,82); Lalonde, 29 206 (3,64); Lagulier, 13 308 (1,66); Crépeau, 12 524 (1,60); Garand, 10 208 (1,27); Debré, 10 809 (1,24); Bouchard, 6 477 (0,80).

MARSEILLE

Inscr. 502 459; vot. 250 144
Suff. exp. 244 925
UDF-RPR, 84 802 (34,62); FN, 52 464 (21,42); PS, 45 139 (18,42); PCF, 41 561 (16,96); VERTS, 5 577 (2,27); ERE, 5 281 (2,15); LO, 2 360 (0,96); REUSSIR, 2 150 (0,87); PSU-CDU, 1 286 (0,52); EUE, 1 157 (0,47); UTILE, 1 023 (0,41); I 84, 932 (0,38); PCI, 798 (0,32); POE, 393 (0,16).
AIX-EN-PROVENCE
Inscr. 70 841; vot. 39 116
Suff. exp. 38 379
UDF-RPR, 15 112 (39,37); FN, 8 793 (22,91); PS, 7 471 (19,46); PCF, 2762 (7,19); ERE, 1 210 (3,15); VERTS, 990 (2,84); REUSSIR, 474 (1,23); UTILE, 413 (1,07); PSU-CDU, 280 (0,72); LO, 271 (0,70); EUE, 228 (0,59); I 84, 134 (0,34); PCI, 101 (0,26); POE, 40 (0,10).

ARLES

Inscr. 32 170; vot. 18 509
Suff. exp. 17 959
UDF-RPR, 5 803 (32,31); PCF, 4 497 (25,04); PS, 3 343 (18,61); FN, 2 587 (14,40); ERE, 432 (2,40); VERTS, 411 (2,28); LO, 232 (1,29); REUSSIR, 184 (1,02); PSU-CDU, 104 (0,57); EUE, 97 (0,54); PCI, 85 (0,47); UTILE, 80 (0,44); POE, 54 (0,30); I 84, 50 (0,27).
AUBAGNE
Inscr. 24 147; vot. 14 739
Suff. exp. 14 253
UDF-RPR, 4 532 (31,79); PCF, 3 944 (27,67); FN, 2 559 (17,95); PS, 1 706 (11,96); VERTS, 463 (3,26); ERE, 340 (2,38); LO, 174 (1,22); REUSSIR, 145 (1,01); UTILE, 85 (0,59); PSU-CDU, 80 (0,56); PCI, 73 (0,51); EUE, 66 (0,46); I 84, 48 (0,33); POE, 36 (0,25).
LA CIOTAT
Inscr. 21 948; vot. 13 067
Suff. exp. 12 712
UDF-RPR, 4 018 (31,60); PCF, 3 090 (24,30); FN, 2 572 (20,23); PS, 1 760 (13,84); VERTS, 404 (3,17); ERE, 300 (2,35); LO, 148 (1,16); EUE, 99 (0,70); REUSSIR, 87 (0,68); PSU-CDU, 57 (0,44); UTILE, 55 (0,43); I 84, 50 (0,39); PCI, 47 (0,36); POE, 35 (0,27).
MARIGNANE
Inscr. 18 107; vot. 9 102
Suff. exp. 8 889
UDF-RPR, 3 037 (34,16); FN, 2 262 (25,44); PS, 1 423 (16,00); PCF, 1 242 (13,97); VERTS, 256 (2,87); ERE, 206 (2,31); LO, 102

Interprof., 2 224 (1,82); ERE, 1 940 (1,58); Eurodroite, 1 302 (1,06).
1981. - Inscr. 209 707; vot. 173 982; abst. 17 033; suff. exp. 170 524.
Giscard d'Estaing, 51 618 (30,27); Mitterrand, 44 109 (25,86); Chirac, 37 425 (21,94); Marchais, 16 427 (9,63); Lalonde, 6 532 (3,83); Lagulier, 4 884 (2,86); Crépeau, 2 985 (1,75); Debré, 2 534 (1,48); Garand, 2 071 (1,21); Bouchard, 1 939 (1,13).
RODEZ
Inscr. 13 960; vot. 8 271
Suff. exp. 8 010
UDF-RPR, 4 286 (53,50); PS, 1 733 (21,63); FN, 599 (7,47); PCF, 381 (4,75); ERE, 297 (3,70); VERTS, 264 (3,29); REUSSIR, 128 (1,59); LO, 100 (1,24); UTILE, 66 (0,82); PSU-CDU, 49 (0,61); I 84, 42 (0,52); EUE, 39 (0,48); PCI, 26 (0,32).
L'opposition, majoritaire dans le département comme en 1979 et en 1981, reste stationnaire. Elle progresse de deux points à Rodez où le PCF tombe au-dessous de 5 % et est devancée par la liste de M. Jean-Marie Le Pen. Dans l'ensemble du département, la liste d'extrême droite européenne au score de 5,23 %, nettement inférieur à la moyenne nationale. A Villefranche-de-Rouergue, la ville de M. Robert Fèvre, dont le maire est M. Jean Rigal (MRG), député, la liste ERE a obtenu 6,06 % des suffrages exprimés.

(1,14); REUSSIR, 84 (0,94); EUE, 60 (0,67); PSU-CDU, 33 (0,59); I 84, 48 (0,53); PCI, 42 (0,47); UTILE, 40 (0,44); POE, 34 (0,38).
MANTOUILLON
Inscr. 24 756; vot. 13 616
Suff. exp. 13 300
UDF-RPR, 3 820 (28,72); PCF, 3 708 (27,87); PS, 2 334 (17,54); FN, 1 911 (14,36); VERTS, 436 (3,27); ERE, 293 (2,20); LO, 221 (1,66); REUSSIR, 156 (1,17); PSU-CDU, 109 (0,81); I 84, 81 (0,60); PCI, 72 (0,54); EUE, 66 (0,49); UTILE, 60 (0,45); POE, 33 (0,24).
SALON-DE-PROVENCE
Inscr. 21 583; vot. 13 254
Suff. exp. 12 848
UDF-RPR, 4 972 (38,69); FN, 2 720 (21,17); PS, 2 519 (19,60); PCF, 1 107 (8,61); VERTS, 397 (3,08); ERE, 325 (2,52); UTILE, 169 (1,31); REUSSIR, 154 (1,19); LO, 136 (1,05); EUE, 110 (0,85); PCI, 79 (0,61); PSU-CDU, 72 (0,56); I 84, 55 (0,42); POE, 33 (0,25).
La poussée de l'extrême droite dans les Bouches-du-Rhône ressemble à une lame de fond, puisque la liste conduite par M. Jean-Marie Le Pen obtient près de 170 000 voix, soit 19,49 % des suffrages exprimés. Le Front national vient ainsi la seconde force électorale du département, derrière l'Union de l'opposition (34,18 %) et devance aussi bien le PC, qui s'affaiblit (17,50 % au lieu de 20,54 % en 1979), que le PS, dont l'écart avec le Front national est plus limité (18,52 % au lieu de 21,61 %). Au total, la gauche ne réunit que 36,42 % des suffrages exprimés, alors qu'elle avait obtenu la majorité en 1979 (52,56 %) et l'avait approchée à l'élection présidentielle de 1981 (49,40 %). Le succès de M. Le Pen est encore plus impressionnant à Marseille, où le président du Front national recueille 21,42 %. Ils l'expliquent par les thèmes que le leader de l'extrême droite a développés pendant sa campagne, en particulier celui de l'immigration. Le score du Front national a pris cependant des proportions imprévisibles, puisque la liste Marseille-Méridien, qui s'était portée sur des listes locales aux élections municipales de 1983, n'avait obtenu que 5 % des suffrages exprimés.

Le recensement du PC est général. Il atteint plus de trente points à Marseille, où, malgré une participation au scrutin sensiblement identique à celle de 1979, la liste conduite par M. Marchais n'obtient que 52 464 voix, soit 22 000 de moins que lors du précédent scrutin des européennes. Dans les quartiers nord de la ville, où il réalise traditionnellement ses meilleurs scores, le PC a semblé-t-il pû d'un taux d'abstentions nettement plus élevé que sur l'ensemble de la ville, en particulier dans le sixième secteur (44,05 % de votants, au lieu de 49,70 %). Ce recul est aussi sensible dans les bastions communistes de Martigues (-13,87 points), où les abstentionnistes ont été également beaucoup plus nombreux, et d'Aubagne (-11,58 points), où la participation au scrutin a été en revanche du même niveau qu'en 1979. En Arles, où le PC avait perdu la mairie en 1983, l'écart est également de plus de 12 points. Il apparaît que M. Le Pen a marqué autant sur l'électorat de la majorité que sur celui de l'opposition. Le PS perd de 3 à 5 points par rapport à 1979. En Arles, il progresse même légèrement (+1,01 point). La liste Yell, en ce qui la concerne, ne retrouve nulle part le score obtenu en 1979 par l'UDF et le RPR. L'affaiblissement des voix de l'Union de l'opposition est à Marseille d'un peu plus de 2 points par rapport à 1979 et de près de 6 points par rapport à l'élection présidentielle de 1981. L'Union de l'opposition cède un terrain plus important à Aix-en-Provence (-7,79 points) et à Salon-de-Provence (-8,01 points). Le phénomène Le Pen s'accompagne d'un laminage des petites listes, celle des Verts obtient les résultats les moins satisfaisants, avec 2,27 %, alors que Liste ouvrière d'attelage même pas 1 % des suffrages exprimés, au lieu de 2,49 % en 1979.

CALVADOS

Inscr. 401 707; vot. 223 876
Abst. 177 831 (44,26)
Blancs ou nuls, 7 942 (3,54)
Suff. exp. 215 934
UDF-RPR, 95 414 (44,18); PS, 41 993 (19,44); ERE, 18 632 (8,62); FN, 18 056 (8,36); PCF, 14 600 (6,76); VERTS, 8 625 (3,99); LO, 5 470 (2,53); REUSSIR, 5 019 (2,32); PCI, 2 079 (0,96); I 84, 1 983 (0,91); UTILE, 731 (0,34); PSU-CDU, 1 544 (0,71); EUE, 775 (0,35); POE, 11 (0,00).
1979. - Inscr. 377 114; vot. 222 187; abst. 154 927; suff. exp. 210 743.
UDF, 64 072 (30,40); PS-MRG, 49 812 (23,63); DIFE, 34 142 (16,20); PCF, 32 431 (15,38); Eue. Ecol., 12 253 (5,81); Tronkistes, 7 665 (3,63); ERE, 4 235 (2); DLF, Interprof., 1 900 (0,91); Eurodroite, 2 942 (1,39); PSU, 1 (0).
1981. - Inscr. 389 807; vot. 322 123; abst. 17 366; suff. exp. 317 586.
Giscard d'Estaing, 93 118 (29,32); Mitterrand, 85 255 (26,84); Chirac, 61 229 (19,27); Marchais, 36 415 (11,46); Lalonde, 13 477 (4,24); Lagulier, 8 435 (2,65); Crépeau, 6 838 (2,15); Debré, 5 042 (1,58); Garand, 4 329 (1,36); Bouchard, 3 428 (1,07).
CAEN
Inscr. 66 730; vot. 34 572
Suff. exp. 33 695
UDF-RPR, 15 022 (44,58); PS, 7 562 (22,44); FN, 3 117 (9,25); ERE, 2 254 (6,68); PCF, 1 971 (5,84); VERTS, 1 440 (4,27); REUSSIR, 739 (2,19); LO, 631 (1,93); PCI, 230 (0,68); PSU-CDU, 200 (0,59); EUE, 198 (0,58); I 84, 191 (0,56); UTILE, 118 (0,35); POE, 2 (0,00).
La liste de M. Marchais, qui a obtenu 6,76 % des suffrages, enregistre un recul de près de huit points par rapport aux élections européennes de 1979. Dans ses fiefs électoraux, le Parti communiste toutefois se maintient : à Divaure-sur-Mer, par exemple, il arrive en tête avec 31,75 % des suffrages, mais il régresse dans l'agglomération caennaise, tant à Gibrerville qu'à Fleury-sur-Orne. La liste de M. Stora, député de ce département, obtient un score très supérieur à sa moyenne nationale et devance celle de M. Le Pen.

Maire de Vire depuis 1974, M. Olivier Stora n'a pas déposé, dans sa ville, les 31 %. La liste d'union de l'opposition se distance avec 33,95 % des suffrages.
Par rapport à 1979, le PS se maintient dans l'ensemble du département. Mais il réalise un très faible score à Oustreville, ville dont le maire est le premier secrétaire fédéral.

CANTAL

Inscr. 125 742; vot. 72 677
Abst. 51 065 (41,26)
Blancs ou nuls, 2 401 (3,30)
Suff. exp. 70 276
UDF-RPR, 39 303 (55,92); PS, 14 405 (20,49); PCF, 5 253 (7,47); FN, 3 274 (4,65); LO, 1 893 (2,69); ERE, 1 578 (2,24); VERTS, 1 410 (2,00); REUSSIR, 861 (1,22); PCI, 720 (1,02); UTILE, 615 (0,87); I 84, 437 (0,62); PSU-CDU, 413 (0,58); EUE, 114 (0,16).
1979. - Inscr. 122 599; vot. 70 846; abst. 42 211; suff. exp. 67 525.
DIFE, 21 958 (32,51); UFE, 15 766 (23,34); PS-MRG, 13 214 (19,56); PCF, 10 542 (15,61); Tronkistes, 2 252 (3,33); Eue. Ecol., 1 475 (2,18); ERE, 849 (1,25); DLF, Interprof., 848 (1,25); Eurodroite, 621 (0,91).
1981. - Inscr. 124 516; vot. 101 072; abst. 14 870; suff. exp. 100 012.
Chirac, 33 452 (33,44); Giscard d'Estaing, 25 924 (25,92); Mitterrand, 22 108 (22,10); Marchais, 10 596 (10,59); Lagulier, 2 175 (2,17); Lalonde, 2 142 (2,14); Crépeau, 1 136 (1,13); Garand, 935 (0,93); Debré, 893 (0,89); Bouchard, 652 (0,65).
AURILLAC
Inscr. 18 516; vot. 10 609
Suff. exp. 10 353
UDF-RPR, 4 819 (46,54); PS, 2 797 (27,01); PCF, 964 (9,31); FN, 606 (5,85); ERE, 317 (3,06); VERTS, 290 (2,80); LO, 178 (1,71); REUSSIR, 103 (0,99); UTILE, 68 (0,65); PSU-CDU, 66 (0,63); PCI, 59 (0,56); EUE, 46 (0,44); I 84, 40 (0,38).
Le PS progresse légèrement, mais on remarque, surtout, la chute du PCF, qui perd la moitié de son électorat de 1979. La liste de M. Le Pen obtient bien plus que celle de M. Texier-Vignancour en 1979, mais le Front national reste loin de sa moyenne nationale.

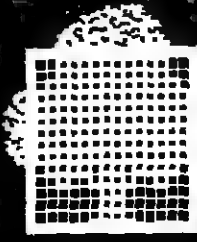
CHARENTE

Inscr. 247 620; vot. 140 405
Abst. 107 215 (43,29)
Blancs ou nuls, 6 241 (4,44)
Suff. exp. 134 164
UDF-RPR, 57 473 (42,83); PS, 32 105 (23,92); PCF, 17 033 (12,69); FN, 8 919 (6,64); ERE, 4 181 (3,11); VERTS, 3 905 (2,91); LO, 3 491 (2,60); REUSSIR, 2 578 (1,92); PCI, 1 418 (1,05); UTILE, 1 034 (0,77); I 84, 886 (0,66); PSU-CDU, 791 (0,58); EUE, 349 (0,26); POE, 1 (0,00).
1979. - Inscr. 238 726; vot. 147 484; abst. 36 222; suff. exp. 139 645.
PS-MRG, 35 553 (25,46); UFE, 34 934 (25,01); PCF, 32 198 (23,05); DIFE, 23 605 (16,90); Tronkistes, 4 294 (3,07); Eue. Ecol., 3 778 (2,70); ERE, 2 034 (1,45); DLF, Interprof., 1 819 (1,30); Eurodroite, 1 428 (1,02).
(Lire la suite page 12.)

UN ARBRE ORGANISE LE BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE.

Le BHV est l'un des plus anciens clients de BULL, premier groupe informatique et bureautique français. Le BHV possède actuellement 1 bi 66/DPS, gérant plus de 250 terminaux qui prennent en charge les principales fonctions du siège et des magasins. Dans les magasins spécialisés, des terminaux points de vente, avec lecture optique, sont connectés à des Mini 6. En facilitant la communication dans les BHV, l'équipe BULL marque des points.

Bull



LES ÉLECTIONS

EUROPÉEN
MINISTÈRE

(Suite de la page 11.)

1981. - Insc. 245 614; vot. 203 505; abst. 17 114; suff. exp. 200 187.
Mitterrand, 55 733 (27,84); Giscard d'Estaing, 48 486 (24,22); Chirac, 37 138 (18,55); Marchais, 32 051 (16,01); Crépau, 9 672 (4,83); La Jonde, 5 782 (2,86); Laguille, 4 573 (2,28); Debré, 3 006 (1,50); Garand, 2 478 (1,23); Bouchardau, 1 268 (0,63).

ANGOULEME
Inscr. 28 075; vot. 16 201
Suff. exp. 15 674

UDF-RPR, 6 645 (42,39); PS, 4 227 (26,96); PCF, 1 408 (8,98); FN, 1 396 (8,90); ERE, 482 (3,07); VERTS, 462 (2,94); LO, 319 (2,03); REUSSIR, 270 (1,72); PCI, 107 (0,68); UTILE, 100 (0,63); PSU-CDU, 97 (0,61); EUE, 96 (0,61); I 84, 65 (0,41).

Alors que le total des voix obtenues par M. Mitterrand et Marchais, il y a cinq ans, donnait une avance de 6,6 points par rapport à la somme des suffrages recueillis par M. Vail et M. Chirac, à la gauche cette dernière (Jospin + Marchais) accuse un retard de 6,21 points par rapport à la liste d'union de l'opposition. A Angoulême, aux municipales de mars 1983, la municipalité sortante d'union de la gauche constituée par M. Jospin (PSU) et M. Bouchardau (PS), d'après, devançait de 9,49 points la liste de l'opposition. Cette fois, la liste Vail prend un avantage de 6,44 points sur le total PC-PS.

CHARENTE-MARITIME

Inscr. 371 542; vot. 199 458
Abst. 172 084 (46,31)
Blancs ou nuls, 8 931 (4,47)
Suff. exp. 190 527

UDF-RPR, 86 725 (43,51); PS, 42 120 (22,10); PCF, 18 668 (9,79); FN, 15 140 (7,94); ERE, 6 683 (3,50); VERTS, 5 936 (3,12); LO, 4 435 (2,32); REUSSIR, 3 814 (2,00); PCI, 1 812 (0,95); I 84, 1 605 (0,84); UTILE, 1 588 (0,83); PSU-CDU, 1 458 (0,76); EUE, 506 (0,26); POE, 17 (0,00).

1979. - Insc. 354 431; vot. 203 137; abst. 151 294 (42,88); suff. exp. 203 115.
UDF-RPR, 53 700 (27,80); PS-MRG, 50 643 (26,22); PCF, 37 236 (19,28); DIFE, 30 752 (15,92); Eur. Ecol., 6 676 (3,45); Tronkistes, 5 769 (2,98); EUE, 3 103 (1,60); Df. Interprof., 3 009 (1,45); Eurodroite, 2 235 (1,13); Eurodroite, 619 (0,49); PSU, 2 (0,00).

1981. - Insc. 366 395; vot. 292 845; abst. 207 550 (56,62); suff. exp. 288 717.
Giscard d'Estaing, 76 083 (26,35); Mitterrand, 70 496 (24,41); Chirac, 47 265 (16,37); Marchais, 37 149 (12,84); Crépau, 12 484 (4,28); La Jonde, 8 464 (2,93); Laguille, 5 233 (1,81); Debré, 4 036 (1,37); Garand, 3 614 (1,25); Bouchardau, 1 893 (0,65).

LA ROCHELLE
Inscr. 44 360; vot. 22 208
Suff. exp. 21 715

UDF-RPR, 9 055 (41,69); PS, 5 154 (23,73); PCF, 2 837 (13,06); FN, 1 977 (9,10); ERE, 816 (3,75); VERTS, 639 (2,94); REUSSIR, 336 (1,54); LO, 264 (1,21); PSU-CDU, 211 (0,97); PCI, 138 (0,63); EUE, 122 (0,56); I 84, 84 (0,38); UTILE, 82 (0,37).

Quelques deux points de pourcentage séparent, il y a cinq ans, l'ensemble PC-PS de celui RPR-UDF. En perdant plus de 10 points, la gauche accuse désormais un déficit de plus de 12 points sur l'opposition. A La Rochelle, dont le maire est M. Michel Crépau, qui avec près de 35 % des voix aux dernières municipales, ministre du Commerce et de l'Artisanat, le total des voix de M. Marchais et Jospin est de 36,79 %, alors qu'en 1979, celui de M. Marchais et Mitterrand était de 50,48 % des exprimés. Ce n'est pas la présence de la liste ERE soutenue par le MRG, dont M. Crépau est l'ancien président, qui peut expliquer ce recul puisqu'elle n'obtient que 3,75 % des voix.

CHER
Inscr. 221 480; vot. 128 902
Abst. 92 578 (41,79)
Blancs ou nuls, 5 013 (3,88)
Suff. exp. 123 889

UDF-RPR, 51 881 (41,87); PCF, 22 136 (17,86); PS, 22 119 (17,85); FN, 10 672 (8,31); VERTS, 4 053 (3,27); ERE, 3 574 (2,88); LO, 3 244 (2,61); REUSSIR, 2 156 (1,74); PCI, 1 377 (1,11); I 84, 796 (0,64); UTILE, 792 (0,63); PSU-CDU, 720 (0,58); EUE, 369 (0,29).

1979. - Insc. 214 114; vot. 136 154; abst. 77 960 (36,18); suff. exp. 129 506.
PCF, 36 318 (28,04); UFE, 35 435 (27,36); PS-MRG, 24 262 (18,73); DIFE, 19 596 (15,13); Tronkistes, 4 530 (3,49); Eur. Ecol., 4 170 (3,21); EEE, 2 037 (1,57); Df. Interprof., 1 828 (1,41); Eurodroite, 1 330 (1,02).

1981. - Insc. 219 990; vot. 182 797; abst. 16 902 (7,73); suff. exp. 179 628.
Giscard d'Estaing, 49 693 (27,66); Mitterrand, 40 999 (22,82); Marchais, 36 392 (20,25); Chirac, 31 467 (17,51); La Jonde, 3 866 (2,15); Laguille, 4 817 (2,68); Crépau, 3 736 (2,07); Debré, 3 305 (1,83); Garand, 1 997 (1,11); Bouchardau, 1 356 (0,75).

BOURGES
Inscr. 46 079; vot. 25 422
Suff. exp. 24 749

UDF-RPR, 10 686 (43,17); PCF, 4 669 (18,86); PS, 2 449 (17,62); FN, 2 260 (8,97); VERTS, 804 (3,24); ERE, 752 (3,03); LO, 451 (1,82); REUSSIR, 353 (1,42); PCI, 132 (0,53); PSU-CDU, 127 (0,51); EUE, 117 (0,47); I 84, 113 (0,45); UTILE, 76 (0,30).

VIERZON
Inscr. 22 199; vot. 11 398
Suff. exp. 10 954

UDF-RPR, 3 621 (33,05); PCF, 3 142 (28,68); PS, 1 930 (17,61); FN, 832 (7,59); LO, 328 (2,99); VERTS, 324 (2,95); ERE, 259 (2,36); REUSSIR, 151 (1,37); PCI, 116 (1,05); PSU-CDU, 72 (0,65); EUE, 68 (0,62); I 84, 60 (0,54); UTILE, 51 (0,46).

La liste du PCF perd dix points par rapport à 1979 et dix points et demi par rapport au premier tour de l'élection présidentielle de 1981. L'opposition se situe au-dessous de ses scores de 1979 et surtout de 1981.

La gauche est en recul très net à Vierzon, municipalité où M. Jospin a été élu maire. La liste PCF perd 14 points par rapport à 1979, et dix points à 1981.

CORREZE

Inscr. 184 797; vot. 123 935
Abst. 60 862 (32,93)
Blancs ou nuls, 4 639 (2,74)
Suff. exp. 119 296

UDF-RPR, 52 096 (43,66); PS, 24 990 (20,94); PCF, 24 930 (20,89); FN, 5 278 (4,42); ERE, 2 763 (2,31); VERTS, 2 469 (2,06); LO, 2 127 (1,78); REUSSIR, 1 240 (1,03); PCI, 1 234 (1,03); PSU-CDU, 835 (0,69); UTILE, 590 (0,49); I 84, 512 (0,42); EUE, 231 (0,19); POE, 1 (0,00).

1979. - Insc. 181 830; vot. 131 101; abst. 27 729 (15,25); suff. exp. 124 929.
DIFE, 46 071 (36,87); PCF, 37 798 (30,25); PS-MRG, 22 392 (17,92); UFE, 10 688 (8,53); Tronkistes, 2 882 (2,30); Eur. Ecol., 2 682 (2,14); EEE, 938 (0,75); Df. Interprof., 14 461 (11,72); Eurodroite, 619 (0,49); PSU, 2 (0,00).

1981. - Insc. 184 072; vot. 159 407; abst. 13 665 (7,42); suff. exp. 157 637.
Chirac, 65 311 (41,43); Marchais, 34 459 (21,85); Mitterrand, 32 362 (20,32); Giscard d'Estaing, 14 461 (9,17); La Jonde, 3 087 (1,95); Laguille, 2 767 (1,75); Crépau, 2 062 (1,30); Debré, 1 163 (0,73); Garand, 1 001 (0,63); Bouchardau, 964 (0,61).

TULLE

Inscr. 12 886; vot. 7 848
Suff. exp. 7 595

UDF-RPR, 3 042 (40,05); PCF, 1 901 (25,02); PS, 1 469 (19,34); FN, 417 (5,49); VERTS, 190 (2,50); ERE, 189 (2,48); LO, 101 (1,32); PSU-CDU, 95 (1,25); PCI, 70 (0,92); REUSSIR, 48 (0,63); EUE, 26 (0,34); I 84, 25 (0,32); UTILE, 22 (0,28).

BRIVE-LA-GAILLARDIE
Inscr. 32 372; vot. 19 970
Suff. exp. 19 302

UDF-RPR, 8 668 (44,90); PS, 4 387 (22,72); PCF, 2 881 (14,92); FN, 1 354 (7,01); ERE, 519 (2,68); VERTS, 473 (2,43); LO, 237 (1,22); REUSSIR, 228 (1,18); PCI, 145 (0,75); EUE, 116 (0,60); UTILE, 115 (0,59); PSU-CDU, 98 (0,50); I 84, 81 (0,41).

Les scores de 1984 reproduisent assez fidèlement ceux de 1979, avec un bon maintien de la droite et un léger tassement de la gauche. Toutefois, dans ce département, le PC communiste, pour la première fois, le PS devance, de peu, il est vrai (50 voix), un PC en sensible recul.

HAUTE-CORSE

Inscr. 113 802; vot. 58 653
Abst. 55 149 (48,46)
Blancs ou nuls, 1 080 (1,84)
Suff. exp. 57 573

UDF-RPR, 24 865 (43,18); ERE, 9 171 (15,92); PCF, 8 548 (14,84); PS, 7 793 (13,53); FN, 5 670 (9,84); VERTS, 70 (0,99); REUSSIR, 27 (0,46); UTILE, 204 (0,35); LO, 188 (0,32); PSU-CDU, 133 (0,23); PCI, 82 (0,14); I 84, 43 (0,07); EUE, 26 (0,04); POE, 23 (0,03).

1979. - Insc. 116 233; vot. 53 672; abst. 62 561 (53,82); suff. exp. 52 678.
DIFE, 17 693 (33,58); PS-MRG, 11 472 (21,77); PCF, 10 820 (20,53); UFE, 10 775 (20,45); Eur. Ecol., 565 (1,07); Tronkistes, 450 (0,85); Eurodroite, 359 (0,68); Df. Interprof., 267 (0,50); EEE, 218 (0,41); Rag. Eur., 33 (0,06); PSU, 26 (0,04).

1981. - Insc. 115 729; vot. 73 436; abst. 42 293 (36,54); suff. exp. 72 698.
Chirac, 19 828 (27,27); Giscard d'Estaing, 17 531 (24,11); Mitterrand, 12 863 (17,69); Marchais, 12 206 (16,79); Crépau, 7 150 (9,83); La Jonde, 1 247 (1,71); Laguille, 553 (0,76); Debré, 460 (0,63); Garand, 456 (0,62); Bouchardau, 404 (0,55).

BASTIA

Inscr. 21 065; vot. 8 949
Suff. exp. 8 526

UDF-RPR, 3 044 (35,70); PCF, 2 117 (24,82); PS, 1 125 (13,19); FN, 1 025 (12,02); ERE, 930 (10,90); VERTS, 90 (1,05); LO, 36 (0,42); REUSSIR, 32 (0,37); PCI, 20 (0,24); PSU-CDU, 26 (0,30); EUE, 24 (0,28); POE, 23 (0,26); I 84, 13 (0,15); I 84, 10 (0,11).

Le résultat de la liste ERE (16 % des suffrages) est obtenu grâce au refus du MRG de donner ses voix au parti socialiste, attitude constante de la part des radicaux de gauche, très implantés dans le nord de l'île, et qui s'était notamment manifesté lors du premier tour des élections présidentielles de 1981.

L'opposition conserve son implantation en réalisant un score équilibré, plus fort de près de 2 points qu'aux élections

régionales d'août 1982, mais nettement plus faible qu'aux élections européennes de 1979 (43,1 % contre 34 %). De nombreux électeurs de la liste conduite par M. Vail ont reporté leurs suffrages sur la liste du Front national qui, avec près de 10 %, ne confirme pas toutefois la très forte poussée constatée en Corse du Sud. Fort de ses succès dans l'île, le Front national envisage de présenter une liste aux prochaines élections régionales.

CORSE-DU-SUD

Inscr. 84 915;
vot. 43 223; abst. 41 692 (49,09);
blancs ou nuls, 897 (2,07); suff. exp. 43 326

UDF-RPR, 17 580 (42,24); FN, 7 546 (17,82); PCF, 7 323 (17,30); PS, 7 096 (16,76); ERE, 1 220 (2,88); VERTS, 460 (1,08); REUSSIR, 337 (0,79); LO, 128 (0,30); PSU-CDU, 96 (0,22); PCI, 71 (0,16); UTILE, 68 (0,16); I 84, 46 (0,10); EUE, 38 (0,08); POE 17 (0,04).

1979. - Insc. 89 087; vot. 42 288; abst. 46 799 (52,53); suff. exp. 41 599.
DIFE, 13 762 (33,08); UFE, 10 646 (25,59); PCF, 8 239 (19,80); PS-MRG, 7 572 (18,20); Eurodroite, 456 (1,09); Eur. Ecol., 386 (0,92); Tronkistes, 196 (0,47); EEE, 147 (0,35); Df. Interprof., 129 (0,31); Rag. Eur., 50 (0,12); PSU, 16 (0,03).

1981. - Insc. 90 193; vot. 60 172; abst. 33 021 (36,62); suff. exp. 59 358.
Giscard d'Estaing, 17 149 (28,89); Chirac, 16 251 (27,37); Mitterrand, 13 655 (23); Marchais, 9 172 (15,45); La Jonde, 1 004 (1,69); Crépau, 629 (1,05); Debré, 453 (0,76); Garand, 401 (0,67); Laguille, 347 (0,58); Bouchardau, 297 (0,50).

ALACCIO

Inscr. 25 317; vot. 13 082
Suff. exp. 12 645

UDF-RPR, 3 268 (41,66); FN, 2 958 (23,39); PCF, 1 936 (15,31); PS, 1 798 (14,18); ERE, 189 (1,49); VERTS, 157 (1,24); REUSSIR, 109 (0,86); PSU-CDU, 44 (0,34); LO, 42 (0,33); EUE, 38 (0,30); PCI, 36 (0,28); UTILE, 36 (0,28); I 84, 21 (0,16); POE, 17 (0,13).

M. Le Pen obtient, avec près de 18 % des voix, l'un des meilleurs résultats nationaux. Toutefois, le succès remporté par Alaccio par le Front national (23 % des voix) s'explique aussi par le refus de certains électeurs du RPR de suivre le candidat local de l'opposition, imposé par l'état-major national de ce parti.

Par rapport aux élections européennes de 1979, le glissement de la gauche vers la droite de l'ordre de 2 % des suffrages est sensiblement de même importance que celui déjà constaté lors du premier tour de l'élection présidentielle de 1981. Dans la majorité, les candidats de vote des radicaux de gauche ont obtenu des résultats satisfaisants : les voix des électeurs du MRG sont allées au Parti socialiste, ce qui laisse présager un changement de stratégie lors des futures élections régionales, attendues pour la fin de l'été.

La PS et le MRG pourraient en effet s'allier, pour former l'île pour constituer une liste commune.

COTE-D'OR

Inscr. 302 726; vot. 169 050
Abst. 133 676 (44,15)
Blancs ou nuls, 5 017 (2,96)
Suff. exp. 164 033

UDF-RPR, 72 900 (44,44); PS, 36 244 (22,09); FN, 19 207 (11,70); PCF, 10 551 (6,43); REUSSIR, 6 212 (3,78); ERE, 5 941 (3,62); VERTS, 5 173 (3,15); LO, 2 845 (1,73); PCI, 1 447 (0,88); PSU-CDU, 1 256 (0,76); I 84, 911 (0,55); UTILE, 845 (0,51); EUE, (0,30).

1979. - Insc. 288 791; vot. 167 030; abst. 121 761 (42,16); suff. exp. 160 078.
UDF-RPR, 72 900 (44,44); PS-MRG, 44 288 (27,66); DIFE, 15 587 (16,60); PCF, 21 814 (13,62); Eur. Ecol., 9 668 (6,03); Tronkistes, 4 445 (2,77); Df. Interprof., 3 360 (2,09); EEE, 2 701 (1,68); Eurodroite, 1 729 (1,08).

1981. - Insc. 299 808; vot. 241 577; abst. 158 231 (52,81); suff. exp. 238 117.
Mitterrand, 72 933 (30,62); Giscard d'Estaing, 63 864 (26,82); Chirac, 45 145 (18,95); Marchais, 24 066 (10,10); La Jonde, 9 693 (4,07); Laguille, 5 774 (2,42); Crépau, 5 305 (2,31); Debré, 3 894 (1,63); Garand, 3 725 (1,56); Bouchardau, 3 032 (1,27).

DIJON

Inscr. 75 959; vot. 40 432
Suff. exp. 39 695

UDF-RPR, 18 468 (46,52); PS, 5 582 (14,16); FN, 5 256 (13,24); PCF, 2 346 (5,91); ERE, 1 400 (3,52); REUSSIR, 1 184 (2,98); VERTS, 1 110 (2,79); LO, 407 (1,02); PSU-CDU, 278 (0,70); PCI, 212 (0,53); EUE, 207 (0,52); UTILE, 126 (0,31); I 84, 119 (0,29).

M. Vail réalise sensiblement le même score en 1984 que les listes UDF et RPR en 1979, et que M. Chirac et Giscard d'Estaing au premier tour de l'élection présidentielle de 1981. Cependant, elle reste fort loin, à Dijon, des 68,31 % réalisés par M. Poincaré aux élections municipales de 1983. Le maire de Dijon avait alors battu sa propre majorité de 1977 (57,3 %).

COTES-DU-NORD

Inscr. 404 536; vot. 256 568
Abst. 147 968 (36,57)
Blancs ou nuls, 8 701 (3,39)
Suff. exp. 247 867

UDF-RPR, 107 502 (43,37); PS, 60 089 (24,24); PCF, 31 374 (12,65); FN, 12 934 (5,21); VERTS, 7988 (3,22); LO, 6 987

(2,81); ERE, 6 943 (2,80); REUSSIR, 4 594 (1,85); PCI, 2 594 (1,04); UTILE, 2 402 (0,96); PSU-CDU, 2 118 (0,85); I 84, 1 796 (0,72); EUE, 546 (0,22).

1979. - Insc. 385 739; vot. 261 876; abst. 123 863 (32,38); suff. exp. 250 416.
UFE, 70 064 (27,97); PS-MRG, 69 781 (27,66); PCF, 31 813 (12,69); DIFE, 35 927 (14,30); Eur. Ecol., 8 014 (3,02); Tronkistes, 6 958 (2,77); EEE, 3 172 (1,26); Df. Interprof., 2 553 (1,01); Eurodroite, 2 134 (0,85).

1981. - Insc. 395 631; vot. 334 966; abst. 153 333; suff. exp. 331 531.
Mitterrand, 92 735 (27,97); Giscard d'Estaing, 80 306 (24,23); Chirac, 56 549 (17,05); Marchais, 53 724 (16,20); La Jonde, 12 717 (3,83); Laguille, 8 642 (2,60); Crépau, 5 027 (1,51); Bouchardau, 5 009 (1,51); Debré, 3 847 (1,16); Garand, 2 975 (0,89).

SAINT-BRIEUC

Inscr. 32 953; vot. 18 967
Suff. exp. 18 512

UDF-RPR, 7 672 (41,44); PS, 4 719 (25,49); PCF, 2 165 (11,69); FN, 1 391 (7,51); VERTS, 693 (3,74); ERE, 617 (3,33); REUSSIR, 355 (1,91); LO, 310 (1,67); PSU-CDU, 173 (0,93); EUE, 113 (0,61); PCI, 106 (0,57); I 84, 104 (0,56); UTILE, 94 (0,50).

A Saint-Brieuc, municipalité socialiste où le taux d'abstention a été plus élevé qu'en 1979, le recul du PS est moins marqué que dans l'ensemble du département, où la liste conduite par M. Jospin perd plus de trois points par rapport au scrutin de 1979 et à celui de l'élection européenne de 1981. Le PC subit une érosion beaucoup plus grave.

Avec 5,21 % des suffrages exprimés, le Front national est à l'approche du moyen national recueilli par la liste conduite par M. Le Pen.

CREUSE

Inscr. 112 149; vot. 66 159
Abst. 45 990 (41,11)
Blancs ou nuls, 2 715 (4,10)
Suff. exp. 63 444

UDF-RPR, 27 614 (43,52); PS, 14 648 (23,08); PCF, 10 296 (16,22); FN, 3 052 (4,81); LO, 2 140 (3,37); VERTS, 1 394 (2,19); ERE, 1 323 (2,08); PCI, 843 (1,32); REUSSIR, 819 (1,29); UTILE, 456 (0,71); PSU-CDU, 419 (0,66); I 84, 369 (0,58); EUE, 69 (0,10); POE, 2 (0,0).

1979. - Insc. 113 801; vot. 67 912; abst. 45 889 (40,32); suff. exp. 64 780.
PCF, 17 122 (24,44); DIFE, 15 998 (23,49); PS-MRG, 15

Ch. M. 150

LECTION

EUROPÉENNES

coalition RPR-UDF (48,06 %) gagne au contraire 3 points et l'opposition passe, avec le renfort de M. Le Pen, à plus de 50 %.

A Châteauneuf, la majorité (28,50 %) perd 9 points par rapport aux municipales de 1983, mais l'opposition RPR-UDF (44,49 %) en perd 18 sur le score de M. Maurice Ligo (62,18 %), qu'elle ne retrouve même pas avec l'appui du Front national (4,53 %).

A Sancerre, enfin, la gauche lève les drapeaux (25 % des voix pour le PC et la PS), tandis que l'opposition RPR-UDF tombe, par rapport à mars 1983, de 60 % à 53,2 % des suffrages et que le Front national obtient 8,22 %.

MANCHE

Inscr., 332 478; vot., 186 413
Abst., 146 065 (43,93 %)
Blancs ou nuls, 137 (3,82 %)
Suff. exp., 179 276

UDF-RPR, 97 342 (54,29); PS, 30 018 (16,74); FN, 12 150 (6,77); VERTS, 8 989 (5,01); ERE 8 782 (4,89); PCF 7 063 (3,93); LO, 4 603 (2,56); REUSSIR, 3 756 (2,09); UTILE, 1 970 (1,09); PCI, 1 797 (1,00); 184, 1 362 (0,75); PSU-CDU, 928 (0,51); EUE, 516 (0,28).

1979. - Inscr., 317 988; vot., 185 331; abst., 132 657; suff. exp., 174 471.

UDF-RPR, 61 800 (35,42); PS-MRG, 37 499 (21,49); DIFE, 32 477 (18,61); PCF, 16 075 (9,21); Eue. Ecol., 13 168 (7,54); Tronkista, 4 765 (2,73); ERE, 3 245 (1,85); DIF. Interprof., 3 221 (1,84); Eurodite, 2 221 (1,27).

1981. - Inscr., 327 073; vot., 209 819; abst., 117 254; suff. exp., 203 990.

Giscard d'Estaing, 96 775 (46,38); Mitterrand, 59 442 (28,24); Chirac, 58 007 (27,50); Marchais, 18 819 (9,07); Lalonde, 12 729 (6,10); Laguille, 6 127 (2,92); Crépeau, 5 516 (2,68); Debré, 4 113 (1,94); Garand, 3 096 (1,48); Bouchard, 2 366 (1,14).

2 321 (16,75); PCF, 2 089 (15,07); FN, 1 701 (12,27); VERTS, 511 (3,68); ERE, 502 (3,62); REUS-SIR, 259 (1,86); LO, 189 (1,36); UTILE, 90 (0,64); PSU-CDU, 85 (0,61); 1 84, 84 (0,60); EUE, 80 (0,57); PCI, 73 (0,52).

REIMS

Inscr., 96 044; vot., 45 456
Suff. exp., 44 477

UDF-RPR, 19 098 (42,93); PS, 8 509 (19,13); FN, 5 502 (12,37); PCF, 5 330 (11,98); VERTS, 1 697 (3,81); ERE, 1 512 (3,39); REUS-SIR, 878 (1,97); LO, 637 (1,43); PSU-CDU, 328 (0,73); UTILE, 265 (0,59); 1 84, 247 (0,55); PCI, 243 (0,54); EUE, 231 (0,51).

Les deux listes du PC et du PS totalisent un peu plus de 27 %. Le PC enregistre, pour sa part, une perte de 9 points par rapport au scrutin de 1979, battu par le Front national qui réalise 11,95 %.

La liste conduite par M. Vall obtient pour ainsi dire le même pourcentage de suffrages dans les deux villes-phases de Reims et Châlons-sur-Marne. A Reims, si elle additionne ses voix, l'opposition nationale retrouve le score réalisé par le député et maire RPR, M. Falala, en mars 1983. Si le Parti socialiste résiste bien dans la métropole champenoise, le Parti communiste, en revanche, est dépassé par le Front national dans une ville qu'il a pourtant perdue jusqu'aux dernières élections municipales.

A Châlons-sur-Marne, où le nombre des votants est proche des 30 %, on note une dégradation de la situation des forces de gauche. La liste de M. Marchais, en particulier, n'obtient que 13 % des suffrages enregistrés dans cette ville dirigée par le PC depuis mars 1977 et où le maire actuel, M. Reyssier, lui-même candidat aux européennes, avait été élu le 6 mars 1983 avec 51,04 % des voix. C'est à Epervan, dont le maire est M. Stasi, député CDS, que le PC se maintient le mieux. Le leader du Front national y réalise son plus faible score.

HAUTE-MARNE

Inscr., 146 548; vot., 83 272
Abst., 63 276 (43,17 %)
Blancs ou nuls, 4 070 (4,88 %)
Suff. exp., 79 202

UDF-RPR, 35 980 (43,42); PS, 14 932 (18,53); FN, 8 442 (10,65); PCF, 6 585 (8,31); LO, 2 930 (3,68); VERTS, 2 861 (3,61); ERE, 2 484 (3,13); REUSSIR, 2 057 (2,59); PCI, 849 (1,07); 1 84, 715 (0,90); UTILE, 613 (0,77); PSU-CDU, 574 (0,72); EUE, 190 (0,23).

1979. - Inscr., 142 186; vot., 85 442; abst., 56 744; suff. exp., 80 513.

UDF-RPR, 29 005 (28,57); PS-MRG, 19 562 (18,82); PCF, 15 242 (14,42); FN, 13 368 (12,62); Eue. Ecol., 4 036 (3,81); Tronkista, 3 107 (2,93); ERE, 1 676 (1,58); DIF. Interprof., 1 662 (1,56); Eurodite, 947 (0,90); PCI, 5 (0,01); Rég. Bur., 1 (0,01).

1981. - Inscr., 144 688; vot., 117 900; abst., 26 788; suff. exp., 115 188.

Giscard d'Estaing, 33 050 (28,69); Mitterrand, 32 230 (27,98); Chirac, 20 202 (17,53); Marchais, 13 390 (11,63); Lalonde, 4 051 (3,51); Laguille, 3 049 (2,64); Debré, 2 188 (1,89); Crépeau, 2 008 (1,74); Garand, 1 794 (1,54); Bouchard, 1 266 (1,09).

CHALMONT

Inscr., 17 798; vot., 8 943
Suff. exp., 8 598

UDF-RPR, 3 650 (42,45); PS, 2 033 (23,64); FN, 847 (9,85); PCF, 664 (7,72); VERTS, 354 (4,11); ERE, 346 (4,02); REUS-SIR, 227 (2,64); LO, 224 (2,60); PCI, 65 (0,75); EUE, 60 (0,69); PSU-CDU, 50 (0,58); 1 84, 41 (0,47); UTILE, 37 (0,43).

SAINT-DIZIER

Inscr., 20 466; vot., 9 657
Suff. exp., 9 416

UDF-RPR, 3 645 (38,71); PCF, 1 610 (17,09); PS, 1 515 (16,08); FN, 1 395 (14,51); VERTS, 305 (3,23); ERE, 250 (2,66); LO, 200 (2,16); REUSSIR, 202 (2,14); 84, 73 (0,77); PSU-CDU, 68 (0,72); PCI, 64 (0,67); EUE, 46 (0,48); UTILE, 46 (0,48).

La surprise provient surtout de Saint-Dizier, où la municipalité est communiste et où la liste de M. Marchais a obtenu 17,2 % des voix contre 26 % en 1979. Recul également du PS avec 16,2 % pour la liste de M. Jospin contre plus de 21 % en 1979 pour celle de M. Mitterrand.

Autre surprise, toujours à Saint-Dizier, la liste de M. Le Pen recueille plus de 14 % des voix, celle de M. Vall 39 %, soit autant que les listes séparées (RPR et UDF) de 1979.

Chalmont s'est montré fidèle à l'opposition en accordant 41,43 % des suffrages à la liste Vall (26 % en 1979), mais les Chalmontais ont voté plus fidèlement pour M. Le Pen (9 % de leurs suffrages). La liste du PC ne fait que 7,72 % des voix contre 17 % en 1979. Le recul du PS est moins spectaculaire, en passant de 20,49 % des voix en 1979 à 23,63 %. Le département se tourne vers l'opposition qui totalise plus de 55 % des voix.

MARNE

Inscr., 345 017; vot., 185 690
Abst., 159 327 (46,17 %)
Blancs ou nuls, 6 091 (3,28 %)
Suff. exp., 179 599

UDF-RPR, 83 394 (46,43); PS, 31 121 (17,32); FN, 20 017 (11,14); PCF, 18 213 (10,14); VERTS, 6 605 (3,67); ERE, 6 111 (3,40); REUSSIR, 4 192 (2,33); LO, 3 794 (2,11); PCI, 1 620 (0,90); UTILE, 1 391 (0,77); 1 84, 1 346 (0,74); PSU-CDU, 1 181 (0,65); EUE, 598 (0,33); POE, 16 (0,01).

1979. - Inscr., 330 631; vot., 193 323; abst., 137 308; suff. exp., 185 457.

UDF-RPR, 54 545 (28,35); PS-MRG, 38 502 (20,76); PCF, 36 880 (19,88); DIFE, 33 849 (18,03); Eue. Ecol., 8 784 (4,73); Tronkista, 3 576 (3); ERE, 3 154 (1,70); DIF. Interprof., 2 189 (1,18); Eurodite, 1 974 (1,06); Rég. Bur., 2 (0,01); PSU, 2 (0,01).

1981. - Inscr., 342 528; vot., 278 913; abst., 163 615; suff. exp., 274 614.

Giscard d'Estaing, 82 127 (29,90); Mitterrand, 66 625 (24,26); Chirac, 49 545 (18,04); Marchais, 42 768 (15,57); Lalonde, 10 845 (3,94); Laguille, 6 373 (2,32); Crépeau, 5 941 (2,14); Debré, 4 896 (1,78); Garand, 3 466 (1,26); Bouchard, 2 628 (0,95).

CHALONS-SUR-MARNE

Inscr., 28 564; vot., 14 193
Suff. exp., 13 853

UDF-RPR, 5 869 (42,36); PS,

1979. - Inscr., 182 583; vot., 114 195; abst., 68 388; suff. exp., 104 290.

UDF-RPR, 39 045 (37,43); PS-MRG, 23 111 (22,16); DIFE, 21 972 (21,06); PCF, 7 923 (7,59); Eue. Ecol., 3 450 (3,30); Tronkista, 3 263 (3,12); ERE, 2 554 (2,44); DIF. Interprof., 1 686 (1,61); Eurodite, 1 286 (1,23).

1981. - Inscr., 187 956; vot., 160 127; abst., 14 829; suff. exp., 157 018.

Giscard d'Estaing, 56 969 (36,28); Chirac, 37 215 (23,70); Mitterrand, 35 884 (22,53); Marchais, 8 285 (5,27); Lalonde, 5 964 (3,79); Laguille, 3 996 (2,54); Crépeau, 2 572 (1,63); Debré, 2 538 (1,61); Garand, 1 936 (1,23); Bouchard, 1 659 (1,05).

LAVAL

Inscr., 32 019; vot., 17 426
Suff. exp., 16 736

UDF-RPR, 7 581 (45,29); PS, 4 322 (25,82); FN, 1 301 (7,77); PCF, 727 (4,34); ERE, 669 (3,99); VERTS, 648 (3,87); REUSSIR, 448 (2,67); LO, 376 (2,24); PCI, 193 (1,15); 1 84, 148 (0,88); EUE, 121 (0,72); PSU-CDU, 118 (0,70); UTILE, 84 (0,50).

Par rapport aux élections européennes de 1979, avec 56,81 % des suffrages, l'union de l'opposition a perdu du terrain. Les listes Chirac et Vall atteignent le score de 37,87 % et les listes Giscard-Chirac, au premier tour de l'élection présidentielle, en 1981, 60 %.

La baisse du PS est plus nette encore. Mais on a observé, notamment à Laval, que les abstentions étaient plus nombreuses qu'ailleurs dans les bureaux de vote traditionnellement à gauche. Le PC n'a obtenu que 1,15 % des suffrages, nous doute le plus faible score de son histoire : 3 % pour 7,68 % en 1979. Le phénomène Le Pen (22 %) apparaît avoir touché davantage les zones urbaines à habitats anciens (centre-ville) que les zones rurales.

MEURTHE-ET-MOSELLE

Inscr., 466 191; vot., 239 558
Abst., 226 633 (48,61 %)
Blancs ou nuls, 9 393 (3,92 %)
Suff. exp., 230 165

UDF-RPR, 96 147 (41,77); PS, 42 404 (18,42); PCF, 27 594 (11,98); FN, 26 698 (11,59); VERTS, 8 787 (3,81); ERE, 7 660 (3,32); REUSSIR, 5 432 (2,36); LO, 400 (0,17); POE, 2 120 (0,92); PCI, 1 940 (0,84); PSU-CDU, 1 728 (0,75); 1 84, 1 699 (0,73); UTILE, 1 486 (0,64); EUE, 1 062 (0,46).

1979. - Inscr., 457 589; vot., 263 870; abst., 193 719; suff. exp., 252 425.

UDF-RPR, 71 468 (28,31); PS-MRG, 40 075 (15,79); PCF, 32 388 (12,73); FN, 28 967 (11,44); Eue. Ecol., 14 435 (5,71); ERE, 10 532 (4,33); Tronkista, 7 987 (3,16); Eurodite, 3 186 (1,26); DIF. Interprof., 3 050 (1,20).

1981. - Inscr., 465 469; vot., 373 608; abst., 91 861; suff. exp., 368 014.

Giscard d'Estaing, 102 499 (27,54); Mitterrand, 98 109 (26,63); Marchais, 65 345 (17,75); Chirac, 50 693 (13,77); Lalonde, 13 280 (3,60); Laguille, 9 469 (2,57); Crépeau, 6 728 (1,82); Debré, 6 481 (1,76); Garand, 5 037 (1,36); Bouchard, 4 338 (1,17).

VALENTIGNEY-LES-NANCY

Inscr., 18 329; vot., 8 157
Suff. exp., 7 955

UDF-RPR, 3 339 (41,95); PS, 1 736 (21,81); FN, 1 036 (13,01); PCF, 1 202 (15,77); VERTS, 390 (4,90); ERE, 363 (4,56); REUS-SIR, 205 (2,57); LO, 135 (1,69); EUE, 94 (1,18); PSU-CDU, 61 (0,76); PCI, 55 (0,66); POE, 45 (0,56); 1 84, 34 (0,42); UTILE, 33 (0,42).

NANCY

Inscr., 56 769; vot., 27 681
Suff. exp., 27 069

UDF-RPR, 13 721 (50,68); PS, 4 432 (16,37); FN, 3 748 (13,84); PCF, 1 202 (4,44); ERE, 1 092 (4,03); VERTS, 872 (3,22); REUSSIR, 872 (3,22); LO, 200 (0,73); EUE, 204 (0,75); PSU-CDU, 185 (0,68); POE, 183 (0,67); PCI, 128 (0,47); 1 84, 106 (0,39); UTILE, 105 (0,38).

Nancy, où la liste de M. Vall franchit le cap des 50 %, est de longue date un fief de la droite, mais celle-ci connaît une progression notable puisque, de 33,8 % aux européennes de 1979, elle était passée à 57 % en 1981 et obtient 68,68 % cette fois-ci.

Si, dans l'ensemble de la Meurthe-et-Moselle, le PCF ne devance la liste de M. Le Pen que de 0,4 point, dans le nord du département, il se maintient, tant bien que mal, notamment à Jœuf, à Villers-lès-Nancy et à Boncourt, mais à Longwy, l'opposition est devenue majoritaire : la liste du Front national a obtenu 51,74 %, ce qui, ajouté à la liste Vall, donne 51,74 %. Il faut, toutefois, observer que le taux de participation est de 43,49 % à Longwy, alors qu'il culminait à 81 % au second tour de l'élection présidentielle de 1981, où M. Mitterrand avait obtenu 60 % des voix.

MEUSE

Inscr., 139 548; vot., 81 459
Abst., 58 089 (41,62 %)
Blancs ou nuls, 4 033 (4,95 %)
Suff. exp., 77 426

UDF-RPR, 35 208 (45,47); PS, 15 092 (19,49); FN, 8 469 (10,93); PCF, 5 996 (6,96); VERTS, 3 153 (4,07); LO, 2 631 (3,39); ERE, 2 589 (3,34); REUSSIR, 1 722 (2,22); PCI, 975 (1,25); 1 84, 746 (0,96); UTILE, 631 (0,81); PSU-CDU, 538 (0,69); EUE, 276 (0,35).

1979. - Inscr., 137 109; vot., 86 183; abst., 51 026; suff. exp., 81 163.

UFE, 26 816 (33,03); PS-MRG, 20 784 (25,60); PCF, 10 964 (13,50); DIFE, 10 664 (13,13); Eue. Ecol., 4 291 (5,28); Tronkista, 3 030 (3,73); ERE, 2 337 (2,87); DIF. Interprof., 1 178 (1,45); Eurodite, 1 059 (1,30).

1981. - Inscr., 139 031; vot., 115 450; abst., 23 581; suff. exp., 119 376.

Giscard d'Estaing, 37 539 (33,11); Mitterrand, 30 700 (27,07); Chirac, 17 838 (15,73); Marchais, 13 825 (12,19); Lalonde, 4 008 (3,53); Laguille, 3 147 (2,77); Debré, 2 018 (1,77); Loue, 19 120 (3,77); Laguille, 12 577 (2,48); Debré, 7 925 (1,56); Garand, 7 661 (1,51); Crépeau, 6 845 (1,35); Bouchard, 5 258 (1,03).

BAR-LE-DUC

Inscr., 11 562; vot., 6 384
Suff. exp., 6 144

UDF-RPR, 2 573 (41,87); PS, 1 604 (26,10); FN, 525 (8,54); PCF, 421 (6,85); VERTS, 264 (4,29); ERE, 230 (3,74); LO, 162 (2,63); REUSSIR, 162 (2,63); PCI, 62 (1,00); EUE, 50 (0,81); 1 84, 32 (0,52); PSU-CDU, 31 (0,50); UTILE, 28 (0,45).

VERDUN

Inscr., 12 387; vot., 6 416
Suff. exp., 6 139

UDF-RPR, 2 784 (45,34); PS, 1 196 (19,48); FN, 750 (12,21); PCF, 326 (5,31); VERTS, 256 (4,17); REUSSIR, 125 (2,03); EUE, 85 (1,38); PCI, 79 (1,28); PSU-CDU, 53 (0,86); UTILE, 37 (0,60); 1 84, 30 (0,48).

Le scrutin illustre les difficultés de la gauche dans un département qui subit les effets secondaires de la crise de la sidérurgie. A Bar-le-Duc, cependant, le Parti socialiste résiste un peu mieux que dans le reste du département, mais le Parti communiste, lui, ne recueille pas un pourcentage supérieur à sa moyenne locale. On est loin des 36,16 % obtenus aux élections municipales de 1983 par la liste commune de la majorité.

MORBIHAN

Inscr., 424 878; vot., 244 142
Abst., 180 736 (42,53 %)
Blancs ou nuls, 8 747 (3,58 %)
Suff. exp., 235 395

UDF-RPR, 115 468 (49,05); PS, 46 291 (19,66); FN, 21 509 (9,13); PCF, 16 840 (7,15); VERTS, 7 660 (3,25); ERE, 7 087 (3,01); LO, 6 728 (2,85); REUSSIR, 5 138 (2,18); PCI, 2 441 (1,03); UTILE, 1 040 (0,44); 1 84, 1 831 (0,77); PSU-CDU, 1 598 (0,67); EUE, 742 (0,31).

1979. - Inscr., 402 452; vot., 342 184; abst., 58 268; suff. exp., 330 052.

UDF-RPR, 79 475 (23,44); PS-MRG, 54 343 (16,26); DIFE, 40 947 (12,79); PCF, 30 542 (9,27); Eue. Ecol., 7 285 (2,16); Tronkista, 6 842 (2,07); ERE, 4 421 (1,29); DIF. Interprof., 3 144 (0,92); Eurodite, 3 053 (0,90).

1981. - Inscr., 414 217; vot., 344 735; abst., 169 482; suff. exp., 340 703.

Giscard d'Estaing, 117 067 (34,36); Mitterrand, 85 751 (25,16); Chirac, 85 253 (25,13); Marchais, 37 806 (10,99); Lalonde, 13 644 (4); Laguille, 9 148 (2,69); Crépeau, 5 645 (1,65); Debré, 4 585 (1,34); Bouchard, 4 249 (1,24); Garand, 3 532 (1,04).

VANNES

Inscr., 25 790; vot., 14 000
Suff. exp., 13 710

UDF-RPR, 6 655 (48,54); PS, 2 953 (21,53); FN, 1 655 (12,07); PCF, 520 (3,79); ERE, 487 (3,52); VERTS, 479 (3,49); REUSSIR, 324 (2,36); LO, 224 (1,63); EUE, 110 (0,80); PCI, 93 (0,67); 1 84, 85 (0,61); PSU-CDU, 73 (0,53); UTILE, 52 (0,37).

LORENT

Inscr., 43 174; vot., 22 308
Suff. exp., 21 698

UDF-RPR, 8 738 (40,27); PS, 536 (24,70); PCF, 2 461 (11,34); FN, 2 327 (10,72); VERTS, 850 (3,91); ERE, 575 (2,65); REUS-SIR, 407 (1,87); LO, 378 (1,74); PSU-CDU, 149 (0,68); EUE, 129 (0,59); 1 84, 112 (0,51); UTILE, 107 (0,49); PCI, 105 (0,48).

La liste de M. Vall frôle la majorité absolue avec 49,05 % des suffrages. Le parti de M. Le Pen est, là aussi, sensible avec 9,13 %. Toutefois, dans sa ville natale, La Trinité-sur-Mer, où il avait obtenu 51,04 % des suffrages lors des dernières législatives partielles, il ne réussit que 36,13 % et il est devancé de 51 voix par M. Vall. Cependant, on est en droit de penser qu'il prend date en ce sens lieu pour les cantonales de mars 1985. La gauche, de son côté, subit, dans un département qui ne lui a jamais été favorable, un recul sensible. Recul sévère, même pour le Parti communiste qui, d'une élection européenne à l'autre, perd pratiquement la moitié de son audience, passant de 30 452 à 16 840 suffrages. Recul moindre mais réel du PS, car le retrait en 1984 de l'allié MRG ne suffit pas à expliquer l'hémorragie de 8 000 voix d'un scrutin sur l'autre.

MOSELLE

Inscr., 649 194; vot., 335 116
Abst., 314 078 (48,37 %)
Blancs ou nuls, 17 459 (5,20 %)
Suff. exp., 317 657

UDF-RPR, 136 652 (43,01); PS, 53 240 (16,76); FN, 44 602 (14,04); PCF, 20 949 (6,59); VERTS, 15 989 (5,03); ERE, 11 289 (3,55); LO, 9 188 (2,89); REUSSIR, 7 974 (2,51); POE, 4 031 (1,35); PCI, 4 030 (1,26); UTILE, 2 551 (0,80); 1 84, 2 514 (0,79); PSU-CDU, 2 314 (0,72); EUE, 2 064 (0,64).

1979. - Inscr., 615 238; vot., 335 092; abst., 280 146; suff. exp., 318 863.

UDF-RPR, 98 049 (30,74); PS-MRG, 73 709 (22,11); DIFE, 53 381 (16,74); PCF, 42 248 (13,24); Eue. Ecol., 21 844 (6,85); Tronkista, 11 481 (3,60); ERE, 9 156 (2,87); Eurodite, 4 774 (1,49); DIF. Interprof., 4 221 (1,32).

1981. - Inscr., 634 162; vot., 516 181; abst., 117 981; suff. exp., 506 638.

Giscard d'Estaing, 172 259 (34); Mitterrand, 132 988 (26,24); Chirac, 82 234 (16,23); Marchais, 59 771 (11,79); Lalonde, 19 120 (3,77); Laguille, 12 577 (2,48); Debré, 7 925 (1,56); Garand, 7 661 (1,51); Crépeau, 6 845 (1,35); Bouchard, 5 258 (1,03).

METZ

Inscr., 66 288; vot., 34 699
Suff. exp., 33 340

UDF-RPR, 14 348 (43,03); FN, 5 642 (16,92); PS, 5642 (16,92); VERTS, 1 559 (4,67); ERE, 1 294 (3,88); PCF, 1 280 (3,83); REUS-SIR, 1 135 (3,40); LO, 706 (2,11); POE, 352 (1,05); EUE, 349 (1,04); PCI, 312 (0,93); 1 84, 296 (0,88); PSU-CDU, 216 (0,64); UTILE, 209 (0,62).

THIONVILLE

Inscr., 24 917; vot., 13 509
Suff. exp., 13 116

UDF-RPR, 5 601 (42,70); PS, 2 562 (19,53); FN, 1 764 (13,44); PCF, 1 493 (11,38); VERTS, 440 (3,35); ERE, 422 (3,22); REUS-SIR, 262 (1,99); LO, 163 (1,24); POE, 90 (0,68); EUE, 86 (0,65); PCI, 78 (0,59); PSU-CDU, 73 (0,55); 1 84, 45 (0,34); UTILE, 36 (0,27).

Quatre faits dominants ont marqué le scrutin. Le taux de participation est le plus faible enregistré dans le département sous la Ve République. Le PS et le PCF subissent un recul exceptionnellement important. Le Front national effectue une percée plus sensible encore que dans l'ensemble de la France. Quant à la liste de M. Vall, elle ne retrouve pas, et de loin, les voix obtenues en 1979 par l'UDF et le RPR. Le recul du PS et du PCF, d'une part, de l'UDF et du RPR, d'aut

LES ÉLECTIONS

(Suite de la page 15.)

VILLENEUVE-D'ASCQ

Inscr., 32 866; vot., 18 240
 Suff. exp., 17 710
 UDF-RPR, 6 627 (37,41); PS, 4 412 (24,91); FN, 1 948 (10,99); PCF, 1 519 (8,57); VERTS, 970 (5,47); ERE, 804 (4,53); REUS-SIR, 433 (2,48); LO, 349 (1,97); PSU-CDU, 182 (1,02); PCI, 141 (0,79); EUE, 132 (0,74); EUE, 119 (0,67); UTILE, 73 (0,41); POE, 1 (0).

WATTRELOS

Inscr., 28 511; vot., 15 645
 Suff. exp., 14 802
 UDF-RPR, 4 248 (28,69); PS, 4 046 (27,33); FN, 2 497 (16,86); PCF, 1 527 (10,31); VERTS, 732 (4,94); LO, 420 (2,83); ERE, 401 (2,70); REUSSIR, 266 (1,79); PCI, 182 (1,22); EUE, 144 (0,97); PSU-CDU, 131 (0,88); UTILE, 105 (0,70); POE, 103 (0,69).

Avec une participation qui dépasse la barre des 60 %, mais régresse de près de huit points par rapport à 1979, la gauche marque un très sérieux recul puisque, PS, PC et extrême gauche réunis, elle perd près de 13 points, passant de 54,54 % des suffrages en 1979 à 41,45 %. Même en y ajoutant les 2,8 % obtenus par la liste ERE, elle reste bien au-dessous des 50 % et même des 45 %. Et si on lui accorde une part des 4,19 % de la liste des VERTS, elle demeure bien loin en deçà du score de M. Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle de 1981 (55,35 %). Au premier tour de cette élection, les scores cumulés de M. Mitterrand et de ses alliés atteignent 47,35 %, soit près de onze points de plus que la liste socialiste et communiste en 1984.

Ce recul est le fait du PS, qui perd cinq points par rapport à 1979, mais surtout du Parti communiste qui s'effondre de dix points : en 1979, il dépassait, avec 26 % des voix, le parti socialiste.

Cette régression importante de la gauche, qui perd dans ce scrutin la majorité dans le département, ne bénéficie pas aux deux composantes traditionnelles de l'opposition : la liste de Mme Vail obtient 36,88 % des suffrages, c'est-à-dire à peu près le même score que celui obtenu par l'addition des voix UDF-RPR de 1979. En revanche, la poussée de M. Le Pen est la cause, bien réelle, il dépasse les 10 %.

Cette montée de l'extrême droite est nettement plus faible dans les zones rurales, notamment dans les Flandres. Elle est importante dans les villes, en particulier dans les cités ouvrières, et plus encore dans celles emportées par l'opposition aux dernières municipales et où sont très ressenties les problèmes liés à l'insécurité et à l'immigration. C'est le cas à Tourcoing, où la liste Le Pen atteint 22,98 %, arrivant en seconde position devant le PS (17,33 %) et le PC (8,6 %). C'est le cas également à Roubaix (19,12 %).

La liste d'extrême droite devance d'ailleurs le PC dans plusieurs villes : Tourcoing, Roubaix, Villeneuve-d'Ascq, Dunkerque, etc.

La PC n'est du terrain, y compris dans les zones de fortes implantations. Il recule ainsi de douze points par rapport à 1979 dans la circonscription dont M. Alain Boccia, premier secrétaire de la fédération du PC, est député. Le PS recule, lui aussi, dans certaines sections traditionnelles : c'est le cas à Wattrelos, dont M. Alain Fougères, député (PS) est le maire et où M. Le Pen dépasse les 16 %.

A Lille, ville du premier ministre, la gauche ne résiste guère mieux qu'ailleurs. Le PC perd sept points et le PS six points. Résultats un peu moins sévères si on y ajoute les 3,19 % des suffrages de la liste Stin. Mais, là encore, ce recul de la gauche ne renforce pas l'opposition traditionnelle - RPR, UDF - ces deux partis regroupant même, par rapport au premier tour des municipales, au profit de M. Le Pen. Ce dernier obtient 12,6 % des suffrages dans la ville du M. Pierre Mauroy.

OISE

Inscr., 423 796; vot., 253 294
 Abst., 170 502 (40,23)
 Blancs ou nuls, 10 251 (4,04)
 Suff. exp., 243 043
 UDF-RPR, 95 470 (39,28); PS, 47 234 (19,43); FN, 31 033 (12,76); PCF, 28 132 (11,57); VERTS, 9 602 (3,95); ERE, 7 291 (3,28); LO, 7 461 (3,06); REUS-SIR, 5 785 (2,38); PCI, 3 245 (1,33); I 84, 2 214 (0,91); PSU-CDU, 2 022 (0,83); UTILE, 1 729 (0,71); EUE, 1 121 (0,46); POE, 17 (0).

1979. - Inscr., 389 905; vot., 259 280; abst., 33,50; suff. exp., 245 838.
 UDF-RPR, 95 096 (36,61); PS, 58 376 (22,74); PS-MRG, 36 323 (14,22); DIFE, 39 255 (15,56); Tronkistes, 11 026 (4,48); Eur. Ecol., 10 267 (4,17); ERE, 4 691 (1,90); Df. Interpr., 3 680 (1,49); Eurodroite, 3 184 (1,29).
 1981. Inscr., 408 377; vot., 345 391; abst., 15,41; suff. exp., 339 786.
 Mitterrand, 86 771 (25,53); Chirac, 61 695 (18,15); Chirac, 59 094 (17,39); Lalonde, 12 887 (3,79); Laguille, 10 063 (2,96); Crépén, 7 282 (2,14); Debré, 5 865 (1,72); Garand, 4 658 (1,37); Bouchard, 3 072 (0,90).

BEAUVAIS

Inscr., 30 647; vot., 18 040
 Suff. exp., 17 412
 UDF-RPR, 6 694 (38,44); PS, 4 056 (23,29); FN, 2 312 (13,27);

PCF, 1 580 (9,07); VERTS, 637 (3,65); ERE, 530 (3,04); LO, 473 (2,71); REUSSIR, 341 (1,95); EUE, 202 (1,16); PCI, 197 (1,13); I 84, 153 (0,87); PSU-CDU, 130 (0,74); UTILE, 107 (0,61).

COMPIÈGNE

Inscr., 22 144; vot., 12 486
 Suff. exp., 12 162
 UDF-RPR, 5 485 (45,09); PS, 2 192 (18,02); FN, 1 889 (15,53); PCF, 781 (6,42); ERE, 490 (4,02); VERTS, 452 (3,71); REUSSIR, 271 (2,22); LO, 194 (1,51); PCI, 101 (0,83); EUE, 99 (0,81); PSU-CDU, 83 (0,68); I 84, 75 (0,61); UTILE, 59 (0,48); POE, 1 (0,00).

CREIL

Inscr., 16 340; vot., 7 727
 Suff. exp., 7 485
 UDF-RPR, 2 173 (29,03); PS, 2 040 (27,25); FN, 1 173 (15,67); PCF, 984 (13,14); VERTS, 276 (3,68); LO, 214 (2,85); ERE, 210 (2,80); REUSSIR, 133 (1,77); PSU-CDU, 70 (0,93); EUE, 63 (0,84); PCI, 60 (0,80); I 84, 57 (0,76); UTILE, 31 (0,41); POE, 1 (0,01).

Avec 39,28 % des voix, la liste conduite par M. Vail retrouve à peine le score cumulé des listes Vail et Chirac de 1979 (39,97 %). Le parti socialiste, lui, perd trois points par rapport à la même consultation, mais il était alors associé au MRG. Quant au Parti communiste, il subit une baisse encore plus forte : en 1979 il était en seconde position avec 23,74 % mais ne se trouve cette fois qu'à la quatrième place avec 11,57 %, devant d'un point par le Front national. Dans les trois plus grandes villes du département la liste conduite par M. Le Pen dépasse celle du communisme : Compiègne, elle obtient même le double des voix. Il est vrai que l'un de ses candidats réside dans l'arrondissement, par ailleurs dans l'opposition, par ailleurs dans l'opposition, par ailleurs dans l'opposition.

Cette régression importante de la gauche, qui perd dans ce scrutin la majorité dans le département, ne bénéficie pas aux deux composantes traditionnelles de l'opposition : la liste de Mme Vail obtient 36,88 % des suffrages, c'est-à-dire à peu près le même score que celui obtenu par l'addition des voix UDF-RPR de 1979. En revanche, la poussée de M. Le Pen est la cause, bien réelle, il dépasse les 10 %.

Cette montée de l'extrême droite est nettement plus faible dans les zones rurales, notamment dans les Flandres. Elle est importante dans les villes, en particulier dans les cités ouvrières, et plus encore dans celles emportées par l'opposition aux dernières municipales et où sont très ressenties les problèmes liés à l'insécurité et à l'immigration. C'est le cas à Tourcoing, où la liste Le Pen atteint 22,98 %, arrivant en seconde position devant le PS (17,33 %) et le PC (8,6 %). C'est le cas également à Roubaix (19,12 %).

La liste d'extrême droite devance d'ailleurs le PC dans plusieurs villes : Tourcoing, Roubaix, Villeneuve-d'Ascq, Dunkerque, etc.

La PC n'est du terrain, y compris dans les zones de fortes implantations. Il recule ainsi de douze points par rapport à 1979 dans la circonscription dont M. Alain Boccia, premier secrétaire de la fédération du PC, est député. Le PS recule, lui aussi, dans certaines sections traditionnelles : c'est le cas à Wattrelos, dont M. Alain Fougères, député (PS) est le maire et où M. Le Pen dépasse les 16 %.

A Lille, ville du premier ministre, la gauche ne résiste guère mieux qu'ailleurs. Le PC perd sept points et le PS six points. Résultats un peu moins sévères si on y ajoute les 3,19 % des suffrages de la liste Stin. Mais, là encore, ce recul de la gauche ne renforce pas l'opposition traditionnelle - RPR, UDF - ces deux partis regroupant même, par rapport au premier tour des municipales, au profit de M. Le Pen. Ce dernier obtient 12,6 % des suffrages dans la ville du M. Pierre Mauroy.

OISE

Inscr., 423 796; vot., 253 294
 Abst., 170 502 (40,23)
 Blancs ou nuls, 10 251 (4,04)
 Suff. exp., 243 043
 UDF-RPR, 95 470 (39,28); PS, 47 234 (19,43); FN, 31 033 (12,76); PCF, 28 132 (11,57); VERTS, 9 602 (3,95); ERE, 7 291 (3,28); LO, 7 461 (3,06); REUS-SIR, 5 785 (2,38); PCI, 3 245 (1,33); I 84, 2 214 (0,91); PSU-CDU, 2 022 (0,83); UTILE, 1 729 (0,71); EUE, 1 121 (0,46); POE, 17 (0).

1979. - Inscr., 389 905; vot., 259 280; abst., 33,50; suff. exp., 245 838.
 UDF-RPR, 95 096 (36,61); PS, 58 376 (22,74); PS-MRG, 36 323 (14,22); DIFE, 39 255 (15,56); Tronkistes, 11 026 (4,48); Eur. Ecol., 10 267 (4,17); ERE, 4 691 (1,90); Df. Interpr., 3 680 (1,49); Eurodroite, 3 184 (1,29).
 1981. Inscr., 408 377; vot., 345 391; abst., 15,41; suff. exp., 339 786.
 Mitterrand, 86 771 (25,53); Chirac, 61 695 (18,15); Chirac, 59 094 (17,39); Lalonde, 12 887 (3,79); Laguille, 10 063 (2,96); Crépén, 7 282 (2,14); Debré, 5 865 (1,72); Garand, 4 658 (1,37); Bouchard, 3 072 (0,90).

BEAUVAIS

Inscr., 30 647; vot., 18 040
 Suff. exp., 17 412
 UDF-RPR, 6 694 (38,44); PS, 4 056 (23,29); FN, 2 312 (13,27);

PCF, 1 580 (9,07); VERTS, 637 (3,65); ERE, 530 (3,04); LO, 473 (2,71); REUSSIR, 341 (1,95); EUE, 202 (1,16); PCI, 197 (1,13); I 84, 153 (0,87); PSU-CDU, 130 (0,74); UTILE, 107 (0,61).

COMPIÈGNE

Inscr., 22 144; vot., 12 486
 Suff. exp., 12 162
 UDF-RPR, 5 485 (45,09); PS, 2 192 (18,02); FN, 1 889 (15,53); PCF, 781 (6,42); ERE, 490 (4,02); VERTS, 452 (3,71); REUSSIR, 271 (2,22); LO, 194 (1,51); PCI, 101 (0,83); EUE, 99 (0,81); PSU-CDU, 83 (0,68); I 84, 75 (0,61); UTILE, 59 (0,48); POE, 1 (0,00).

CREIL

Inscr., 16 340; vot., 7 727
 Suff. exp., 7 485
 UDF-RPR, 2 173 (29,03); PS, 2 040 (27,25); FN, 1 173 (15,67); PCF, 984 (13,14); VERTS, 276 (3,68); LO, 214 (2,85); ERE, 210 (2,80); REUSSIR, 133 (1,77); PSU-CDU, 70 (0,93); EUE, 63 (0,84); PCI, 60 (0,80); I 84, 57 (0,76); UTILE, 31 (0,41); POE, 1 (0,01).

Avec 39,28 % des voix, la liste conduite par M. Vail retrouve à peine le score cumulé des listes Vail et Chirac de 1979 (39,97 %). Le parti socialiste, lui, perd trois points par rapport à la même consultation, mais il était alors associé au MRG. Quant au Parti communiste, il subit une baisse encore plus forte : en 1979 il était en seconde position avec 23,74 % mais ne se trouve cette fois qu'à la quatrième place avec 11,57 %, devant d'un point par le Front national. Dans les trois plus grandes villes du département la liste conduite par M. Le Pen dépasse celle du communisme : Compiègne, elle obtient même le double des voix. Il est vrai que l'un de ses candidats réside dans l'arrondissement, par ailleurs dans l'opposition, par ailleurs dans l'opposition, par ailleurs dans l'opposition.

Cette régression importante de la gauche, qui perd dans ce scrutin la majorité dans le département, ne bénéficie pas aux deux composantes traditionnelles de l'opposition : la liste de Mme Vail obtient 36,88 % des suffrages, c'est-à-dire à peu près le même score que celui obtenu par l'addition des voix UDF-RPR de 1979. En revanche, la poussée de M. Le Pen est la cause, bien réelle, il dépasse les 10 %.

Cette montée de l'extrême droite est nettement plus faible dans les zones rurales, notamment dans les Flandres. Elle est importante dans les villes, en particulier dans les cités ouvrières, et plus encore dans celles emportées par l'opposition aux dernières municipales et où sont très ressenties les problèmes liés à l'insécurité et à l'immigration. C'est le cas à Tourcoing, où la liste Le Pen atteint 22,98 %, arrivant en seconde position devant le PS (17,33 %) et le PC (8,6 %). C'est le cas également à Roubaix (19,12 %).

La liste d'extrême droite devance d'ailleurs le PC dans plusieurs villes : Tourcoing, Roubaix, Villeneuve-d'Ascq, Dunkerque, etc.

La PC n'est du terrain, y compris dans les zones de fortes implantations. Il recule ainsi de douze points par rapport à 1979 dans la circonscription dont M. Alain Boccia, premier secrétaire de la fédération du PC, est député. Le PS recule, lui aussi, dans certaines sections traditionnelles : c'est le cas à Wattrelos, dont M. Alain Fougères, député (PS) est le maire et où M. Le Pen dépasse les 16 %.

A Lille, ville du premier ministre, la gauche ne résiste guère mieux qu'ailleurs. Le PC perd sept points et le PS six points. Résultats un peu moins sévères si on y ajoute les 3,19 % des suffrages de la liste Stin. Mais, là encore, ce recul de la gauche ne renforce pas l'opposition traditionnelle - RPR, UDF - ces deux partis regroupant même, par rapport au premier tour des municipales, au profit de M. Le Pen. Ce dernier obtient 12,6 % des suffrages dans la ville du M. Pierre Mauroy.

OISE

Inscr., 423 796; vot., 253 294
 Abst., 170 502 (40,23)
 Blancs ou nuls, 10 251 (4,04)
 Suff. exp., 243 043
 UDF-RPR, 95 470 (39,28); PS, 47 234 (19,43); FN, 31 033 (12,76); PCF, 28 132 (11,57); VERTS, 9 602 (3,95); ERE, 7 291 (3,28); LO, 7 461 (3,06); REUS-SIR, 5 785 (2,38); PCI, 3 245 (1,33); I 84, 2 214 (0,91); PSU-CDU, 2 022 (0,83); UTILE, 1 729 (0,71); EUE, 1 121 (0,46); POE, 17 (0).

1979. - Inscr., 389 905; vot., 259 280; abst., 33,50; suff. exp., 245 838.
 UDF-RPR, 95 096 (36,61); PS, 58 376 (22,74); PS-MRG, 36 323 (14,22); DIFE, 39 255 (15,56); Tronkistes, 11 026 (4,48); Eur. Ecol., 10 267 (4,17); ERE, 4 691 (1,90); Df. Interpr., 3 680 (1,49); Eurodroite, 3 184 (1,29).
 1981. Inscr., 408 377; vot., 345 391; abst., 15,41; suff. exp., 339 786.
 Mitterrand, 86 771 (25,53); Chirac, 61 695 (18,15); Chirac, 59 094 (17,39); Lalonde, 12 887 (3,79); Laguille, 10 063 (2,96); Crépén, 7 282 (2,14); Debré, 5 865 (1,72); Garand, 4 658 (1,37); Bouchard, 3 072 (0,90).

BEAUVAIS

Inscr., 30 647; vot., 18 040
 Suff. exp., 17 412
 UDF-RPR, 6 694 (38,44); PS, 4 056 (23,29); FN, 2 312 (13,27);

PCF, 1 580 (9,07); VERTS, 637 (3,65); ERE, 530 (3,04); LO, 473 (2,71); REUSSIR, 341 (1,95); EUE, 202 (1,16); PCI, 197 (1,13); I 84, 153 (0,87); PSU-CDU, 130 (0,74); UTILE, 107 (0,61).

COMPIÈGNE

Inscr., 22 144; vot., 12 486
 Suff. exp., 12 162
 UDF-RPR, 5 485 (45,09); PS, 2 192 (18,02); FN, 1 889 (15,53); PCF, 781 (6,42); ERE, 490 (4,02); VERTS, 452 (3,71); REUSSIR, 271 (2,22); LO, 194 (1,51); PCI, 101 (0,83); EUE, 99 (0,81); PSU-CDU, 83 (0,68); I 84, 75 (0,61); UTILE, 59 (0,48); POE, 1 (0,00).

CREIL

Inscr., 16 340; vot., 7 727
 Suff. exp., 7 485
 UDF-RPR, 2 173 (29,03); PS, 2 040 (27,25); FN, 1 173 (15,67); PCF, 984 (13,14); VERTS, 276 (3,68); LO, 214 (2,85); ERE, 210 (2,80); REUSSIR, 133 (1,77); PSU-CDU, 70 (0,93); EUE, 63 (0,84); PCI, 60 (0,80); I 84, 57 (0,76); UTILE, 31 (0,41); POE, 1 (0,01).

Avec 39,28 % des voix, la liste conduite par M. Vail retrouve à peine le score cumulé des listes Vail et Chirac de 1979 (39,97 %). Le parti socialiste, lui, perd trois points par rapport à la même consultation, mais il était alors associé au MRG. Quant au Parti communiste, il subit une baisse encore plus forte : en 1979 il était en seconde position avec 23,74 % mais ne se trouve cette fois qu'à la quatrième place avec 11,57 %, devant d'un point par le Front national. Dans les trois plus grandes villes du département la liste conduite par M. Le Pen dépasse celle du communisme : Compiègne, elle obtient même le double des voix. Il est vrai que l'un de ses candidats réside dans l'arrondissement, par ailleurs dans l'opposition, par ailleurs dans l'opposition, par ailleurs dans l'opposition.

Cette régression importante de la gauche, qui perd dans ce scrutin la majorité dans le département, ne bénéficie pas aux deux composantes traditionnelles de l'opposition : la liste de Mme Vail obtient 36,88 % des suffrages, c'est-à-dire à peu près le même score que celui obtenu par l'addition des voix UDF-RPR de 1979. En revanche, la poussée de M. Le Pen est la cause, bien réelle, il dépasse les 10 %.

Cette montée de l'extrême droite est nettement plus faible dans les zones rurales, notamment dans les Flandres. Elle est importante dans les villes, en particulier dans les cités ouvrières, et plus encore dans celles emportées par l'opposition aux dernières municipales et où sont très ressenties les problèmes liés à l'insécurité et à l'immigration. C'est le cas à Tourcoing, où la liste Le Pen atteint 22,98 %, arrivant en seconde position devant le PS (17,33 %) et le PC (8,6 %). C'est le cas également à Roubaix (19,12 %).

La liste d'extrême droite devance d'ailleurs le PC dans plusieurs villes : Tourcoing, Roubaix, Villeneuve-d'Ascq, Dunkerque, etc.

La PC n'est du terrain, y compris dans les zones de fortes implantations. Il recule ainsi de douze points par rapport à 1979 dans la circonscription dont M. Alain Boccia, premier secrétaire de la fédération du PC, est député. Le PS recule, lui aussi, dans certaines sections traditionnelles : c'est le cas à Wattrelos, dont M. Alain Fougères, député (PS) est le maire et où M. Le Pen dépasse les 16 %.

A Lille, ville du premier ministre, la gauche ne résiste guère mieux qu'ailleurs. Le PC perd sept points et le PS six points. Résultats un peu moins sévères si on y ajoute les 3,19 % des suffrages de la liste Stin. Mais, là encore, ce recul de la gauche ne renforce pas l'opposition traditionnelle - RPR, UDF - ces deux partis regroupant même, par rapport au premier tour des municipales, au profit de M. Le Pen. Ce dernier obtient 12,6 % des suffrages dans la ville du M. Pierre Mauroy.

OISE

Inscr., 423 796; vot., 253 294
 Abst., 170 502 (40,23)
 Blancs ou nuls, 10 251 (4,04)
 Suff. exp., 243 043
 UDF-RPR, 95 470 (39,28); PS, 47 234 (19,43); FN, 31 033 (12,76); PCF, 28 132 (11,57); VERTS, 9 602 (3,95); ERE, 7 291 (3,28); LO, 7 461 (3,06); REUS-SIR, 5 785 (2,38); PCI, 3 245 (1,33); I 84, 2 214 (0,91); PSU-CDU, 2 022 (0,83); UTILE, 1 729 (0,71); EUE, 1 121 (0,46); POE, 17 (0).

1979. - Inscr., 389 905; vot., 259 280; abst., 33,50; suff. exp., 245 838.
 UDF-RPR, 95 096 (36,61); PS, 58 376 (22,74); PS-MRG, 36 323 (14,22); DIFE, 39 255 (15,56); Tronkistes, 11 026 (4,48); Eur. Ecol., 10 267 (4,17); ERE, 4 691 (1,90); Df. Interpr., 3 680 (1,49); Eurodroite, 3 184 (1,29).
 1981. Inscr., 408 377; vot., 345 391; abst., 15,41; suff. exp., 339 786.
 Mitterrand, 86 771 (25,53); Chirac, 61 695 (18,15); Chirac, 59 094 (17,39); Lalonde, 12 887 (3,79); Laguille, 10 063 (2,96); Crépén, 7 282 (2,14); Debré, 5 865 (1,72); Garand, 4 658 (1,37); Bouchard, 3 072 (0,90).

BEAUVAIS

Inscr., 30 647; vot., 18 040
 Suff. exp., 17 412
 UDF-RPR, 6 694 (38,44); PS, 4 056 (23,29); FN, 2 312 (13,27);

PCF, 1 580 (9,07); VERTS, 637 (3,65); ERE, 530 (3,04); LO, 473 (2,71); REUSSIR, 341 (1,95); EUE, 202 (1,16); PCI, 197 (1,13); I 84, 153 (0,87); PSU-CDU, 130 (0,74); UTILE, 107 (0,61).

COMPIÈGNE

Inscr., 22 144; vot., 12 486
 Suff. exp., 12 162
 UDF-RPR, 5 485 (45,09); PS, 2 192 (18,02); FN, 1 889 (15,53); PCF, 781 (6,42); ERE, 490 (4,02); VERTS, 452 (3,71); REUSSIR, 271 (2,22); LO, 194 (1,51); PCI, 101 (0,83); EUE, 99 (0,81); PSU-CDU, 83 (0,68); I 84, 75 (0,61); UTILE, 59 (0,48); POE, 1 (0,00).

CREIL

Inscr., 16 340; vot., 7 727
 Suff. exp., 7 485
 UDF-RPR, 2 173 (29,03); PS, 2 040 (27,25); FN, 1 173 (15,67); PCF, 984 (13,14); VERTS, 276 (3,68); LO, 214 (2,85); ERE, 210 (2,80); REUSSIR, 133 (1,77); PSU-CDU, 70 (0,93); EUE, 63 (0,84); PCI, 60 (0,80); I 84, 57 (0,76); UTILE, 31 (0,41); POE, 1 (0,01).

Avec 39,28 % des voix, la liste conduite par M. Vail retrouve à peine le score cumulé des listes Vail et Chirac de 1979 (39,97 %). Le parti socialiste, lui, perd trois points par rapport à la même consultation, mais il était alors associé au MRG. Quant au Parti communiste, il subit une baisse encore plus forte : en 1979 il était en seconde position avec 23,74 % mais ne se trouve cette fois qu'à la quatrième place avec 11,57 %, devant d'un point par le Front national. Dans les trois plus grandes villes du département la liste conduite par M. Le Pen dépasse celle du communisme : Compiègne, elle obtient même le double des voix. Il est vrai que l'un de ses candidats réside dans l'arrondissement, par ailleurs dans l'opposition, par ailleurs dans l'opposition, par ailleurs dans l'opposition.

Cette régression importante de la gauche, qui perd dans ce scrutin la majorité dans le département, ne bénéficie pas aux deux composantes traditionnelles de l'opposition : la liste de Mme Vail obtient 36,88 % des suffrages, c'est-à-dire à peu près le même score que celui obtenu par l'addition des voix UDF-RPR de 1979. En revanche, la poussée de M. Le Pen est la cause, bien réelle, il dépasse les 10 %.

Cette montée de l'extrême droite est nettement plus faible dans les zones rurales, notamment dans les Flandres. Elle est importante dans les villes, en particulier dans les cités ouvrières, et plus encore dans celles emportées par l'opposition aux dernières municipales et où sont très ressenties les problèmes liés à l'insécurité et à l'immigration. C'est le cas à Tourcoing, où la liste Le Pen atteint 22,98 %,

Ch. Min. 50

CTIONS

EUROPÉENNES

RHONE

Inscr. 849 637; vot. 454 310
Abst. 395 327 (46,52)
Blancs ou nuls, 9 235 (2,03)
Suff. exp. 445 075

UDF-RPR, 193 078 (43,38); PS, 85 934 (19,30); FN, 70 619 (15,86); PCF, 37 836 (8,50); ERE, 14 488 (3,25); VERTS, 14 318 (3,21); REUSSIR, 10 023 (2,25); L.O., 5 293 (1,18); PSU-CDU, 3 620 (0,81); UTILE, 3 712 (0,80); I 84, 2 037 (0,46); EUE, 1 925 (0,43); PCI, 1 878 (0,42); POE, 1 294 (0,29).

1979. - Insc. 827 330; vot. 461 931; abst. 446 167; suff. exp. 444 306.

UDF-RPR, 142 571 (32,08); PS-MRG, 103 082 (23,20); PCF, 78 844 (17,74); DIFE, 60 694 (13,66); Eur. Ecol., 23 633 (5,31); Trótskistes, 11 791 (2,65); EEE, 10 146 (2,30); Df. Interprof., 6 763 (1,52); Eurodroite, 6 684 (1,50).

1981. - Insc. 849 046; vot. 670 336; abst. 21 044; suff. exp. 660 383.

Giscard d'Estaing, 190 118 (28,78); Mitterrand, 172 694 (26,15); Chirac, 116 161 (17,58); Marchais, 87 703 (13,28); Lalonde, 31 243 (4,73); Crépeau, 15 400 (2,33); Laguille, 9 334 (2,02); Debré, 11 921 (1,80); Bouchard, 11 770 (1,78); Garand, 10 011 (1,51).

bouleverser sur les équilibres politiques dans les communes de gauche de l'Est lyonnais. Ainsi, à Villeurbanne, dont le maire est le ministre de la Défense, M. Charles Hernu, la liste socialiste ne recueille que 24,30 %, alors que le PC pourrait sa chute en perdant la moitié de ses électeurs en cinq ans, d'un scrutin européen à l'autre.

A Villeurbanne et à Vaulx-en-Velin, les électeurs ont été très sensibles aux thèmes sécuritaires, mais les incidents des « fûts chauds » dans ces communes et leurs quartiers des Miniguettes ou de la Grapinière semblent avoir surtout joué un rôle déstabilisateur dans l'électorat populaire. Les taux d'abstention dépassent ici largement la barre des 50 %.

Soul sujet de satisfaction pour les communistes, ils maintiennent l'écart en leur faveur face aux socialistes.

A Bron et à Saint-Priest, ces derniers, qui détiennent pourtant les maires, sont largement distancés par la liste de M. Veil, et ils craignent si l'on prend en compte les suffrages qui se sont portés sur la liste de M. Le Pen.

HAUTE-SAONE

Inscr. 162 177; vot. 99 263
Abst. 62 914 (38,79)
Blancs ou nuls, 4 384 (4,41)
Suff. exp. 94 879

UDF-RPR, 42 157 (44,43); PS, 22 702 (23,92); FN, 10 673 (11,24); PCF, 6 427 (6,77); VERTS, 3 067 (3,23); ERE, 2 953 (3,11); L.O., 2 426 (2,55); REUSSIR, 1 697 (1,78); PCI, 893 (0,94); PSU-CDU, 757 (0,79); UTILE, 601 (0,63); I 84, 341 (0,35); EUE, 164 (0,17); POE, 21 (0,02).

1979. - Insc. 155 048; vot. 96 436; abst. 58 602; suff. exp. 91 049.

UDF-RPR, 26 722 (29,34); PS-MRG, 26 304 (28,88); DIFE, 15 380 (16,89); PCF, 12 973 (14,24); Eur. Ecol., 3 096 (3,40); Trótskistes, 3 058 (3,35); EEE, 1 472 (1,61); Df. Interprof., 1 151 (1,26); Eurodroite, 893 (0,98).

1981. - Insc. 159 659; vot. 131 085; abst. 17 897; suff. exp. 128 547.

Mitterrand, 37 614 (29,26); Giscard d'Estaing, 36 403 (28,31); Chirac, 23 442 (18,23); Marchais, 13 353 (10,34); Lalonde, 4 194 (3,20); Laguille, 3 628 (2,81); Crépeau, 3 067 (2,38); Debré, 1 936 (1,50); Garand, 1 650 (1,28); Bouchard, 1 263 (0,98).

HAUTE-SAONE

Inscr. 162 177; vot. 99 263
Abst. 62 914 (38,79)
Blancs ou nuls, 4 384 (4,41)
Suff. exp. 94 879

UDF-RPR, 42 157 (44,43); PS, 22 702 (23,92); FN, 10 673 (11,24); PCF, 6 427 (6,77); VERTS, 3 067 (3,23); ERE, 2 953 (3,11); L.O., 2 426 (2,55); REUSSIR, 1 697 (1,78); PCI, 893 (0,94); PSU-CDU, 757 (0,79); UTILE, 601 (0,63); I 84, 341 (0,35); EUE, 164 (0,17); POE, 21 (0,02).

1979. - Insc. 155 048; vot. 96 436; abst. 58 602; suff. exp. 91 049.

UDF-RPR, 26 722 (29,34); PS-MRG, 26 304 (28,88); DIFE, 15 380 (16,89); PCF, 12 973 (14,24); Eur. Ecol., 3 096 (3,40); Trótskistes, 3 058 (3,35); EEE, 1 472 (1,61); Df. Interprof., 1 151 (1,26); Eurodroite, 893 (0,98).

1981. - Insc. 159 659; vot. 131 085; abst. 17 897; suff. exp. 128 547.

Mitterrand, 37 614 (29,26); Giscard d'Estaing, 36 403 (28,31); Chirac, 23 442 (18,23); Marchais, 13 353 (10,34); Lalonde, 4 194 (3,20); Laguille, 3 628 (2,81); Crépeau, 3 067 (2,38); Debré, 1 936 (1,50); Garand, 1 650 (1,28); Bouchard, 1 263 (0,98).

HAUTE-SAONE

Inscr. 162 177; vot. 99 263
Abst. 62 914 (38,79)
Blancs ou nuls, 4 384 (4,41)
Suff. exp. 94 879

UDF-RPR, 42 157 (44,43); PS, 22 702 (23,92); FN, 10 673 (11,24); PCF, 6 427 (6,77); VERTS, 3 067 (3,23); ERE, 2 953 (3,11); L.O., 2 426 (2,55); REUSSIR, 1 697 (1,78); PCI, 893 (0,94); PSU-CDU, 757 (0,79); UTILE, 601 (0,63); I 84, 341 (0,35); EUE, 164 (0,17); POE, 21 (0,02).

1979. - Insc. 155 048; vot. 96 436; abst. 58 602; suff. exp. 91 049.

UDF-RPR, 26 722 (29,34); PS-MRG, 26 304 (28,88); DIFE, 15 380 (16,89); PCF, 12 973 (14,24); Eur. Ecol., 3 096 (3,40); Trótskistes, 3 058 (3,35); EEE, 1 472 (1,61); Df. Interprof., 1 151 (1,26); Eurodroite, 893 (0,98).

1981. - Insc. 159 659; vot. 131 085; abst. 17 897; suff. exp. 128 547.

Mitterrand, 37 614 (29,26); Giscard d'Estaing, 36 403 (28,31); Chirac, 23 442 (18,23); Marchais, 13 353 (10,34); Lalonde, 4 194 (3,20); Laguille, 3 628 (2,81); Crépeau, 3 067 (2,38); Debré, 1 936 (1,50); Garand, 1 650 (1,28); Bouchard, 1 263 (0,98).

HAUTE-SAONE

Inscr. 162 177; vot. 99 263
Abst. 62 914 (38,79)
Blancs ou nuls, 4 384 (4,41)
Suff. exp. 94 879

UDF-RPR, 42 157 (44,43); PS, 22 702 (23,92); FN, 10 673 (11,24); PCF, 6 427 (6,77); VERTS, 3 067 (3,23); ERE, 2 953 (3,11); L.O., 2 426 (2,55); REUSSIR, 1 697 (1,78); PCI, 893 (0,94); PSU-CDU, 757 (0,79); UTILE, 601 (0,63); I 84, 341 (0,35); EUE, 164 (0,17); POE, 21 (0,02).

1979. - Insc. 155 048; vot. 96 436; abst. 58 602; suff. exp. 91 049.

UDF-RPR, 26 722 (29,34); PS-MRG, 26 304 (28,88); DIFE, 15 380 (16,89); PCF, 12 973 (14,24); Eur. Ecol., 3 096 (3,40); Trótskistes, 3 058 (3,35); EEE, 1 472 (1,61); Df. Interprof., 1 151 (1,26); Eurodroite, 893 (0,98).

1981. - Insc. 159 659; vot. 131 085; abst. 17 897; suff. exp. 128 547.

Mitterrand, 37 614 (29,26); Giscard d'Estaing, 36 403 (28,31); Chirac, 23 442 (18,23); Marchais, 13 353 (10,34); Lalonde, 4 194 (3,20); Laguille, 3 628 (2,81); Crépeau, 3 067 (2,38); Debré, 1 936 (1,50); Garand, 1 650 (1,28); Bouchard, 1 263 (0,98).

HAUTE-SAONE

Inscr. 162 177; vot. 99 263
Abst. 62 914 (38,79)
Blancs ou nuls, 4 384 (4,41)
Suff. exp. 94 879

UDF-RPR, 42 157 (44,43); PS, 22 702 (23,92); FN, 10 673 (11,24); PCF, 6 427 (6,77); VERTS, 3 067 (3,23); ERE, 2 953 (3,11); L.O., 2 426 (2,55); REUSSIR, 1 697 (1,78); PCI, 893 (0,94); PSU-CDU, 757 (0,79); UTILE, 601 (0,63); I 84, 341 (0,35); EUE, 164 (0,17); POE, 21 (0,02).

1979. - Insc. 155 048; vot. 96 436; abst. 58 602; suff. exp. 91 049.

UDF-RPR, 26 722 (29,34); PS-MRG, 26 304 (28,88); DIFE, 15 380 (16,89); PCF, 12 973 (14,24); Eur. Ecol., 3 096 (3,40); Trótskistes, 3 058 (3,35); EEE, 1 472 (1,61); Df. Interprof., 1 151 (1,26); Eurodroite, 893 (0,98).

1981. - Insc. 159 659; vot. 131 085; abst. 17 897; suff. exp. 128 547.

Mitterrand, 37 614 (29,26); Giscard d'Estaing, 36 403 (28,31); Chirac, 23 442 (18,23); Marchais, 13 353 (10,34); Lalonde, 4 194 (3,20); Laguille, 3 628 (2,81); Crépeau, 3 067 (2,38); Debré, 1 936 (1,50); Garand, 1 650 (1,28); Bouchard, 1 263 (0,98).

HAUTE-SAONE

Inscr. 162 177; vot. 99 263
Abst. 62 914 (38,79)
Blancs ou nuls, 4 384 (4,41)
Suff. exp. 94 879

UDF-RPR, 42 157 (44,43); PS, 22 702 (23,92); FN, 10 673 (11,24); PCF, 6 427 (6,77); VERTS, 3 067 (3,23); ERE, 2 953 (3,11); L.O., 2 426 (2,55); REUSSIR, 1 697 (1,78); PCI, 893 (0,94); PSU-CDU, 757 (0,79); UTILE, 601 (0,63); I 84, 341 (0,35); EUE, 164 (0,17); POE, 21 (0,02).

1979. - Insc. 155 048; vot. 96 436; abst. 58 602; suff. exp. 91 049.

UDF-RPR, 26 722 (29,34); PS-MRG, 26 304 (28,88); DIFE, 15 380 (16,89); PCF, 12 973 (14,24); Eur. Ecol., 3 096 (3,40); Trótskistes, 3 058 (3,35); EEE, 1 472 (1,61); Df. Interprof., 1 151 (1,26); Eurodroite, 893 (0,98).

1981. - Insc. 159 659; vot. 131 085; abst. 17 897; suff. exp. 128 547.

Mitterrand, 37 614 (29,26); Giscard d'Estaing, 36 403 (28,31); Chirac, 23 442 (18,23); Marchais, 13 353 (10,34); Lalonde, 4 194 (3,20); Laguille, 3 628 (2,81); Crépeau, 3 067 (2,38); Debré, 1 936 (1,50); Garand, 1 650 (1,28); Bouchard, 1 263 (0,98).

HAUTE-SAONE

Inscr. 162 177; vot. 99 263
Abst. 62 914 (38,79)
Blancs ou nuls, 4 384 (4,41)
Suff. exp. 94 879

UDF-RPR, 42 157 (44,43); PS, 22 702 (23,92); FN, 10 673 (11,24); PCF, 6 427 (6,77); VERTS, 3 067 (3,23); ERE, 2 953 (3,11); L.O., 2 426 (2,55); REUSSIR, 1 697 (1,78); PCI, 893 (0,94); PSU-CDU, 757 (0,79); UTILE, 601 (0,63); I 84, 341 (0,35); EUE, 164 (0,17); POE, 21 (0,02).

1979. - Insc. 155 048; vot. 96 436; abst. 58 602; suff. exp. 91 049.

UDF-RPR, 26 722 (29,34); PS-MRG, 26 304 (28,88); DIFE, 15 380 (16,89); PCF, 12 973 (14,24); Eur. Ecol., 3 096 (3,40); Trótskistes, 3 058 (3,35); EEE, 1 472 (1,61); Df. Interprof., 1 151 (1,26); Eurodroite, 893 (0,98).

1981. - Insc. 159 659; vot. 131 085; abst. 17 897; suff. exp. 128 547.

Mitterrand, 37 614 (29,26); Giscard d'Estaing, 36 403 (28,31); Chirac, 23 442 (18,23); Marchais, 13 353 (10,34); Lalonde, 4 194 (3,20); Laguille, 3 628 (2,81); Crépeau, 3 067 (2,38); Debré, 1 936 (1,50); Garand, 1 650 (1,28); Bouchard, 1 263 (0,98).

HAUTE-SAONE

Inscr. 162 177; vot. 99 263
Abst. 62 914 (38,79)
Blancs ou nuls, 4 384 (4,41)
Suff. exp. 94 879

UDF-RPR, 42 157 (44,43); PS, 22 702 (23,92); FN, 10 673 (11,24); PCF, 6 427 (6,77); VERTS, 3 067 (3,23); ERE, 2 953 (3,11); L.O., 2 426 (2,55); REUSSIR, 1 697 (1,78); PCI, 893 (0,94); PSU-CDU, 757 (0,79); UTILE, 601 (0,63); I 84, 341 (0,35); EUE, 164 (0,17); POE, 21 (0,02).

1979. - Insc. 155 048; vot. 96 436; abst. 58 602; suff. exp. 91 049.

UDF-RPR, 26 722 (29,34); PS-MRG, 26 304 (28,88); DIFE, 15 380 (16,89); PCF, 12 973 (14,24); Eur. Ecol., 3 096 (3,40); Trótskistes, 3 058 (3,35); EEE, 1 472 (1,61); Df. Interprof., 1 151 (1,26); Eurodroite, 893 (0,98).

1981. - Insc. 159 659; vot. 131 085; abst. 17 897; suff. exp. 128 547.

Mitterrand, 37 614 (29,26); Giscard d'Estaing, 36 403 (28,31); Chirac, 23 442 (18,23); Marchais, 13 353 (10,34); Lalonde, 4 194 (3,20); Laguille, 3 628 (2,81); Crépeau, 3 067 (2,38); Debré, 1 936 (1,50); Garand, 1 650 (1,28); Bouchard, 1 263 (0,98).

4 094 (25,53); PCF, 1 680 (10,54); FN, 1 525 (9,51); ERE, 400 (2,49); VERTS, 391 (2,43); REUSSIR, 242 (1,50); L.O., 226 (1,40); PCI, 93 (0,58); PSU-CDU, 89 (0,55); EUE, 68 (0,42); UTILE, 54 (0,33); I 84, 45 (0,28).

LE CREUSOT
Inscr. 19508; vot. 10 403
Suff. exp. 9 962

UDF-RPR, 3 972 (39,87); PS, 2 929 (28,59); PCF, 1 200 (12,04); FN, 853 (8,56); VERTS, 279 (2,80); ERE, 264 (2,65); REUSSIR, 151 (1,51); L.O., 146 (1,46); PCI, 75 (0,75); EUE, 59 (0,59); PSU-CDU, 52 (0,52); I 84, 41 (0,41); UTILE, 41 (0,41).

Le recat de la gauche est important dans ce département, où le taux d'abstention (46,5 %) est supérieur à la moyenne nationale. Le PC recule de 9 points par rapport aux élections européennes de 1979 et le PS perd 5 points si l'on compare son score à celui de M. Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 et un peu plus de 3 points par rapport aux élections européennes de 1979. La liste de M. Veil, avec plus de 44 % des suffrages, ne réussit pas à égaler le pourcentage réalisé au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 par M. Chirac et Giscard d'Estaing.

Le Front national reste en deçà de son score national. Néanmoins, dans des municipalités dirigées par des socialistes comme Mâcon et Le Creusot, il réalise des percées significatives. A Mâcon, les voix qui se sont portées sur la liste de M. Le Pen sont même supérieures de 400 à celles recueillies par la liste du Parti communiste.

LE CREUSOT

Inscr. 19508; vot. 10 403
Suff. exp. 9 962

UDF-RPR, 3 972 (39,87); PS, 2 929 (28,59); PCF, 1 200 (12,04); FN, 853 (8,56); VERTS, 279 (2,80); ERE, 264 (2,65); REUSSIR, 151 (1,51); L.O., 146 (1,46); PCI, 75 (0,75); EUE, 59 (0,59); PSU-CDU, 52 (0,52); I 84, 41 (0,41); UTILE, 41 (0,41).

Le recat de la gauche est important dans ce département, où le taux d'abstention (46,5 %) est supérieur à la moyenne nationale. Le PC recule de 9 points par rapport aux élections européennes de 1979 et le PS perd 5 points si l'on compare son score à celui de M. Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 et un peu plus de 3 points par rapport aux élections européennes de 1979. La liste de M. Veil, avec plus de 44 % des suffrages, ne réussit pas à égaler le pourcentage réalisé au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 par M. Chirac et Giscard d'Estaing.

Le Front national reste en deçà de son score national. Néanmoins, dans des municipalités dirigées par des socialistes comme Mâcon et Le Creusot, il réalise des percées significatives. A Mâcon, les voix qui se sont portées sur la liste de M. Le Pen sont même supérieures de 400 à celles recueillies par la liste du Parti communiste.

LE CREUSOT

Inscr. 19508; vot. 10 403
Suff. exp. 9 962

UDF-RPR, 3 972 (39,87); PS, 2 929 (28,59); PCF, 1 200 (12,04); FN, 853 (8,56); VERTS, 279 (2,80); ERE, 264 (2,65); REUSSIR, 151 (1,51); L.O., 146 (1,46); PCI, 75 (0,75); EUE, 59 (0,59); PSU-CDU, 52 (0,52); I 84, 41 (0,41); UTILE, 41 (0,41).

Le recat de la gauche est important dans ce département, où le taux d'abstention (46,5 %) est supérieur à la moyenne nationale. Le PC recule de 9 points par rapport aux élections européennes de 1979 et le PS perd 5 points si l'on compare son score à celui de M. Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 et un peu plus de 3 points par rapport aux élections européennes de 1979. La liste de M. Veil, avec plus de 44 % des suffrages, ne réussit pas à égaler le pourcentage réalisé au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 par M. Chirac et Giscard d'Estaing.

Le Front national reste en deçà de son score national. Néanmoins, dans des municipalités dirigées par des socialistes comme Mâcon et Le Creusot, il réalise des percées significatives. A Mâcon, les voix qui se sont portées sur la liste de M. Le Pen sont même supérieures de 400 à celles recueillies par la liste du Parti communiste.

LE CREUSOT

Inscr. 19508; vot. 10 403
Suff. exp. 9 962

UDF-RPR, 3 972 (39,87); PS, 2 929 (28,59); PCF, 1 200 (12,04); FN, 853 (8,56); VERTS, 279 (2,80); ERE, 264 (2,65); REUSSIR, 151 (1,51); L.O., 146 (1,46); PCI, 75 (0,75); EUE, 59 (0,59); PSU-CDU, 52 (0,52); I 84, 41 (0,41); UTILE, 41 (0,41).

Le recat de la gauche est important dans ce département, où le taux d'abstention (46,5 %) est supérieur à la moyenne nationale. Le PC recule de 9 points par rapport aux élections européennes de 1979 et le PS perd 5 points si l'on compare son score à celui de M. Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 et un peu plus de 3 points par rapport aux élections européennes de 1979. La liste de M. Veil, avec plus de 44 % des suffrages, ne réussit pas à égaler le pourcentage réalisé au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 par M. Chirac et Giscard d'Estaing.

Le Front national reste en deçà de son score national. Néanmoins, dans des municipalités dirigées par des socialistes comme Mâcon et Le Creusot, il réalise des percées significatives. A Mâcon, les voix qui se sont portées sur la liste de M. Le Pen sont même supérieures de 400 à celles recueillies par la liste du Parti communiste.

LE CREUSOT

Inscr. 19508; vot. 10 403
Suff. exp. 9 962

UDF-RPR, 3 972 (39,87); PS, 2 929 (28,59); PCF, 1 200 (12,04); FN, 853 (8,56); VERTS, 279 (2,80); ERE, 264 (2,65); REUSSIR, 151 (1,51); L.O., 146 (1,46); PCI, 75 (0,75); EUE, 59 (0,59); PSU-CDU, 52 (0,52); I 84, 41 (0,41); UTILE, 41 (0,41).

Le recat de la gauche est important dans ce département, où le taux d'abstention (46,5 %) est supérieur à la moyenne nationale. Le PC recule de 9 points par rapport aux élections européennes de 1979 et le PS perd 5 points si l'on compare son score à celui de M. Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 et un peu plus de 3 points par rapport aux élections européennes de 1979. La liste de M. Veil, avec plus de 44 % des suffrages, ne réussit pas à égaler le pourcentage réalisé au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 par M. Chirac et Giscard d'Estaing.

Le Front national reste en deçà de son score national. Néanmoins, dans des municipalités dirigées par des socialistes comme Mâcon et Le Creusot, il réalise des percées significatives. A Mâcon, les voix qui se sont portées sur la liste de M. Le Pen sont même supérieures de 400 à celles recueillies par la liste du Parti communiste.

LE CREUSOT

Inscr. 19508; vot. 10 403
Suff. exp. 9 962

UDF-RPR, 3 972 (39,87); PS, 2 929 (28,59); PCF, 1 200 (12,04); FN, 853 (8,56); VERTS, 279 (2,80); ERE, 264 (2,65); REUSSIR, 151 (1,51); L.O., 146 (1,46); PCI, 75 (0,75); EUE, 59 (0,59); PSU-CDU, 52 (0,52); I 84, 41 (0,41); UTILE, 41 (0,41).

Le recat de la gauche est important dans ce département, où le taux d'abstention (46,5 %) est supérieur à la moyenne nationale. Le PC recule de 9 points par rapport aux élections européennes de 1979 et le PS perd 5 points si l'on compare son score à celui de M. Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 et un peu plus de 3 points par rapport aux élections européennes de 1979. La liste de M. Veil, avec plus de 44 % des suffrages, ne réussit pas à égaler le pourcentage réalisé au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 par M. Chirac et Giscard d'Estaing.

Le Front national reste en deçà de son score national. Néanmoins, dans des municipalités dirigées par des socialistes comme Mâcon et Le Creusot, il réalise des percées significatives. A Mâcon, les voix qui se sont portées sur la liste de M. Le Pen sont même supérieures de 400 à celles recueillies par la liste du Parti communiste.

LE CREUSOT

Inscr. 19508; vot. 10 403
Suff. exp. 9 962

UDF-RPR, 3 972 (39,87); PS, 2 929 (28,59); PCF, 1 200 (12,04); FN, 853 (8,56); VERTS, 279 (2,80); ERE, 264 (2,65); REUSSIR, 151 (1,51); L.O., 146 (1,46); PCI, 75 (0,75); EUE, 59 (0,59); PSU-CDU, 52 (0,52); I 84, 41 (0,41); UTILE, 41 (0,41).

Le recat de la gauche est important dans ce département, où le taux d'abstention (46,5 %) est supérieur à la moyenne nationale. Le PC recule de 9 points par rapport aux élections européennes de 1979 et le PS perd 5 points si l'on compare son score à celui de M. Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 et un peu plus de 3 points par rapport aux élections européennes de 1979. La liste de M. Veil, avec plus de 44 % des suffrages, ne réussit pas à égaler le pourcentage réalisé au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 par M. Chirac et Giscard d'Estaing.

Le Front national reste en deçà de son score national. Néanmoins, dans des municipalités dirigées par des socialistes comme Mâcon et Le Creusot, il réalise des percées significatives. A Mâcon, les voix qui se sont portées sur la liste de M. Le Pen sont même supérieures de 400 à celles recueillies par la liste du Parti communiste.

LE CREUSOT

Inscr. 19508; vot. 10 403
Suff. exp. 9 962

UDF-RPR, 3 972 (39,87); PS, 2 929 (28,59); PCF, 1 200 (12,04); FN, 853 (8,56); VERTS, 279 (2,80); ERE, 264 (2,65); REUSSIR, 151 (1,51); L.O., 146 (1,46); PCI, 75 (0,75); EUE, 59 (0,59); PSU-CDU, 52 (0,52); I 84, 41 (0,41); UTILE, 41 (0,41).

Le recat de la gauche est important dans ce département, où le taux d'abstention (46,5 %) est supérieur à la moyenne nationale. Le PC recule de 9 points par rapport aux élections européennes de 1979 et le PS perd 5 points si l'on compare son score à celui de M. Mitterrand au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 et un peu plus de 3 points par rapport aux élections européennes de 1979. La liste de M. Veil, avec plus de 44 % des suffrages, ne réussit pas à égaler le pourcentage réalisé au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 par M. Chirac et Giscard d'Estaing.

Le Front national reste en deçà de son score national. Néanmoins, dans des municipalités dirigées par des socialistes comme Mâcon et Le Creusot, il réalise des percées significatives. A Mâcon, les voix qui se sont portées sur la liste de M. Le Pen sont même supérieures de 400 à celles recueillies par la liste du Parti communiste.

LE CREUSOT

Inscr. 19508; vot. 10 403
Suff. exp. 9 962

UDF-RPR, 3 972 (39,87); PS, 2 929 (28,59); PCF, 1 200 (12,04); FN, 853 (8,56); VERTS, 279 (2,80); ERE, 264 (2,65); REUSSIR, 151

LES ÉLECTIONS

EUROPÉEN
part de vue

Les résultats

(Suite de la page 17.)

348 (1,86); REUSSIR, 244 (1,30); EUE, 152 (0,81); PSU-CDU, 121 (0,64); 184, 118 (0,63); PCI, 109 (0,58); UTILE, 80 (0,42); POE 1 (0,00).
La liste ERE européenne franchit la

barre des 5 % dans le département dont M. Jean-Michel Baylet, président du MRG est l'homme. Le score de cette liste qu'il soutient est, avec 6,29 %, meilleur que celui obtenu par M. Crépau à l'élection présidentielle de mai 1981 (5,88 %) mais il est aussi décevant si l'on rappelle que M. Brice Lalonde y avait recueilli 3,90 % des suffrages.

VAR

Inscr., 502 557; vot., 295 665
Abst., 206 892 (41,16)
Blancs ou nuls, 7 736 (2,61)
Suff. exp., 287 929

UDF-RPR, 115 985 (40,28); FN, 57 486 (19,96); PS, 50 359 (17,49); PCF, 37 241 (12,93); VERTS, 7 766 (2,69); ERE, 7 249 (2,51); REUSSIR, 3 406 (1,18); LO, 2 462 (0,85); PCI, 1 916 (0,67); UTILE, 1 240 (0,43); PSU-CDU, 1 152 (0,40); EUE, 1 136 (0,39); 184, 894 (0,31); POE, 237 (0,08).

1979. - Insc., 444 845; vot., 262 915; abst., 181 930; suff. exp., 252 837.
UDF-RPR, 75 982 (30,05); PCF, 61 225 (24,21); PS-MRG, 52 964 (20,94); DIFE, 36 387 (14,39); Eur. Ecol., 8 180 (3,23); Trotskistes, 5 696 (2,25); Eurodroite, 5 317 (2,10); Df. Interprof., 3 624 (1,43); EEE, 3 444 (1,36); Rg. Eur., 18 (0).

1981. - Insc., 470 780; vot., 380 100; abst., 92 680; suff. exp., 374 433.
Giscard d'Estaing, 175 514 (46,91); Mitterrand, 85 749 (22,90); Marchais, 67 294 (17,97); Chirac, 64 991 (17,35); Lalonde, 13 799 (3,68); Crépau, 6 583 (1,75); Laguille, 5 632 (1,50); Garand, 5 465 (1,45); Debré, 4 676 (1,23); Bouchard, 2 528 (0,67).

TOULON
Inscr., 116 966; vot., 62 655
Abst., 54 311
UDF-RPR, 25 581 (41,70); FN, 13 676 (22,29); PS, 9 438 (15,38); PCF, 7 384 (12,03); VERTS, 1 607 (2,61); ERE, 1 415 (2,30); REUSSIR, 646 (1,05); LO, 517 (0,84); EUE, 294 (0,47); PSU-CDU, 245 (0,39); PCI, 185 (0,30); UTILE, 181 (0,29); 184, 156 (0,25); POE (16).

FRÉJUS
Inscr., 20 939; vot., 11 533
Abst., 9 406
UDF-RPR, 4 957 (43,94); FN, 2 741 (24,29); PS, 1 800 (15,59); PCF, 717 (6,35); ERE, 297 (2,63); VERTS, 281 (2,49); REUSSIR, 139 (1,20); LO, 114 (1,01); EUE, 62 (0,54); PCI, 46 (0,40); UTILE, 40 (0,35); PSU-CDU, 34 (0,30); 184, 33 (0,29).

PHOTOCOPIE COULEUR
SUR PAPIER ORDINAIRE / PAPIER PHOTO - RÉDUCTION / AGRANDISSEMENT
75, RUE BAYEN 75017 PARIS - TEL. 572.41.46

(Publicité)
GRAND ATLAS ROUTIER
TOUTE LA FRANCE ET LA BELGIQUE
AU 1/250 000

Le GRAND ATLAS ROUTIER, c'est le plus sûr moyen de faire bonne route. D'une conception originale, ce guide routier est le plus précis, le plus détaillé, le plus pratique, le moins cher de tous ceux existant sur le marché.
Une formidable innovation en matière de voyages : des cartes au 1/250 000 ont été conçues et réalisées par Recta Foldex, entreprise en pointe dans le domaine de la cartographie routière. Un montage « en soufflet » permet une lecture continue sur quatre pleines pages, soit l'équivalent de près de cent kilomètres de routes. Une foule de renseignements pratiques concernent en outre la conduite, les péages d'autoroutes, les trains auto-couchettes, les distances kilométriques entre les villes. Enfin un index de 100 000 noms géographiques vous donne le moyen de trouver aisément les 40 000 communes de France, de Belgique et du Luxembourg, mais aussi le moindre site ou lieu-dit.
C'est dire que le GRAND ATLAS ROUTIER est un guide révolutionnaire, à la pointe de l'actualité, le compagnon indispensable de chaque automobiliste sur toutes les routes de France, de Belgique et du Luxembourg. 135 F TTC

LUIGI BARZINI
Ces européens sont impossibles!
Avec esprit et autorité Barzini combine la recherche historique à des observations personnelles très perspicaces. Le résultat? Un écrivain à l'apogée de son talent. Une analyse remarquable de l'Europe contemporaine.
BUCHET / CHASTEL
18, RUE DE CONDE - 75001 PARIS

VAUCLUSE

Inscr., 287 661; vot., 175 351
Abst., 112 310 (39,04)
Blancs ou nuls, 7 015 (4,00)
Suff. exp., 168 336

UDF-RPR, 63 326 (37,61); PS, 35 066 (20,83); FN, 27 678 (16,44); PCF, 21 579 (12,81); VERTS, 5 440 (3,23); ERE, 5 122 (3,04); LO, 2 644 (1,57); REUSSIR, 2 236 (1,32); PCI, 1 423 (0,84); 184, 1 134 (0,67); PSU-CDU, 1 097 (0,65); UTILE, 926 (0,55); EUE, 664 (0,39); POE, 1 (0,00).

1979. - Insc., 261 154; vot., 162 436; abst., 98 718; suff. exp., 153 794.
UDF-RPR, 40 643 (26,42); PCF, 38 079 (24,75); PS-MRG, 35 307 (22,95); DIFE, 21 629 (14,19); Eur. Ecol., 9 529 (6,25); Trotskistes, 4 714 (3,06); Eurodroite, 2 569 (1,67); EEE, 2 473 (1,60); Df. Interprof., 2 211 (1,46); Giscard d'Estaing, 59 495 (26,79); Mitterrand, 37 430 (25,80); Marchais, 42 264 (19,03); Chirac, 36 103 (16,26); Lalonde, 9 306 (4,19); Laguille, 4 719 (2,12); Crépau, 4 202 (1,89); Garand, 3 270 (1,47); Debré, 3 248 (1,46); Bouchard, 1 996 (0,89).

AVIGNON
Inscr., 55 889; vot., 32 962
Abst., 22 927
UDF-RPR, 12 058 (37,71); PS, 7 027 (21,98); FN, 5 719 (17,88); PCF, 3 564 (11,14); VERTS, 1 023 (3,19); ERE, 1 006 (3,14); LO, 359 (1,12); REUSSIR, 347 (1,08); PSU-CDU, 213 (0,66); EUE, 209 (0,65); 184, 185 (0,57); PCI, 148 (0,46); UTILE, 111 (0,34).

La paygée politique d'un noblement modeste dans le Vaucluse à l'issue de ce scrutin où la participation a été identique à celle de 1979 (58,57 % en 1979). La liste conduite par M. Simone Veil a obtenu 37,61 % des suffrages exprimés contre 38,52 % en 1979. La liste conduite par M. Jean-Pierre Abelin (UDF-CDS), ancien député dont les parents ont été successivement maire de Châteauneuf et ministre du commerce extérieur avait battu en mars 1983.

HAUTE-VIENNE
Inscr., 259 309; vot., 162 538
Abst., 96 771 (37,31)
Blancs ou nuls, 8 662 (5,32)
Suff. exp., 153 876

UDF-RPR, 54 812 (35,62); PS, 38 431 (24,97); PCF, 32 734 (21,27); FN, 7 887 (5,12); VERTS, 4 298 (2,79); ERE, 4 192 (2,72); LO, 3 827 (2,48); PCI, 2 361 (1,53); REUSSIR, 2 164 (1,40); PSU-CDU, 1 090 (0,70); 184, 860 (0,55); UTILE, 830 (0,53); EUE, 389 (0,25); POE, 1 (0,00).

1979. - Insc., 257 088; vot., 166 266; abst., 90 822; suff. exp., 156 793.
UDF-RPR, 30 334 (22,22); PS-MRG, 36 736 (23,42); DIFE, 30 521 (19,46); UFE, 25 686 (16,38); Eur. Ecol., 5 363 (3,42); Trotskistes, 4 252 (2,71); EEE, 1 459 (0,93); Df. Interprof., 1 252 (0,79); Eurodroite, 990 (0,63).

1981. - Insc., 259 988; vot., 220 458; abst., 139 530; suff. exp., 210 928.
UDF-RPR, 50 540 (23,53); PS-MRG, 52 547 (24,27); Chirac, 30 251 (23,20); Giscard d'Estaing, 37 370 (17,26); Lalonde, 5 844 (2,69); Laguille, 4 522 (2,08); Crépau, 4 145 (1,91); Debré, 2 103 (0,97); Garand, 2 062 (0,95); Bouchard, 1 616 (0,74).

LIMOGES
Inscr., 86 660; vot., 52 905
Abst., 33 755
UDF-RPR, 18 718 (37,32); PS, 13 672 (27,26); PCF, 7 881 (15,71); FN, 3 266 (6,31); ERE, 1 620 (3,23); VERTS, 1 597 (3,18); LO, 1 124 (2,24); REUSSIR, 722 (1,43); PCI, 466 (0,92); PSU-CDU, 418 (0,83); EUE, 240 (0,47); 184, 228 (0,45); UTILE, 189 (0,37).

La PC, qui aux européennes de 1979 était opposée, avec 26,67 %, comme la première force politique du département (de 1978 à 1981 les trois députés étaient communistes), fait les frais du recul de la gauche : il tombe à 21,27 %. La chute est spectaculaire à Limoges où il perd près de la moitié de ses voix alors qu'il se maintient mieux (23,3 %) dans le reste du département, conformément à la tradition de « communisme rural » qui caractérise la Limousine. Le PS tient mieux le choc (24,98 %) pour l'ensemble du département et progresse même à Limoges, en voix et en pourcentage, par rapport à 1979. La liste de M. Le Pen ne fait qu'un score modeste : 5,12 % pour l'ensemble du département avec un meilleur score sur Limoges (6,51 %) que dans les zones rurales où il est inférieur à 4,50 %.

VOSGES
Inscr., 23 383; vot., 12 398
Abst., 10 985 (46,97)
Blancs ou nuls, 521 (4,20)
Suff. exp., 11 877

UDF-RPR, 5 591 (47,07); PS, 2 471 (20,80); FN, 1 470 (12,37); PCF, 504 (4,24); ERE, 444 (3,73); VERTS, 421 (3,54); REUSSIR, 273 (2,29); LO, 255 (2,14); PCI, 149 (1,25); PSU-CDU, 91 (0,76); EUE, 82 (0,69); UTILE, 64 (0,53); 184, 62 (0,52).

1979. - Insc., 266 477; vot., 159 241; abst., 107 236; suff. exp., 148 849.
UDF-RPR, 42 229 (28,37); PS-MRG, 38 691 (25,99); DIFE, 27 458 (18,44); PCF, 19 075 (12,81); Eur. Ecol., 8 101 (5,44); Trotskistes, 5 785 (3,88); EEE, 3 575 (2,40); Eurodroite, 2 001 (1,34); Df. Interprof., 1 934 (1,29).

1981. - Insc., 271 274; vot., 223 523; abst., 17 751; suff. exp., 218 363.
Giscard d'Estaing, 65 333 (29,91); Mitterrand, 59 205 (27,11); Chirac, 39 975 (18,30); Marchais, 25 136

UFE, 42 746 (29,13); PS-MRG, 37 641 (26,63); PCF, 26 963 (18,10); DIFE, 24 473 (16,67); Trotskistes, 4 813 (3,29); Eur. Ecol., 4 495 (3,06); EEE, 2 346 (1,59); Df. Interprof., 1 897 (1,29); Eurodroite, 1 735 (1,18).

1981. - Insc., 259 373; vot., 215 490; abst., 161 883; suff. exp., 211 292.
Giscard d'Estaing, 58 254 (27,57); Mitterrand, 56 615 (26,79); Chirac, 39 792 (18,83); Marchais, 28 171 (13,33); Crépau, 7 864 (3,72); Lalonde, 7 272 (3,44); Laguille, 4 533 (2,14); Garand, 3 490 (1,65); Debré, 3 118 (1,47); Bouchard, 2 183 (1,03).

POITIERS
Inscr., 44 999; vot., 23 650
Abst., 21 349
UDF-RPR, 10 324 (44,99); PS, 5 854 (25,51); PCF, 1 917 (8,35); FN, 1 356 (7,56); ERE, 832 (3,62); VERTS, 749 (3,26); LO, 399 (1,73); REUSSIR, 341 (1,48); PSU-CDU, 319 (1,39); PCI, 151 (0,65); EUE, 117 (0,50); UTILE, 105 (0,45); 184, 103 (0,44).

CHATELLERAULT
Inscr., 24 155; vot., 13 820
Abst., 10 335
UDF-RPR, 5 523 (41,59); PS, 3 345 (25,19); PCF, 1 564 (11,77); FN, 1 101 (8,29); VERTS, 390 (2,93); ERE, 367 (2,76); LO, 290 (2,18); REUSSIR, 290 (2,18); PCI, 135 (1,01); PSU-CDU, 101 (0,79); EUE, 102 (0,75); UTILE, 84 (0,63); 184, 72 (0,54).

Au recense de la majorité, répond la stabilité de l'opposition : 45,81 % au total pour le RPR et l'UDF en 1979; 45,85 % pour M. Veil. Placé en quarante et unième position sur la liste de cette dernière, est élu M. Jean-Pierre Abelin (UDF-CDS), ancien député dont les parents ont été successivement maire de Châteauneuf et ministre du commerce extérieur avait battu en mars 1983.

HAUTE-VIENNE
Inscr., 259 309; vot., 162 538
Abst., 96 771 (37,31)
Blancs ou nuls, 8 662 (5,32)
Suff. exp., 153 876

UDF-RPR, 54 812 (35,62); PS, 38 431 (24,97); PCF, 32 734 (21,27); FN, 7 887 (5,12); VERTS, 4 298 (2,79); ERE, 4 192 (2,72); LO, 3 827 (2,48); PCI, 2 361 (1,53); REUSSIR, 2 164 (1,40); PSU-CDU, 1 090 (0,70); 184, 860 (0,55); UTILE, 830 (0,53); EUE, 389 (0,25); POE, 1 (0,00).

1979. - Insc., 257 088; vot., 166 266; abst., 90 822; suff. exp., 156 793.
UDF-RPR, 30 334 (22,22); PS-MRG, 36 736 (23,42); DIFE, 30 521 (19,46); UFE, 25 686 (16,38); Eur. Ecol., 5 363 (3,42); Trotskistes, 4 252 (2,71); EEE, 1 459 (0,93); Df. Interprof., 1 252 (0,79); Eurodroite, 990 (0,63).

1981. - Insc., 259 988; vot., 220 458; abst., 139 530; suff. exp., 210 928.
UDF-RPR, 50 540 (23,53); PS-MRG, 52 547 (24,27); Chirac, 30 251 (23,20); Giscard d'Estaing, 37 370 (17,26); Lalonde, 5 844 (2,69); Laguille, 4 522 (2,08); Crépau, 4 145 (1,91); Debré, 2 103 (0,97); Garand, 2 062 (0,95); Bouchard, 1 616 (0,74).

LIMOGES
Inscr., 86 660; vot., 52 905
Abst., 33 755
UDF-RPR, 18 718 (37,32); PS, 13 672 (27,26); PCF, 7 881 (15,71); FN, 3 266 (6,31); ERE, 1 620 (3,23); VERTS, 1 597 (3,18); LO, 1 124 (2,24); REUSSIR, 722 (1,43); PCI, 466 (0,92); PSU-CDU, 418 (0,83); EUE, 240 (0,47); 184, 228 (0,45); UTILE, 189 (0,37).

La PC, qui aux européennes de 1979 était opposée, avec 26,67 %, comme la première force politique du département (de 1978 à 1981 les trois députés étaient communistes), fait les frais du recul de la gauche : il tombe à 21,27 %. La chute est spectaculaire à Limoges où il perd près de la moitié de ses voix alors qu'il se maintient mieux (23,3 %) dans le reste du département, conformément à la tradition de « communisme rural » qui caractérise la Limousine. Le PS tient mieux le choc (24,98 %) pour l'ensemble du département et progresse même à Limoges, en voix et en pourcentage, par rapport à 1979. La liste de M. Le Pen ne fait qu'un score modeste : 5,12 % pour l'ensemble du département avec un meilleur score sur Limoges (6,51 %) que dans les zones rurales où il est inférieur à 4,50 %.

VOSGES
Inscr., 23 383; vot., 12 398
Abst., 10 985 (46,97)
Blancs ou nuls, 521 (4,20)
Suff. exp., 11 877

UDF-RPR, 5 591 (47,07); PS, 2 471 (20,80); FN, 1 470 (12,37); PCF, 504 (4,24); ERE, 444 (3,73); VERTS, 421 (3,54); REUSSIR, 273 (2,29); LO, 255 (2,14); PCI, 149 (1,25); PSU-CDU, 91 (0,76); EUE, 82 (0,69); UTILE, 64 (0,53); 184, 62 (0,52).

1979. - Insc., 266 477; vot., 159 241; abst., 107 236; suff. exp., 148 849.
UDF-RPR, 42 229 (28,37); PS-MRG, 38 691 (25,99); DIFE, 27 458 (18,44); PCF, 19 075 (12,81); Eur. Ecol., 8 101 (5,44); Trotskistes, 5 785 (3,88); EEE, 3 575 (2,40); Eurodroite, 2 001 (1,34); Df. Interprof., 1 934 (1,29).

1981. - Insc., 271 274; vot., 223 523; abst., 17 751; suff. exp., 218 363.
Giscard d'Estaing, 65 333 (29,91); Mitterrand, 59 205 (27,11); Chirac, 39 975 (18,30); Marchais, 25 136

(11,51); Lalonde, 8 182 (3,74); Laguille, 7 031 (3,21); Debré, 4 364 (1,99); Crépau, 3 777 (1,72); Garand, 3 172 (1,45); Bouchard, 2 188 (1).

ÉPINAL
Inscr., 23 383; vot., 12 398
Abst., 10 985
UDF-RPR, 5 591 (47,07); PS, 2 471 (20,80); FN, 1 470 (12,37); PCF, 504 (4,24); ERE, 444 (3,73); VERTS, 421 (3,54); REUSSIR, 273 (2,29); LO, 255 (2,14); PCI, 149 (1,25); PSU-CDU, 91 (0,76); EUE, 82 (0,69); UTILE, 64 (0,53); 184, 62 (0,52).

La liste unique de l'opposition arrive en tête avec 46,63 % des voix. En 1979, la liste de M. Simone Veil obtenait à elle seule 25,37 % et celle de Jacques Chirac 18,44 %. Un score auquel il faut ajouter celui de Jean-Jacques Servan-Schreiber, 2,40 %.

La liste socialiste recule aujourd'hui de 6 points toujours par rapport aux dernières européennes. Mais la plus belle exécution reste celle de la liste Le Pen avec 10,99 % contre 1,34 % pour la liste conduite par M. Tixier-Vignancourt en 1979.

Nec recit du PC : 5,81 % des suffrages exprimés contre 12,81 % en 1979 et 11,51 % au premier tour de l'élection présidentielle de 1981.

La ville d'Épinal, qui a basculé dans l'opposition lors des dernières élections municipales avec 59 % des voix pour M. Philippe Séguin (RPR), obtient au dernier pourcentage sa 1^{re} additionnelle des voix des listes Veil (47,07 %) et Le Pen (12,37 %).

YONNE
Inscr., 218 752; vot., 129 479
Abst., 89 273 (40,81)
Blancs ou nuls, 5 151 (3,97)
Suff. exp., 124 328

UDF-RPR, 54 880 (44,14); PS, 22 769 (18,31); FN, 15 710 (12,63); PCF, 12 532 (10,07); VERTS, 4 297 (3,45); ERE, 4 257 (3,42); LO, 2 788 (2,24); REUSSIR, 2 588 (2,08); PCI, 1 416 (1,13); 184, 984 (0,79); PSU-CDU, 963 (0,77); UTILE, 813 (0,65); EUE, 315 (0,25); POE, 16 (0,01).

1979. - Insc., 210 966; vot., 131 489; abst., 79 477; suff. exp., 124 798.
UDF-RPR, 37 033 (28,68); PS-MRG, 27 528 (22,06); PCF, 23 314 (18,68); DIFE, 20 234 (16,21); Eur. Ecol., 6 813 (5,46); Trotskistes, 3 917 (3,13); Df. Interprof., 2 298 (1,84); EEE, 2 143 (1,71); Eurodroite, 1 476 (1,18).

1981. - Insc., 216 357; vot., 176 808; abst., 140 549; suff. exp., 173 555.
Giscard d'Estaing, 52 465 (30,22); Mitterrand, 43 672 (25,16); Chirac, 30 759 (17,72); Marchais, 24 282 (13,99); Lalonde, 6 702 (3,86); Laguille, 4 341 (2,50); Crépau, 3 852 (2,21); Debré, 3 173 (1,82); Garand, 2 580 (1,48); Bouchard, 1 729 (0,99).

AUXERRE
Inscr., 22 345; vot., 11 736
Abst., 10 609
UDF-RPR, 5 329 (46,70); PS, 2 381 (20,86); FN, 1 347 (11,80); PCF, 792 (6,94); ERE, 405 (3,54); VERTS, 354 (3,10); REUSSIR, 232 (2,03); LO, 178 (1,56); PCI, 110 (0,96); PSU-CDU, 104 (0,91); EUE, 65 (0,56); 184, 61 (0,53); UTILE, 51 (0,44).

La liste de Mme Veil n'a pas pu être dans le département de l'Yonne à cause

l'horre des résultats obtenus par M. Chirac et Giscard d'Estaing à l'élection présidentielle de 1981. La liste d'union de l'opposition recule même d'un peu plus de trois points puisqu'elle n'obtient que 44,14 % au lieu des 47,94 % atteints par les deux candidats en 1981. Le Front communiste connaît une chute assez semblable puisqu'il passe de 14 % en 1981 à 10,07 %. Mais le recul le plus important reste celui du PS, qui enregistre une perte de 7 points par rapport à l'élection présidentielle.

Le Front national obtient à Sens, seconde ville du département, dont le maire est UDF, près de 18 % des suffrages exprimés. Un résultat qui peut être expliqué par la présence dans le Sénat de nombreux membres actifs du parti de M. Le Pen.

TERRITOIRE DE BELFORT
Inscr., 81 993; vot., 46 892
Abst., 35 101 (42,80)
Blancs ou nuls, 1 812 (3,86)
Suff. exp., 45 080

UDF-RPR, 17 635 (39,11); PS, 11 559 (25,64); FN, 6 660 (14,77); PCF, 2 960 (6,56); VERTS, 1 931 (4,28); ERE, 1 320 (2,92); LO, 997 (2,21); REUSSIR, 787 (1,74); PSU-CDU, 335 (0,74); PCI, 282 (0,62); 184, 245 (0,54); EUE, 189 (0,41); UTILE, 180 (0,39).

1979. - Insc., 78 791; vot., 44 793; abst., 33 998; suff. exp., 42 621.
PS-MRG, 13 665 (32,06); UFE, 11 088 (26,01); DIFE, 6 516 (15,28); PCF, 6 207 (14,50); Eur. Ecol., 1 640 (3,85); Trotskistes, 1 571 (3,69); EEE, 785 (1,84); Df. Interprof., 412 (0,96); Eurodroite, 409 (0,95).

1981. - Insc., 81 324; vot., 66 254; abst., 15 070; suff. exp., 66 254.
Mitterrand, 21 721 (33,42); Giscard d'Estaing, 16 126 (24,34); Chirac, 10 616 (16,33); Marchais, 7 718 (11,87); Lalonde, 2 623 (4,03); Laguille, 2 035 (3,13); Crépau, 1 304 (2); Debré, 1 088 (1,67); Bouchard, 894 (1,37); Garand,

LECTIONS

Ch. M. 1550

EUROPÉENNES

Point de vue

1986 vu de 1984

Les risques du système semi-majoritaire

par OLIVIER DUHAMEL (*)

L'OPPOSITION institutionnelle loin des 50 %, la majorité au pouvoir plus encore, notre système majoritaire vient de connaître une élection sans majorité. Ou en déduira le chef de l'Etat ? Il verra d'abord une gauche très minoritaire. Le premier scrutin purément national depuis l'accession de 1981 atteste son recul : l'ensemble constitué par l'extrême gauche, le Parti communiste et le Parti socialiste se retrouve à 18 points derrière celui constitué par les oppositions politiques (la liste d'union conduite par Simone Veil, et celle de l'extrême droite). Dans ces conditions, la gauche perdrait-elle inéluctablement la majorité en 1986 ?

La réponse à cette question dépend certes de facteurs encore inconnus. Économiques : les résultats de la politique de rigueur ; institutionnels : le prochain premier ministre, la réforme électorale ; politiques : les divisions de l'opposition... Mais cette réponse est aussi fonction des rapports de forces électoraux de 1984, replacés dans l'histoire des scrutins de la V^e République. Autrement dit, pour penser 1986 à partir de 1984, il faut revenir sur 1982-1981. Deux éléments sont décisifs pour gagner des élections générales : l'écart entre droite et gauche, la structure interne de chaque coalition.

Voilà la gauche ramassée très loin de la droite, dans un écart méconnu depuis les années 60. A première vue, sa défaite en 1986 paraît inscrite dans les chiffres de 1984. Mais une lecture attentive de la courbe l'écartera à un peu plus de prudence. Deux années nous séparent encore de l'échéance prévue pour les élections législatives, ce qui suffit parfois

pour que les rapports de forces se modifient beaucoup. En 1967, la gauche a réduit de quinze points l'écart de la fin 1966. Certes, les scrutins n'étaient pas les mêmes : présidentiel, avec le général de Gaulle, en 1965, législatif en 1967. Mais précisément, les élections européennes sont plus nationales, donc plus présidentielles que la désignation des députés, où interviennent des facteurs locaux favorables au parti au pouvoir. On sait que, aux municipales de 1983, la gauche a beaucoup mieux résisté dans ses conquêtes urbaines récentes (PC : - 4, PS : - 2,5) que dans ses vieux fiefs (PC : - 7,2, PS : - 4,3). En 1986, la prime au député nouvellement élu en 1981 peut jouer à nouveau et réduire le recul.

Il reste indiscutable que le nez de marée rose du 21 juin 1981 n'aura duré qu'un scintillement d'été. Et que, plus pour la gauche, le recul à rattraper en moins de deux ans paraît considérable.

Comment faire une majorité ? En abattant plus de voix que ses adversaires, et, surtout, plus de sièges, à n'en point douter. Mais par-delà cette évidence, l'histoire de la V^e République révèle trois structures des forces politiques majoritaires, trois modes de conquête d'une majorité.

1) Le mode gaulliste : parti dominant et ses centristes (1962-1973).

La force politique dominante, en l'espèce les gaullistes et leurs alliés républicains indépendants, recueille autour de 38 % des voix (en 1962, 1967, 1973) — seul juin 1968 fait exception avec 44 %. Quelques 4 % de divers modérés font l'appoint. Ainsi obtient-on une majorité absolue de députés au deuxième tour avec environ 42 % des voix au premier tour. Deux éléments permettant le miracle : le scrutin majoritaire, qui accentue la victoire du vainqueur, l'existence d'une troisième force centriste, qui contribue, à deux égards, un ses entre droite et gauche. Ses d'électeurs qui au deuxième tour, la plus souvent privée de leurs candidats centristes du premier tour, offrent alors quelques voix de plus à la majorité sortante. Ses d'élus qui, au lendemain du scrutin, forment un groupe centriste d'opposition, empêchant jusqu'en 1974 toute éventuelle défaite gaulliste de devenir *pro-facto* victoire de la gauche. En 1974, le sce se déperdit. Un deuxième mode de production d'une majorité se met en place.

2) Le mode giscardien : bipolarisation dédoublée et équilibre général (1978).

Les logiques de scrutin présidentiel et législatif commencent à jouer pleinement : bipolarisation totale au deuxième tour (droite contre gauche), dédoublée au premier tour pour conquérir le droit d'être le candidat de la coalition au deuxième tour (RPR face à UDF : PC face à PS). Chacune des quatre forces pèse d'un poids

presque identique : entre 20 et 25 %. L'issue du scrutin est très incertaine. Il suffit d'une mobilisation in extremis entre les deux tours (en 1978, la droite y gagne 2 %) et, le mode de scrutin aidant, la majorité sortante obtient 60 % des sièges avec 50 % des voix. Cet équilibre ne s'est pas reproduit 1981, mais les socialistes n'ont pas renoué avec le mode gaulliste-pompidouien, car un centre autonome n'a pas fait sa répartition.

3) Le mode socialiste 1981 : parti dominant dans la bipolarisation dédoublée.

Le Parti socialiste renouvelle l'exploit gaulliste en obtenant, avec son allié MRG, 38 % des voix. L'appoint communiste s'élevait au premier tour à 16 %, le mode de scrutin offre alors la majorité absolue aux seuls socialistes.

Jun 1984 paraît indiquer nettement que juin 1981 ne pourra se reproduire en 1986. Même s'il se regagnent des voix, les socialistes ne semblent pas pouvoir reconquérir le niveau électoral qui met un parti en position dominante. Le triomphe de juin 1981 a été offert par l'absence présidentielle et l'exceptionnelle simultanéité des élections. Que peut alors s'attendre François Mitterrand ?

Le retour aux anciens modes de production des majorités électorales et parlementaires n'est guère possible. Le mode gaulliste est exclu, puisque le PS n'est pas devenu parti dominant et qu'une véritable force centriste fait toujours défaut — l'ERE est loin des 10 à 15 % qu'obtiennent les centristes sous de Gaulle et Pompidou. Le mode giscardien est exclu, par le déficit structurel du Parti communiste. Tel est un des paradoxes du mitterrandisme : il risque de perdre le pouvoir par là où il l'a conquis, à savoir la réduction électorale du PC. Ses 15 % de 1981 ont permis alors la victoire de la gauche ; ils risquent de creuser en 1986 sa tombe. D'où la nécessité d'inventer un quatrième mode de production d'une majorité.

4) Vers un mode mixte en 1986 : le système semi-majoritaire.

Faute de pouvoir utiliser les anciennes méthodes, François Mitterrand cherchera une issue qui les combine. Elle serait mixte, de quatre points de vue.

Mixte des deux premiers modes : la bipolarisation perdue, mais avec

un parti socialiste électoralement plus fort que son allié communiste et en tentant de recréer un sas centriste. Mixte par la coalition politique qui en découlerait : le PS ne serait plus seulement flanqué d'un partenaire communiste sur sa gauche, mais s'y ajouterait un partenaire centriste sur sa droite. François Mitterrand a souvent souhaité cette structure triangulaire : dans les années 60, la convention qu'il animait se voulait entre la SFIO et le PC. Au début des années 70, il crut un temps

que J.-J. Servan-Schreiber reconstruirait un vrai parti radical qui s'allierait à la gauche. Au début des années 80, ce furent les gaullistes de gauche et autres jacobins qui donnèrent un temps l'illusion du troisième larron. Cet espoir vient d'échouer de nouveau, mais il sera encore poursuivi en 1986, notamment par la réforme du mode de scrutin.

C'est le troisième motif, l'association du scrutin majoritaire et de la représentation proportionnelle. L'introduction d'un correctif proportionnel peut empêcher l'avènement d'une majorité RPR-UDF. En bloquant des voix centristes d'une part, en bloquant des voix d'extrême droite dans leur autonomie, de l'autre.

Un tel système peut déboucher sur l'absence de majorité. Par ses effets électoraux, mais aussi par une sorte de vase communicant où chaque élu d'extrême droite déporterait un élu de la droite la plus démocratique vers la gauche. Mais c'est ici que le scrutin de 1984 révèle bien les dangers de cette réforme : offrir un débouché parlementaire sûr à l'extrême droite pour construire un centre des plus incertaines. L'absence de majorité constitue le dernier caractère mixte de ce mode de conquête du pouvoir. La majorité parlementaire et gouvernementale ne serait plus automatiquement formée par la majorité électorale. La moitié affecterait alors le régime lui-même, qui deviendrait une sorte de mélange entre la V^e République à président dominant et la IV^e, sans majorité de législature. Unième paradoxe pour François Mitterrand, qui n'a pu conquérir le pouvoir que grâce à la V^e République et pourrait maintenant n'espérer le conserver qu'au prix de la V^e République.

(*) Professeur de droit public à l'université de Franche-Comté. Directeur de la revue *Pouvoir*.

Comment ont voté les parents d'élèves de l'enseignement privé...

Selon la SFOPES, travaillant sur ses sondages, le vote des parents d'élèves de l'enseignement privé s'est réparti comme suit :

- Liste Veil : 67 %
- Liste Jospin : 8 %
- Liste Marchais : 2 %
- Liste Le Pen : 18 %
- Autres listes : 9 %

La gauche recueille donc parmi ces électeurs 8 %.

...et ceux de l'enseignement public

Le même sondage indique, pour les parents d'élèves de l'enseignement public :

- Liste Veil : 34 %
- Liste Jospin : 28 %
- Liste Marchais : 16 %
- Liste Le Pen : 9 %
- Autres listes : 14 %

La gauche recueille donc ici 43 %.

Convention d'affaires ? Vous souvenez-vous des détails ?

Engagement verbal ? Avez-vous des preuves ?

CCS peut vous fournir des preuves de chaque conversation professionnelle ou privée grâce à :

- des porte-documents enregistreurs de longue durée et longue portée
- magnétophone miniaturisé
- magnétophone d'usage durable de 24 heures

Communication Contrôlée Sécurité Ltd 25, place Vendôme (75001 Paris) Tél. 297-88-00 Tél. 215524 F

LE MONDE diplomatique

JUN 1984

CI-GIT UNE EUROPE DÉSUËTE (Claude Julien)

Les Etats-Unis et El Salvador
OBJECTIF DE PAIX, STRATÉGIE DE GUERRE (Michael Stuhrenberg)

UNE GRANDE OFFENSIVE DU VATICAN
CONTRE LA THÉOLOGIE DE LA LIBÉRATION

- La peur d'une contagion marxiste (François Houtart).
- Le mouvement d'une pensée surgie de l'action (Guy Petitdemange).
- Les communautés ecclésiales de base (Michel Piton).

CUBA : TENSIONS INTERNES ET CRISES INTERNATIONALES

De la médiocrité au décollage (Joseph Casas). — Face aux conflits d'Amérique centrale (Carlos Rafael Rodríguez). — Les grandes manœuvres de M. Reagan (Gino Lostrado). — Les aspirations des citoyens dans une structure étatique taillée sur mesure (Françoise Barthélemy). — La « roman témoignage » (Claude Fall). — Miguel Barnet devant « l'arc fabuleux et chaotique » d'une culture foisonnante. — Graham Greene : « Pas de baïe des Cochons pendant la terreur de Batista ».

- Les travaux de la Commission trilatérale : tentatives de la croisée, attrait de la coexistence (Georges-Albert Astre).
- Conflit de pouvoirs entre M. Reagan et le Congrès sur la politique étrangère (Marie-France Toinet).
- Cameroun : Les haquets du changement et les pesanteurs de la continuité (Achille Mbembe). D'importants efforts pour réorienter une économie extravertie (Maurice Vincent).
- Quand le débat politique éclipse les enjeux européens : une irréelle compétition électorale (Gilbert Cornille).
- Un livre d'Alain Woodrow sur les jésuites : pouvoirs, mission et contemplation (Pierre de Charentenay).
- Caméras politiques : « Le mystère Silkwood » (Ignacio Ramonet et Jean-Paul Mouton).
- Les livres du mois.

Une nouvelle de Hassan Mela Ali Qizilji LE THÉ DU DIWAKHANA

EN VENTE : 11 F. CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU « MONDE » 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08

UNE CARTE

UN TÉLÉPHONE
AVIATION A VOLONTÉ

608.19.19

Tennis Express - le Sport à la carte

" BONJOUR LES PRIX "

VOLS*

MARRAKECH 1280^F

ATHENES 1290^F

AGADIR 1320^F

* Vols Air France à partir du dimanche.

SEJOURS**

BALEARES -
HOTEL CALA MARSAL - Pension complète

2480^F

TUNISIE - SKANES
HOTEL CLUB SAHARA BEACH - Pension complète

2790^F

MAROC - AGADIR
HOTEL CLUB TAMLELT - Demi-pension

2690^F

GRECE - ERETIA
HOTEL CLUB MALACONDA - Pension complète

2800^F

** Voyages et séjours 8 jours/7 nuits sur place.

JET EVASION

la liberté retrouvée

260.30.85

15, avenue de l'Opéra - 75001 Paris
Tél. : (1) 296.96.06

20, rue Monge - 75005 Paris
Tél. : (1) 354.86.28

Lic. 610

7-film
BLINDEZ
VOS
VITRES

TEL 26 55 55

EUROPÉENNES



ITALIE

81 SIÈGES

Vote le 17 juin. 56 millions d'habitants. 42 millions d'électeurs inscrits. Représentation proportionnelle à l'intérieur de cinq grandes circonscriptions régionales : Nord-Est (17 sièges), Nord-Ouest (25), Centre (17), Sud (15), les Îles (Sicile et Sardaigne) (7). Le vote préférentiel et le panachage sont possibles.

Le PC devance très légèrement la Démocratie chrétienne

De notre correspondant

Rome. — Progression des communistes, maintien de la Démocratie chrétienne, mais régression des « petits » partis, malgré une très légère avance des socialistes, constituent les éléments marquants des résultats définitifs des élections européennes en Italie. On relève, d'autre part, une participation élevée au vote par rapport aux autres pays de la Communauté (84 % des 44 millions d'électeurs italiens se sont rendus aux urnes).

La progression des communistes, qui, avec 33,3 % des voix, gagnent à la fois par rapport aux résultats des élections européennes de 1979 (+ 3,8 points) et à ceux des élections générales de juin 1983 (+ 3,5), est le résultat le plus important de cette consultation. Le PCI se trouve, en effet, à égalité avec la Démocratie chrétienne, voire légèrement en tête, avec trois dixièmes de point. Les communistes atteignent en fait un objectif visé depuis près de quarante ans : aux élections d'avril 1948 déjà, le PCI espérait dépasser la DC. Mais celle-ci, avec 48,5 % des voix, l'emportait sur les forces de gauche (communistes et socialistes), qui n'obtenaient que 31,2 %.

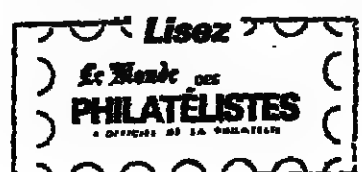
FORMATIONS	%	SIÈGES
DC	36,3	29
PCI	29,6	21
PSI	11,1	9
MSI (néo-fasciste)	5,4	4
PSDI (social-dém.)	4,3	4
Parti libéral (lib.)	3,7	3
PLI (libéral)	3,6	3
PR (républicain)	2,6	2
Union progressiste (extr. gauche)	1,1	1
Démocratie chrétienne (extr. gauche)	0,7	1
Parti populaire de Sud-Tyrol (DC)	0,6	1
Union valdaisienne (Val d'Aoste)	0,5	1
Démocratie démocratique (droite)	0,4	



Bruxelles. — En Belgique, le dépouillement des bulletins est d'une lenteur tout à fait remarquable. Il faudra donc attendre très probablement jusqu'à mardi pour connaître les résultats définitifs, compte tenu des « voix de préférence » qui permettent à l'électeur de bouleverser l'ordre des candidats sur les listes.

Les résultats partiels indiquaient toutefois un recul très net de la démocratie chrétienne flamande (CVP), qui perd probablement deux de ses sept sièges au Parlement européen. Les démocrates-sociaux de la région francophone (PSC) enregistrent également une baisse de popularité qui leur vaudra sans

FORMATIONS	%	SIÈGES
Parti social-chrétien flamand (CVP)	37,7	7
Parti social-chrétien wallon (PSC)		3
Parti socialiste wallon (RSP)	23,4	3
Parti socialiste flamand (PS-SP)		4
Libéraux flam. (PVV)	16,3	2
Libéraux wall. (PRL)		2
FDF (Front démocratique des francophones) Rassemblement wallon	7,6	2
Volksunie (Union populaire flam.)	5,9	1
Ecologistes (ex-AMADA)	3,4	0
Extrême gauche (ex-AMADA)	0,8	0
Troisième (LRI-RAL)	0,4	0
Autres	1,8	0



BELGIQUE

24 SIÈGES

Vote le 17 juin. 10 millions d'habitants. 6,8 millions d'électeurs. Représentation proportionnelle avec trois circonscriptions : Flandre, Wallonie, Bruxelles, et deux collèges électoraux : francophones et néerlandophones. Vote obligatoire, panachage interdit.

Les socialistes francophones et flamands progressent aux dépens de la coalition gouvernementale

De notre correspondant

doute de perdre un de leurs trois sièges à Strasbourg.

La progression la plus nette est celle des socialistes, au nord comme au sud. Le Parti socialiste flamand ajoutera sans doute un siège aux sept dont il disposait déjà au Parlement européen tandis que le PS francophone ajoutera lui aussi un siège au cinq qu'il possédait déjà. Les socialistes ont su mobiliser, non seulement contre la politique de rigueur du gouvernement, mais également contre sa décision d'accepter des euro-missiles sur le territoire belge.

L'avance la plus nette cependant est celle des écologistes. Dans la partie francophone du pays ils emportent leur premier siège après avoir largement dépassé la barre des 5 %. Leurs collègues flamands de la liste Agalev (« Vivre autrement ») vont également faire leur entrée au Parlement de Strasbourg.

Les résultats de cette consultation constituent donc une sanction pour le gouvernement chrétien-libéral qui applique depuis plus de deux ans une politique d'austérité naturellement impopulaire. Ils ne semblent pas toutefois devoir remettre en cause la solidité de la coalition, même si les libéraux ont apparemment progressé par rapport aux socialistes, et ont toutes les chances de conserver leurs quatre sièges à Strasbourg.

On constate également un effondrement des partis « linguistiques », c'est-à-dire avant tout du Front démocratique des francophones qui perd son unique siège à Strasbourg, ainsi que le Rassemblement wallon, alors que le Parti nationaliste flamand Volksunie fait redoubler son unique représentant au Parlement européen.

On ne pouvait pas encore assister

C'est aux élections générales de 1976 que le PCI avait obtenu son meilleur score (34,4 %), mais pour retomber à 30,4 % en 1979. Il maintenait sa position (29,9 %) en juin 1983. Il convient certes de nuancer l'impression de victoire. Sur les listes du PCI figurent notamment les candidats du Parti démocratique d'unité prolétarienne (PDUP), qui représentent 1,1 % des suffrages en 1979. La progression des communistes n'en constitue pas moins une inversion de tendance notable dans le processus de régression qui avait commencé en 1979. Comment s'explique-t-elle ? Dans un doute d'abord par l'émotion provoquée par la mort d'Enrico Berlinguer, qui a contribué à mobiliser le « peuple communiste ». En outre, par son action contre le gouvernement Craxi, notamment sur la question des décrets anti-inflation. Le PCI semble avoir réussi à établir son accordant sur une bonne partie de la gauche.

Le Parti social-démocrate, dont le secrétaire général, M. Pietro Longo, a expliqué qu'il était « dans le doute », a également progressé (3,5 % des voix, soit - 0,8 % par rapport à 1979). En revanche, les radicaux obtiennent des résultats satisfaisants : 3,4 %. Par rapport aux élections générales de juin 1983, ils progressent d'un point, maintenant leur position au niveau européen. On attribue leur succès à une campagne essentiellement fondée sur les droits civiques.

Le Parti néo-fasciste MSI (Mouvement social italien), allié à la démocratie nationale, obtient 6,4 % des voix, améliorant légèrement sa position par rapport au scrutin de 1979 (6 %), mais régressant quelque peu par rapport aux dernières élections générales.

PHILIPPE PONS.

FORMATIONS	%	SIÈGES
DC	33	27
PCI	33,3	27
PSI + Unité prol.	11,2	9
MSI (néo-fasciste)	6,4	5
PSM (social-dém.)	3,5	3
Parti radical (lib.)	3,4	3
PLI (libéral)	6,2	5
PR (républicain)	2,6	2
Démocratie prol.	N.C.	1
Union valdaisienne/parti d'act. tard	N.C.	1
Démocratie nation.	N.C.	1



GRÈCE

24 SIÈGES

Vote le 17 juin. 9,8 millions d'habitants. 6,93 millions d'électeurs inscrits. Représentation proportionnelle intégrale à l'échelon national. Vote obligatoire et par listes bloquées.

Les socialistes résistent mieux que prévu à l'offensive de l'opposition

De notre correspondant

Athènes. — Comme il était généralement prévu, le PASOK, avec environ 42 %, et la Nouvelle Démocratie, avec près de 38 %, se sont partagés la plus grande partie des suffrages. Le Parti communiste dit « de l'extérieur », prosoviétique, avec un peu plus de 11 %, et le Parti communiste dit « de l'intérieur », eurocommuniste, avec 3 %, maintiennent leurs positions, alors que les petites listes ont subi le contrecoup de la bipolarisation et de la fièvre qui a caractérisé la campagne électorale.

Huit jours avant le scrutin, les sondages ne concordaient que sur un point : plus du tiers du corps électoral demeurerait indécis. Or ces élections dans l'embarras ne pouvaient se dérouler dans l'absence, le vote étant obligatoire en Grèce. La presse, la radio et la télévision n'ont d'ailleurs pas cessé de rappeler que l'abstention était punie d'un mois à un an de prison et d'un an à trois ans de privation de droits civiques. On estimait donc que les abstentions inévitables (personnes âgées de plus de soixante-dix ans, habitant à plus de 200 kilomètres de leur lieu de vote, malades, etc.) se situeraient autour de 20 %, comme en 1981. Il

restait donc une masse disponible de l'ordre de 10 à 12 % qui pouvait s'éparpiller sur les petites listes, mais qui finalement a répondu au mot d'ordre lancé par les deux grands partis : « Voter utile ».

La dimension européenne ayant été totalement éclipsée, les 7,5 millions d'électeurs inscrits comprenant pour la première fois 30 000 ouvriers et étudiants vivant à l'étranger, dont 1 600 en France et 44 000 en République fédérale d'Allemagne, avaient à choisir entre dix-sept partis. Mais en fait tout se résumait à la question de savoir dans quelle mesure le pouvoir socialiste serait approuvé ou sanctionné.

A partir de mars dernier, les dirigeants du PASOK avaient assuré que leur parti retrouverait les 48 % des élections générales de 1981. Mais quelques jours avant le scrutin les milieux gouvernementaux n'espéraient plus qu'un léger dépassement des 40,12 % de suffrages obtenus lors des élections européennes qui avaient exceptionnellement eu lieu en même temps, le 18 octobre 1981. Sur le thème « La Grèce d'abord », la liste PASOK, conduite par un vétéran du centrisme, M. Mavros, et par M. Manoli Glezos, qui s'illustra dans la résistance à l'occupation allemande, a finalement réussi à conserver ses dix sièges au Parlement européen.

Après une campagne pourtant menée tambour battant, la Nouvelle Démocratie, qui se présentait comme le parti le plus authentiquement européen et comme la « seule solution », est loin d'obtenir les résultats escomptés par ses dirigeants. A plusieurs reprises, ces derniers n'avaient pas hésité à prédire un score avoisinant les 50 %, alors que la liste conduite par M. Averof, président de la ND, et par M. Boutos, chef de file de l'aile libérale de ce parti, n'a pu dépasser 38 %. C'est mieux, il est vrai, que les 35,77 % des élections générales et les 31,34 % des européennes de 1981, et permet de passer de huit à neuf élus. Mais ce résultat reste décevant pour M. Averof.

Le PC avait axé sa campagne sur un « Non à la Communauté européenne, oui au changement » et annonçait qu'il dépasserait les 14,84 %

des dernières européennes. Après une campagne particulièrement dynamique, la liste conduite par M. Farkos, un des partisans de la ligne la plus dure de ce parti, n'a fait que dépasser légèrement les 10,93 % de voix recueillies aux législatives. Ce qui tendrait à montrer que des électeurs communistes ont tenu à soutenir le PASOK pour faire échec à la droite plutôt qu'à leur propre formation. Le Parti communiste garde ses trois sièges.

De son côté, le Parti communiste « de l'intérieur », dont le thème de campagne était : « Oui à l'Europe des travailleurs », espérait recueillir un certain nombre d'électeurs de gauche déçus par le pouvoir socialiste. Sa liste, conduite par M. Kyriakos, qui demeura sur sa position au Parlement européen, n'a obtenu qu'un peu plus de 3 %, contre 1,34 % aux élections générales et 5,29 % aux européennes de 1981. Ce parti paraît donc avoir donné, lui aussi, un coup de pouce involontaire au PASOK.

Au centre, la contradiction demeure. Alors que la famille centriste représente plus de 15 % du corps électoral, les listes s'en réclament ne se sont pas révélées crédibles. L'Union du centre, menée par M. Zigelis, qui avait obtenu 1,12 % aux européennes, retrouve son 0,40 % des élections générales de 1981. De même, le parti social-démocrate, le CODISO, conduit par M. Papanastasiou, qui perd son siège au Parlement européen. Le Parti des libéraux, dont la liste était conduite par M. Denizelos, doit se contenter d'un score aussi faible qu'en 1981, avec moins de 1 %. Enfin, le parti de la Démocratie chrétienne ne fait que piétiner autour de 0,50 %.

Les autres petites listes ont subi la désaffection du corps électoral. Celles d'extrême gauche obtiennent des résultats dérisoires. A l'extrême droite, le parti progressiste de M. Markizakis disparaît dans la trappe, tout comme l'Union nationale. Pour sa part, l'Union politique nationale (EPEN), qui se réclame de l'ancien dictateur Papadopoulos, avec 2,35 % des voix, fait mieux que le 0,87 % obtenu aux européennes de 1981 sous l'étiquette KEME, mais n'a pas retrouvé les 6,82 % de l'alignement national, de même tendance, aux législatives de 1977. Ce parti enlève un siège et verra le dirigeant de sa liste, M. Dimitriadis, le représenter au Parlement européen.

MARC MARCEAU.

FORMATIONS	%	SIÈGES
Parti socialiste panhellénique (PASOK)	40,12	10
Nouvelle Démocratie (ND)	31,34	8
Parti communiste grec « de l'extérieur » (KKE, pro-soviétique)	12,84	3
Parti communiste grec « de l'intérieur » (KKE-ES, eurocommuniste)	5,29	1
Parti socialiste démocratique (KODISO)	4,25	1
Parti de progrès (KP)	1,95	1
Union nationale (EN)	1,12	0
EDIL	1,12	0
Libéraux	1,04	0
Mouvements des réformations grecs	0,87	0

N.B. — La Grèce, étant entrée dans la Communauté européenne le 1^{er} janvier 1981, n'a donc pas participé aux élections européennes de 1979. Le scrutin par lequel elle a désigné ses députés à l'Assemblée de Strasbourg a eu lieu au même temps que les élections législatives qui ont vu la victoire de M. Papandréou, le 18 octobre 1981.



LUXEMBOURG

6 SIÈGES

Vote le 17 juin. Représentation proportionnelle à l'échelon national avec panachage possible. Vote obligatoire. Les élections législatives avaient lieu le même jour.

Les socialistes devraient entrer au gouvernement

De notre correspondante

Luxembourg. — Dimanche 17 juin, 215 792 Luxembourgeois ont voté pour désigner les 64 membres de la Chambre des députés et élire 6 députés européens.

Les deux scrutins se soldent par une victoire massive du Parti socialiste. Le POSL a, en effet, gagné 7 sièges (21 contre 14), devenant ainsi le deuxième parti du pays. Le Parti chrétien-social de M. Pierre Werner enregistre un léger tassement en perdant un siège — de 26, il passe à 25 — tandis que le Parti démocrate de M. Colette Flesch perd un siège (14) et enregistre un sérieux recul en voix dans les circonscriptions du centre et du sud.

Les Verts font leur entrée au Parlement national avec 2 sièges, tandis que le Parti communiste recule et que le Parti socialiste indépendant perd le siège unique qu'il avait conquis en 1979.

Dès le début de la soirée de dimanche, et à défaut d'engagement

clair de part et d'autre, il semblait qu'on s'acheminait vers une grande coalition, formée de chrétiens-sociaux et de socialistes. M. Pierre Werner, qui quitte la scène politique, a déclaré qu'il fallait tenir compte du désir d'alternance exprimé par l'électorat. Ce furent aussi les paroles de son dauphin et successeur, M. Jacques Santer.

Dès ce lundi, les états-majors politiques devaient commencer les négociations pour constituer un nouveau gouvernement, et le grand duc devrait désigner mardi un « formateur ». Pour l'instant, trois hypothèses demeurent possibles : chrétiens-sociaux et démocrates pourraient maintenir l'alliance formée depuis 1979, leur nombre de sièges le leur permet. Démocrates et socialistes pourraient s'entendre, comme ils l'avaient fait en 1974, avec M. Gaston Thorn, et comme l'a déjà discrètement suggéré M. Colette Flesch à la tête de liste socialiste, M. Jacques F. Poes.

Mais l'hypothèse la plus probable est que les chrétiens-sociaux et les socialistes se mettent d'accord sur un programme de gouvernement et sur le nom du futur président du conseil. Deux personnalités sont en lice : M. Santer (chrétien-social) et M. Poes (socialiste).

Les socialistes sont également sortis vainqueurs du scrutin euro-

péen en doublant leur représentation à Strasbourg (2 députés au lieu d'un), tandis que les démocrates perdent un siège. Les chrétiens-sociaux se maintiennent et enverront, cette fois encore, 3 élus à Strasbourg.

Les Luxembourgeois se sont donc clairement prononcés pour l'alternance. Le changement de coalition gouvernementale entraînera-t-il des changements importants sur le plan politique, notamment en ce qui concerne le projet de lancement du satellite américain Coronet ? Les socialistes avaient toujours proclamé qu'il fallait se montrer prudent et réfléchir aux conséquences d'une telle association. Mais c'est surtout en matière économique et sociale qu'une coalition entre les socialistes et les chrétiens-sociaux devrait apporter des modifications.

DANIELE FONCK.

O. FADEL
EXPORT EN ALGERIE
pièces détachées, véhicules
et machines industrielles
— DÉMOCRATEURS T.V.
— MOTOCYCLETTES
— TRACTEURS
— FROID

Études de marchés
pour licences d'import
152, rue de Tolbiac, 75013 PARIS
Tél. : 526.85-44-588-24-83
Télax 649251

Le Monde

AMÉRIQUES

étranger

Canada

M. John Turner remplace M. Trudeau à la tête du Parti libéral et du gouvernement

Montréal. — Les libéraux ont élu samedi 16 juin à la tête de leur parti et du pays un avocat d'affaires anglophone. M. John Turner, qui remplacera à la fin du mois M. Pierre Elliott Trudeau dans ses fonctions de premier ministre. La victoire de M. Turner confirme la fin d'une époque, celle du « French Power », qui dominait la vie politique depuis l'élection de M. Trudeau en 1968.

Dès l'annonce des résultats du deuxième tour (le vainqueur a obtenu 54 % des suffrages exprimés par les 3 423 députés du Parti libéral réunis en congrès à Ottawa, et son principal adversaire, M. Jean Chrétien, 40 %). M. Turner a promis qu'une « ère nouvelle de réformes » allait commencer. En fait, le nouveau premier ministre n'a rien d'un réformiste. Il représente plutôt l'aile conservatrice de son parti.

On le considère généralement comme le candidat des classes possédantes, de l'Establishment du parti. C'est pourquoi la relance économique, qui a tendance à s'essouffier depuis quelques mois, a constitué un des principaux thèmes de sa campagne. M. Turner a tenu à rassurer les milieux d'affaires en s'engageant à réduire de moitié le déficit du gouvernement fédéral. Pour faire bonne mesure, il a promis, sans plus de précision, de « redonner confiance à la population et d'assurer la relance de l'emploi » (près de 12 % de la population est au chômage).

M. Turner ne s'est pas résolu à reprendre à son compte les thèmes de la « société juste » — un des slogans de M. Trudeau en 1968 — que lorsqu'il s'est rendu compte que la plupart de ses adversaires l'accusaient de vouloir « conduire le parti vers la droite ». Le seul candidat francophone, M. Jean Chrétien — les six autres candidats, tous des hommes et tous ministres dans le gouvernement actuel, sauf M. Turner, étaient des Canadiens anglais originaires de l'est du pays, essentiellement de l'Ontario — a exploité ce thème à fond en déclarant que le Parti libéral devait « rester le parti du peuple et de la compassion », celui qui a redonné aux Canadiens l'assurance santé, l'assurance chômage, une politique énergétique visant à l'autosuffisance, une charte des droits protégeant les minorités et la politique officielle du bilinguisme.

Personnalité très controversée au Québec, d'où il est originaire, M. Chrétien avait la réputation d'être un « bagarreur d'arrière-

De notre correspondant

cour », en particulier depuis ses interventions passionnées contre les indépendantistes québécois lors du référendum de mai 1980. C'est un tout autre homme qui s'est révélé au congrès du Parti libéral, un homme d'une grande sensibilité qui a demandé aux députés de « voter avec leur cœur », donc pour lui. « J'ai toujours voulu être le candidat du peuple », a-t-il déclaré à de nombreuses reprises. « Et je peux vous garantir que je demeurerai l'homme du peuple. Je suis le candidat de la rue populaire et non le candidat de Bay Street » (l'équivalent à Toronto de Wall Street, c'est là que se trouve l'étude de M. Turner).

Mais M. Chrétien avait plusieurs handicaps qui le condamnaient à la défaite, même s'il a réussi à donner quelques sucs froids à M. Turner en l'empêchant de gagner au premier tour de scrutin. « P'tit gars de Shawinigan », comme on l'appelle affectueusement, le ministre de l'énergie apparaissait comme « l'homme de Trudeau », à un moment où celui-ci était devenu trop impopulaire pour ne pas nuire à son dauphin, même non déclaré.

Toronto au pouvoir

Deuxième handicap, plus difficilement surmontable encore : la tradition de l'alternance, très contestée d'ailleurs, selon laquelle un anglophone succède à un francophone à la tête du Parti libéral. Il est symptomatique que la plupart des collègues ministres de M. Chrétien, en particulier les francophones, se soient prononcés en faveur de son adversaire anglophone.

M. Turner n'en a pas moins donné des garanties aux Québécois qui, aux dernières élections en février 1981, ont accordé aux libéraux soixante-quatre sièges sur les soixante-quinze que la province francophone détient à la Chambre des communes. « La Québec continuera à parler fort », a-t-il affirmé. Il a promis de « continuer à assurer une présence de tout premier plan des Québécois au sein du parti comme du gouvernement ». Mais il est tout à fait improbable qu'il aille aussi loin que le souhaite M. Trudeau, qui avait déclaré après sa démission le 29 février : « La French Power existera toujours. (...) Le Québec est fort et peut décider qui va gouverner et comment ce pays sera gouverné ».

Pour le premier ministre indépendantiste du Québec, M. René Léves-

Un homme ambitieux

John Turner a seize ans de retard sur son plan de carrière. Le 8 avril 1968, à trente-huit ans (il est né le 7 juin 1929), il avait espéré que les députés du Parti libéral le choisiraient comme chef pour remplacer le premier ministre de l'époque, Lester Pearson. Mais c'est un de ses collègues du gouvernement fédéral Pierre Elliott Trudeau qui fut finalement élu.

Pour John Turner, qui était alors ministre de la consommation et des corporations, ce fut une grande déception. Il accepta de rester au gouvernement pour attendre son tour. La longévité politique exceptionnelle de M. Trudeau est raison de sa patience au bout de sept ans. Le 10 septembre 1975, il demanda à être relevé des fonctions de ministre des finances qu'il occupait depuis près de quatre ans, après avoir succédé à M. Trudeau au poste de ministre de la justice (1968-1972).

À l'époque, au nom de la solidarité ministérielle, il ne donna pas publiquement les raisons de sa démission qui suivit quelques semaines avant l'annonce en vigueur d'un plan anti-inflationniste basé sur le contrôle des prix et des salaires. Ce n'est qu'au mois de mai dernier que M. Turner a laissé entendre qu'il aurait eu un désaccord avec M. Trudeau à ce sujet.

Les deux hommes n'étaient de toutes les façons pas faits pour s'entendre, ne serait-ce que parce qu'il n'y a qu'un poste de premier ministre. Peut-être aussi, au-delà des différences de tempérament — Trudeau le dilettante et Turner l'ambitieux — les deux hommes se ressemblent-ils trop pour cohabiter au sein du même parti. Comme son aîné,

John Turner est passé par les grandes universités étrangères (Oxford et la Sorbonne) ; tous les deux sont issus de familles très aisées — Turner est né en Angleterre, et, après la mort de son père, sa mère se remaria avec un millionnaire canadien — et défendirent néanmoins des idées progressistes au début de leur carrière politique. Tous les deux, enfin, ont un charme, une présence qui leur assurent un immense succès auprès de l'électorat féminin.

Là s'arrêtent les ressemblances car les raisons qui les ont conduits à faire une carrière politique sont totalement différentes. M. Trudeau voulait mettre en pratique ses idées politiques et prouver que le Québec pouvait vivre au sein du Canada. M. Turner, lui, reconnaît en toute simplicité qu'il rêve depuis son adolescence de devenir premier ministre. Pour réaliser ce rêve il n'a pas hésité, comme le lui ont reproché ses propres amis politiques, à abandonner le parti en 1975. Les variations de ses prises de position sur différents dossiers, en particulier sur les droits des francophones, lui ont valu d'être taxé d'opportunisme.

On lui a aussi reproché de jouer sur tous les tableaux en continuant, au cours des derniers mois, à siéger aux conseils d'administration des plus grosses sociétés canadiennes. John Turner ne prend pas de risques inutiles, mais il sait que, s'il veut être davantage qu'un éphémère premier ministre, il lui faut encore gagner les prochaines élections. Le prochain test risque d'être difficile si on en croit les sondages.

B. L. G.

Uruguay

DE RETOUR APRÈS ONZE ANS D'EXIL

M. Wilson Ferreira Aldunate a été arrêté

M. Wilson Ferreira Aldunate, candidat du Parti Blanco (national) aux élections du 25 novembre prochain, en exil depuis onze ans, a été arrêté samedi 16 juin à Montevideo à son retour en Uruguay. Il a été appréhendé à bord du navire qui l'amenait de Buenos-Aires. Cinquante mille personnes étaient descendues dans les rues de la capitale pour saluer l'un des dirigeants les plus populaires de l'opposition aux militaires malgré les mises en garde sévères des autorités. Avant de quitter l'Argentine, M. Ferreira Aldunate avait accordé un entretien à notre correspondant Jacques Després.

« L'armée ne veut pas renoncer à exercer le pouvoir réel » nous déclare le chef du Parti « Blanco »

« Comment expliquez-vous que votre popularité soit aussi grande après plus de onze ans d'absence ? »

« Pour comprendre, il faut tenir compte du fait que dans les partis politiques uruguayens en général et dans mon parti en particulier, les facteurs personnels, affectifs, jouent un rôle très important. Les programmes présentés par les différents partis au moment des élections ne présentent pas de différences notables, si bien que le choix du citoyen se fait finalement beaucoup plus en fonction des personnes que des idées. La question que se pose l'électeur est : Qui me dit vraiment la vérité ? Qui dois-je croire ? Ajoutez à cela le fait que le régime, en rappelant chaque jour que je suis l'ennemi public numéro un, s'est transformé

en un excellent agent de relations publiques.

« Votre vision de l'Uruguay n'est-elle pas déformée ? »

« Pas plus que la vision de ceux qui sont restés dans le pays. Les uns et les autres ont souffert du même manque d'information. De toute manière, je ne considère comme le moins exilé de tous les exilés. Je n'ai été absent que physiquement. Pendant ces onze années, toutes mes pensées, tous mes sentiments, mon activité quotidienne ont été tournés vers l'Uruguay.

« Pourquoi rentrez-vous en Uruguay ? »

« Je suis le candidat du Parti national aux élections générales du 25 novembre. L'échéance approche. Il est donc normal que l'examen de ma campagne électorale. Je la mènerai avec intensité en faisant entendre ma voix... ou mon silence. Je considère d'autre part que mon retour va provoquer un choc salutaire. Il est évident qu'on a assisté au cours des dernières semaines à une certaine démobilité, à une tentative de certains dirigeants politiques pour désamorcer la résistance populaire. Leur argument est qu'il faut éviter de fournir aux forces armées un prétexte pour suspendre les élections. Comme si les militaires avaient besoin d'un prétexte pour prendre une telle décision. Je suis convaincu, mon parti est convaincu, que seule la volonté populaire pourra obtenir le rétablissement de la démocratie en Uruguay.

« A la suite de mes déclarations, en 1976, devant le Congrès américain, où j'avais dénoncé le triste record du régime en matière de violations des droits de l'homme, le gouvernement a ordonné ma capture. Comme au Far-West. Je dois dire que j'ai été déçu qu'il n'offre pas de récompense. De quoi suis-je accusé par la justice militaire ? D'assistance à la sédition, c'est-à-dire concertation d'avoir collaboré avec les tupamaros, d'interférer à la Constitution, au moral de l'armée et comme si cela ne suffisait pas, de créer le risque d'une guerre internationale contre l'Uruguay... »

« Un Etat dans l'Etat »

« La « dialogue » entre les forces armées et les partis politiques paraît aujourd'hui dans l'impasse.

« Les militaires veulent faire croire que les deux seules conditions pour qu'il y ait démocratisation sont la proscription de Wilson Ferreira Aldunate et la mise hors la loi du Parti communiste. C'est tout à fait faux. Ils ne cessent de répéter que les propositions du gouvernement constituent un tout qui n'est pas négociable. En quoi consistent ces propositions ? L'armée sera un Etat dans l'Etat. Les libertés individuelles seront considérablement limitées et les limitations ne pourront pas être levées par le Parlement durant une période de plusieurs années. Le commandant en chef des forces armées ne sera pas le président de la nation, mais sera désigné par cooptation. Qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'il n'y aura pas de véritable démocratisation, que l'armée est disposée à abandonner le gouvernement mais sans renoncer à exercer le pouvoir réel. Cela est pour nous absolument inacceptable.

« Il est donc exclu que la parti national (Blanco) vienne à la table des négociations ? »

« C'est le gouvernement qui se refuse à dialoguer, pas nous. Comment peut-on dialoguer avec quelqu'un qui annonce publiquement que rien n'est négociable ? Notre position est claire. Nous n'acceptons aucune solution qui ne passe par l'application intégrale de la Constitution de 1967. Rien que la Constitution, toute la Constitution.

« Etes-vous décidé à maintenir votre candidature coûte que coûte ? »

« Je ne suis pas le seul à être privé de mes droits civiques et politiques. Liber Seregni et douze mille Uruguayens se trouvent dans la même situation. Il est inadmissible que les militaires refusent à un gouvernement librement élu le droit de choisir leurs chefs et aient la prétention de désigner les candidats des partis politiques. Cela dit, si on m'assure que le 1^{er} mars 1985, en Uruguay les civils ne seront pas soumis aux tribunaux militaires, que tous les partis politiques seront autorisés à fonctionner, que les droits individuels seront garantis, que l'armée se soumettra au gouvernement de la nation et si le prix à payer est ma candidature, eh bien, je suis prêt à la sacrifier. Mais seulement dans ces conditions.

« On vous reproche de faire cavalier seul et d'empêcher l'union de l'opposition.

« Je suis favorable à une grande concertation des forces politiques et sociales. Mais pour moi, cette unité ne constitue pas une fin en soi. L'unité doit se faire en fonction d'un objectif précis : la démocratisation pleine et entière de l'Uruguay. Nous ne voulons pas, sous couvert de l'unité, être amenés à accepter ce qui est pour nous inacceptable.

« La majorité des Uruguayens ont dit 1980, dit « non » à la dictature et l'ont réitéré avec force au cours de deux dernières années. Pourtant, la plupart des dirigeants politiques paraissent encore aujourd'hui disposés à accepter les exigences des militaires... »

« Vous pouvez supprimer « paraitrait » : ils sont prêts à céder. Pourquoi ? En raison d'un vieux travers électoraliste. Dans mon pays, dès qu'on commence à parler d'élections les hommes politiques ne pensent qu'à la conquête d'un siège de député ou de sénateur. Mais ne vous y trompez pas. Au bout du compte c'est le peuple qui dicte sa volonté. La relation de forces est aujourd'hui en sa faveur.

« La politique du président Raúl Alfonsín peut-elle servir d'exemple ? »

« La situation des deux pays n'est pas la même. En Argentine, vous n'avez rien à offrir à ceux qui ont perdu leurs enfants. Comment faire réapparaître ceux qui sont morts ? En revanche dans mon pays il y a près de mille prisonniers politiques. Il y a des familles qui depuis dix ans luttent pour obtenir la réintégration de leurs êtres chers. Je suis sûr qu'elles accepteraient de faire taire leur désir de vengeance en échange de leur liberté. Et puis, il y a des lois, des tribunaux... Croyez-moi, le prochain gouvernement devra d'abord songer à gouverner... »

Propos recueillis par JACQUES DESPRÉS

« L'Internationale socialiste sollicitée pour une intervention en faveur de M. Ferreira Aldunate. — Un appel à la mobilisation de tous les partis politiques démocratiques en vue d'obtenir la libération immédiate de M. Wilson Ferreira Aldunate a été lancé, dimanche 17 juin, par l'ambassadeur trinitarien d'Argentine, M. Solari Irgoyen, et par le vice-président de l'Internationale socialiste (IS), M. Anselmo Sule. Les deux responsables ont adressé un télégramme au président de l'IS demandant l'intervention de cette organisation en faveur du chef du Parti national (Blanco), M. Anselmo Sule, également vice-président de la Conférence permanente des partis politiques d'Amérique latine (Coppal), à propos de la création d'une commission internationale. (AFP.)

PROCHE-ORIENT

Israël

Le procès des terroristes juifs serait reporté à l'automne

De notre correspondant.

Jérusalem. — Le plus important procès politique jamais intenté contre des juifs en Israël s'ouvre dimanche 17 juin à Jérusalem. Vingt-deux colons vivant en Cisjordanie occupée et sur le plateau du Golan — annexé par l'Etat hébreu — qui appartenaient au réseau clandestin démantelé à la fin d'avril, ont comparu pendant cinq heures devant le tribunal du district de la capitale. Mais il s'agit, semble-t-il, d'un « faux départ » et tout porte à croire que le procès ne débutera vraiment qu'en septembre.

Les détenus doivent répondre, selon les cas, des chefs d'accusation suivants : meurtre, tentative de meurtre, appartenance à une organisation terroriste, tentative d'attentat, utilisation d'explosifs, détention illégale d'armes. Composés de trois magistrats et présidé par le juge Yaakov Bezak, la cour examinera cinq affaires différentes imputables au même réseau : la tentative d'assassinat contre trois maires de Cisjordanie, MM. Bassam Chakaa, Karim Khalaf et Ibrahim Tawil (juin 1980) ; l'explosion d'une grenade piégée sur un stade d'Hébron (octobre 1982) ; le meurtre de trois étudiants du collège islamique d'Hébron (juillet 1983) ; l'explosion de grenades dans deux mosquées d'Hébron (décembre 1983) ; la pose d'engins piégés dans cinq autobus de Jérusalem-Est (avril 1984).

Selon l'acte d'accusation, onze personnes ont constitué le réseau terroriste entre 1978 et 1981 : Ce noyau original a ensuite recruté des sympathisants appelés à participer à des actions similaires. Six prévenus sont accusés de meurtre prémédité et quatorze autres de tentative de meurtre. Deux d'entre eux, considérés comme les chefs du réseau, ont directement pris part à quatre des cinq actions terroristes citées plus haut. Deux autres sont les gendres des deux plus célèbres chefs religieux, dont un « annexionniste » installé en Cisjordanie, les rabbins Moshe Levinger, fondateur du Gush Emounim (bloc de la foi), et Eliezer Waldman. Pour les besoins de l'enquête, la police a arrêté puis relâché ces deux personnalités. Douze avocats, parmi les meilleurs du pays, assurent la défense des vingt-deux accusés.

Le procès a débuté, dimanche, par un incident d'audience. Les accusés ont en effet vivement protesté contre la présence dans le prétoire d'un avocat arabe israélien, M. Nasser Darwiche, proche, selon eux, de l'O.L.P. M. Darwiche avait demandé à assister au procès en tant qu'« observateur » au nom de MM. Khalaf et Chakaa, les deux maires grièvement blessés en 1980 et qui se sont portés partie civile. En

fait, un tel statut d'observateur n'existe pas, mais les tribunaux israéliens étant ouverts à tous, le cour a rejeté la présentation des accusés. Ceux-ci ont alors quitté la salle en compagnie de leurs familles présentes sur les bancs du public et de trois rabbins, dont M. Waldman. La séance ne reprit que deux heures plus tard.

Les avocats ont demandé aussitôt l'ajournement du procès en arguant du « climat hystérique » et de l'« atmosphère de lynchage » entretenus selon eux par les médias contre leurs clients. « Les accusés, a déclaré un défenseur, ne pourront jouer d'un procès équitable car les jurés risquent d'être influencés par le poison que déversent les médias. » Pour écarter ces requêtes, l'avocat a transmis au président du tribunal un dossier comprenant des coupures d'articles de presse.

La défense a en outre demandé au juge de dissocier le cas des six meurtriers d'Hébron de celui des autres accusés. La cour rejettera probablement cette prétention. L'avocat général, M. Dorit Beniche, a, quant à elle, repoussé l'argument selon lequel les révélations de la presse pourraient troubler la sérénité du tribunal. Mais elle a indiqué qu'elle ne s'opposerait pas à un report du procès pour permettre à la défense de mieux préparer ses dossiers. Selon toute vraisemblance, on n'entrera donc dans le vif du sujet qu'après les vacances judiciaires, c'est-à-dire au début de septembre.

J.-P. LANGELLIER.

LE PARTI KACH INTERDIT D'ELECTIONS

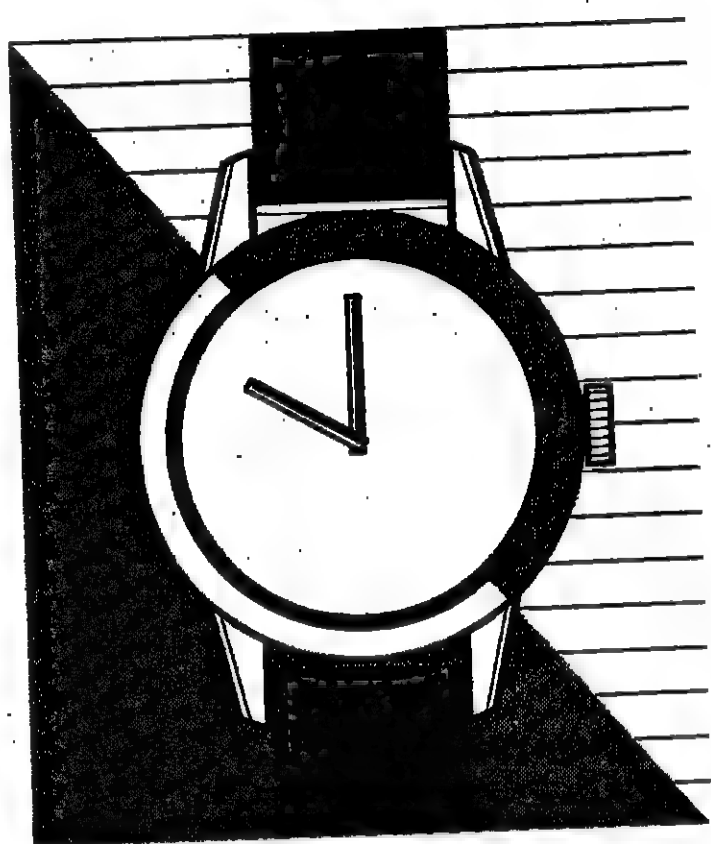
Jérusalem (Reuters). — La commission électorale a interdit, dimanche 17 juin, au parti ultra-nationaliste Kach de se présenter aux élections législatives du 23 juillet prochains, sous prétexte que ce groupe politique était raciste et adversaire des principes démocratiques. Le rabbin Meïr Kahane, fondateur du Kach, a annoncé son intention de faire appel de cette décision auprès de la Cour suprême israélienne.

« Cinq soldats israéliens blessés au Sud-Liban. — Cinq soldats israéliens ont été légèrement blessés samedi 17 juin par l'explosion d'une voiture près de la rivière Zaharani, au Sud-Liban, a annoncé le porte-parole de l'armée israélienne. La voiture a explosé au passage de trois véhicules blindés israéliens. Le chauffeur de la voiture a été tué par l'explosion, a indiqué le porte-parole confirmant des informations en provenance du Sud-Liban. (A.F.P.)

الجزيرة

JP M... 150

été arrêté
le pouvoir



H MOINS 2

EUROPE

Pologne

Scrutin ambigu aux élections régionales Le pouvoir annonce l'échec du boycottage prôné par Solidarité mais la participation est tombée de 98 % à 75 %

Varsovie. — Le porte-parole du gouvernement polonais a indiqué que 75 % des inscrits avaient participé aux élections locales qui ont eu lieu dimanche 17 juin. Il en a aussitôt conclu que la politique du pouvoir « avait reçu le soutien de l'énorme majorité de la population qui, par là même, a dit non à l'opposition ». Solidarité clandestine, qui avait appelé à boycotter ce vote, doit faire connaître ses propres estimations de la participation d'ici la fin de la semaine.

Du flot sortant de la messe, quelques couples endimanchés, quelques personnes seules, des gens d'âge mûr mais aussi quelques jeunes se détachaient pour entrer dans un bureau électoral tout orné de drapeaux nationaux. D'autres, plus nombreux, passaient leur chemin sans s'arrêter. Certains grommelent entre leurs dents des sarcasmes pour « ceux qui votent », mais la plupart passent en silence. Il est à peu près midi dans cette cité HLM d'Ursus, une agglomération ouvrière proche de la capitale et, ici comme ailleurs, personne n'ignore l'enjeu de cette journée qui doit marquer « l'ouverture d'une nouvelle période », comme l'a dit le matin même le général Jaruzelski.

Il s'agit, certes, de simples élections locales, à peine rafraîchies par une timide réforme qui donne la possibilité théorique d'éliminer certains candidats officiels au profit d'autres candidats non moins officiels. Mais c'est la première fois que le pouvoir ose, depuis 1980, demander à la société un geste, sinon de soutien, du moins d'acquiescement. La propagande officielle a fait un usage massif de ses innombrables moyens pour inciter les Polonais à accomplir « leur devoir patriotique », c'est-à-dire à exprimer plus ou moins clairement leur adhésion au régime.

Les évêques n'ont pas voté

L'opposition, avec des moyens infiniment moindres, et en prenant des risques, a fait appel à un autre « devoir », celui qui impose « de ne pas mentir », à une autre forme de patriotisme qui commande de « choisir une Pologne d'hommes libres, solidaires et sans peur », selon la formule de M. Zbigniew Bujak, le représentant le plus connu de la clandestinité. Ce sera une « mise à l'épreuve de la nation », avait-on le temps de dire, vendredi soir, le même M. Bujak au cours d'une brève émission pirate vite couverte par le brouillard. « C'est un combat », semble lui répondre, ce dimanche, le président du bureau de vote d'Ursus. Une épreuve, en tout cas, vécue très difficilement par une bonne partie de la population, à en

De notre envoyé spécial

Juger par certaines explications de vote plutôt embarrassées recueillies dans la rue. Une jeune femme, par exemple : « J'ai voté... parce que c'était sur mon chemin ».

L'Eglise, de son côté, a gardé le silence jusqu'au bout. En fait, les évêques, à trois exceptions près sur quatre-vingt-six, n'ont pas voté, mais à cette heure-là les « paroisses » d'Ursus, c'est-à-dire l'énorme majorité des habitants, n'en savent rien.

Assis sur banc en face du bureau de vote, deux jeunes gens semblent converser. Mais à voir leur trouble dès qu'on les aborde, on jurerait qu'il s'agit de l'une de ces équipes de volontaires qui s'efforcent de fournir à la clandestinité, par le système dit des trois fois cinq minutes d'observation par période de quatre heures (le Monde du 16 juin), des indications censées permettre ensuite une estimation statistique crédible de la participation « réelle ». Qui sait ? A l'intérieur du bureau de vote, un coup d'œil sur les listes électorales permet seulement de constater que le nombre des votants est encore bien faible, à la mi-journée. En fin d'après-midi, dans la vieille ville de Varsovie, un membre de la commission électorale expliquait, avec un soulagement évident, que la barre des 50 % était passée (au-dessous, il faut en principe recommencer l'élection) « bien que le clergé n'ait pas voté » (plusieurs congrégations religieuses sont installées dans le quartier).

Les journalistes, pour la circonstance, ont été autorisés à assister aux opérations électorales. En ville, en dépit de la tension évidente que provoque la présence de ces observateurs inhabituels, il n'y a, en général, pas d'incident. Mais il est parfaitement clair que des personnes « compétentes » ne sont jamais très loin. On peut constater que les isolés sont en place et utilisés par certains électeurs, mais que la grande majorité des votants ne profitent pas de la possibilité de biffer le nom de certains candidats. Souvent, pour économiiser les enveloppes, on met directement son bulletin de vote dans l'urne.

A la campagne, si le décor est le même, l'envers apparaît beaucoup plus ornementé. A une trentaine de kilomètres de Varsovie, dans l'école transformée en bureau de vote, l'un des membres de la commission électorale répond aimablement. A peu près un cinquième de votants à 14 heures, dans une circonscription d'agriculteurs et d'ouvriers paysans. Ce n'est évidemment pas très brillant (on admet généralement que la participation est beaucoup plus forte à la campagne où les liens de dépendance avec les autorités locales sont bien plus étroits). Brève confiance, hélas ! Aussitôt surgissent de derrière le rideau rouge qui forme l'extrémité de la salle, deux jeunes gens de la police politique. Ils restent là toute la journée, confiants plus tard, discrètement, une autre personne présente.

Contrôles d'identité, coups de téléphone, arrivée immédiate d'autres policiers en civil et en uniforme. Quand, enfin, la conversation pourra reprendre (cette fois avec le président de la commission, le précédent interlocuteur ayant disparu) ce sera sous l'œil attentif d'un « milicien », débutant sans doute et ostensiblement planté à un mètre... Le temps d'échanger deux banalités et un appel téléphonique « urgent » contraint le président, navré (c'est le directeur de l'école) à se retirer derrière le rideau rouge pour expliquer à un mystérieux interlocuteur au bout du fil : « Je viens de lui dire que le vote se déroulait dans une atmosphère de sérieux... ».

Les résultats officiels

« meilleurs que prévu »

Quatre heures après la fermeture du scrutin, le porte-parole du gouvernement, M. Urban, a annoncé que la participation était estimée à 75 % et avait été plus ou moins forte selon les régions (64 % dans la voïvodie de Cracovie, 81 % dans celle de Czeszow). Il a donné aucune indication pour Varsovie et Gdansk. M. Urban a souligné que ces résultats étaient « meilleurs que prévu ». Ce n'est pas une grande surprise dans la mesure où cette « prévision » avait été suggérée par le gouvernement lui-même. Le succès s'en apparaît que plus éloquent. L'important est ailleurs. Le porte-parole a tiré argument des résultats annoncés pour affirmer que « l'opposition extrémiste et la clandestinité » avaient été défaits et que ces élections locales « transfor-

ment par l'opposition en un plébiscite pour ou contre nous », avaient prouvé que « l'énorme majorité de la société » soutenait la politique du régime.

M. Urban a fait état de quelques incidents dans le pays (un millier de manifestants et quelques heurts à Nowa-Huta, manifestations symboliques de quelques centaines de personnes à Varsovie et à Gdansk) et aussi de « pressions » exercées sur les électeurs pour les dissuader de voter.

Les 75 % de participation revendiqués par le pouvoir (ce qui signifie tout de même environ 6,5 millions d'habitants) peuvent paraître faibles par rapport aux 98 % et plus qui caractérisent les votes « normaux » en Pologne et dans le bloc soviétique (cette fois, les cas de participation à 100 % ont été surtout le fait des casernes). Mais M. Urban a préféré avancer une comparaison peu convaincante avec les taux de participation habituels dans les élections locales.

Ce chiffre officiel est-il trop élevé pour être convaincant ? Dans les milieux de l'opposition, on estime que c'est le résultat d'une intention politique, non d'un scrutin. La falsification, affirmait-il, commence dès les bureaux de vote, les commissions électorales ayant peur de se faire mal voir en envoyant de mauvais résultats. Ce qu'une vieille femme de la campagne expliquait plus simplement : « Tout ça n'a aucune importance. C'est décidé d'avance ». Elle-même n'a pas voté, son fils l'a fait à sa place. Ce qui n'est certes pas légal, mais « tout le monde l'a fait ».

Les prisonniers politiques

Un fait est certain : ces élections auraient pris une tout autre signification si, comme certains l'avaient espéré, elles avaient été précédées d'un « geste » de la part du pouvoir : l'annonce d'une libération des prisonniers politiques, en particulier des onze dirigeants de Solidarité et du KOR au sujet desquels des négociations avaient été engagées par l'intermédiaire de l'Eglise. Conséquence logique de l'échec de ces négociations, l'épiscopat s'est gardé de toute initiative qui puisse servir le pouvoir à la veille de l'échec électorale, comme une rencontre entre le général Jaruzelski et Mgr Giempe ou bien une déclaration en faveur du vote. Rien de tel ne s'est produit, et M. Urban a bien pris soin de préciser, au cours de sa conférence de presse : « Aucune autorité morale ne nous a exprimé de soutien, nous n'avons donc à partager notre score avec personne ». Une réflexion qui semble de bien mauvais augure quant à l'attitude à venir des autorités sur certains dossiers en suspens entre l'Eglise et l'Etat.

De fait, le cardinal Giempe lui-même n'a pas voté (son prédécesseur, le cardinal Wyszyński, avait voté, une seule fois, en 1957, juste après le printemps polonais). Et, à l'occasion des cérémonies du cinquantenaire anniversaire de la mort de saint-casimir, le cardinal primate a insisté, dans une homélie par ailleurs plutôt équilibrée, sur la nécessité de « libérer rapidement les prisonniers » et « de faire en sorte que les répressions cessent ». Il a parlé de prisonniers en évitant soigneusement de préciser « politiques » et il n'a pas osé de mettre en garde contre « un mauvais usage de la liberté ».

L'échec du 17 juin passé, l'épiscopat s'est décidé à lever le voile sur les raisons de l'échec des négociations sur la libération des « onze », en rendant publique la lettre adressée à ce sujet au primate le 12 mai dernier par neuf des prisonniers directement concernés. C'est un texte très important, car il permet de mieux comprendre l'attitude, qui peut sembler étrange, de ces hommes, enfermés depuis deux ans et demi, et qui refusent, dans la situation politique actuelle, de sortir aux conditions fixées par le pouvoir.

L'affaire n'est cependant pas terminée. Les neuf signataires indiquent qu'ils seraient toujours prêts à réviser leur position si cette situation politique changeait. De son côté, le porte-parole du gouvernement, M. Urban, vient d'indiquer que des conversations se poursuivaient pour ce qui concerne les sept anciens dirigeants élus de Solidarité (le procès du KOR a été fixé au 13 juillet). Car, si ces élections peuvent servir à alimenter la propagande de part et d'autre, il est évident que seule une « vraie » libération des prisonniers politiques pourrait permettre d'entrevoir des perspectives un peu moins sombres pour le pays.

JAN KRAUZE

AFRIQUE

Tunisie

M. Driss Guiga a été condamné par contumace à dix ans de travaux forcés

Tunis. — Epilogue de « la révolte du palais » : la Haute Cour de justice de Tunisie a condamné par contumace, samedi 16 juin, l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Driss Guiga, à dix ans de travaux forcés et cinq ans de prison avec confusion des peines, retenant contre lui « l'abus délibéré de pouvoir », « des agissements préjudiciables à l'intérêt supérieur de la patrie » et « l'obtention d'avantages illicites ». M. Guiga a en outre été privé de ses droits civiques et politiques et du port de ses décorations pendant dix ans, et ses biens ont été mis sous séquestre.

L'ancien directeur de la sûreté nationale, M. Abdelhamid Skhiri, a été condamné à cinq ans de prison pour complicité et l'ancien préfet de police de la capitale, M. Ezzeddine Driss, qui avait répondu de la même accusation, a été acquitté.

Cet arrêt paraît relativement étonnant si l'on considère que les trois accusés étaient passibles de la peine de mort et surtout si on le compare à la série des peines de dix à vingt ans de travaux forcés et aux huit condamnations à mort prononcées à l'encontre des émeutiers du début de l'année, à moins qu'il ne soit le signe d'une décapitation qui pourrait se préciser si le président Bourguiba accorde sa grâce aux condamnés à la peine capitale (1).

Les quatre audiences tenues par la Haute Cour, empreintes d'une grande sérénité, ont été à la fois une grande surprise, d'une part, et une déception, d'autre part, pour les Tunisiens habitués à la tolérance courtoise du procureur Hedi Bouzaiane, n'ont apporté aucun élément nouveau d'importance au dossier, base de l'accusation, établi depuis le mois de février par une commission d'enquête administrative. Aucune preuve concrète du « complot » dont l'ancien ministre avait répondu n'a été formellement avancée. C'est ainsi, entre autres, que, s'il a été reconnu que M. Guiga avait bien, le 6 janvier, exprimé sa joie devant l'ultra-populaire ayant salué l'annonce de l'annulation de l'augmentation du pain, il n'a pas été établi nettement si sa satisfaction était motivée par les vivats qui s'adressaient au président Bourguiba ou par les cris d'hostilité à l'encontre du premier ministre, et si c'était pour faire

De notre correspondant

entendre les premiers ou les seconds qu'il faisait signe aux manifestants de se rendre au palais de Carthage. De même, les réelles motivations de sa démarche auprès de M. Mohamed Mzali lui consultant de démissionner n'ont pas été totalement éclaircies. Suggérerait-il la seule démission du premier ministre, ainsi que l'a retenu l'accusation, ou celle de tout le gouvernement, comme il l'affirme (le Monde du 14 juin) ?

En revanche, l'ampleur imprévisible des émeutes du 3 janvier dans la capitale et même la volonté de limiter l'effusion de sang n'expliquent qu'en partie les défaillances incontestables des forces de l'ordre. Des dépositions à la barre des deux anciens collaborateurs de M. Guiga comme des témoignages devant le magistrat instructeur de plusieurs officiers de police, il ressort qu'il existait alors une rivalité du moins une grave absence de coordination entre la préfecture de police de Tunis et la direction de la sûreté. Les débats ont mis aussi en évidence le manque d'effectifs flagrant et la défectuosité du matériel déjà insuffisant dont souffrait le ministère de l'Intérieur.

Le « complot » politique n'étant pas évident, reste à savoir s'il était bien nécessaire d'établir tous les aspects de la désorganisation, assez abrutissante, qui régnait au sein d'un des plus importants départements ministériels, devant l'opinion publique qui, par ailleurs, ne paraît pas avoir été convaincue par les déclarations à la presse étrangère faites de Londres par l'ancien ministre.

Nombre de Tunisiens s'interrogent aussi sur les raisons qui ont amené la Haute Cour à condamner l'ancien directeur de la sûreté à cinq ans de prison et à acquiescer l'ancien préfet de police, alors que tout au long du procès les deux hommes ont eu des réponses sensiblement identiques aux mêmes accusations retenues à leur encontre. Il est vrai que M. Abdelhamid Skhiri est aussi accusé de délits de droit commun, qui vont du trafic de drogue à la falsification de passeports, dont il aura à répondre ultérieurement devant une autre juridiction.

La aussi, on peut se demander si cette future affaire, ajoutée aux diverses malversations des profits illicites attribués à M. Guiga, servira

M. GUIGA : UNE PARODIE DE PROCÈS

Londres (AFP). — M. Guiga a rejeté, samedi, le verdict de la Haute Cour de justice de Tunis, l'estimant « injuste ». Dans une déclaration faite à Londres, où il réside, M. Guiga se dit « profondément déçu que le président Bourguiba ait laissé se dérouler jusqu'à son terme cette machination politique et cette parodie de procès contre un homme qui, pendant vingt-sept ans, a servi son pays avec sérieux, honneur et loyauté. Il est à craindre que cela signifie qu'il n'est plus tout à fait le détenteur réel du pouvoir » en Tunisie. « La sentence qui me frappe est injuste et je la rejette. Je n'ai jamais trahi ni compromis. Je rétiens que je suis condamné pour avoir refusé d'exercer une répression sanglante contre un peuple qui a eu peur de manquer de pain », ajoute M. Guiga.

« Ce jugement, poursuit l'ancien ministre, porte un mauvais coup à l'image internationale du régime de Bourguiba, qui avait été édifié sur la modération, la raison et le respect de la liberté. C'est pourquoi je joins ma voix à celle de tous les Tunisiens pour demander au président Bourguiba la grâce des dix jeunes condamnés à mort, victimes d'un grave abus judiciaire », conclut M. Guiga.

Le prestige de la classe dirigeante à laquelle l'opinion a déjà souvent tenté d'attribuer nombre d'abus.

MICHEL DEURÉ

(1) La Ligue des droits de l'homme, le bureau exécutif de la centrale syndicale UGTT, et plusieurs organisations professionnelles ont adressé, durant ces dernières quarante-huit heures, des télégrammes au président Bourguiba lui demandant d'user de son droit de grâce.

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

● RÉACTIONS À L'INCIDENT ALGERO-MAROCAIN. — L'Algérie ne paraît pas vouloir dramatiser après l'incident à sa frontière au cours duquel deux soldats marocains ont été tués. Un éditorial du quotidien El Moudjahid du dimanche 17 juin indique qu'elle « prend acte » de la déclaration de Rabat selon laquelle une patrouille marocaine avait emprunté par erreur une piste chez le voisin. « Nous espérons que ce franchissement de nos frontières n'est dû qu'à un hasard et est isolé », écrit El Moudjahid.

Toutefois, le quotidien officiel, se référant à des « agences étrangères », exclut pas « l'hypothèse d'une tentative marocaine de tester le dispositif militaire algérien dans une région particulièrement sensible » et estime, dans ce cas, « les adversaires potentiels de l'Algérie auront tiré les conclusions qui s'imposent ». — (Corresp.)

Autriche

● SUCCÈS DES POPULISTES DANS LE TYROL. — Le Parti populiste (ÖVP, conservateur) a remporté, dimanche 17 juin, les élections à la diète du Tyrol en gagnant 1,8 % des voix et un siège au Parlement régional par rapport à la précédente consultation. Les socialistes (SPÖ) ont perdu 4 % des voix et un siège. Les libéraux (FPÖ) gardent leurs deux sièges. La répartition des sièges à la diète pour les cinq prochaines années est la suivante : vingt-cinq ÖVP, neuf SPÖ, deux FPÖ. — (AFP.)

Costa-Rica

● ÉTAT D'URGENCE POUR FAIRE FACE À L'ARRIVÉE D'UN MILLIER DE GUÉRILLEROS ANTISANDINISTES RÉFUGIÉS. — Refoulés vers le Costa-Rica par les forces nicaraguayennes, un millier de men-

bres de l'ARDE (Alliance révolutionnaire démocratique, de M. Pastora) risquent de poser de sérieux problèmes aux autorités, qui ont déclaré l'état d'urgence sur tout le territoire. — (AFP.)

Egypte

● LE DÉTOURNEMENT D'UN AVION IRANAIEN. — Un officiel égyptien a déclaré, dimanche 17 juin, qu'un Fokker-27 iranien, détourné sur Loxor, où il est immobilisé depuis vendredi, sera restitué à Téhéran, et que les auteurs du détournement partiront pour un pays tiers. Aucune autre précision n'a été fournie par les autorités égyptiennes. Selon une source indépendante, huit Iraniens — cinq officiers et trois hommes d'équipage — se trouvaient à bord du Papparel détourné sur Manana (Bahreïn). Des rapports militaires occidentaux s'attendent à un règlement discret de l'affaire. Les officiers iraniens à bord du Fokker-27, s'ils font défection, représentent un grand intérêt pour Bagdad, qui bénéficie du soutien du Cairo dans la guerre contre l'Iraq. — (AFP.)

Etats-Unis

● VISITE DU PRÉSIDENT SRI-LANKAIS. — Arrivé samedi dernier à New-York, pour une visite officielle aux Etats-Unis, le président du Sri-Lanka, M. Jayewardene, devait rencontrer ce lundi 18 juin, le président Reagan à la Maison Blanche. — (AFP.)

Pakistan

● LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES SE REND EN EUROPE. — Le ministre pakistanais des affaires étrangères, M. Sahabzada Yaqub Khan, entamé, le dimanche 17 juin, une tournée européenne qui doit le conduire successivement en France, en Belgique, en Italie, en Suisse, en Autriche et en RFA. — (AFP.)

République Sud-Africaine

● L'ANNIVERSAIRE DES ÉMEUTES DE SOWETO. — Le huitième anniversaire des émeutes de Soweto a été célébré samedi 16 juin par des brèves heures entre les forces de l'ordre et de jeunes Noirs. Pendant dix minutes, les policiers ont lancé des bombes lacrymogènes contre deux cents jeunes Noirs qui avaient commencé à manifester après la principale cérémonie commémorative à l'église catholique Regina Mundi. Ils avaient attaqué les forces de l'ordre à coups de pierre. En revanche, une bombe a explosé au tribunal de Bethal, à 140 km à l'est de Johannesburg, faisant un mort. D'autre part, vingt-sept Noirs ont été arrêtés et quatre policiers légèrement blessés à Graaff-Reinet, à 600 km au nord-est du Cap. — (AP.)

Tchad

● VERS UNE RECONCILIATION À BRAZZAVILLE. — Le président Hissène Habré a reçu samedi 16 juin deux responsables congolais pour un entretien consacré à une éventuelle réunion de réconciliation entre les différentes parties du conflit du Tchad, réunion qui aurait lieu à Brazzaville. « Le Congo a été sollicité par les tchadiens pour tenter de les aider en vue d'organiser une rencontre sur son territoire », a déclaré un émissaire de Brazzaville qui a ajouté que le Congo « ne prendrait aucune initiative personnelle et se contenterait d'aider les tchadiens dans la mesure où ils le désirent ». Les deux émissaires congolais sont attendus à Paris après leurs entretiens à Ndjaména. Dans un entretien à la télévision tchadienne, le Colonel Kadafi a déclaré au sujet de la proposition de retirer ses troupes en échange du départ des troupes japonaises « Nous attendons la réponse de notre Mitterrand ». — (A.P., Reuters.)

GALERIE RENÉ DROUET

104, r. du Faubourg-Saint-Honoré - 75001 Paris - 266-61-25

JOHN PHILLIPS

14 juin - 5 juillet

Le Monde

sports

FOOTBALL

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES NATIONS

AUTOMOBILISME

La France première qualifiée pour les demi-finales

Si les élections européennes ont rendu leur verdict le 17 juin, l'Europe des football devra attendre le mercredi 20 juin pour connaître ses quatre représentants en demi-finales de l'Euro 84. Après deux matches disputés par chacune des deux équipes, seule la France, avec deux victoires, est assurée de participer à l'une des demi-finales.

Désignés favoris de la compétition par leurs adversaires, les Français, qui restent sur deux séries records de six victoires consécutives et de sept matches sans encaisser le moindre but, ont fait très grosse impression en battant les Belges par 5 à 0. Pour ne pas être en

reste, les Danois qui confirmaient leur rang d'outsider, ont, aussitôt après, vaincu les Yougoslaves sur le même score. Tandis que Français et Yougoslaves se reconfrontent, mardi 19 juin à Saint-Etienne, dans un match sans enjeu, Belges et Danois se disputent à Strasbourg la deuxième place qualificative du groupe I, avec un avantage aux Nordiques, qui peuvent se contenter d'un résultat nul.

Dans le groupe II, les Allemands de l'Ouest, tenants du titre européen, se sont un peu repris en battant les Roumains grâce à deux buts de leur avant-centre Rudolf Voelker

(24^e et 65^e minute), contre un de Marcel Coras (46^e minute) pour leurs adversaires. L'autre rencontre entre Espagnols et Portugais s'étant terminée par un nouveau résultat nul - le troisième en quatre matches -, les deux qualifiés de ce groupe décevront, composé d'une équipe expérimentée mais sans inspiration - la RFA - et de trois autres exagérément défensives, seront connus après les derniers matches : Roumanie-Portugal, à Nantes, et Espagne-RFA, à Paris. Seuls les Allemands de l'Ouest peuvent cette fois se contenter d'un résultat nul pour assurer leur place en demi-finale.

L'état de grâce

De notre envoyé spécial

Nantes. - Sacré, « bleu » ! Pour des générations de footballeurs et de supporters français élevés dans la crainte des « diables rouges » venus d'outre-Québec, ce qui s'est passé samedi 16 juin à Nantes relève assurément du miracle. Tout d'abord par la grâce, l'équipe de France venait en parfaite communion avec les cinquante mille spectateurs qui n'avaient cessé de scander ses louanges, d'évoquer « sur un nuage » pour battre la Belgique 5 buts à 0 et accéder au paradis des demi-finales.

Plongé, noyé, comme la majorité des pauvres « diables rouges », dans l'immense bédouin de la Beaujoire, Frank Vercauteren qui, trois jours plus tôt, avait été élevé au rang de membre d'honneur de l'Union royale belge des sociétés de football association, pour sa trentième-cinquième sélection, prêchait, après le match, comme un converti : « Pour le football, il faut que les Français soient champions d'Europe. Ils ont la meilleure équipe et les meilleurs individus. Tout le monde serait d'accord s'ils n'étaient pas champions. »

Michel Platini et ses frères, qui, pour la circonstance, avaient troqué leur maillot bleu de chaussette du match d'ouverture contre le Danois, pour leurs habits blancs de gala, auraient tout aussi bien pu révéler la toison d'or des Brésiliens sans que personne ne crie au sacrilège. Pour retrouver une telle conjugaison de talents individuels, de maîtrise collective, de savoir offensif, de déconcentration et de lucidité, sans doute faut-il remonter au dernier sacre de Pelé et de ses partenaires dans la Coupe du monde 1970.

Déjà du carcan de l'impitoyable marquage individuel du Danois Klaus Berggren, Michel Platini avait retrouvé contre les Belges les ailes de Pélage. C'est lui qui donnait aussitôt le ton à ses partenaires, ouvrant le score dès la troisième minute en reprenant du pied gauche un tir de Patrick Battiston repoussé par la transversale.

Quatre jours après l'avoir égalé, il battait alors le record de buts marqués en équipe de France par Just Fontaine. Peu avant la mi-temps, il tentait même de tromper de cinquante mètres le gardien de but belge Jean-Marie Pfaff qui était avancé. Un clin d'œil qui rappelait une tentative comparable de Pelé contre les Tchécoslovaques, lors de la Coupe du monde de 1970. Ce n'était que partie remise. Pour sa cinquantième sélection, il allait pour la première fois marquer trois buts en match international, en transformant du pied droit un penalty consécutif à une faute de Pfaff sur Didier Six (74^e minute), puis en s'élevant au-dessus des autres pour reprendre un coup franc d'Alain Giresse (88^e minute).

La réussite personnelle de Michel Platini ne doit pourtant pas éclipser les aspects avant tout collectifs et tactiques de cette victoire. Privés de Manuel Amoros et de Yves Le Roux, deux des pièces maîtresses de leur système défensif, les joueurs français avaient accepté de serrer les rangs et de sortir de leur rôle habituel pour appliquer un « sur-mesure » bien adapté au système de jeu belge.

Abandonnant son traditionnel 4-4-2 (quatre défenseurs, quatre milieux de terrain et deux attaquants), Michel Hidalgo avait confié à Battiston et à Jean-François Domergue, couverts par Maxime Bossis, le soin de neutraliser les deux attaquants de pointe belges, Erwin Vandenberghe et Nicolas Classens. Luis Fernandez devait surveiller le flanc droit de la défense, où Frank Vercauteren aimait s'engouffrer pour centrer. Jean Tigana était chargé de rassembler le terrain sur toute la largeur entre ses défenseurs et la ligne intermédiaire, où le trio magique formé de Michel Platini, Alain Giresse et Bernard Genghini se retrouvait pour la première fois depuis la Coupe du monde 1982.

Grâce aux retrouvailles de ces trois meneurs de jeu, passés grands maîtres dans l'art du « one-two » ou du jeu à une touche de balle, les Français possédaient samedi cette inspiration individuelle et collective pour faire courir le ballon sans précipitation et donner le tournis à leurs adversaires. Comme sur le deuxième but consécutif à une « one-two » entre Jean Tigana et Alain Giresse (33^e minute). Ou sur le troisième, modeste de lucidité, où le ballon passa deux fois au-dessus de la tête des défenseurs belges, avant d'arriver sur celle de Luis Fernandez (44^e minute).

Cet échec, le plus sévère de l'équipe belge depuis plusieurs décennies, n'a pas perturbé Guy Thys, le sélectionneur, confronté à quelques critiques. N'a-t-il pas pris un trop grand plaisir au jeu aussi ? En revanche, le public local, celui qui a « l'assent », a semblé boudier la rencontre et les dirigeants de l'Olympique de Marseille (OM) ont quelques soucis à se faire pour la saison prochaine. S'ils peuvent espérer un engouement populaire au début de championnats, en raison de la remontée de l'OM en première division, plus d'un exploit sera nécessaire pour remplir le nouveau stade.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

GÉRARD ALBOUY.

Le déclin des Latins

De notre envoyé spécial

Marseille. - Avec ses 56 300 places et sa nouvelle toiture en gant de béton, qui font désormais de lui l'enceinte sportive moderne la plus vaste de France, le stade vélodrome de Marseille a, par trop grand, dimanche soir 17 juin. Trop grand au public ou à cause de lui : un stade à moitié vide se remarque plus qu'un verre à moitié plein.

C'est l'été pourtant pas une mauvaise idée de confier à la cité phocéenne, l'organisation du match Espagne-Portugal comptant pour le groupe 2 du championnat d'Europe de football : non seulement les compatriotes d'Arconada et de Berni, les deux gardiens de but capitaines, sont nombreux à Marseille même, mais encore pouvait-on escompter qu'ils viendraient en foule des régions avoisinantes et même de la péninsule ibérique.

De fait, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

En revanche, le public local, celui qui a « l'assent », a semblé boudier la rencontre et les dirigeants de l'Olympique de Marseille (OM) ont quelques soucis à se faire pour la saison prochaine. S'ils peuvent espérer un engouement populaire au début de championnats, en raison de la remontée de l'OM en première division, plus d'un exploit sera nécessaire pour remplir le nouveau stade.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

En revanche, le public local, celui qui a « l'assent », a semblé boudier la rencontre et les dirigeants de l'Olympique de Marseille (OM) ont quelques soucis à se faire pour la saison prochaine. S'ils peuvent espérer un engouement populaire au début de championnats, en raison de la remontée de l'OM en première division, plus d'un exploit sera nécessaire pour remplir le nouveau stade.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux ou trois signes de la main et mille autres gestes du bras, avant de prendre séparément place dans le stade du boulevard Michelet, les « socios » espagnols et portugais ont paru être au rendez-vous. Même s'il a été difficile de distinguer ceux qui venaient de la cité d'urgence de la Croyde, dans les faubourgs de Marseille, de ceux qui avaient pour la circonstance, et au prix de gros sacrifices financiers, franchi la frontière franco-espagnole.

Enfin, à considérer les cohortes portennes de drapeaux sang et or ou d'oriflammes rouges et verts qui se sont croisées l'après-midi de dimanche sur la Casseble ou le vieux port, en se faisant deux

MUSIQUE

LE FESTIVAL DE BOURGES

Electronique chez Jacques Cœur

Quatorzième Festival international des musiques expérimentales à Bourges : ce chiffre suffit à mesurer la ténacité et la foi de Françoise Barrière et Christian Clavier, capables de maintenir, malgré les pires difficultés et d'abord le scepticisme ambiant, une entreprise aussi aléatoire, surtout en Province.

Mais le temps a fait son œuvre : le GMEB (Groupe de musique expérimentale de Bourges) a prouvé son sérieux et son utilité, en particulier avec les stages d'initiation pour les enfants de son « Gmebogosse » qui fonctionne régulièrement à travers le département du Cher. Il est maintenant reconnu, voire revendiqué, par les autorités comme une institution authentiquement bourgeoise. Le Conseil régional notamment a pris une part importante dans la modernisation de son matériel.

Par ailleurs, le GMEB assume aujourd'hui la responsabilité de Radio-Culture Bourges, qui émet vingt-quatre heures sur vingt-quatre et fait une large part aux cultures des immigrés à côté du patrimoine européen.

Mais il a surtout établi et élargi sa réputation en étant un centre de création ouvert, qui invite des compositeurs de tous pays à venir réaliser des œuvres dans ses studios. Et son Festival de juin est devenu un point de rassemblement indispensable pour quantité de chercheurs trop souvent isolés, d'Europe de l'Est ou d'Amérique latine par exemple, qui ont besoin de rencontrer leurs collègues et de confronter leurs expériences.

Au concours du GMEB qui, pour la douzième fois, a réuni deux cent cinquante œuvres de trente pays, s'est ajoutée cette année la 1^{re} Tribune de musique électro-acoustique, organisée par le Conseil international de la musique de l'UNESCO, dont les ouvrages sélectionnés ici même ces jours derniers seront ensuite diffusés par une douzaine de radios. C'est la première manifestation de la nouvelle Confédération internationale de musique électro-acoustique, créée l'an dernier et présidée par Christian Clavier, qui a réuni le prodige d'associer dans la section française Pierre Boulez et Iannis Xenakis comme vice-présidents, sous la houlette de Maurice La Roca.

De ce torrent de musique qui déferle sur la ville pendant deux jours, tôt le matin, tard dans la nuit, sans compter les colloques et les démonstrations d'instruments nouveaux, on ne peut guère que donner une idée : il charrie le meilleur et le pire, avec une diversité de moyens et

de techniques qui souvent révèle l'angoisse de musiciens livrés à eux-mêmes et lancés sur un océan sans rivage.

Beaucoup se contentent de projeter des matériaux bruts dans leur lourde gangue électronique, en des séquences répétitives qu'ils se montrent incapables de développer. Pourtant au hasard des concerts consacrés aux écoles nationales, on découvre des tempéraments originaux.

Tel le Néerlandais Floris Van Manen dans ce *Choir de lune artificielle* aux reflets brillants et glacés, couronnés d'étoiles, immobiles apparemment, mais avec des intensités et des irisations fluctuantes sur un beau fond de ciel sombre, qui parfois se concentrent dans l'aigu ou se dilatent, un peu à la manière du prélude de Lohengrin.

On bien deux compositeurs vénézuéliens : Emilio Mendoza mène un long mouvement perpétuel sur une unique cellule de quatre notes vocales « susurrées » (d'où le titre *Susurros*), créant des atmosphères tendues, sinistres comme un vent mort ; Alfredo Rugles au contraire, dans *Thingsphonie*, part d'une quantité de petits événements sonores (une bille qui tourne, une boîte à musique, un métronome, une trompette, etc.) qu'il fait concorder et développe avec un sens du théâtre et du rythme, une imagination assez rare. Ce sont là que quelques exemples des trouvailles que l'on peut faire ici.

Le soir, des concerts d'œuvres plus amples et élaborées se déroulent en plein air dans la belle cour Renaissance du palais de Jacques Cœur qui, fidèle à ses devises, accueille généralement ces musiques audacieuses : « A cœur vaillant rien d'impossible ». Cela va de *Born She Broom*, une sorte de « reportage » humoristique de Jon Appleton sur les tamagamis américains des années 50, à *Par Fingloss* gymnopédie, veste

symphonie baroque de Christian Clavier un peu trop longuement développée, mais pleine d'idées intéressantes, en passant par la *Trans-Soitairie* d'Alain Savouret, composition pour *wekman*, téleidoscope de musiques, de paroles et de bruits extérieurs, brillamment montés, éducatifs, mais qui établissent à la longue un climat lourd de solitude, presque inexorable.

Quelques « témoins » interviennent dans le programme du 15 juin : Michel Philippot se montre un modèle de rigueur dans son *Étude numéro 4* ; il ne cherche pas à camoufler la nature électronique de son matériau auquel il applique un traitement polyphonique très abstrait, de type instrumental ; on croit presque une pièce d'orgue. Dans *Les abîmes* d'André Vial, on trouve vers de Mistral cités par Nietzsche, Jean-Edouard Marie confie à la clarinette virtuose de Michel Lethiec un grand commentaire poétique qu'il entoure d'une ronde de luths électroniques, évoquant joyeusement un traitement polyphonique très abstrait, de type instrumental ; on croit presque une pièce d'orgue. Dans *Les abîmes* d'André Vial, on trouve vers de Mistral cités par Nietzsche, Jean-Edouard Marie confie à la clarinette virtuose de Michel Lethiec un grand commentaire poétique qu'il entoure d'une ronde de luths électroniques, évoquant joyeusement un traitement polyphonique très abstrait, de type instrumental ; on croit presque une pièce d'orgue.

Avec *Pour le pain*, Iannis Xenakis joue gros jeu en tentant sur sa « machine à composer UPIC » de donner un contrepoint à un texte de sa femme Françoise. Expérience un peu décevante, car l'UPIC est encore un instrument trop neuf, mal dégrossi, qui, malgré la poigne de fer du compositeur, brutilise comme une peinture au pistolet les entrailles subtiles de cette poésie délicate.

En revanche, la *Chambre secrète* de Michel Féro, sur quelques fragments de textes de Robbe-Grillet cités par Michel Lethiec, est un labyrinthe de mots et de sons d'une extraordinaire beauté musicale, admirablement mis en espace, qui semble spontanément accordé avec les pierres, les colonnes, les escaliers du palais Jacques-Cœur, où les mots finissent par mourir, mangés par l'ombre mystérieuse.

JACQUES LONCHAMPT.

« Espaces imaginaires » à Strasbourg

Après le grand succès du premier Festival des musiques d'aujourd'hui, l'an passé, à Strasbourg, et en Alsace, Musica 84, qui se déroulera du 15 septembre au 3 octobre, aura pour thème les « Espaces imaginaires », musiques spatialisées, musiques faites de trames architecturales, musiques utilisant des lieux insolites, musiques se déplaçant à travers l'espace, etc.

Parmi les manifestations les plus spectaculaires, on notera un voyage d'une journée sur le Rhin et à Heidelberg, une *Fête galante et pastorale* à travers les chambres du palais des Rohan, le *Bel de la contemporaine*, où l'on dansera sur des musiques de compositeurs « savants » d'aujourd'hui, la création d'un « opéra ininterrompu » de Denis Cohen, *Ajax*, dans les haras, des expériences assez extraordinaires au planétarium, à la piscine et aux bains romains, les *Mille musticiens de la paix* de Boris par vingt-cinq harmonies dans la cour gigantesque de la porte centrale, etc.

Il y aura de nombreuses créations et aussi des œuvres de quelques grands « piliers » de la musique d'aujourd'hui : Zimmermann, Douthett, Xenakis, Boucourechliev, Stockhausen, Takemitsu, Ligeti, Messiaen, Lutoslawski, Tippett et une œuvre nouvelle de théâtre musical de Schnebel, *Jowagertli*, ainsi que, pendant trois semaines, des stages de la Machine à composer UPIC de Xenakis.

Avec des interprètes tels que l'Orchestre philharmonique de Strasbourg et Guschbauer, l'Orchestre de l'Opéra de Lyon et Gardiner, le Groupe vocal de France, les Percussions de Strasbourg, Canino et Bellista, Focroulle, E. Chojnacka, Fremy, Arzand, Constant, etc.

* Réservations et abonnements : Musica 84, 9, rue du Général-François, 67000 Strasbourg. Tél. : (88) 35-33-34.

THÉÂTRE

FESTIVAL DES NATIONS A NANCY

Enfants de chœur soviétiques

Vêtus de lin blanc, couronnés de fleurs des champs, portant des bannières ornées de lettres d'or, tréme processionnaires chantent la naissance de Jésus-Christ.

Ces cantiques, mi-religieux, mi-paysans, sonnent clair. Il faut dire que les femmes et les hommes de la manécanterie ont des voix magnifiques qu'aucun instrument de musique ne vient abîmer.

Mais le plus surprenant en 1984 c'est l'attachement au spectacle : cette procession religieuse, très simple, pourra avoir lieu le soir de Noël, dans un pensionnat catholique de Lourdes ou de Lisieux, il y a des décennies.

S'agit-il d'une petite compagnie dramatique militante chrétienne, venue manifester en plein Festival du théâtre des nations la vigueur de sa foi à l'heure où les laïcs et croyants s'affrontent autour du projet Savary ?

Non, pas du tout : ces gentils enfants de chœur arrivent tout droit de Moscou par l'obscure, ils sont soviétiques grand teint. Ils appartiennent au Théâtre musical de chambre de Moscou, fondé il y a douze ans, sous la direction d'un metteur en scène très sérieux, B.A. Protolov. Ils chantent la suite d'une œuvre de Dimitri Rostovski, poète et musicien de la fin du dix-septième siècle, une *Nativité* qui fut très populaire en Russie au dix-huitième siècle jusqu'en Sibérie. Mais, avant cette année 1984, la dernière fois que cette *Nativité* de Rostovski fut interprétée en public, c'était en 1915, par des soldats russes.

En tout cas, elles sont très belles, les voix soviétiques qui chantent la crèche et les rois mages dans cette étrange salle Poirel, avec à deux pas de la gare de Nancy et dont le décor, l'ambiance, font songer plutôt à des meetings politiques de l'époque de Jules Grévy.

A deux mille mètres de là, de l'autre côté du canal aux péniches,

dans un gymnase, ce sont des acteurs du Mali qui interprètent une chronique de la brousse en tapant à tout de bras sur des tambours. Dans un village, les paysans viennent d'apprendre par leur transistor que le « commandant de cercle » arrive pour une tournée d'inspection. Catastrophe : il va falloir le recevoir, exécuter les danses convenables, tuer les poulets pour le repas, bref, perdre du temps et de l'argent. Ça, ça vient dire son mot. Il y a le chef du village, un peu hypocrite car il veut garder sa place. Le cultivateur qui ne tient pas à céder ses grains aux silos du gouvernement, l'ancien combattant qui dit des gros mots en français, le lépreux qui conteste tout. On danse pour se remonter le moral. La « présidente », leader du mouvement féminin, prépare ses batteries.

Cette comédie jouée en langue bambara est vive, drôle, mais tout de même les tambours massacrants nos oreilles faibles de citadins blancs. Ils sont faits pour le plein air, ces tambours, pour annoncer les fêtes ou les bonheurs de colline en colline, à travers les arbres. Dans ce gymnase plein d'écho, ils rendent sourds. Bravo quand même aux auteurs et acteurs du Théâtre du Mali, gaie, expressive, très clairs dans leur propos de jeunes républicains pas encore sortis d'affaire.

Sous le grand chapiteau du Parc pépinière, les Argentins de Buenos Aires dirigés par Ariel Bufano et Adelaida Mangani ont installé leur « grand cirque créole ». Pour les enfants, une merveille. Des marionnettes de tout format, géantes ou minuscules, plus vraies que vraies, figurent l'homme-encas qui tourne au rond autour du globe comme un apoutout ou un énorme épiant d'ours de corde ou, c'est peut-être le plus beau, un ballet d'extrêmes gigantesques aux jambes raides comme des poutres, mais très dantesques, aux interminables cous enroulés qui ondulent dans les sauges. Stupéfiant, magique, enchanteur, ce cirque créole argentin est le spectacle du Théâtre des nations qui a rencontré jusqu'ici le plus d'enthousiasme.

MICHEL COURNOT.

EXPOSITION

Kousnetzoff à Carnavalet

Le peintre Kousnetzoff, comme Gogol et Tourgueniev, comme Kandinsky, fait partie de la colonie russe implantée à Paris, alors capitale du monde artistique. Elève spirituel de Monet, Kousnetzoff peint à la manière des impressionnistes, par superposition de touches colorées et choisit des sujets extérieurs. Une grande partie de la trentaine de toiles exposées représentent l'ancien Trocadéro, le soir ou dans la brume, aux vagues formes orientales, et Notre-Dame de Paris avec les pêcheurs des quais. Les couleurs sombres (le Trocadéro un soir d'orage, Notre-Dame un soir d'orage), le goût des masses et du monumental, du stable et du permanent restent typiquement russes. Ainsi cette peinture, malgré les apparences techniques, s'écarte-t-elle de l'impressionnisme. Ne possédant assurément pas l'originalité des Monet, Vuillard ou Bonnard, Kousnetzoff, russe d'âme, quoique français par la manière, marque son œuvre d'un sceau très particulier.

* Musée Carnavalet, jusqu'au 29 juillet.

● PRÉCISION. — A la suite de l'article de Danielle Roudot consacré au Théâtre du Campagnol (le Monde daté 10-11 juin), la municipalité de Châteaufort-Malabry (Hauts-de-Seine) nous signale que la troupe n'est pas parisienne — nous parlons de balustrade, mais qu'elle est bien installée dans cette ville et fonctionne avec le concours de trois communes avoisinantes.

Vos annonces dans
Emplois Cadres
Le Monde
5, rue des Mathis, 75009 Paris
Dépôt-Presse, 85 bis, rue Réaumur,
75002 Paris

THEATRE DE LA VILLE

ANNUELLE DIRECTEUR JEAN MERCIER

saison de danse

20 h 30
matinée dimanche 24 h 30
places 46 F et 72 F

ballet cullberg

du 19 au 24 juin

Giselle
de Adolphe Adam
chorégraphie
Marta Ek

du 26 au 30 juin

Le Sacre du Printemps
de Igor Stravinsky
chorégraphie
Marta Ek

La Nuit Transfigurée
de Arnold Schönberg
chorégraphie
Jiri Kylián

Il était une fois la maison
de Dimitri Chostakovitch
chorégraphie
Luc Boery

18 h 30
une heure sans entracte 33 F
du 21 au 30 juin
représentation exceptionnelle
le 25 juin

carolyn carlson

solo
Blue Lady
location
2, place du châtelet
274.22.77


PIANO***
Claudio Arrau
mercredi 27 juin, 20 h 30
Beethoven, Brahms,
Schubert, Liszt

MERCREDI
LE PLUS BEAU FILM DE SCIENCE-FICTION JAMAIS RÉALISÉ
UN FILM DE JACQUES MONTEY
liquid
DÉPÔT EN PLEIN PAYS
PRODUCTION 1984

SAISON 84/85 abonnements
La location par correspondance est ouverte toute l'année
Tarif préférentiel jusqu'au 15 SEPTEMBRE
ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS
JEAN-PIERRE WALLEZ
Renseignements :
15, av. Montaigne,
75008 - PARIS
Tél. 720 57 37

1a salle à manger
"Une pièce brillante".
"Six merveilleux comédiens".
"Courez-y !..."
PETTIT MONTPARNASSE

LE VOLEUR DE FEUILLES
UN FILM DE PIERRE TRABAUD
AVEC
PIERRE TRABAUD
DENISE GREY
JEAN-PIERRE CASTALDI
JEAN-PIERRE DARRAS

UNE FILLE POUR GREGORY
de Bill Forsyth


MISSISSIPPI blues
UN FILM DE BERTRAND TAVERNIER
ET ROBERT PARRISH

01 55 10 15 50

PROHIBITION INTERDITE

LES CHIFFRES DE LA PROHIBITION
CHIFFRES DE LA PROHIBITION
CHIFFRES DE LA PROHIBITION
CHIFFRES DE LA PROHIBITION
CHIFFRES DE LA PROHIBITION
CHIFFRES DE LA PROHIBITION

DIRECTE

LES CHIFFRES DE LA PROHIBITION
CHIFFRES DE LA PROHIBITION
CHIFFRES DE LA PROHIBITION
CHIFFRES DE LA PROHIBITION
CHIFFRES DE LA PROHIBITION
CHIFFRES DE LA PROHIBITION

les

LES CHIFFRES DE LA PROHIBITION
CHIFFRES DE LA PROHIBITION
CHIFFRES DE LA PROHIBITION
CHIFFRES DE LA PROHIBITION
CHIFFRES DE LA PROHIBITION
CHIFFRES DE LA PROHIBITION

dire

THOMSON
SEMICONDUCTEURS

LES CHIFFRES DE LA PROHIBITION
CHIFFRES DE LA PROHIBITION
CHIFFRES DE LA PROHIBITION
CHIFFRES DE LA PROHIBITION
CHIFFRES DE LA PROHIBITION
CHIFFRES DE LA PROHIBITION

ema selection

Futur
Dans un

GRUPPE

LES CHIFFRES DE LA PROHIBITION
CHIFFRES DE LA PROHIBITION
CHIFFRES DE LA PROHIBITION
CHIFFRES DE LA PROHIBITION
CHIFFRES DE LA PROHIBITION
CHIFFRES DE LA PROHIBITION

EQUIPE

Une di
dan

Une société nouvelle est en
l'audiovisuel. Elle devrait re-
cevoir de ses partenaires une
politique dynamique de dif-
fuser.

L'effectif de cette société est
techniques aussi bien qu'a-
sont solides de la gestion et
dans le monde de l'audiovisuel.

Une grande autonomie, un
important, vous le challenge
complet d'une entreprise
avancées en toute confi-
dérance 8443 L.M.

L. P.

	Le type	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,85
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	La ligne/col.	La semaine T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,60
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Message à un DIRECTEUR DE DEPARTEMENT

350.000F +

Vous souhaitez entrer dans la filiale d'un des premiers groupes français. Nous sommes une société de 2500 personnes, notre C.A. consolidé est de 600 Millions de Francs. Nous sommes prestataires de services techniques auprès des collectivités locales et plus du quart de notre activité est représenté par

les transports en commun

Le Directeur que nous recherchons pour ce département est avant tout un entrepreneur. Cela a beaucoup plus d'importance à nos yeux que la connaissance des transports en commun.

Il est de formation supérieure, soit technique avec une expérience commerciale, soit commerciale avec une expérience technique. Il est centralien... ou HEC, ESSEC, ESCP et il a acquis, à 35 ans minimum, une expérience riche et diversifiée à dominante commerciale mais englobant la gestion, l'animation des hommes, la technique...

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous avez ce profil et si vous souhaitez vous réaliser en devenant un chef d'entreprise responsable.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous référence W/227/V à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp

CABINET HENRI PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 PARIS

AFCOREM

directeur du développement informatique

THOMSON SEMICONDUCTEURS

400.000 +

La Direction des activités semi-conducteurs (5.000 personnes), en très forte croissance (doublement du CA en un an), crée le poste de Directeur du développement informatique.

Dépendant hiérarchiquement du Directeur du Contrôle Financier, il est chargé d'animer et de coordonner le développement de l'information de gestion pour l'ensemble des activités semi-conducteurs. Sa mission consiste à élaborer, réaliser et mettre en place un plan informatique à 3 ans en conformité avec la stratégie informatique du groupe.

Responsable fonctionnel des chefs de service des dix sites informatiques et disposant de moyens propres, il doit assurer l'homogénéisation des activités informatiques en matériels et personnels (formation et recrutement), participer à l'élaboration des budgets informatiques et en assurer le suivi et le contrôle; concevoir et mettre en place la politique "réseaux" et réaliser la coordination informatique avec les filiales étrangères; implémenter un système de consolidation des informations pour le tableau de bord de la Direction Générale.

Ce poste de haut niveau s'adresse à un ingénieur diplômé d'une grande école, d'environ 35 ans, maîtrisant bien la conduite des études informatiques, expérience ayant pu être acquise dans un grand service informatique ou dans une SSII. La connaissance des matériels IBM et HP est souhaitable. Des déplacements de courte durée sont à prévoir. Rapidement opérationnel, le candidat devra faire preuve d'esprit de synthèse et de décision et de qualités de négociateur. Un fort potentiel est nécessaire pour s'adapter à la croissance du groupe. Possibilité d'évolution dans le groupe. Anglais nécessaire.

Ecrire avec CV, prétentions et photo sous référence L116/M à H. Bouet, Same-Selection: Centre Mètre 16/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE.

sema selection Paris, Lille, Lyon, Marseille, Toulouse

Futur Directeur d'Usine Dans un contexte productif de pointe

GRUPE AIRLEEC RADIAL BRUNNER est devenu rapidement leader sur le marché français des appareils de chauffage électrique (C.A. 83: 270 MF, effectif: 600 personnes). Pour atteindre nos objectifs (doublement du C.A. prévu dans les 3 prochaines années), nous misons sur des actions permettant d'accroître la flexibilité et la qualité, un ambitieux programme d'investissements, s'inscrivant à une politique sociale avancée.

Dans ce cadre, nous recherchons pour notre usine de Fleury-sur-Andelle - 25 km de Rouen - un Chef de Fabrication. Rattaché au Directeur de l'Usine et à la tête de 140 personnes, ce véritable manager assurera, par une gestion rigoureuse des potentiels humains et techniques, le respect des objectifs de fabrication dans les meilleures conditions d'efficacité et de consensus social.

Ce poste, rapidement évolutif vers une Direction d'Usine, conviendrait à un ingénieur A.M. ou similaire, 35 ans minimum, ayant acquis, outre la pratique du commandement en atelier, de bonnes connaissances en automatismes programmables et si possible une réelle expérience industrielle fine, outillages. Mais la personnalité du candidat, sa maturité, son sens du dialogue constitueront les critères déterminants du choix.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 1101 M. Elle sera examinée confidentiellement par François CORNEVIN qui vous contactera rapidement.



EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portails 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

Directeur Administratif et Financier Un Homme de Développement

Société de services, filiale d'un groupe de renom anglo-saxon, nous avons acquis en FRANCE une position de leader et connaissons une forte croissance grâce à la qualité de nos services et à notre capacité d'innovation.

Appelé à d'autres responsabilités dans le groupe, notre Directeur Administratif et Financier recherche son remplaçant qui fera partie de l'équipe de Direction à part entière.

Dépendant du Directeur Général, il sera responsable:

- De la gestion: supervision du service comptable et fiscal, élaboration des objectifs, contrôle des résultats, reporting mensuel selon les méthodes anglo-saxonnes, trésorerie, administration des ventes.
- Des systèmes, en vue d'améliorer la productivité, notamment dans le domaine de l'informatique.
- De l'administratif: gestion du personnel, préparation des assemblées, secrétariat du Conseil, services généraux.

Il dirige une équipe d'une vingtaine de personnes.

Les atouts de réussite du candidat sont la solidité, une facilité de dialogue à tous les niveaux, une formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co + DECS) et bien sûr un professionnalisme résultant d'au moins 8 ans des comptabilités française et anglo-saxonne et de gestion financière.

Une excellente maîtrise de l'anglais est nécessaire. La rémunération, fonction de l'expérience du candidat, sera assortie d'une voiture de fonction.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et salaire actuel à Rudolph von Raesfeldt sous réf. 31906 M - TEG - 18, place Henri Bergson 75008 Paris.

division de SYSTEMA



Une direction générale dans l'audiovisuel

Une société nouvelle est en cours de création dans un domaine particulièrement porteur de l'audiovisuel. Elle devrait rapidement prendre une place importante au niveau européen. Le choix de ses partenaires assure le succès de cette initiative qui s'inscrit dans le cadre d'une politique dynamique de développement de ce secteur.

L'effectif de cette société devrait rapidement dépasser 100 personnes dans les services techniques aussi bien qu'artistiques. Le Directeur Général qu'elle recherche devra apporter un sens solide de la gestion et des qualités de meneur d'hommes, acquises dans l'industrie et dans le monde de l'audiovisuel.

Une grande autonomie, mais aussi les moyens qu'assure l'appartenance à un groupe important, voilà le challenge proposé à un candidat ayant une expérience de direction générale complète d'une entreprise moyenne. L'anglais lui sera utile. Les candidatures seront examinées en toute confidentialité par les consultants du Cabinet CLEAS. Leur écrire sous référence 8443 LM.

CLEAS

6, Place de la République Dominicaine 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTec

UN DIRECTEUR DES ACHATS ET APPROVISIONNEMENTS

Société filiale d'un consortium international exploitant un complexe minier de première grandeur en Afrique francophone, recherche pour son siège situé à BRUXELLES

Rattaché au Directeur Général et en liaison avec la Direction des Achats de la société mère, il sera responsable de l'acquisition de tous les équipements destinés à la mine, son usine de traitement et sa logistique sur le marché international ainsi que de la négociation sur les prix et du choix des fournisseurs. Il aura également à analyser les besoins sur le terrain et à organiser la mise en place des structures.

Ingénieur diplômé, électromécanicien d'origine, le candidat devra justifier d'un niveau technique et fonctionnel élevé de direction d'Achats. Une expérience portant sur le domaine mine en délicate serait très appréciée. Il maîtrisera correctement l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 1906 à



BAILLY CONSEIL
128, bd Haussmann
75008 PARIS

Emplois & Entreprises

JP Min 1:50

REPRODUCTION INTERDITE



emploi international

(et départements d'Outre Mer)

Us truck manufacturer - This American truck and parts manufacturer is a major international group with a worldwide organisation. These two appointments are based in its European export office, located in a major capital city, and will complete the export management and service teams respectively.

Parts manager

Africa-Europe

Reporting to the regional manager and liaising with the US head office, you will be in charge of developing the sale and market penetration of engines, axles, transmissions, electricals... You will work closely with customers and the existing dealer and distributor network and develop it by appropriate actions, eg. recommending an inventory control system, implementing a stocking policy, carrying out training, and advising on marketing strategy. This position will be attractive to Europeans with a sound basic management training who have significant sales experience in Africa and Europe, either gained, ideally, within a similar business in the automotive field or with construction or agricultural equipment. A good command of French and English is essential. Ref. A/R9066M.

Service manager

Africa

You will be responsible to the territory manager for ensuring that the distributor network provides an effective after-sales service, and for giving direct technical support to key retail customers and to distributors' service organisations on major projects. This position will be attractive to mature candidates with a sound training in mechanics (an engineer or equivalent) who has relevant servicing experience gained either in the truck industry or with construction or agricultural equipment. A knowledge of Africa and a good command of French and English are essential. Ref. A/R9066M.

Salaries will depend upon experience and personal skills. Preliminary interviews will be held in London or Paris. Initially, please send full CVs in English, quoting the appropriate reference, to H. MICHÉRON.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.94

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



emploi régional

Développer une Informatique de Pointe en Gestion Industrielle

Un «challenge» pour un ingénieur à fort potentiel

Nous sommes rattachés à la Division «Parfums et Beauté» de l'OREAL. La croissance soutenue des capacités de production de l'usine, l'intégration prochaine d'un HP 3000, nous amènent à mettre en place rapidement une informatique décentralisée de pointe, au top niveau de fonctionnement, pour toute la gestion industrielle.

Pour mener à bien la définition, la mise en œuvre et la maintenance de ce système d'informations, en liaison étroite avec tous les services utilisateurs, notre Directeur d'Etablissement crée à Vichy le poste **CHEF SERVICE INFORMATIQUE**.

De formation Ingénieur ou similaire + IAE... âgé d'au moins 30 ans, il justifie impérativement d'une expérience de réalisation complète de systèmes décentralisés de gestion industrielle, depuis l'analyse des besoins jusqu'à l'exploitation.

Ce poste clé pour le développement de nos activités peut évoluer à moyen terme vers des responsabilités de Direction Administrative.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence 9204 M à notre Conseil.



EQUIPES ET ENTREPRISES

11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

Qualité à Cognac - en Mer

COMPTABLE

20 ans expérience après diplôme d'Etat sur ordinateur, comptabilité française, perfection de la langue anglaise, langue maternelle arabe, marié d'un permis de travail. Rôle pour voyager. Envoyer C.V. pour interview à M. YAHIA, 31, Boulevard Périère-Grac, MC 98000 MONACO.

MCE, école de français p. adultes étrangers, recherche

PROFESSEUR

exp. pratique VIF et DVV, anglais, espagnol, russe, allemand, français, arabe, persan, turc, vietnamien, etc. Env. C.V. à M. YAHIA, 31, Boulevard Périère-Grac, MC 98000 MONACO.

Intégrez notre équipe marketing

HAUTE SAVOIE



Leader mondial dans notre créneau, nous concevons et réalisons des systèmes de commande électrique et automatique pour la protection solaire et la fermeture. Ces produits sont diffusés en France et à l'Étranger par nos filiales de distribution (Europe, États-Unis, Japon).

Notre succès est lié à la qualité de nos produits et aussi à l'effort permanent que nous consacrons au Marketing et au Commercial (50 % de nos effectifs). Nous souhaitons renforcer notre direction Marketing.

Commun rattachée directement au Président. Nous recherchons deux collaborateurs pour notre Responsable du Marketing:

Responsable du lancement produits nouveaux. RAE LPM Il est chargé, en liaison avec le Marketing Recherche, les Etudes, la Production et les filiales, de préparer et mettre en œuvre le lancement des nouveaux produits (formation, réalisation des supports, gestion des budgets). C'est un homme de formation supérieure, Commerce/Gestion ou Ingénieur, ayant une expérience minimale de 2 ans dans une fonction voisine.

Jeune chef de publicité / Relations publiques. RAE CRP Il est chargé de la mise en œuvre de toutes les actions de communication avec l'environnement extérieur et les filiales de commercialisation.

Documentation, audio-visual, publicité, films et produits d'aide à la vente dans le cadre d'un budget à gérer. C'est avant tout un réalisateur qui sera également chargé de la communication interne (journal de liaison).

Homme d'entreprise ou d'agence, il possède une première expérience dans ce domaine. Pour ces deux postes, l'anglais est indispensable. Si vous êtes intéressé, écrivez sous référence choisie à notre conseil KEY MEN qu'il nous connaît bien. Il vous garantira une totale discrétion.

KEYMEN
2 rue Châteaubert 69002 Lyon

CGEE ALSTHOM

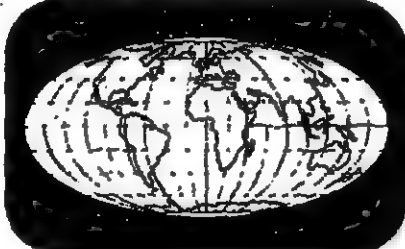
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

Nous sommes le leader européen de l'entreprise électrique. Nos Services des Travaux Extérieurs sont présents sur 100 chantiers dans 70 Pays. Ils poursuivront le développement de leurs activités à l'exportation grâce à vous.

JEUNES INGENIEURS SUPELEC, MINES, ENSAM, ENSI...

Envoyez vous pour
KUALA LUMPUR, CARACAS, KOWEIT, TRIPOLI, KINSHASA

Après quelques mois d'adaptation pratique à nos activités et à notre organisation passés dans nos centres de formation et sur nos chantiers en France, nous vous proposerons d'aller construire des centrales électriques, des postes HT, des dispatchings, des métros... à l'étranger.



Alors vous qui avez envie de prendre rapidement des responsabilités à un niveau élevé de délégation et de décision, d'être votre propre patron, de travailler dans le monde entier sur des chantiers que vous aurez à réaliser en mettant en œuvre les techniques modernes d'une gestion informatisée, venez nous rejoindre.



Mobiles, hommes de terrain et d'action, vous avez la connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères.

Nous saurons vous offrir les perspectives de carrière d'une Société internationale dont la taille et l'expansion permettront d'assurer votre évolution.

Ecrivez-nous à : CGEE ALSTHOM - Services des Travaux Extérieurs
Courcelleur 1 - 1, rue Arthur Lagard - 92300 LEVALLOIS-PERRET.



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Diriger une informatique décentralisée qui colle aux besoins

Efficacité, délégation de responsabilité au niveau le plus compétent, gestion optimale des moyens sont les principes directeurs de notre stratégie d'entreprise comme de notre action quotidienne. Et les résultats sont là pour nous donner raison. Un siège parisien concentré, une trentaine d'établissements industriels ou commerciaux dans l'hexagone au service de biens d'équipement domestiques d'excellente notoriété. Et un CA qui s'agrandit aujourd'hui le milliard de francs.

Nous avons bâti notre organisation informatique avec pragmatisme et en étroite collaboration avec les utilisateurs en province, qui disposent des moyens propres adaptés à leurs besoins spécifiques. Des applications nouvelles sont en cours de développement : il faut suivre de près leur mise en place ; d'autres vont s'avérer nécessaires. Certains équipements sont en cours de modernisation ; il faut en suivre aussi leur bonne intégration. C'est un Directeur Informatique que nous recherchons, aidé par une équipe très restreinte au siège, qu'incombera cette responsabilité.

Vous avez déjà l'expérience de la conduite de A à Z d'applications et donc celle du contact sur le tas avec les utilisateurs. Vous êtes à l'aise dans l'analyse fonctionnelle comme dans le règlement du détail qui va permettre une mise en route réussie de l'application. Age et formation ne nous laissent pas indifférents et il va de soi que ce poste implique une bonne maîtrise informatique. Mais au moins autant nous importe votre capacité à vous intégrer à une équipe qui en veut et à vous impliquer personnellement très fort. Avec en prime la satisfaction de peser réellement sur les résultats de l'entreprise. Faites connaître aux consultants de Sirca, sous référence 181 216 M, votre intérêt pour le poste, sans oublier de leur préciser votre rémunération actuelle.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTIC

POUR L'INSTITUT TECHNIQUE DE SINGAPOUR
dirigé par l'ESIEE
(Ecole Sup. d'Ingénieurs en Electrotechnique et Electronique)
la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

INGENIEURS

- ELECTRONIQUE GENERALE, CONCEPTION DE CIRCUITS ELECTRONIQUES.
- ELECTRONIQUE DE PUISSANCE, MACHINES ELECTRIQUES.

Formation et expérience requises :

- Ingénieurs grandes écoles ou équivalents ;
- 3 années d'expérience dans l'industrie et/ou l'enseignement ;
- Pratique courante de l'anglais : écrit et parlé.

Fonctions :

- Organisation et mise en œuvre d'unités d'enseignement dans les spécialités indiquées ;
- Mise en place des équipements pédagogiques ;
- Suivi de projets.

Postes à pourvoir entre JUILLET 84 et MARS 85.

Statut et avantages liés à l'expatriation.

Env. c.v. à M^{me} Varaut, groupe E.S.I.E.E., 89, rue Falguière, Paris-15^e.

LIBREVILLE :

La société D.C.C.E. recherche pour le compte d'un important groupe parapublic Gabonais :

Un Conseiller Technique Immobilier

Chargé de la gestion du patrimoine immobilier, sa mission s'articulera autour de trois axes :

- Technique ;
- Administratif ;
- Financier.

Il devra en outre organiser et structurer le service ainsi que former et encadrer de nouveaux collaborateurs. Une personnalité affirmée sera indispensable dans le rôle de conseil en matière de politique immobilière qu'il aura auprès de la D.G.

Ce poste s'adresse à un ingénieur Bâtiment ou équivalent ayant reçu une formation complémentaire type IAE.

Une expérience réussie d'au moins 5 ans impliquant des responsabilités importantes notamment sur chantier est nécessaire.

La durée de la mission sera de 4 ans minimum et pourra être de 6 ans.

Adresser curriculum vitae, photo, lettre manuscrite et prétention. Une totale discrétion sera assurée.

Sous n° 3.053 Le Monde Publicité, service ANNONCES CLASSEES, 3, rue des Italiens, 75009 PARIS.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

PEINTURE CARROSSERIE AUTOMOBILE
DUCCO
 Filiale de CDF CHIMIE, la société des peintures DUCCO est un des premiers fabricants français de peinture carrosserie automobile. Sa progression la conduit à rechercher un **CHEF DE REGION**.
CHEF DE REGION
 CENTRE-EST
 Résidence: Dijon-Nancy-Metz
 Rattaché directement au directeur commercial, il anime et contrôle une équipe de quatre délégués technico-commerciaux, prend en charge le C.A. existant, le développement et la gestion commerciale de sa région.
 Pour ce poste d'encadrement, nous souhaitons rencontrer un bon professionnel de la peinture automobile, possédant une expérience significative de la négociation technico-commerciale dans ce secteur.
 Indépendamment de son dynamisme et de son implication personnelle, il a une forte capacité d'animation et de gestion d'équipe.
 Les conditions offertes, la notoriété de l'entreprise et du groupe et les possibilités de développement de carrière sont de nature à intéresser une personnalité de valeur et de potentiel.
 Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence M.27/215 CH. à:
EGOR PROMOTION
 63, rue de Pontbieu 75008 Paris.
 PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIEL
 160 000 F
THOMSON
 CHOLET
 La Société THOMSON CSF se situe parmi les premières compagnies mondiales en électronique professionnelle. Elle crée pour l'unité de production choletaise (1700 p) de sa division télécommunications un poste de jeune contrôleur de gestion. En position d'adjoint, il aura pour objectif de mettre en place une méthode d'analyse des coûts de revient, aura pour autres tâches l'élaboration des budgets et le suivi des activités des ateliers de production.
 Ce poste s'adresse à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (école supérieure de commerce ou équivalent, homme de terrain et de contact, à la fois rigoureux et créatif, et pouvant justifier d'une première expérience du contrôle de gestion acquise dans le secteur industriel, et si possible au niveau d'une unité de production. Des connaissances en informatique constituant un atout supplémentaire.
 Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M.17/1123 A. à:
EGOR OUEST-ATLANTIQUE
 15, rue Charles Monselet - 44000 Nantes.
 PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Ministère de la Défense
 Etablissement Technique d'Angers recherche
INGENIEUR CHARGE DE PROGRAMMES
 Profil :
 • Grandes Ecoles ou équivalent,
 • excellentes connaissances en mécanique générale,
 • formation de base en résistance des matériaux,
 • bonne ouverture sur les techniques hydraulique, pneumatique, électrique, électronique, hydrodynamique, moteur thermique, transmission.
 Mission :
 • conduite de programmes,
 • chargé de l'animation et de la coordination du développement de véhicules militaires.
 Nationalité française exigée.
 Adr. lettre + C.V. et rémunération souhaitée à :
 Monsieur le Directeur de l'ETAS
 BP 4107 - 49041 ANGERS Cédex.

• VOUS ETES
un jeune ingénieur
 issu d'une Grande Ecole.
 vous voulez conduire des hommes, gérer une production, maîtriser votre évolution.
 • NOUS SOMMES
Général Foods France
 usine de Reims
 nous renforçons notre équipe de production pour assurer notre développement technologique : automatisation, informatisation...
 voulez-vous faire partie de notre équipe ? alors, prenez très vite contact avec notre conseil :
FRANÇOIS REBOUD & CIE - tél. (26) 40.40.88
 9, rue Thiery - 51100 Reims

POUR NOS PRODUITS MOS, des ingénieurs étudient travaux neufs
 Un environnement passionnant par sa complexité technique : celui de la production de puces de circuits intégrés MOS, salles blanches, systèmes de conditionnement et de filtration de l'air et leur régulation, réseaux de fluides et contrôle de la contamination ainsi que réseaux de distribution d'énergie et de fluides industriels et leurs automatismes. Pour l'étude, le suivi de la qualité de la construction, la réception des installations et leur mise en route, nous recherchons
 • UN INGENIEUR CONFIRME
 Cet ingénieur généraliste (AM, Centrale...) a 5 à 8 ans d'expérience dans la conception de salles blanches, si possible en partie acquise dans un pays anglophone. Excellent esprit de synthèse, il sait se donner les moyens de ses résultats. Bon animateur, il encadre une petite équipe.
 • DES INGENIEURS 1ERE EXPERIENCE
 Ingénieurs généralistes, vous avez affirmé dans votre première expérience votre choix d'une carrière technique. Vous avez le goût de la précision, de la qualité et des nouveautés. Vous pourrez parfaire votre maîtrise pratique et théorique parmi nous.
 R.F. FAC2/0684/1M
 R.F. FAC2/0684/1M
un chef de produit MOS mémoires
 Ce jeune électronicien a pour mission principale la promotion de nos nouveaux produits, mémoires dynamiques et mémoires non-volatiles ainsi que l'écoulement de nos produits dans plusieurs secteurs du marché. Il participe à la définition des stratégies et est responsable de leur application en collaboration avec des homologues européens. Il suit également l'évolution des implantations et des qualifications auprès des clients et assure le support après-vente de ces derniers, en liaison étroite avec l'ingénieur MOS mémoires et la force de ventes. Son évolution de carrière peut l'orienter vers le marketing, l'encadrement ou des responsabilités au niveau européen.
 Ces postes sont basés à VILLENEUVE-LOUBET près de NICE.
 Monique NERRET vous prie de lui adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée, sous référence du poste choisi, à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE
 8/10, avenue Morane Saulnier
 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY CEDEX
TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

SKF
 SKF - CAM : société française du Groupe SKF International, premier fabricant mondial de roulements. Nous recherchons pour notre établissement de Saint-Cyr sur Loire en Touraine (1350 personnes) un
Ingénieur de Production, ENSAM, ICAM ou INSA
 Débutant ou quelques années d'expérience
 Nous lui offrons de larges possibilités de carrière évolutive en milieu industriel (méthodes, contrôle, fabrication, maintenance) s'il sait se montrer particulièrement dynamique. Sens de l'organisation, volonté de progrès, qualités de relations humaines.
 Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 84/37/98 à notre Conseil.
 1 rue Grenobler - BP 1522 - 37015 TOURNAI
DOMINIQUE LELIGOIS

SAT
 Nous sommes un important groupe industriel français, leader mondial pour les Accumulateurs alcalins, les Générateurs Spéciaux et les Piles à usage industriel.
 Nous recherchons un
JEUNE INGENIEUR DE PRODUCTION (Centrale, A & M, IDN, Ecoles Supérieures de Chimie)
 Débutant ou ayant une première expérience, vous voulez valoriser vos connaissances techniques (dominantes mécaniques ou processus chimie) sur le terrain en devenant responsable opérationnel d'un secteur de production.
 Dans un premier temps, nous vous confierons la responsabilité du Laboratoire de Contrôle d'une partie de nos ateliers. Cette formation vous donnera une parfaite connaissance de nos produits et de nos procédés et une première approche du management.
 Au bout de quelques mois, vous évoluerez vers une fonction de Chef d'Atelier d'un groupe d'une centaine de personnes.
 Nous vous offrons de réaliser cette expérience industrielle dans notre usine de fabrication d'Accumulateurs Nickel-Cadmium de Bordeaux (1000 personnes).
 Adressez votre candidature, sous référence A.7.11 LM & SAT - Direction des Ressources Humaines - 57, rue de Villiers 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

emplois internationaux
 (et départements d'Outre-Mer)
 Nous sommes une importante société d'ingénierie appartenant à un groupe international
 Nous recherchons pour
UN COMPLEXE INDUSTRIEL IMPORTANT EN INDONESIE près de DJAKARTA
INGENIEURS INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
INGENIEURS ELECTRONICIENS
 Chargés d'assurer l'exploitation et la maintenance de l'ensemble des contrôles et automatismes de cette unité.
 NOUS DESIRONS recruter de jeunes ingénieurs diplômés, citadins, débutants ou ayant première expérience de calculateurs DEC PDP 11 (Prog., FORTRAN, Syst., RSX11M) et parlant couramment anglais. Une formation spécifique aux équipements sera assurée préalablement au départ sur site.
 NOUS OFFRONS une rémunération motivante, tous les avantages liés à l'expatriation et la possibilité, à la fin d'une mission de 2 ans, d'un développement de carrière chez notre client indonésien ou à notre siège social situé dans la proche banlieue ouest de Paris.
 Adresser C.V., lettre manuscrite sous n° T 066.523 M, Régie presse, 7, rue de Montessuy, Paris 7^e.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX
 recherche pour la province
JEUNES JURISTES
 MAÎTRES EN DROIT DES AFFAIRES.
 Petite expérience nécessaire (en Entreprise ou en Cabinet de Conseils).
 Formation comptable souhaitée.
 Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo s / réf. 1149 à PARAPHE, 10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.

L'OPÉRA-THÉÂTRE DE NANCY
 recrute pour la saison 1984-1985 (engagement immédiat)
des PIANISTES RÉPÉTITEURS
 Salaire mensuel brut : 8.390 francs
 Engagement à l'année.
 Audition le 2 juillet à 14 heures au T.M.P. Châtelet, Studio A.
 Renseignements et inscriptions : Opéra-Théâtre de Nancy 1, rue Saint-Catherine, 54000 Nancy.
 Tél. : (8) 337-63-01, poste 2704, 2703.

THOMSON SEMICONDUCTEURS
 NUMÉRO UN FRANÇAIS DES SEMICONDUCTEURS
 recherche
DES CADRES ADMINISTRATIFS de haut niveau
 pour sa
DIVISION CIRCUITS INTÉGRÉS BIPOLAIRES GRENOBLE
CONTRÔLEUR de GESTION de Production
 (H.E.C., E.S.S.E.C., SUP. de CO. ou équivalent)
 Contrôlera les prix de revient, les inventaires et les performances de la production. (Réf. 1/H.F.)
COMPTABLE CONFIRMÉ
 (D.E.C.S. ou équivalent)
 Animera l'équipe de comptabilité analytique ou générale, élaborera les documents comptables (bilan, consolidation, etc.) et budgétaires. (Réf. 2/H.F.)
 Pour ces deux postes à pourvoir au sein de la Direction Financière, une expérience de plusieurs années en milieu industriel et la pratique de l'anglais sont indispensables. De larges possibilités d'évolution de carrière existent au sein du Groupe, en France et à l'étranger.
 Merci de faire parvenir le dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi au Service du Personnel - THOMSON D.C.I. - B.P. 54 - 38120 SAINT-ÉGRÈVE.
THOMSON
 BRANCHE COMPOSANTS

الشيء هو ليس



emplois régionaux : emplois régionaux : emplois régionaux : emplois régionaux

Jeunes ingénieurs

Cette importante société industrielle de l'Est de la France a décidé de préparer les structures industrielles des prochaines années. Participer à cet ambitieux projet, voilà ce qu'elle vous propose.

VOTRE MISSION

- Mettre en place de nouvelles technologies, préparer l'avenir, assurer une qualité toujours plus performante du produit...

VOTRE TRAVAIL

- Participer à la définition, la conception, la mise au point, l'implantation de matériels nouveaux, assurer la maintenance de l'installation, mettre en œuvre des automatisations industrielles, développer des logiciels et suivre leur réalisation, être l'architecte de systèmes d'information, faire la synthèse des données techniques et économiques, voilà quelques exemples.

VOTRE AFFECTATION

- Les postes sont nombreux : en sein des Directions INDUSTRIELLE, ENTRETIEN, TRAVAUX NEUFS, AUTOMATIQUE, INFORMATIQUE etc... pour votre première affectation ; et puis une carrière évolutive suivra.

VOTRE ORIGINE

- Débutants ou disposant d'une première expérience, les ingénieurs retenus seront diplômés des grandes écoles (Centrale-Mines-Sup'Élec-ISEP-ISEN-Arts et Métiers-N7-ISEN-ENSEM-ING-EN-etc...) avec options relatives à l'Électronique, ou l'Informatique, l'Automatique...

Vous sentez-vous concerné ? Alors, adressez votre candidature à J. HAXAIRE en précisant la référence A/2528M.

PA

3, rue des Gervais - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.64

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

elf bio
recherches

FILIALE ELF AQUITAINE SANOFI

Centre de recherches Toulouse Labège - ELF BIO RECHERCHES, filiale ELF AQUITAINE et SANOFI, spécialisé en biotechnologies, installe à Toulouse Labège son nouveau centre de recherches, renforce ses équipes de chercheurs et recrute :

Biochimiste haut niveau responsable analytique

Avec l'aide d'un technicien supérieur et en étroites relations avec l'ensemble des laboratoires du centre, il sera chargé de mettre en place les moyens analytiques nécessaires au développement des produits issus de la biosynthèse à partir de micro-organismes et cellules eucaryotes naturels ou recombinés. Le candidat que nous recherchons, 3^e cycle, thèse ou équivalent en biochimie, justifiera de 5 ans d'expérience réussie dans la mise au point et la pratique de techniques analytiques adaptées aux produits biologiques actifs utilisés en pharmacie, agro-alimentaire, chimie fine (protéines, antibiotiques, polysaccharides...). Réf. B/12009M.

Responsable pilote purification protéines

Sa mission consistera à transférer les protocoles de laboratoires et à développer les systèmes de purification pré-industrielle pour l'obtention de produits à usage pharmaceutique. Il sera responsable d'une équipe de chercheurs et de techniciens. La personne que nous recherchons aura une formation de haut niveau en biochimie et génie chimique (docteur, docteur ingénieur ou équivalent) et justifiera d'une expérience de plusieurs années en purification pré-industrielle et/ou industrielle. Réf. B/12008M.

Pour ces postes, écrivez à M. FABRE en précisant la référence choisie.

PA

71 bis, allée Jean-Jaures - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

C.P.I.O.

Caoutchoucs et Plastiques

Filiale RENAULT, nous étudions, concevons et fabriquons des produits techniques en caoutchouc et en matière thermo-plastique injectée, destinés essentiellement à l'industrie automobile. Pour faire face à notre développement (2100 personnes, 3 usines, 630 millions de C.A.), nous renforçons le potentiel de notre usine de VITRII spécialisée dans la production de pièces en caoutchouc et recherches un

responsable étude et mise au point produits

de la partie étude et dimensionnement (380 personnes), il sera directement rattaché au responsable du développement. De la conception à la mise en fabrication de nos produits d'échappement automobile, sa participation sera essentielle et nous attendons de lui qu'il aille à une grande compétence des qualités de contact. Cette fonction conviendrait à un ingénieur possédant déjà une première expérience des produits de l'automobile.

Merci d'adresser confidentiellement votre CV sous réf. 589/M à Albert AUPETIT. Les premiers entretiens auront lieu fin juin.

CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL
3, Bd René Levesneur
72000 LE MANS

LE MANS - ANGERS - LIMOGES

REGION RENNES

Grâce à notre notoriété technologique, nous sommes devenus un partenaire majeur dans le domaine de l'automobile.

Responsable du service organisation H.F.

NICE : Un important organisme financier souhaite voir ce futur responsable participer à l'étude et mettre en place des applications issues de nouvelles technologies (télétraitement, micro-informatique).

Il devra également maintenir et améliorer les procédures existantes en matière d'organisation du travail.

De formation supérieure (BAC + 4), il devra justifier d'une expérience de l'organisation de 2 à 3 ans.

De bonnes connaissances de l'informatique et des circuits bancaires sont souhaitées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. I.13 à

Herblin recrutement
un département de herblin conseil
11, place de la République 06300 NICE

HC
Herblin Conseil

Jeunes chefs de projets

Ingénieurs, ESC, MIAGE... - Ce groupe spécialisé dans la production d'acier fins de haute qualité a engagé ces dernières années de très importants investissements et s'est doté des outils les plus modernes à l'échelle mondiale. C'est dans le cadre de cette politique qu'il recherche deux chefs de projets pour son usine de Dunkerque (2.600 personnes). Ceux-ci se verront confier, après une période de formation si nécessaire, la responsabilité complète de l'information de l'unité d'entretien-travaux généraux pour l'un, de l'unité approvisionnement et stocks pour l'autre. Intégrés à un important service informatique, ils prendront en charge l'ensemble du projet, des études préliminaires et de l'analyse fonctionnelle jusqu'à la mise en place du système. Le premier poste s'adresse à un jeune ingénieur généraliste (AM, ICAM, HEI, ISEN...), le second à un jeune gestionnaire (ESC, MIAGE...), éventuellement débutants, possédant en moins une première sensibilisation à l'informatique et désireux de se perfectionner rapidement. Une première expérience de ce type serait vivement appréciée. Les rémunérations retenues, motivantes, seront éventuellement fonction de la valeur et de l'expérience des candidats. Ecrire à G. SANCHEZ en précisant la référence A/4694M.

PA

19, Résidence Flammé - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Gestion et économie rurale

Tours

Responsable fiscal et juridique

Carrière de gestion et d'économie rurales, nous connaissons une expansion annuelle de 30 %. Une telle croissance nous oblige à repenser notre organisation et, notamment, à nous structurer en équipe.

Votre rôle : animer et coordonner l'activité des 20 comptables du centre, former les futurs responsables d'équipe, conseiller nos adhérents (agriculteurs) dans les domaines de la fiscalité et de la gestion, entretenir les contacts nécessaires avec les différentes instances administratives.

Un diplôme d'Expert Comptable ou le DECS complet (avant 1968) ainsi qu'une expérience en cabinet d'expertise sont indispensables.

180 à 210 000 F pour ce poste rattaché à la Direction Générale, intéressant un candidat d'une trentaine d'années environ.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence B4/37/133 à notre Conseil.

**DOMINIQUE
LEIGOIS**

1 rue G. G. - BP 1522 - 37015 TOURS CE

OFFRES D'EMPLOIS

Dans le cadre de la mise en place d'un réseau informatique constitué à partir de plusieurs milliers de terminaux un important organisme de secteur tertiaire recherche un

PROFESSIONNEL DE L'APPROVISIONNEMENT

Il aura pour mission :

- De négocier les contrats de maintenance et de suivre leur exécution.
- D'approvisionner le stock de pièces et sous-ensembles de rechange.
- De gérer le système d'information associé aux tâches précédentes.

Le candidat devra avoir en sa responsabilité d'un service d'approvisionnement électronique et électromécanique et avoir l'expérience de contrats de prestations de service.

Le lieu de travail est situé dans la région Parisienne.

Ecrire sous n° 1104 à *Le Monde* Publiée, service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Juillians, 75009 PARIS.

Pour un jeune diplômé

Responsable logistique

Rhône-Alpes

Notre société leader sur son marché est en développement constant aussi bien en France qu'à l'étranger. Nous recherchons pour un nouveau poste de responsable logistique, un jeune diplômé de l'enseignement supérieur - Ingénieur ou gestion.

Il sera chargé de définir, proposer et mettre en œuvre une politique performante en gestion de stock, planning, expéditions et ultérieurement ordonnancement. Ce poste, véritable interface entre le commercial et la technique peut offrir de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, avec CV et prétentions sous réf. 483 M, à Media-System, 93 rue Edouard-Herriot, 69002 Lyon, qui transmettra. Discretion assurée.

LE CENTRE DE RECHERCHE DE L'IN.R.S.

(NANCY)

recrute

MATHEMATICIEN-INFORMATICIEN (H ou F)

Ingénieur ou docteur ayant une bonne expérience professionnelle en organisation de données et traitement statistique, ainsi qu'une compétence dans la modélisation mathématique.

La connaissance du traitement des données biologiques serait appréciée.

Faire acte de candidature en envoyant C.V., photo et prétentions à C.A. LEMAITRE, service du Personnel IN.R.S., avenue de Bourgogne, 54000 VANDOEUVRE.

La CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES, dans le cadre de sa mission de conseil aux 38 Banques Régionales du Groupe recherche un

Informaticien conseil

Vous travaillerez à la mise en œuvre de la politique informatique du groupe et vous serez capable de mener des actions de conseil sur le terrain, notamment dans les domaines de la stratégie et de la planification informatique.

Diplômés de l'enseignement supérieur, qui avez une expérience professionnelle d'au moins 5 ans (si possible dans le domaine bancaire) écrivez à François MARSAL sous réf. I.C.

Banque Populaire

Chambre Syndicale des Banques Populaires
131, avenue de Wagram - 75017 PARIS CEDEX 17

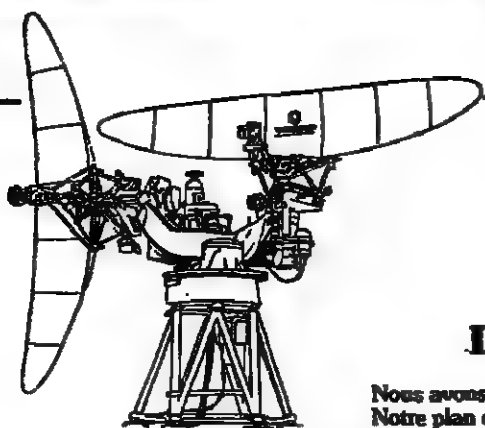
THOMSON

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON-CSF

CENTRE ÉLECTRONIQUE DE SARTROUVILLE (Yvelines)

Nous avons pour vocation la fabrication de matériels très complexes de détection. Notre plan de développement nous amène à rechercher des

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

ESE, ENSEIG, ENSEA, ISEP, etc.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs désireux de valoriser leur formation ou leur première expérience par une activité dans un contexte de production en s'insérant dans des équipes opérationnelles jeunes et performantes. Nous leur proposons dans le cadre des différents postes à pourvoir de participer soit à la conception des circuits électroniques, soit de développer des moyens de mesures et d'essais dans le domaine des hyperfréquences. Vous pourrez utiliser dans le cadre de vos missions les puissants moyens technologiques du Groupe et acquérir de ce fait très rapidement une expérience sans équivalence. Ces postes seront le point de départ de votre carrière au sein du Premier Groupe Européen d'Électronique Professionnelle.

Les candidatures sont à envoyer au Service Emploi - 17, quai Pierre Brumel - 78500 SARTROUVILLE Cedex.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

Vendre des services aux COLLECTIVITÉS LOCALES

200.000F/an

Nous sommes les premiers dans notre spécialité : la collecte des déchets ménagers et leur élimination. Nous tenons à le rester malgré un contexte concurrentiel difficile. Nous avons les moyens de le faire : nous sommes un ensemble de sociétés de 2500 personnes appartenant à un des premiers groupes industriels français.

Notre avance technique et notre savoir faire nous permettent d'apporter aux collectivités locales un « plus » certain. Pour le faire savoir, nous créons un nouveau poste dans notre Direction Commerciale.

Vous serez sur le terrain, sur l'ensemble de la France, 4 jours par semaine : vous assisterez également les exploitations décentralisées dans toute leur action commerciale, en particulier le renouvellement des contrats et la recherche de nouveaux clients.

Vous êtes de formation supérieure technique ou commerciale : ce qui compte le plus pour nous, c'est votre dynamisme et l'expérience que vous avez acquise (plusieurs années) de la vente de biens ou de services aux collectivités locales en négociant, soit directement avec les élus, soit avec leur direction technique, soit avec leurs conseils DDE - DDA ...

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/227/S à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp

CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

APCOREM *****

PROUVOST S.A.

PINGOUIN
Permelle

WELCOMME
STEMM

RODIER
Club Méditerranée

chef de produit

Il ou elle a :

- Une formation grande école de gestion HEC, ESSE, ESSEC.
- Une première expérience professionnelle et l'ambition d'élargir son champ de responsabilités.
- Une approche Marketing rigoureuse et aussi le goût des produits mode au renouvellement rapide, la faculté de s'adapter à un milieu créatif.
- Une vision internationale des marchés indispensable dans un Groupe qui réalise hors de France les deux tiers de son chiffre d'affaires.

Merci d'écrire, avec C.V. détaillé à M. CHERMAT
PROUVOST S.A. - 11 boulevard de la Madeleine 75001 Paris.

CHEF DE GROUPE DE PROJETS

250 KF+

Dans le cadre du développement de ses activités, un important constructeur d'ordinateurs cherche un ingénieur en Chef pour prendre la responsabilité de «Grands Comptes».

De formation supérieure, 35 ans environ, vous avez acquis une expérience diversifiée en gros systèmes, réseaux, bases de données, bureautique.

Votre mission : Représentant du groupe chez le client, vous êtes chargé de coordonner l'ensemble des moyens (hommes, matériel, logiciels) pour réaliser le contrat.

Le poste est basé à PARIS.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'écrire à Bernadette BLUZET sous réf. 1409. Information téléphonique sur nos opportunités de carrière 94 14 24 ou (1) 749.85.50.

INFORAMA
carrières
de techniciens pas les hommes

7 rue Parquet 75005 Paris Tél. 749 14 24

LYON - VILLE - TOULOUSE - PAU

Ingénieur métallurgiste

Vous avez au moins une thèse de docteur-ingénieur en métallurgie, et peut-être 2-3 ans d'expérience en recherche.

Votre mission ? Vous aurez la responsabilité de la recherche appliquée dans un secteur très fortement en pointe : les alliages à mémoire de forme. Vous deviendrez ainsi notre spécialiste «métallurgie» de l'Europe, intervenant depuis Paris. Mais avant, vous aurez le privilège d'être formé à nos recherches, durant une année en Californie. Votre pratique de l'anglais est donc déjà bonne. Nous sommes une société internationale d'origine américaine en forte croissance.

Depuis 25 ans nous privilégions l'innovation technologique en investissant 10 % du C.A. en recherche et développement.

Aussi nos techniques de pointe dans différents domaines et en particulier celui des métaux à mémoire apportent des solutions originales dans des secteurs porteurs. Prenez un premier contact en nous envoyant votre C.V. avec photo et rémunération sous référence 571 M à : Raychem - Direction du Personnel - B.P. 738 - 95004 Cergy-Pontoise Cedex.

Raychem

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
A VOCATION INTERNATIONALE LARGEMENT
IMPLANTÉ DANS DES SECTEURS A HAUTE TECHNOLOGIE
(SIÈGE A PARIS)

recherche pour sa direction de l'audit interne

AUDITEURS INTERNES

Formation : HEC, ESSEC, SUP de CO, IEP (+ DECS), INGÉNIEURS (+ Formation Gestion) ou équivalent.

Anglais ou allemand courant.

Expérience : 3 à 5 ans dans un service d'audit interne ou dans un cabinet international.

Après quelques années de réussite dans cette fonction, réelles possibilités de carrière dans des postes de responsabilité en Usine, tant en France qu'à l'étranger.

Prière adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sa réf. 35326 à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS. Discretion absolue assurée.

emplois régionaux

Un des premiers groupes français de prévoyance, réputé pour sa réussite et son dynamisme, recrute

UN CHEF DE SERVICE

NOUS :

- nos activités : de l'assurance au tourisme social, elles sont très largement diversifiées.
- nos techniques : développées dans des secteurs de pointe (informatique, communication...) sont des plus performantes.
- nos projets : ils sont ambitieux et motivants.

VOUS :

- votre formation : HEC, ESSEC, IEP Paris ou équivalent.
- vos qualités : vous avez des aptitudes réelles à la communication, à l'animation, à l'organisation.
- vous êtes ambitieux et imaginatif, vous acceptez le principe de la mobilité géographique.

Ce poste est à pourvoir dans une grande ville universitaire. Possibilités intéressantes d'évolution de carrière au sein du groupe. Rémunération annuelle à partir de 170 000 F et + selon expérience.

Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 9223 à
VALENS CONSEIL, BP 359, 75064 PARIS Cedex 02.

Notre spécialiste marketing industriel ventes et diversifications

Dans le cadre de notre politique de développement (recherche systématique de nouveaux marchés pouvant entrer dans le cadre de notre standard de production actuel et à venir, prises de participation) notre Société, un important groupe industriel français, plus de 2 milliards de C.A., usines en France et à l'étranger, recrute son Spécialiste ventes, marketing et diversifications. Rattaché à la Direction Commerciale, il aura pour mission :

- la vente de produits industriels,
- les études commerciales nécessaires à la définition des objectifs de vente et les moyens d'action à envisager,
- la recherche systématique d'opportunités de diversifications sur tous secteurs d'activité.

Pour ce poste situé à Paris-La Défense, nous souhaitons rencontrer un homme ou une femme de 32 ans minimum, de formation supérieure de type ESSEC, ESCP ou équivalent.

Une expérience de 5 ans dans la vente et le marketing industriel acquise dans une fonction similaire nous semble indispensable.

Enfin, plus qu'à ses diplômes, c'est à l'homme lui-même, à son expérience et à son potentiel que nous attacherons le plus d'importance. Son « flair », sa culture d'entreprise, son opportunisme de « bon aloi » alliés à un sens aigu de la rigueur seront prépondérants à l'heure du choix final.

Si vous correspondez au profil du poste proposé et si vous êtes motivé par cette mission passionnante, Adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) sous la réf. 3035/LM à

TopExecutive

9, bd des Italiens - 75002 PARIS

qui transmettra, en précisant sur l'enveloppe les sociétés avec lesquelles vous ne désirez pas communiquer.

chey 10 1350

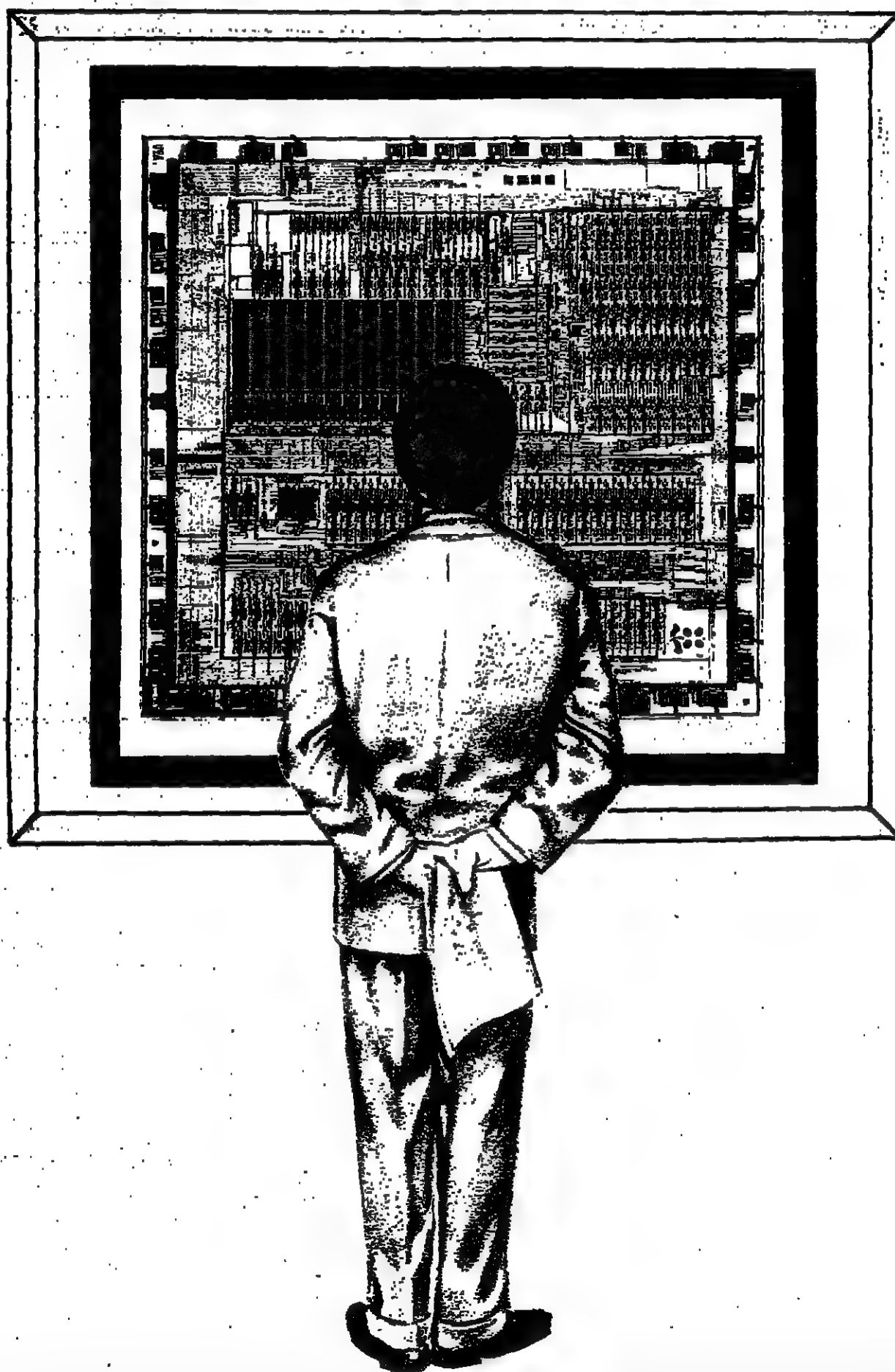
12/11/84

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 19 juin 1984 - Page 35

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

NE CONTEMPEZ PLUS, AGISSEZ !



Professionnels, passionnés, agressifs, nos ingénieurs ont choisi d'agir et de gagner face à la concurrence internationale. La preuve de leur réussite : la très forte expansion de notre activité avec un taux de croissance de 80 % par an.

Hommes de méthode, ils se sont imposés dans tous les domaines :

LA FORCE DE VENTE réalise 75 % du chiffre d'affaires à l'export

LE MARKETING bâtit une stratégie commerciale de grande envergure

LA RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT conçoit des produits de plus en plus sophistiqués

LA PRODUCTION est des plus compétitives.

Leur action, soutenue par des investissements considérables, nous permet aujourd'hui des objectifs ambitieux : nous hisser au sommet du marché mondial.

Nos ingénieurs ont le savoir-faire et l'ont fait savoir par leur rigueur professionnelle et leur tempérament.

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS, vous êtes de la trempe de ces hommes, vous êtes intéressés par les opportunités de carrières multiples et motivantes que nous vous offrons, soyez de ceux qui gagnent !

Écrivez à M. ROGÉ - THOMSON-CSF - ACTIVITÉS SEMICONDUCTEURS - 101, boulevard Murat, 75016 PARIS.



THOMSON
SEMICONDUCTEURS

HAWAS CONTACT

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



Société Nouvelle Logabax

Ingénieur micro/mini informatique

(les candidatures de techniciens supérieurs seront également examinées)

le poste de **rédacteur technique expérimenté**

au sein de la Division Inspection-Après vente, il sera responsable de la qualité (rédactionnelle et didactique) de la documentation, ses missions seront de :

- définir la structure et la présentation des manuels avec les responsables produits (hard et soft)
- gérer les stocks de documentations et les fichiers de diffusion
- entretenir une étroite collaboration au sein du groupe
- élaborer les tarifs.

Parler et rédiger en anglais sont nécessaires. La rémunération sera fonction de l'expérience.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite C.V. et références)

s/réf. 6001 à Société Nouvelle LOGABAX, Monsieur Légalité, Quartier des Epinettes, 91000 EVRY



Développement et Gestion de Personnel

Création de Poste

PARIS

Une PME (400 personnes) entreprenante de services, restauration et commerce de standing, filiale de 2 importantes groupes nationalisés, étend ses structures de personnel en créant le poste de Responsable Développement et Gestion de Personnel. Sous l'autorité du Directeur des Relations Sociales, le rôle du futur titulaire est de réaliser toutes les études relatives au développement, à la gestion et à l'administration du personnel (gestion prévisionnelle des effectifs, bilans sociaux, structures salariales, budgets ...); il intervient comme conseil auprès des responsables opérationnels des unités décentralisées en matière de gestion et d'application des statuts. Ce poste conviendrait à un cadre de la fonction publique, âgé d'au moins 28 ans, de formation supérieure ou équivalente et ayant acquis une expérience professionnelle d'environ 3 ans dans la gestion et l'administration de personnel. Le poste est basé à Paris. Le niveau de rémunération correspond à ce que peut exiger un candidat de valeur. Ecrire sous référence 5017M à J.P. MENASSIER, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX.

Sélé
CEGOS

NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUES NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUES NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUES NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUES



Filiale du Crédit Lyonnais et de McDonnell Douglas, recherche un

Jeune responsable du système d'information

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, il aura pour mission de concevoir, mettre en place et faire évoluer un système d'information adapté au pilotage d'une entreprise de 200 personnes en évolution rapide (30% an). Ce poste exige d'avoir un bon niveau d'autonomie, l'aptitude à comprendre les motivations et les préoccupations d'une équipe dynamique de haut niveau. Une très bonne compétence dans les domaines suivants : informatique répartie, S.G.B.D. relationnelles, utilisation d'outils de 4ème génération. Formation supérieure grandes écoles d'ingénieurs ou de commerce. Expérience similaire de 3 à 5 ans, acquise dans une entreprise ou une société de conseil. Lieu de travail : SAINT-CLOUD. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée s/réf. 73717M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS INFORMATIQUE, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE.

Sélé
CEGOS
INFORMATIQUE

Y-A-T-IL UN DIRECTEUR DANS LA SALLE?

Oui ? Alors vous serez Directeur des Ventes, animerez 280 personnes et gèrerez 700 millions de francs dans une société de distribution, n° 1 sur son marché, travaillant avec des méthodes performantes.

Votre envergure personnelle, votre crédibilité d'animateur commercial vous permettront d'assurer la responsabilité de 11 magasins en région parisienne. Vous saurez exercer une autorité ferme mais avant tout chaleureuse et convaincante, et mettre en valeur votre sens du travail en équipe.

Vous serez jugé sur vos résultats : augmentation des ventes.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 2344 X, à :

EGOR DISTRIBUTION
63 rue de Pontlieu 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL



Société filiale d'un important groupe de services recherche

ASSISTANT DE GESTION

chargé de l'élaboration des budgets, comptes d'exploitation et plus généralement d'assurer la bonne marche et le perfectionnement du système d'information de la Société et de ses filiales.

Ce poste s'adresse à un candidat de 25 ans environ, possédant une bonne formation en gestion ou comptabilité et pouvant justifier d'une première expérience professionnelle.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 542 à INTER P.A., BP 508, 75066 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

SIDE
INFORMATIQUE

recherche
POUR RENFORCER
SES EQUIPES D'ETUDES

8 ANALYSTES PROGRAMMEURS

- Niveau D.U.T.
- Bonne expérience COBOL ou PL 1.
- Connaiss. CICS souhaitées.

Prévoir adresse C.V. au 11, rue Dugas, 75016 Paris.

Syst. de tri et automatisés -
filiale groupe international
recherche

AUTOMATICIEN

Jeune Ingénieur ou Technicien Supérieur DUT électronique ou similaire avec de solides bases en AUTOMATISMES et PROGRAMMATION. Il participera aux études et projets, définira et programmera la logique des systèmes automatisés, effectuera les mises en route et modifications des installations. Connaissances permises : SE, électrotechnique, chantiers. Possibilité d'évolution.

Ecrire avec C.V. détail et prétentions sous réf. 788-M à GUILLOU Gestion, 93, r. de la République, 75017 Paris. (réponse et discrétion assurées.)

Message à un

CHEF DE SERVICE ACHATS

± 240.000 F

Vous souhaitez entrer dans un grand groupe international. Notre siège européen, basé à Paris, est le centre où se définissent les politiques générale, financière, technique et commerciale. Nous y employons 2000 personnes.

A l'importance de notre siège correspond un important budget de **services généraux**

Assisté de 2 acheteurs confirmés et de 4 collaborateurs, vous aurez la charge d'effectuer les achats de travaux neufs / installation, de réaménagements, de négociation des contrats de services techniques, de maintenance, d'assurance la logistique. C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur : formation scientifique, type école d'ingénieurs, ou formation gestion / commerciale, type école de commerce complétée par une formation spécifique type E.S.A. Vous êtes un cadre qui justifie obligatoirement de 10 ans d'expérience professionnelle récente dans une fonction appliquant une grande part d'achats dans des domaines variés : maintenance. Vous avez encadré du personnel au moins 5 ans. Vous êtes très disponible. Enfin vous êtes effectivement bilingue français/anglais. Merci d'adresser CV et rémunération actuelle sous référence M271A2 à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp

CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

ARCOREM

Unilever France Services

recherche pour COGESAL
(crèmes glacées Motta, surgelés Iglo) son

Chef de Produit Glaces

Dépendant du Chef de groupe Glaces, le chef de produit a la responsabilité complète du marketing-mix de ses produits (marque drapeau - Carie d'Or), dans un marché en très forte croissance. Il agit principalement dans les domaines suivants : développement de produits, campagnes de publicité, relations internationales avec les autres sociétés du Groupe, contacts avec le département des ventes.

Nous souhaitons rencontrer des candidats diplômés de grandes écoles commerciales (HEC, ESSEC, ESCP, IEP...) ayant obligatoirement une expérience de 2 à 4 ans dans le marketing de produits alimentaires de grande consommation et parlant anglais. La connaissance du marché des crèmes glacées serait un atout supplémentaire pour un candidat dont les capacités professionnelles permettraient ensuite une évolution de carrière aux côtés du Groupe Unilever.

Ce poste est situé en proche banlieue ouest de Paris.

Adresser C.V., photo et rémunération actuelle à Jean-Claude CHERPIN
Département Central du Personnel - UNILEVER FRANCE SERVICES
8, avenue Daumesnil - 75394 PARIS CEDEX 08 sous la référence XV/841

Un opérationnel d'envergure et d'action

DIRECTEUR DU PERSONNEL

260-320 000 F +

Le poste est à créer dans une entreprise de services qui intervient dans le domaine de la sécurité auprès d'une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales. Elle emploie 200 personnes et connaît une forte croissance (60%). Le challenge : construire un environnement où les équipes pourront donner la pleine mesure de leur talent. Sous l'autorité du Directeur Général et assisté par les services recrutement, personnel, planning et contrôle, il prend en charge la gestion complète des ressources humaines : c'est un praticien chevronné de la législation du travail et des relations à l'organisation du travail et à la gestion administrative. Sur le plan du management, il apporte une présence opérationnelle sur le terrain et mène une réflexion et une action visant à former, stimuler, motiver les équipes. Agé d'environ 30 ans et diplômé de l'enseignement supérieur, il possède une expérience réussie de cette fonction dans un secteur type distribution, entretien, restauration, T.T... Sa personnalité est celle d'un leader : autorité naturelle, esprit ouvert et conciliant, capacité à communiquer et à convaincre. Son énergie, sa sincérité et sa compétence suscitent l'adhésion et la confiance. Le poste est basé à Paris (10ème arrondissement).

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 2/1124 A, à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Pontlieu 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL



Valoriser votre formation
au sein d'un groupe international

CONTROLEUR DE GESTION DEBUTANT

Cette entreprise de distribution de produits grand public est la filiale d'un grand groupe U.S. largement diversifié. Elle emploie 1000 personnes et réalise un CA de 500 millions de Francs.

Au sein de la Direction Financière, le titulaire du poste participe à l'élaboration de budgets, d'un plan à court terme, d'études de rentabilité des nouveaux produits et aux contrôles budgétaires auprès des différents centres de profit. Il prend également en charge une partie du reporting (modèle anglo-saxon) auprès du siège européen.

Pour ce poste formateur, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'une Ecole de Commerce ou de Gestion, débutant ou justifiant d'une courte expérience. Il parle anglais, et il est motivé par une expérience de gestion avancée dans une société internationale.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 19/1018 C, à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Pontlieu 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUBIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL



OFFRES

Ingénieur

Ingénieur et déve

HELIOS STR

MEMBRE D'ARTHUR

auditeurs

SI VOUS A

DY ET SENS

société d'assurance

vous une situation de cadre

technique et assurer la diffusion

- Expérience professionnelle

- Niveau universitaire

- Licence droit et de

Adm GE

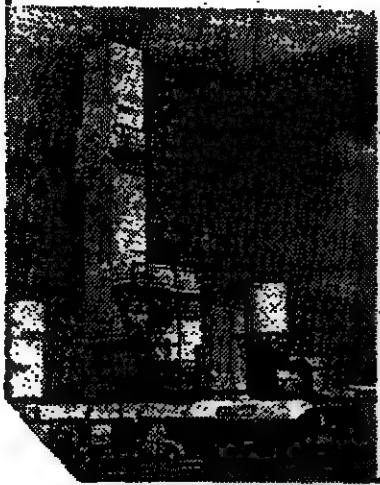
JP 11/10/80

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 19 juin 1984 - Page 37

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieur de projet



Société de dimension internationale (Air Products) spécialisée dans la production et la distribution des gaz industriels, recherche pour son siège parisien un :

Il sera chargé de concevoir, d'étudier et de réaliser des installations de haute performance permettant l'utilisation des gaz industriels et spécialement auprès d'une clientèle d'un niveau technologique très élevé (électronique, centres de recherche).

De formation supérieure, doté d'une personnalité affirmée, capable des obligations militaires, le candidat devra faire état de 2 à 3 ans d'expérience et aura de très bonnes connaissances d'anglais.

Une intégration réussie et d'excellents résultats seront les meilleurs supports d'une carrière évolutive.

Merci d'adresser dossier de candidature (CV, photo et ordonnance) à Jean-Pierre Devigne, Responsable Centre Paris Playel, Tour Ouest, 93521 Saint-Denis.

Prodair

Ingénieur recherche et développement

Proche banlieue ouest - Travaillant pour les sociétés d'un important groupe industriel français du secteur métallurgique (chiffre d'affaires de l'ordre du milliard de francs) très bien implanté dans le domaine des équipements mécaniques pour l'automobile, ce centre de recherches situé en proche banlieue Ouest de Paris, souhaite recruter un ingénieur recherche et développement. Au sein d'une équipe homogène et dynamique, il sera plus particulièrement chargé d'étudier les produits nouveaux, les procédés pour leur mise en œuvre, de réaliser les prototypes et de contrôler les performances. Parallèlement, il sera responsable du développement des méthodes de calcul et proposera des orientations au niveau des produits en assistant les sociétés du groupe en matière d'industrialisation. Ce poste évoluera s'adressant à un ingénieur mécanicien diplômé, âgé d'un maximum 27 ans, disposant d'une première expérience (de 2 à 3 années), en laboratoire de mécanique par exemple, lui ayant permis de valoriser ses compétences en résistance des matériaux et dynamique. En outre, son goût des études devra accompagner un réel sens pratique et des capacités d'initiative et d'ouverture. La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience et du potentiel du candidat recruté. Ecrire à J. HAZAIRE en précisant la référence A/2529M.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

HELIOS STRECO DURANDO

MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

recrute pour PARIS

auditeurs confirmés

Nous vous proposons :

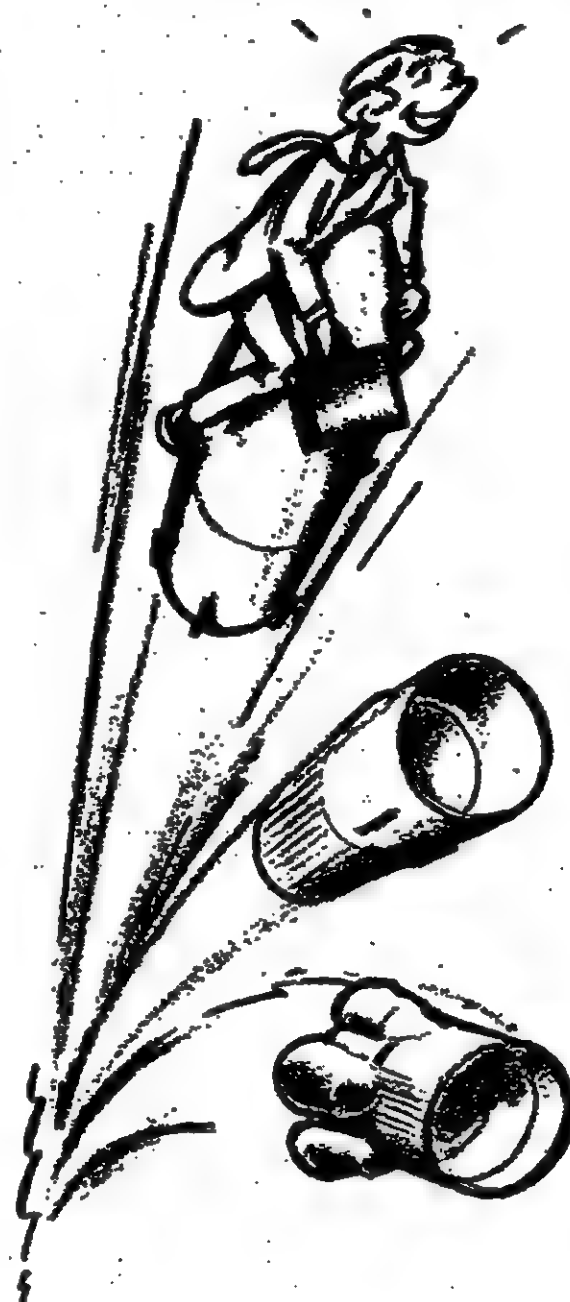
- une intégration personnalisée afin que l'expérience que vous nous apporterez soit rapidement mise en valeur dans le cadre de nos méthodes de travail et de nos normes,
- un cadre de travail stimulant,
- une formation de haut niveau comportant des séminaires nationaux et internationaux,
- une carrière évolutive et des prises de responsabilités rapides à Paris, aussi bien qu'en province et en Afrique.

Nous vous demandons :

- le diplôme d'une Grande Ecole
- une expérience d'Audit et de Commissariat aux Comptes de 3 ans minimum dans un cabinet structuré
- un sens développé de la communication et le goût du travail en équipe.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) à : H. LIPPNER - 6, avenue Marceau - 75008 PARIS

UN JOB ? UNE SITUATION ? UNE CARRIÈRE ?



La recherche du premier emploi : une période décisive pour les jeunes diplômés.

Jeunes Diplômés d'Ecoles d'ingénieurs et de Commerce, Titulaires d'une Maîtrise Scientifique ou de Gestion, vous disposez d'atouts certains. Votre entrée dans la vie active est désormais votre principale préoccupation. Chercher une première situation, c'est d'abord décider de quitter le monde étudiant pour aborder un monde nouveau, le monde professionnel qui a ses règles, ses caractéristiques, ses traditions. D'où la nécessité d'une réflexion approfondie. Réfléchissons ensemble.

actuellement, les jeunes diplômés préfèrent souvent une grande entreprise, dans un secteur en expansion.

Des enquêtes récentes auprès d'étudiants de l'enseignement Supérieur nous éclairent sur les priorités recherchées en matière de premier emploi : une grande entreprise privée de pointe, prospère ; l'accession rapide à des responsabilités importantes ; la possibilité de faire carrière dans cette entreprise. Chez IBM, nous pouvons répondre à ces aspirations.

Muni de votre diplôme, vous pourriez ne rechercher qu'un premier job, une première situation. Mais en stratégie avisée, vous voulez peut-être dépasser ce stade. La Compagnie IBM France vous offre la possibilité d'exercer des métiers variés, dans le cadre d'une carrière ouverte, à l'image des multiples applications de l'informatique.

Vous achevez actuellement vos études, ou vous avez déjà obtenu votre diplôme, et vous souhaitez devenir ingénieur Commercial, ingénieur Technico-Commercial.

Nous attendons de vous de bonnes connaissances de l'Anglais.

Merci d'adresser votre lettre de candidature + CV détaillé à IBM France, Département Recrutement-Orientations-Conseils, 2, rue de Marengo, 75001 Paris, en mentionnant la référence ICM-19/6. Elle sera traitée avec la plus grande discrétion. Les candidatures répondant aux conditions de base seront reçues à PARIS ou dans une Direction Régionale. Nous leur rembourserons leurs frais de transport.

IBM France
Le bon départ.

MASH

Secteur biomédical - région Fontainebleau

Devenez la bras droit !

Le dirigeant de trois sociétés en très forte expansion (comptant 150 personnes au total) du secteur biomédical recherche pour l'ensemble de tous les domaines une COLLABORATRICE compétente.

Vous avez une bonne formation générale (type école de commerce, gestion ou autre), vous êtes familiarisée avec l'ensemble des aspects de l'entreprise et vous parlez anglais couramment.

Cette mission est secondé par une assistance totale sur le plan de la coordination et du management du

Groupe, différents aspects touchant à l'ensemble de nos activités :

- marketing,
- recherche et développement,
- export,
- communication,
- management du personnel,
- gestion prévisionnelle...

Ces responsabilités nécessitent une parfaite disponibilité, un esprit rigoureux et sensible à la fois ainsi qu'un sens réel de la communication.

Si vous souhaitez donner une nouvelle impulsion à votre vie professionnelle, n'hésitez pas à nous contacter en téléphonant au (1) 296.15.16 (précisez la réf. 233) du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, ou envoyez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la réf. 233A.M à ALLO-CARRIERES - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

296.15.16

SI VOUS AVEZ 35 ANS ENVIRON

HOMME OU FEMME

DYNAMIQUE, PÉDAGOGUE
ET SENS DES RELATIONS HUMAINES

Une société d'assurances à forme mutuelle dans la région parisienne, vous offre une situation de cadre responsable pour définir, promouvoir et suivre les actions de formation professionnelle et assurer la diffusion de l'information dans l'entreprise.

- Expérience professionnelle soignée.
- Niveau universitaire minimum.
- Licence droit et diplôme de juriste.

Adresser curriculum vitae et prétention à
GEMUT 9, rue de Léningrad
75008 PARIS

Si vous avez reçu une réponse d'attente à la suite de la première annonce parue les 24 et 25 avril. Renvoiez votre candidature en joignant la photographie de votre réponse. Merci.

Jeune gestionnaire de trésorerie

Vous terminez vos études (ESCAE, maîtrise de gestion) et vous souhaitez intégrer rapidement une grande entreprise, ou bien vous travaillez depuis 2-3 ans dans une trésorerie de groupe ou dans une banque. Le Groupe HACHETTE (12 000 personnes, 10 milliards de francs de C.A.) vous offre un poste au sein de sa trésorerie centrale, l'une des plus en pointe en France française sur la place de Paris.

Vous aurez à gérer la trésorerie d'une dizaine de sociétés du groupe avec l'aide d'un système informatique centralisé : prévisions, arbrages, affectations dépenses/recettes, équilibrage des solides, contrôle des décaissements de valeur seront vos soucis quotidiens. Plus généralement, vous serez le partenaire indispensable aux directeurs des différentes sociétés pour optimiser leurs actifs et faciliter leurs investissements.

Ce métier, qui allie technique et intuition, suppose non seulement le goût des chiffres et la rigueur, mais aussi le sens des relations. Il doit même devenir, pour celui qui l'exerce, une sorte de jeu. C'est pourquoi il est impératif, si vous êtes débutant, que vous ayez déjà testé vos aptitudes lors d'un stage dans une trésorerie d'entreprise au cours de vos études.

Ecrivez-nous (lettre manuscrite + CV) au Service Gestion des Carrières sous référence 365, 12 rue François 1er 75008 Paris.

HACHETTE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CAP AU NORD : L'ACIER DE DEMAIN C'EST DE LA MATIERE GRISE

Nos aciers : Innovants, performants, adaptés aux produits nouveaux
Nos usines : Compétitives (informatisées, automatisées, robotisées...)
Notre management : Dynamique, rigoureux, efficace
Notre capital : Notre matière grise


JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

X, CENTRALE, MINES, SUPELEC, A.M.

Votre avenir commence en usine (Dunkerque, Montataire, Isbergues)
Très vite vous prendrez des responsabilités importantes et deviendrez les MANAGERS du Groupe USINOR.

Vos preuves : Vous les ferez en Recherche, Informatique, Exploitation, Maintenance.
Votre carrière, votre avenir : le Contrat Cadre USINOR :
C'est un parti pris de mobilité et un encouragement permanent à l'initiative et au talent :
• MISSIONS INTERNATIONALES • PROJETS SABBATIQUES
• PARRAINAGE DE CREATION D'ENTREPRISES • PERSONNALISATION DE CARRIERE

Mardi d'adresser
votre dossier de candidature,
lettre manuscrite,
CV et photo 3x4. IP 505



Service Recrutement
N. Le BAGOISSE
Immeuble 16 de France
92070 Paris La Défense Cedex 33

Une nouvelle sidérurgie est en train de naître

COFREMAC

cherche
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL(E)

Fonctions :
• Concevoir et gérer les problèmes et les tâches de la fonction de secrétariat et d'assistance à la direction (sciences de la gestion, systèmes d'information et de gestion, facilitation de la communication interne, secrétariat de direction).

Envoyer C.V. à :
COFREMAC
14, rue Milton
75008 PARIS.

CONSTRUCT. D'ANALYSEURS DE GAZ

(proche l'usine Sud)
recherche
INGENIEURS ET AGENTS TECHNIQUE-CHIMIE

pour visites et suivi clientèle industrielle, laboratoires, universités, etc.
Adresser : lettre manuscrite, C.V. et prétentions à COGEMA, Z.I., 91430 MERVY.

Responsable études marketing

STANHOME S.A., Société de vente par réunions à domicile, filiale d'une multinationale américaine, recherche dans le cadre de son développement constant (effectif : 8 500) un Responsable Etudes Marketing rattaché directement au Directeur du Marketing, au sein de la Direction Commerciale.

Sa mission consistera à définir et à mettre en application des procédures et systèmes internes propres au Marketing, en liaison avec la Direction Organisation et Informatique, tout en acquérant progressivement une connaissance de la politique produits.

Nous demandons :
- une grande Ecole de Commerce,
- une ou deux expériences dans le Marketing des biens de grande consommation,
- de la créativité, de la rigueur et de la diplomatie,
- la maîtrise de l'anglais.

Ce poste, basé au Pont de Neuilly, doit être évolutif compte tenu du potentiel recherché.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération actuelle à Jean-Pierre GIE, Directeur des Relations Humaines.

STANHOME S.A.
10, rue Jean-Jaures - 92800 PUTEAUX

SITB GENIE INFORMATIQUE

L'une des premières sociétés de services et de conseil en informatique de gestion - 500 personnes dont 250 ingénieurs et cadres - cherche dans le cadre du développement de son activité recrutement un(e)

CHARGE(E) DE RECRUTEMENT

Intégré à une petite équipe il participera de bout en bout aux recrutements de personnel informatique (Etudes, Exploitation, Systèmes) pour nos différents Départements, ainsi qu'à des missions de sélection et d'appréciation de personnel pour nos clients.

Diplômé d'Etudes Supérieures (Psycho-Profil, ESCA...) le candidat retenu aura une première expérience du recrutement en cabinet ou en entreprise.

Poste basé à Paris.
Adresser CV, lettre manuscrite et prétentions à M^{me} Peronnet - SITB, 38 rue des Jeûneurs 75002 Paris.

Mettre en place le contrôle de gestion dans une entreprise de haute technologie

Spécialisée dans la recherche et l'application de la science des matériaux, nous fabriquons et commercialisons des produits de haute technologie qui trouvent leurs applications dans de nombreux secteurs industriels : aéronautique, offshore, télécommunications, informatique, chimie, bâtiment, etc.

Filiale d'un groupe américain, notre société connaît une croissance forte et régulière.

Le développement de nos activités en France (Fabrication, Recherche, Marketing, Vente) conduit notre Directeur Financier à recruter un nouveau collaborateur. Sa mission : mettre en place un système de cost accounting et de contrôle de gestion.

Vous travaillerez en liaison directe avec les responsables de nos différentes divisions, suivrez les opérations de démarrage de nos nouvelles activités, définirez les systèmes de contrôle de production et de gestion des stocks et constitueriez votre équipe.

Pour vous aider dans cette nouvelle mission, une formation à nos méthodes et à nos produits vous sera donnée à votre arrivée. Ensuite, votre réussite dans ce poste vous permettra d'acquiescer d'autres responsabilités au sein de notre entreprise.

A 28 ans, vous avez une première expérience professionnelle qui vous a permis de connaître les problèmes de post accounting. Vous êtes familiarisé avec les méthodes de gestion anglo-saxonnes, savez utiliser l'informatique et parler anglais. Enfin, vous êtes diplômé d'une Ecole de Commerce en ou d'ingénieur.

Notre société vous permettra à la fois de travailler dans un environnement international tout en ayant la responsabilité complète d'une mission.

COFROR, notre conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à : Catherine ROIZOT sous référence 940/83 M (en indiquant votre rémunération actuelle).

COFROR
Tour Fiat-Cedex 18 - 92094 Paris La Défense

TRES IMPORTANTE SOCIETE DU SECTEUR PUBLIC recherche

un auditeur interne

minimum 28 ans, diplômé Grandes Ecoles HEC, ESSEC, ESCP, ESC, ou maîtrise de gestion + DECS, vous avez une expérience de 2 à 3 ans dans une grande entreprise ou en cabinet.

Vous serez chargé de l'Audit de plusieurs services comptables centralisés, vous devrez veiller à l'application et au bon fonctionnement des procédures et proposer d'éventuelles améliorations. Ce poste évolutif permettra d'assurer à moyen terme (2 à 3 ans) des responsabilités opérationnelles.

Base : PARIS, avec déplacements en province.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. R 170 à PAJ Conseil, 8 av. de Camille 75016 PARIS

INGENIEURS INFORMATIENS

GRANDES ECOLES, DOCTORAT, DEA, MATIERE, (0 à 5 ans d'expérience)

Société de services d'ingénierie informatique (720 personnes, C.A. 280 M.F.) partenaire d'un groupe industriel de taille internationale, offre dans le cadre de sa stratégie d'expansion, des postes d'ingénieurs informaticiens, en leur proposant d'exercer leur activité dans les domaines suivants :

- SYSTEMES TEMPS REEL - INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE - SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASES DE DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 9080 à GROUPE SYSECA, Service du Personnel - 515, Bureaux de la Colline 92215 SAINT-CLLOUD CEDEX - Tél. 602.70.47

Un grand constructeur informatique recherche son

RESPONSABLE DE LA FORMATION DES CLIENTS

Les trois principaux axes de votre mission sont :
• la promotion de la formation auprès des clients
• le développement des relations avec les utilisateurs des produits
• l'animation d'une équipe de formateurs spécialisés.

De formation, vous êtes ingénieur informaticien et vous avez une bonne expérience en SSII. Résolument orienté vers les contacts commerciaux, vous souhaitez développer et élargir vos possibilités de carrière à partir d'un poste évolutif.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite et prétentions) sous réf. 95921 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Si vous souhaitez que votre dossier ne soit pas transmis à certaines entreprises, veuillez nous le préciser par un courrier joint à l'attention de ConTEXTE.

CMG REALISATIONS ET SERVICES EN INFORMATIQUE INDUSTRIELLE ET DE GESTION

UN SOLIDE RESEAU DE COMPETENCES

90 INGENIEURS ET TECHNICIENS SUR 120 PERSONNES : c'est le réseau CMG, pourquoi ?

Pour deux raisons essentielles : nos projets sont d'envergure et mobilisateurs ; nos collaborateurs, fidèles, ont de réelles occasions de promotion, favorisées par une croissance soutenue depuis 1974 : (+70 % l'an).

Quant à notre avenir, nous sommes confiants. Nous continuons notre marche en avant au travers de nos activités en informatique industrielle et de gestion. Nous recherchons pour notre département

MICRO-INFORMATIQUE à PARIS ou LYON

jeunes ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux

De formation scientifique supérieure, vous possédez de préférence une expérience réussie de la vente de matériel informatique et vous souhaitez poursuivre votre activité commerciale dans la micro-informatique. Nous vous proposons de partager notre réussite dans le développement de nos ventes de matériels, service et formation sur APPLE, HP, IBM.

Contactez-nous en adressant votre dossier (C.V., lettre manuscrite et prétentions) à CMG - Service du Personnel ZA de Courtaboult - B.P. 38 - 91942 LES ULIS CEDEX

Jeune ingénieur mécanicien généraliste

Rendre la ville plus belle et plus facile pourrait être la devise de la CGEA depuis 70 ans. Notre groupe multiprovincial de service aux collectivités locales (collecte des déchets industriels et ménagers, transports urbains...) est filiale de la Compagnie Générale des Eaux.

Nous vous proposons de venir rejoindre, dans un premier temps, notre direction technique centrale (achats de véhicules et pièces de rechange, méthodes d'entretien et réparation des bus, benne et engins de TP, construction, travaux neufs : ateliers et dépôts, mise en place de l'informatique décentralisée...).

Votre réussite à ce poste et votre mobilité peuvent vous entraîner vers la direction opérationnelle d'un centre de profit régional. La société fait des bénéfices, l'ambiance est sympa. Alors, contactez vite dans une bonne lettre vos atouts et votre première expérience au consultants de Sica sous référence 180 750M. Décision avant fin juillet.

Sica
64, rue La Boétie - 75008 PARIS.

السلامة

CP 11/15/80

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 19 juin 1984 - Page 39

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



STRATEGIE de CONQUETE...

COMPUTERVISION, Numéro 1 mondial de la CFAO (conception et fabrication assistées par ordinateur) commercialise une gamme étendue de systèmes adaptés à de nombreux domaines d'application : mécanique, robotique, électronique, ingénierie...
Un CA de 400 millions de dollars, un taux de progression supérieur à 40 %, l'implantation d'une nouvelle unité à NANCY, tout cela contribue à l'affirmation de notre leadership et nous conduit à recruter de nouveaux collaborateurs.

INGENIEURS COMMERCIAUX GRANDES ECOLES

La filiale française de COMPUTERVISION a réalisé, en 1983, un CA de 300 millions de FF (plus de 40 % du marché national de la CFAO).

L'annonce, en Mai 1984, de nouveaux produits renforce encore cette position.

Diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieur, vous avez une expérience du milieu informatique ou industriel (BE, fabrication) ou de la vente de systèmes informatiques.

Disponible, ambiteux et créatif, vous saurez négocier et conclure avec pragmatisme au plus haut niveau ; vous ferez partie d'une équipe jeune, dynamique et talentueuse.

Votre rémunération intégrera un très fort intérêt lié à vos résultats. Dans l'immédiat nous vous proposons des postes à Paris et dans l'Est de la France. Dans un avenir proche nous offrons d'autres postes tant à Paris qu'en Province.

Anglais indispensable. Véhicule de fonction fourni.

Adresser votre C.V., photo, prétentions et lettre manuscrite à M. CURA - Directeur du Personnel
COMPUTERVISION France - Tour Gallieni 2 - 93175 BAGNOLET Cedex
(Discrétion assurée).



INFORMATIQUE

Une SSII, en plein développement, spécialisée dans la vente de logiciels, recherche son

RESPONSABLE DU RECRUTEMENT

- Interne : intégration pour la société de 4 à 5 collaborateurs par mois, pendant la période de croissance.

- Externe : il recrutera pour le compte des entreprises clientes. Cette fonction implique bien sûr une formation supérieure, plusieurs années d'expérience du recrutement dans un cabinet ou une entreprise - mais aussi la capacité de vendre le service aux clients.

La connaissance du milieu informatique est un très grand plus. Poste basé à Paris.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 408191M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS

cash
INFORMATIQUE

Constructeur de MINIS et MICRO compatibles DEC
Distributeur de Périphériques et Logiciels de Base
En croissance très rapide

Ingénieur Marketing Produits

Missions :

• **Produits :**
Définir, rechercher, positionner les produits du catalogue.
Entretien des relations fournisseurs suivies.

• **Vente :**
Concevoir, réaliser fiches techniques, mailings, tarifs.

L'homme :

• Professionnel de 35 ans environ.
Expérience Constructeur (DEC) ou Distributeur (MICRO).
Autonome, Entrepreneur.
Anglais courant.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions à
CASH INFORMATIQUE
B.P. 37 - 91400 ORSAY

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

INSA génie électrique
ESME - SUDRIA

Vous serez chargé de la réalisation et du développement des équipements internes de courants faibles, en forte expansion (contrôle centralisé de bâtiments, bureautique...).

Vous saurez profiter des possibilités d'évolution que vous offre cette création de poste.

Agé de 35 ans environ, vous êtes diplômé d'une grande école à dominante électrique et avez quelques années d'expérience acquise en Entreprise.

Vous êtes un homme de terrain avec un potentiel d'encadrement certain.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf. 317 El à :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS

Un important groupe international
recherche pour son siège à Paris un

Chef du service trésorerie internationale

Le poste :

Au sein de la Direction Financière chargée de promouvoir et d'assurer la gestion financière de la Société et de ses filiales à l'étranger, vous dirigerez le service TRÉSORERIE et assurerez à ce titre, avec une équipe de 6 personnes, la gestion informatisée au jour le jour de la Trésorerie francs et devises (Encaissements, décaissements, budgets, prévisions, ...), les relations avec les organismes financiers, bancaires et douaniers, et la gestion du risque de change.

Votre profil :

Agé au minimum de 30 ans, vous pouvez faire état d'une expérience financière orientée sur la trésorerie internationale, acquise au sein de la Direction Financière d'une grande Entreprise ou dans une importante Banque d'Affaires. Votre anglais est opérationnel, vous êtes, si possible, diplômé d'Etudes Supérieures, mais nous attacherons surtout du prix à votre expérience dans la fonction Trésorerie internationale.

Adresser C.V., photo et prétentions, sous réf. 4524, à Media-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Vous réussissez dans votre métier mais vous êtes désireux de saisir une excellente opportunité d'élargir votre horizon professionnel. ERNST & WHINNEY l'un des grands cabinets d'audit, de conseil fiscal et de gestion (22 000 personnes et 300 bureaux dans 70 pays) recherche

Un(e) expert fiscal

pour participer à l'animation de son équipe de 15 fiscalistes et faire face à sa forte expansion, un(e) professionnel(le) ayant acquis une expérience d'au moins cinq ans dans l'Administration, un Cabinet de Conseil ou une grande Entreprise. Votre connaissance pratique de l'anglais et votre ouverture d'esprit faciliteront votre réussite au sein d'un Groupe solide et prestigieux.

Nous vous remercions d'écrire en précisant la rémunération souhaitée, sous référence 2551 à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann - 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

Ernst & Whinney Conseil

Préparez les communications du futur

Membres d'un puissant groupe industriel français, dont nous sommes le fer de lance technologique, nous avons dans le secteur de l'électronique professionnelle une réputation qui nous permet d'être compétitifs sur les marchés internationaux. De la liaison par câble aux transmissions par satellite, du civil au militaire, une infinité d'applications temps réel passionnantes sont prises en charge par de petites équipes pluridisciplinaires et autonomes bénéficiant de puissants moyens informatiques basés sur minis et mégaminis 16 et 32 bits. Souhaitant renforcer notre potentiel technique en région parisienne nous recherchons :

Jeunes ingénieurs d'application sur micro-ordinateur

Au sein d'une cellule de deux ou trois ingénieurs et techniciens, ils travailleront aussi bien l'aspect soft que hard d'applications de radio-communication basées sur 6800 ou 68000. Réf. A/2530M.

Jeunes ingénieurs analystes

Soutenus par l'atelier logiciel au niveau méthodes, outils et qualité, ces informaticiens prendront en charge l'analyse organique d'importants projets temps réel. Réf. A/2489M.

Ces postes pouvant évoluer à moyen terme vers des fonctions de chef de projet, s'adressent à de jeunes ingénieurs en électronique ou informatique débutants ou ayant une première expérience, même courte, d'applications industrielles.

Ecrire ou téléphoner à J. SCARINOFF en précisant la référence choisie, et le niveau de rémunération souhaité.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.64

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES

555-91-82

Jeunes Diplômés

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL : LA COMPÉTENCE ...

La technique, c'est votre passion. Votre esprit logique trouve sa meilleure expression dans le traitement de problèmes où la rigueur est nécessaire, mais aussi la capacité à innover. C'est pourquoi vous avez réussi des études scientifiques (ÉCOLE D'INGÉNIEURS...).

La compétence, nous savons vous la donner par une formation spécifique à nos produits et à nos techniques. Cette formation, alternée et rémunérée, débutant en SEPTEMBRE, vous préparera à rejoindre nos unités opérationnelles basées à PARIS ou en PROVINCE.

La compétence technique est développée par nos ingénieurs technico-commerciaux, tout au long de la vente (élaboration de propositions techniques, en étroite collaboration avec l'Ingénieur Commercial, démonstrations d'avant-vente ...) et lors de démarrages en clientèle.

Avec nous, apportez la compétence et la qualité au service du client. Merci d'adresser vos lettres de candidature, CV et prétentions sous réf. 250 M à

Gilbert Passekaraile
Cii Honeywell Bull
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Débutants, nous vous formons à l'informatique AGF

Nous sommes la filiale regroupant l'ensemble des moyens informatiques AGF, second Groupe français d'assurances. Notre mission est la conception, la réalisation et le suivi des systèmes informatiques de gestion du Groupe.

Nous recherchons pour renforcer les équipes de notre département Etudes de jeunes diplômé(e)s de

maîtrise ou DEA scientifique

Cette formation vous a apporté culture scientifique et ouverture d'esprit.

Vous avez décidé de vous orienter maintenant vers l'informatique, la GIE vous donne les moyens d'y parvenir : UN STAGE DE FORMATION intensif et rémunéré de 5 mois aux techniques de l'informatique (langage de programmation, bases de données...), stage débutant le 1^{er} octobre 1984.

A l'issue de ce stage, vous participerez activement, dans l'une de nos équipes, au développement de projets importants et variés sur un matériel de haut de gamme IBM (2500 terminaux répartis sur toute la France).

Vous êtes vraiment décidé(e) à faire de l'informatique votre métier : réalisez cet objectif avec nous.

GIE
GÉNÉRALE
INFORMATIQUE
ET D'EXPLOITATION

Adressez votre candidature (CV + photo) sous la référence M 282 à GIE, Service du Personnel, Tour Franklin, 92081 Paris La Défense, Cedex 11. (Lieu du stage et du travail).

Contrôle Bailey

GRUPE CGEE ALSTHOM

1^{ère} ENTREPRISE FRANÇAISE DE SYSTEMES DE PROCESS-CONTROL

Département Commercial

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

EXPERIMENTES
PROCEDES INDUSTRIELS

Réf. 10 CP-32

Spécialisés en Process-Control (fabricants ou sociétés d'ingénierie) bien introduits dans la clientèle utilisateurs et/ou sociétés d'ingénierie dans les domaines suivants : chimie - pétrole - pétrochimie - agro-alimentaire.

Langue anglaise demandée.

Département Ingénierie

CHEFS DE PROJET

EXPERIMENTES

Réf. 6 IA-21

Responsable de projet Process-Control Thermiciens et/ou Automaticiens.

Langue anglaise demandée.

Département Recherche et Développement

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Réf. 1 PD-83

Expérience de 2 à 3 ans en microinformatique industrielle pour études de matériels et logiciels d'automatisme à base de MOTOROLA 68000.

Connaissance souhaitée en langage PASCAL.

Envoyer C.V. et prétentions en précisant la réf. du poste choisi au Service du Personnel 3, avenue Newton - 92142 CLAMART Cedex

CHEF du Personnel

Important groupe industriel français en expansion continue (CA 1 milliard) France et étranger, leader dans sa branche et à la pointe des technologies recherche le Chef de Personnel de sa principale unité de production (800 pers.) située dans la région Ouest (150 km Paris).

Rattaché au Directeur de l'usine et en liaison avec la Direction des Relations Humaines de la société, dans le cadre d'une gestion décentralisée il ou elle aura la responsabilité complète de la fonction :

- recrutement, formation, information

- conditions de travail

- relation avec les partenaires sociaux.

Ce poste important conviendrait à un candidat de formation supérieure pouvant justifier d'une bonne expérience de gestion du personnel en milieu de production.

Merci de bien vouloir adresser votre candidature, CV, photo et prétentions sous réf. 4882 M à l'Agence DESSEIN 69 rue de Provence, 75009 PARIS.



CIMSA

INGENIEUR SYSTEME SITE

Toute l'aventure de l'informatique pour un Ingénieur performant : CIMSA, filiale du Groupe THOMSON est le spécialiste de l'informatique en milieu sévère. La fiabilité de ses matériels et systèmes est reconnue dans le monde entier.

Dans le cadre d'une très importante réalisation à l'export, CIMSA cherche à renforcer l'équipe Projet en intégrant un INGENIEUR SYSTEME qui sera chargé de spécifier les essais et recettes à effectuer sur le site pour l'ensemble du système. Il aura en outre la responsabilité d'en superviser le déroulement et d'en assurer la coordination technique entre le client et les Responsables du Projet chargés de l'élaboration des logiciels.

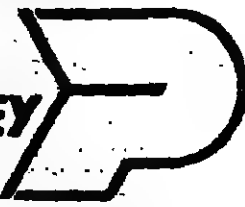
Diplômé d'une école d'Ingénieur, le candidat doit posséder une expérience système informatique de 5 à 10 ans.

Sa rigueur, mais aussi son sens du dialogue et de l'équipe seront des atouts importants. Le poste est basé à Vélizy ; il comporte des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Adressez candidature sous réf. IE/M à JFD CONSEIL - 102, bd Malesherbes, Jacqueline FLEURENT DIDIER, qui l'étudiera en toute discrétion.

THOMSON
BRANCHE EQUIPEMENTS ET SYSTEMES

PECHINEY



recrute pour son

SERVICE CENTRAL D'AUDIT INTERNE

LA FONCTION

Contrôler l'organisation et les systèmes de gestion des Sociétés du Groupe, et proposer les adaptations nécessaires dans le but d'améliorer leur compétitivité. Ces responsables qui sont de véritables généralistes de l'Entreprise évalueront les situations avec la méthodologie rigoureuse de l'Audit et le comportement du Manager.

LE PROFIL

Formation Grande École d'ingénieur ou commerciale, ou ayant deux ou trois ans d'expérience. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable et une autre langue étrangère souhaitable. Les candidats démontreront de véritables dispositions pour les relations humaines.

Les postes sont basés à PARIS, avec des déplacements à prévoir en France et à l'étranger. Une formation aux techniques d'analyse et de gestion pratique des Entreprises est assurée. La fonction devra déboucher sur d'importantes responsabilités opérationnelles ou fonctionnelles au sein des Sociétés du Groupe. Les dossiers de candidature sont à adresser sous référence 1806

BAILLY CONSEIL

128, bd Hausemann
75008 PARIS

L'informatique graphique: un tremplin pour des ingénieurs commerciaux

Notre succès dépend du personnel, de ses idées, de sa productivité, de son désir de se développer et de progresser.

Ingénieur de formation vous avez de solides connaissances en informatique, un féroce appétit pour la vente, un anglais fluide. Venez nous rejoindre pour commercialiser en Région Parisienne et en Région Nord notre gamme de terminaux graphiques, périphériques et logiciels destinés aux applications CAO, CFAO, cartographie, DAO, architecture.

Nous vous assurerons une formation aux USA.

Outre une rémunération élevée, une voiture de fonction, vous pouvez envisager, à court terme, compte tenu de l'évolution rapide de nos gammes, de larges possibilités d'avance.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à TEKTRONIX
Direction du Personnel BP 13 - 91941 LES ULIS Cedex

Tektronix

la référence en informatique graphique

Face au succès de FOCUS et de PC-FOCUS PROLOG recherche
JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES (X, ECP, ESE, MINES, HEC...)
débutants avec option informatique ou 2 à 3 ans d'expérience informatique
(grandes entreprises, constructeurs, cabinets de conseils) et vous propose un poste d'

Ingénieur consultant

POUR SON DEPARTEMENT CONSEILS

Vous en saisissez l'opportunité :

- de collaborer à la mise en place d'applications de gestion pour de grandes entreprises nationales et internationales ;
- de travailler dans un contexte international en relation directe avec les concepteurs du produit ;
- Nous vous proposons :
- d'utiliser FOCUS, le langage de 4^e génération le plus vendu dans le monde en 1983 disponible sur IBM (CASI/TSO/CICS/IMS-DC) et sur micro-ordinateur ;

- d'acquérir une formation pratique aux techniques de gestion (gestion commerciale, gestion financière, production...) et à leurs solutions informatiques les plus évoluées ;
- vous y exercerez vos qualités de pédagogue ; votre intérêt pour la nouveauté et la diversité dans les applications ; votre goût pour l'efficacité.

Le développement des applications vous amènera à suivre des stages aux Etats-Unis et à l'étranger.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. et photo
sous référence 22 à Stéphane CHABREL, Société PROLOG
49, rue de la Filadelfie, 75015 PARIS. Tél. : 754.55.31

Prolog

En 5 ans nous avons créé plus de 130 emplois dont 50% d'ingénieurs.

Aujourd'hui, nous voulons franchir une nouvelle étape et nous avons besoin d'ingénieurs diplômés ayant une expérience de l'informatique, ayant de l'ambition et souhaitant des responsabilités.

Si vous souhaitez :

- Développer vos techniques (réseaux, bases de données, bureautique, télématique).
- Orienter votre carrière vers le technico-commercial (étude technique avant-vente et encadrement).
- Orienter votre compétence vers l'organisation administrative et/ou industrielle.

Vous êtes

INGENIEURS Grandes Ecoles (X, SUPELEC)

Alors, nous avons besoin de vous. Vous participerez à la réalisation de notre nouveau plan de développement.

Ecrire sous pli confidentiel - référence DCTIGE - à COMELOG - 7, rue Louis David 75014 PARIS

comelog

PREMIER GROUPE FRANCAIS
DE FORGE - FONDERIE

recherche

ADJOINT au DIRECTEUR des VENTES chargé de l'Export

pour animer, contrôler, évaluer les réseaux d'agents commerciaux à l'étranger, en liaison avec les usines.

Soit de formation technique, il aura le goût et l'expérience des contacts à l'étranger.

Soit de formation commerciale supérieure, il aura acquis une expérience dans la vente des produits concernés.

Poste basé à Paris et impliquant de nombreux déplacements en Europe et Outre-Mer.

Allemand et anglais courants indispensables.

Adressez CV et prétentions à réf. CD/32 à

PROFILS

Immeuble Parisiad
5, rue Louis Lejeune
92128 MONTRouGE

afes 100 135A

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

L'attrait de projets variés, la solidité d'un grand groupe pour 4 DUT informatique

Filière du Groupe Compagnie Bancaire, l'UCB, premier établissement privé spécialisé dans le financement immobilier doit son succès à l'adaptation permanente de ses produits adaptés aux besoins mouvants du marché et à l'appui d'une équipe informatique créative (IBM 30 81 et 30 33 mais aussi IBM 34, micro...).
Si vous avez une formation DUT ou MIAGE et (ou) une première expérience de 2 à 3 ans en informatique de gestion, venez participer à notre développement.

Analyste-Programmeur au sein d'une équipe performante, vos projets seront aussi variés que dans une société de services : gestion de prêts immobiliers, planification, opérations de marketing direct, bureautique ou télématique...

Pour donner pleine mesure à votre actif et grandir avec notre équipe ou au sein du Groupe, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous réf. M 945 à Sophie Guénot, Service Orientation Recrutement - 5 Av. Kléber - 75116 Paris.

compagnie bancaire

URF/LOCABAIL • UCB • CETELM • CORICA • CARDIF • SIMIN • SS

VENDE L'INTELLIGENCE

S'intégrer à une SSI non seulement importante, mais spécialisée dans les secteurs les plus portants :
- Logiciel très sophistiqué, objet pour un

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Jouer la carte majeure :

- la nouveauté du produit, la technologie la plus pointue,

- le challenge délicate, mais motivant.

C'est l'occasion de mettre à l'épreuve la solidité et la fiabilité

d'une formation de haut niveau, (ES, MIAGE...) une expérience commerciale réussie dans un secteur identique.

C'est miser sur son tempérament de gagnant pour se dépasser dans un domaine où chacun doit démontrer sa compétence technique et son appétit de convaincre et de vaincre.

Poste basé à Paris.

Merci de nous adresser C.V. photo récente et rémunération actuelle sous la référence 408196 M. (à mentionner sur l'enveloppe).

BK C BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS

Jeunes ingénieurs

Grandes écoles ou équivalent

Votre carrière : l'informatique.

Au sein du Service Etudes d'Organisation et d'Informatique d'un important organisme bancaire, dans un contexte télé-processing (gros systèmes IBM et micro-ordinateurs) :

• Vous recevrez une formation informatique de plusieurs mois.

• Vous serez intégré à des équipes de haut niveau responsables de l'organisation et de l'informatique d'un département de la banque.

• Vous exercerez rapidement avec une autonomie croissante des fonctions d'organisation, de conception et de réalisation informatique en contact permanent avec les utilisateurs.

Merci d'adresser CV + photo à Siegfried Bach, Centi Profile, 128 rue de Rennes, 75006 Paris.

centi profile

Conseil en Recrutement

Développement international dans une société de services.

Coordonner les activités de nos filiales à l'étranger, créer de nouveaux produits (services aux particuliers et aux entreprises) et participer à l'implantation de nouvelles filiales dans le monde entier : voici, en résumé, la mission qui vous sera confiée. A vous, jeune diplômé de l'enseignement supérieur (HEC - ESSEC - ESCP - Sciences-Po - Eco-Fi) ou équivalent qui rejoindrez la division internationale de notre société (CA : 500 MF).

Vous avez 3 ans d'expérience minimum (Export, Marketing ou peut-être même Finances), pratiquez l'anglais parfaitement ainsi qu'une autre langue (Espagnol ou Allemand) et êtes prêt à vous déplacer avec enthousiasme 30% de votre temps environ.

Vous êtes entreprenant et novateur de nature, mais savez que la réalisation de tout projet est le fruit d'une analyse méthodique, rigoureuse et professionnelle.

Vous souhaitez certainement en savoir plus prenez vite contact avec les consultants de l'Agence Internationale en Recrutement qui attendent votre dossier de candidature et prétentions de salaire sous réf. : M 619 - 132, avenue de Villiers - 75017 Paris.



BANQUE PRIVEE - PARIS 8ème
Filière d'une grande Banque Française recherche son

Cadre responsable service étranger

Il devra être parfaitement au courant de toutes les opérations du Service :

Change - Taux - Import - Export

Avances en devises, devises titres,

et de leur comptabilisation.

Merci d'adresser votre C.V., lettre manuscrite à RECOR (Département Recrutement bancaire et Financier),

RECOR 37 rue d'Amsterdam 75008 Paris.

Une importante société leader sur son marché de biens d'équipement, recherche pour son Siège Social proche banlieue Ouest de Paris,

UN JEUNE CONTROLEUR de GESTION

de formation supérieure (ESC ou équivalent), ayant acquis une première expérience de 2 à 3 ans en milieu industriel.

En qualité d'adjoint au contrôleur financier, il sera chargé plus particulièrement de la coordination et de la consolidation des budgets après analyse, et du suivi des réalisations. Poste évolutif.

Adresser CV et prétentions sous réf. 32338 à COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris.

LA VILLEGUERIN AUDIT
SOCIÉTÉ DE CONTRÔLE FIDUCIAIRE

recherche pour participer aux missions variées d'un cabinet important

AUDITEURS CONFIRMES

HEC, ESSEC, ESC, IEP,

UNIVERSITAIRES 2^e et 3^e cycle

• 4 ans minimum d'expérience en cabinet

• possibilité d'évolution rapide de carrière

• formation continue assurée, par des séminaires internes animés par les spécialistes de

LA REVUE FIDUCIAIRE

Envoyer CV et photo à

LA VILLEGUERIN AUDIT

Département Recrutement

100, rue Lafayette - 75010 PARIS.

carrière bancaire évaluation des risques

Groupe bancaire implanté dans vingt pays, nous souhaitons renforcer l'équipe à laquelle nous confions le soin d'évaluer périodiquement le montant des engagements de nos filiales.

Le poste (niveau VI, VII) requiert une excellente maîtrise du crédit, un bon anglais et l'acceptation pour trois ans d'une grande mobilité.

Il débouche aux postes à haut niveau, à l'étranger et en France.

Adresser C.V. détaillé sous référence 3160/JN à :

Monsieur RENAUD

40, rue Olivier de Serres - 75015 PARIS

hutchinson

10.000 PERS. - 19 USINES EN FRANCE

3 MILLIARDS DE F. PAR AN

rech. pour son Département

TRANSMISSIONS

LEADER en EUROPE pour les

COURROIES DE TRANSMISSION en

Electro-ménager

NÉGOCIATEUR TECHN-COMMERCIAL France + Europe

Basé à TOURS ou à PARIS et Adjoint du Responsable Produits TRANSMISSIONS, il est CHARGÉ DU DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS CHEZ LES CONSTRUCTEURS EUROPÉENS DE MACHINES À LAYER et SÈCHE-LINGE : vente très technique (BUREAUX D'ÉTUDES et Sous ACHATS). Interface clients - Usine de Tours

POSTE ÉVOLUTIF

BONNE OPPORTUNITÉ POUR

• un JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN,

parlant ANGLAIS COURAMMENT

(absolument indispensable)

• Ayant l'EXPÉRIENCE DE LA VENTE négociée DES COMPOSANTS grandes séries

A DES CONSTRUCTEURS d'ELECTRO-MÉNAGER, AUTOMOBILES...

• HOMME DE TERRAIN très disponible :

50 % en déplacements

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE

et vous remercie d'adresser votre candidature

(lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et

rémunération) sous réf. 8057 à

SC sélection conseil

38, AV. DE VILLIERS - 75017 PARIS

Un nouveau style de communication pour l'emploi.

Une fois par semaine, le Monde publie une page complémentaire de la rubrique d'annonces d'offres d'emploi, intitulée :

EMPLOI, LA REPONSE DE...

Une approche inédite de l'univers du recrutement et de l'emploi, une manière différente de s'informer sur l'entreprise et ses carrières. Le 20 juin, faites connaissance avec Hewlett-Packard France, l'entreprise qui inaugure ce style de communication Découvrez

Emploi, la réponse de Hewlett-Packard France

JP Min 150

Le Monde

société

... LE MONDE - Mardi 19 juin 1984 - Page 43

DANS LA NUIT DU 17 AU 18 JUIN

Dix-sept attentats en Corse du Sud

Dix-sept attentats à l'explosif ont eu lieu dans la nuit de dimanche à lundi en Corse du Sud. Un gardien de la Paix a été légèrement blessé lors d'une explosion vers 23 h 30 à Ajaccio. Ailleurs, des dégâts matériels ont été occasionnés, mais il n'y a pas eu de blessés. Les attentats ont notamment visé des établissements bancaires et des sièges d'administrations. A Porto-Vecchio, deux jeunes gens ont été interpellés alors qu'ils préparaient un attentat contre le magasin de l'amie de Jean-Marie Leccia, abattu le 7 juin à la prison d'Ajaccio.

D'autre part, le SRPJ a diffusé le portrait robot d'un complice recherché pour avoir loué les deux véhicules utilisés lors de l'attaque de la prison. Pre-

mières éléments des expertises et des antécédents - non encore officiellement communiqués - Jean-Marie Leccia aurait été tué de trois balles dans la tête ; Salvatore Costantini, de trois balles dans l'abdomen, une dans le bras et deux dans la tête. Deux armes de même calibre auraient été utilisées. Enfin, quatre ou cinq personnes sont recherchées. Elles seraient placées en « couverture » du commando.

De son côté, M^{re} Antoine Sollecara, un des avocats des membres du commando, a annoncé que sur la demande de ses clients, il ne répondrait plus à aucun acte d'instruction tant que ces derniers seraient détenus ailleurs qu'en Corse.

Vero. - Porte béant sur une nef vide, parvis déserté sous la garde de gendarmes en armes... Ainsi prend fin la messe célébrée le dimanche 17 juin à la mémoire de Guy Orsoni. Le jeune militant nationaliste fut enlevé et assassiné il y a tout juste un an. Le village en souvient. Premier anniversaire... Femmes de noir vêtues en cortège muet, sous l'œil de policiers en noirs uniformes prêts à intervenir. A 17 heures, en dimanche, le bref hommage religieux sur fond d'hymne corse se termine. Brusquement la tension tombe. Chacun rentre chez soi. L'attente fut si longue...

A l'aube, cinq escadrons de gendarmerie mobile s'étaient mis en place. Les contrôles policiers avaient commencé la veille. Mais qui prévoyait un tel déploiement de forces ?... « Fidèle est d'été de siège », protestaient des villageois. L'église est rapidement encerclée, le clocher, les toits voisins occupés, la maison de la famille Orsoni placée sous surveillance. Au portail est accrochée une photo de Guy Orsoni encadrée de couronnes mortuaires. Dans la cour se pressent les proches. La rue est aux agités. L'ex-FLNC veut-il se manifester au cours de la messe anniversaire ?

Mgr Ducaud-Bourget inhumé à Saint-Nicolas-du-Chardonnet

M^{gr} François Ducaud-Bourget sera inhumé à l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet. L'annonce en a été faite samedi 16 juin au cours de la messe de requiem, célébrée dans cette église parisienne que des catholiques traditionnalistes occupent depuis février 1977.

La décision des amis de M^{gr} Ducaud-Bourget a été approuvée « avec tristesse » à l'archevêché de Paris. On fait remarquer que, légalement, l'autorisation du ministre de l'intérieur et l'agrément du propriétaire sont nécessaires pour une inhumation dans une église. Il est par ailleurs d'usage que le propriétaire des lieux, (en l'occurrence la Ville de Paris) demande l'avis de l'affectataire légal, c'est-à-dire le curé de Saint-Séverin. A la connaissance de l'archevêché, ni l'autorisation du ministre, ni l'agrément de la Ville ne semblent avoir été donnés pour une inhumation définitive. D'autre part, déclare-t-on de même source, « l'abbé Ducaud-Bourget ne peut être considéré comme le curé fondateur de Saint-Nicolas ».

• Un relais Genève-Los Angeles contre la faim. - A l'occasion des Jeux olympiques d'été en 1984, et pour mobiliser l'opinion publique internationale contre la persistance de la faim dans le monde, l'association internationale Les coureurs du monde, créée en 1977 aux Etats-Unis, organise un relais Genève-Los Angeles, passant par la France et la Grande-Bretagne. Partie de Genève le 12 juin, en présence de M^{me} Willy Brandt, président du SPD ouest-allemand, et Jean-Claude Killy, ancien champion olympique français, la course, divisée en tranches de 7 à 12 km, arrivera le mercredi 20 juin à Strasbourg. Elle quittera la France à Calais, le dimanche 1^{er} juillet. Le « témoin » que se transmettront les coureurs est un manifeste signé par quatre-vingts prix Nobel et dénonçant les ravages de la faim et de la malnutrition.

Lisez
St. Mark
PHILATELISTES
OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

SCIENCES PO.
Préparations
Documentation sur demande
• Stage intensif d'été
• Stage annuel
• Stage parallèle
IPEC Enseignement sup. privé
46, bd St-Michel, Paris 6^e
Tél: 633.81.23/329.03.71/334.45.87

EN BREF

Roubaix : faux aveux

Lille. - Jean Ducroquet, l'individue placé en garde à vue par les policiers de Roubaix dans le cadre de l'enquête sur le meurtre, le 14 juin, de Françoise-Marie Petit-Rinsveldt, vingt-sept ans, secrétaire au collège Jean-XXIII à Roubaix (le Monde daté 17-18 juin), a été remis en liberté samedi 16 juin. Jean Ducroquet, trente-neuf ans, qui avait avoué le meurtre, n'a pu expliquer avec quelle arme il avait frappé, ni ce qu'il avait fait. Les perquisitions opérées pour retrouver cette arme sont demeurées vaines.

• Nouvelle explosion nucléaire française à Mururoa. - Selon le gouvernement néo-zélandais, une explosion nucléaire souterraine a été enregistrée dimanche 17 juin sur l'atoll de Mururoa. C'est la quatrième expérience française depuis le début de l'année, et elle aurait été d'une puissance de 35 kilotonnes (la puissance de la bombe d'Hiroshima était de 18 kilotonnes). Selon certaines informations en provenance de Paris, le secrétaire d'Etat à la défense, M. Jean Gail, assistait à cette expérimentation.

Quatre inculpations après l'attentat de Biarritz

Bayonne. - Patrick de Carvalho et Roland Sanpietro, de Pau, ont été inculpés, dimanche 17 juin, de tentative d'assassinat, de violences volontaires avec préméditation et de destruction de biens mobiliers et immobiliers, dans l'attentat qui, vendredi 15 juin, a grièvement blessé à Biarritz deux réfugiés basques. Les deux hommes se trouvaient dans un fourgon à une quarantaine de mètres

du lieu de l'attentat, d'où ils ont télécommandé l'explosion d'une moto piégée. Ils ont été arrêtés quelques heures après l'attentat, ce qui laisse à penser qu'ils faisaient l'objet d'une surveillance.

Deux autres personnes ont été inculpées de complicité. Il s'agit de Jean-Philippe Labade et de Jean-Pierre Bounin, habitant Biarritz. Ces quatre personnes ont été écrouées dans les prisons de Bordeaux, Mont-de-Marsan et Pau. (Corresp.)

DROIT
Sciences Eco.
Documentation sur demande
• Stage session septembre
• Stage de pré-rentree
• Soutien annuel
IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd St-Michel, Paris 6^e
Tél: 633.81.23/329.03.71/334.45.87

L'ORDINATEUR
PERSONNEL
Les réponses
à toutes les questions
des non-spécialistes sur
l'acquisition et l'usage
professionnel d'un
micro-ordinateur.
Le N° 6 : 20 FF chez votre
marchand de journaux.

Le PLAN "E": pour épauler les créateurs d'entreprise.

E comme Entreprendre: vous avez un projet, une idée, un créneau. Vous voulez créer ou reprendre une entreprise, mais vous risquez de rester sur la touche, faute d'argent... Ne plaquez rien!

La Banque Populaire va vous épauler avec son Plan "E", un Livret d'Epargne Entreprise qui vous permet de réunir le capital nécessaire au démarrage de votre affaire.

Avec le Plan "E", vous avez les

épaules beaucoup plus larges. De quoi foncer dans la mêlée et déployer toutes vos qualités d'entrepreneur pour passer en force, en finesse ou en vitesse.

Créateurs d'entreprise, pour vous épauler, il y a maintenant le Plan "E" de la Banque Populaire. A vous de jouer! Si vous avez un projet, venez nous en parler.

Banque Populaire
Livret d'Epargne Entreprise



Portrait: Saint-Jean l'Infer

Le Monde

économie

LES NÉGOCIATIONS SALARIALES CHEZ LES FONCTIONNAIRES ET DANS LE SECTEUR PUBLIC

Comment sortir de l'impasse ?

1984 risque d'être une bien mauvaise année pour la politique contractuelle salariale dans la fonction publique et le secteur public. Certes, quelques accords ont été conclus dans les banques - et à la Banque de France, - dans l'audiovisuel et les ports autonomes, au Loto et dans quelques organismes sociaux. Mais ni dans la fonction publique ni dans de grandes entreprises nationales comme à EDF, la SNCF, la RATP, les Charbonnages de France et Air France, il n'y a pas d'accord ou même de perspective de conclusion positive des discussions. Chez Renault, la direction a annoncé, au cours d'une réunion avec les syndicats le 14 juin, une augmentation des salaires de 1 % au 1^{er} juillet s'ajoutant à celle de 1 % au 1^{er} avril. Une prime sera versée en septembre avant un nouveau rendez-vous salarial en octobre.

Le 19 juin, six fédérations de fonctionnaires sur sept vont mener une action convergente, pour rappeler leur double exigence : l'ouverture des négociations salariales pour 1984 et une mesure générale au 1^{er} juillet « qui tienne compte de l'évolution des prix depuis le début de l'année ».

La CGT qui, contrairement à la CFDT, participera à cette action entend mettre l'accent sur les problèmes d'emploi et de services publics dénonçant « les coupes sombres » du budget 1984 et soulignant que « tous les départs en retraite n'ont pas été compensés, deux mille emplois prévus ayant été mis en réserve ». Officiellement, les discussions entre M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de la fonction publique et des réformes administratives, et les fédérations de fonctionnaires ne sont pas suspendues. Des réunions ont lieu mais elles ne portent actuellement que sur ce qu'on appelle pudiquement « les mesures d'accompagnement » du dispositif salarial, lui-même restant dans l'ombre. Il est question des bas salaires, de l'extension en 1985 et 1986 de la mensualisation des pensions, de l'indemnité de résidence et de la débourgeoisement progressive du supplément familial de traitement. Des orientations qui pourraient recueillir un assentiment syndical, mais aucun

syndicat n'entend se prononcer tant que ne sera pas connu le contexte général. Certains syndicats, parmi les signataires du « relevé de conclusions » du 22 novembre 1982 (conclu à la sortie du blocage des salaires avec la FEN, FO, la CFDT et les autonomes) tentent de convaincre le gouvernement d'aboutir au moins à un « accord minimum » le plus rapidement possible. « Le pire, affirme un syndicaliste, serait de ne pas négocier. Il faut faire quelque chose. Tout est possible à condition de mettre les cartes sur la table ». M. Le Pors, qui est suspendu pour cela au feu vert politique de M. Mauroy, peut compter dans cette perspective sur la modération relative de la FEN, FO campant sur des positions plus tranchées et s'alarmant du déperissement de la négociation collective.

Encore faudrait-il qu'il y ait un geste. La dernière augmentation du traitement des fonctionnaires - le 1^{er} avril. Les fédérations demandent une augmentation conservatrice au 1^{er} juillet, mais les limites de l'enveloppe prévue par le budget 1984 font apparaître peu probable cette majoration. Toutefois aucune décision n'est encore définitivement arrêtée. M. André Bergeron, qui sera reçu le 21 juin par M. Mauroy, tentera certainement de le convaincre de faire un tel geste. Mais dans les milieux gouvernementaux comme dans les milieux syndicaux, le pessimisme domine, et on ne voit pas ce qui pourrait permettre de débloquer la situation. Avant même que les discussions ne commencent dans la fonction publique, tout était déjà joué et... consommé, pulvé, par le simple jeu de l'effet report des augmentations intervenues en 1983 sur la masse salariale 1984 (6,17 %), la hausse de la masse salariale prévue (6,1 %) pour 1984 était déjà atteinte.

Le gouvernement vient certes, en tenant compte de l'évolution moyenne des prix, de lâcher un peu de lest en admettant que la masse salariale dans le secteur public puisse augmenter en définitive jusqu'à 6,4 %, au lieu de 6,1 %. La marge reste cependant bien mince. Faute d'accord en bonne et due forme sur les salaires dans la fon-

ction publique, certains imaginent un simple « état des lieux » dressé conjointement à l'automne par les pouvoirs publics et les syndicats. L'Etat prendrait à son compte la ou les hausses de salaires accordées en 1984, et le « constat » serait accompagné d'une clause de sauvegarde en masse qui jouerait, comme dans les rares entreprises du secteur public où un accord a été conclu, si l'évolution moyenne des prix dépasse 6,4 % et en fonction de la situation économique.

Dans nombre d'entreprises du secteur public, l'impasse salariale paraît incontournable. Aux Charbonnages de France, les négociations se sont d'ores et déjà achevées sur un échec, la direction ayant décidé unilatéralement d'accorder deux augmentations en niveau, sur la base du 31 décembre 1983, de 2,5 % chacune au 1^{er} août et au 1^{er} décembre 1984, avec le versement d'une prime uniforme de 500 F en septembre 1984. Les directives de M. Mauroy sont appliquées à la lettre, et la productivité, comme en 1983, années également sans accord, n'entre plus en ligne de compte dans le calcul des augmentations. A la RATP, les négociations sont suspendues depuis la fin mars, une nouvelle réunion étant envisagée d'ici la fin juin. Les syndicats ont rejeté les 5 % en niveau pour l'année proposés par la direction, bien que celle-ci ait avancé l'augmentation de 1,5 % prévue pour le 1^{er} juillet au 1^{er} juin, en la portant à 1,75 %.

A Air France, c'est également le blocage. On semble attendre l'évolution des prix et... de la situation dans la fonction publique. Pour l'instant, la direction a proposé 5 % en niveau pour l'année en formulant quatre hypothèses d'augmentation, avec le versement d'une prime uniforme de 2 200 F (405 F en mai et 1 795 F en septembre). A la SNCF, malgré la grève des 24 et 25 mai, qui portait également sur les salaires, les négociations sont gelées sur ce thème. Provisoirement ? Là aussi la règle est celle des 5 % sans qu'un calendrier ait été établi. Une hausse de 1,75 % a été décidée au 1^{er} juin, une deuxième augmentation supérieure à 3 % devant intervenir au cours du dernier trimestre.

A EDF, où la grève du 29 mai à

l'appel de la CGT et de FO a été peu suivie, les négociations - période électorale oblige - n'ont pas repris depuis le 4 mai dernier. La direction applique strictement la aussi les recommandations de M. Mauroy en disposant d'une marge de manœuvre plus grande que dans la fonction publique, puisque son « effet report » n'est que de 3,35 %. Elle doit cependant, elle aussi, intégrer dans la masse salariale le glissement vieillesse technicité (GVT), qui comme à la SNCF est de 0,8 %. L'idée serait d'aboutir à une solution avant la mi-juillet : soit un accord, soit, comme à la fin 1982, une « non-opposition » des syndicats à l'application du dispositif salarial prévu par la direction. Les bases d'un très hypothétique compromis pourraient être recherchées autour d'une « prime de compétitivité » et de l'institution d'une clause de sauvegarde, qui ne pourrait être que conditionnelle. EDF jouerait alors sur une évolution en masse de 6,4 % et ajouterait à l'augmentation en niveau de 2 % au 1^{er} mai (1,43 % en masse) deux autres revalorisations en octobre et en décembre. Le jeu s'annonce serré... après les élections européennes.

MICHEL NOBLECOURT.

La Fédération nationale des mutuelles de travailleurs réclame un siège au Conseil économique et social

La Fédération nationale des mutuelles de travailleurs (FNMT), qui a réuni près de mille sept cents personnes à Paris pour son cinquième congrès national, a réclamé à nouveau avec force que le monopole de la couverture complémentaire en cas de maladie soit accordé aux mutuelles, et que les sociétés d'assurance en soient exclues. Cette revendication s'appuie sur des arguments de principe (assurer la solidarité entre les générations et les catégories sociales et professionnelles, faire échapper la protection sociale à la commercialisation) et d'économie (le secteur mutualiste serait moins coûteux, les adhérents des mutuelles se soigneraient mieux, et de façon plus « économique »).

Dans son rapport, le président de la FNMT, M. Louis Calist, a ainsi invité les congressistes à « répondre de toutes nos forces et avec tous les moyens dont nous disposons » à l'effort de propagande « destiné selon lui à faire accepter l'intervention des sociétés d'assurance au détriment de la protection sociale obligatoire. Il a accusé l'autre organisation mutualiste, la paumote Fédération nationale de la mutualité française (la FNMF), qui compte 12 millions d'adhérents, de « céder

aux pressions » en réclamant seulement un « code de bonne conduite » des assurances.

En réponse à l'« attaque » des assurances, M. Calist a invité à élargir le domaine d'intervention des mutuelles : « La preuve est faite que la dépense des soins et la fourniture des produits pour la mutualité permet une satisfaction optimale des besoins à des coûts minimaux. Pourquoi ne pas poursuivre dans cette voie et aborder la fabrication des produits ? » Parallèlement, la mutualité (dont les effectifs plafonnent actuellement) doit se donner comme objectif de réunir « trois Français sur quatre » au lieu d'un sur deux aujourd'hui.

Deuxième offensive : la FNMT, qui revendique « au total » 3 200 000 cotisants et a créé des sections dans tous les départements, réclame que soit reconnue officiellement sa représentativité : elle a demandé au premier ministre que lui soit attribué un des quatre sièges destinés à la mutualité dans le nouveau Conseil économique et social. Elle a invité ses adhérents à envoyer des télégrammes à M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, pour appuyer cette demande.

Cette revendication de représentativité et les critiques fort vives adressées à la FNMF (accusées d'« aller au-devant des désirs du grand patronat » n'ont pas empêché la FNMT de réclamer l'unification de la mutualité : M. Calist a invité à « développer avec hardiesse la double opportunité ». (Les deux tiers des sociétés membres de la FNMT sont aussi affiliées à la FNMF). Les mutuelles de travailleurs réclament cette unification de puis dix ans, tout en refusant de se dissoudre, comme le demande la FNMF. La FNMT fait valoir qu'aucune structure nationale autonome n'est prévue pour les mutuelles d'entreprise au sein de la FNMF, alors qu'y subsistent des « unions nationales » - regroupements de plusieurs sociétés mutualistes.

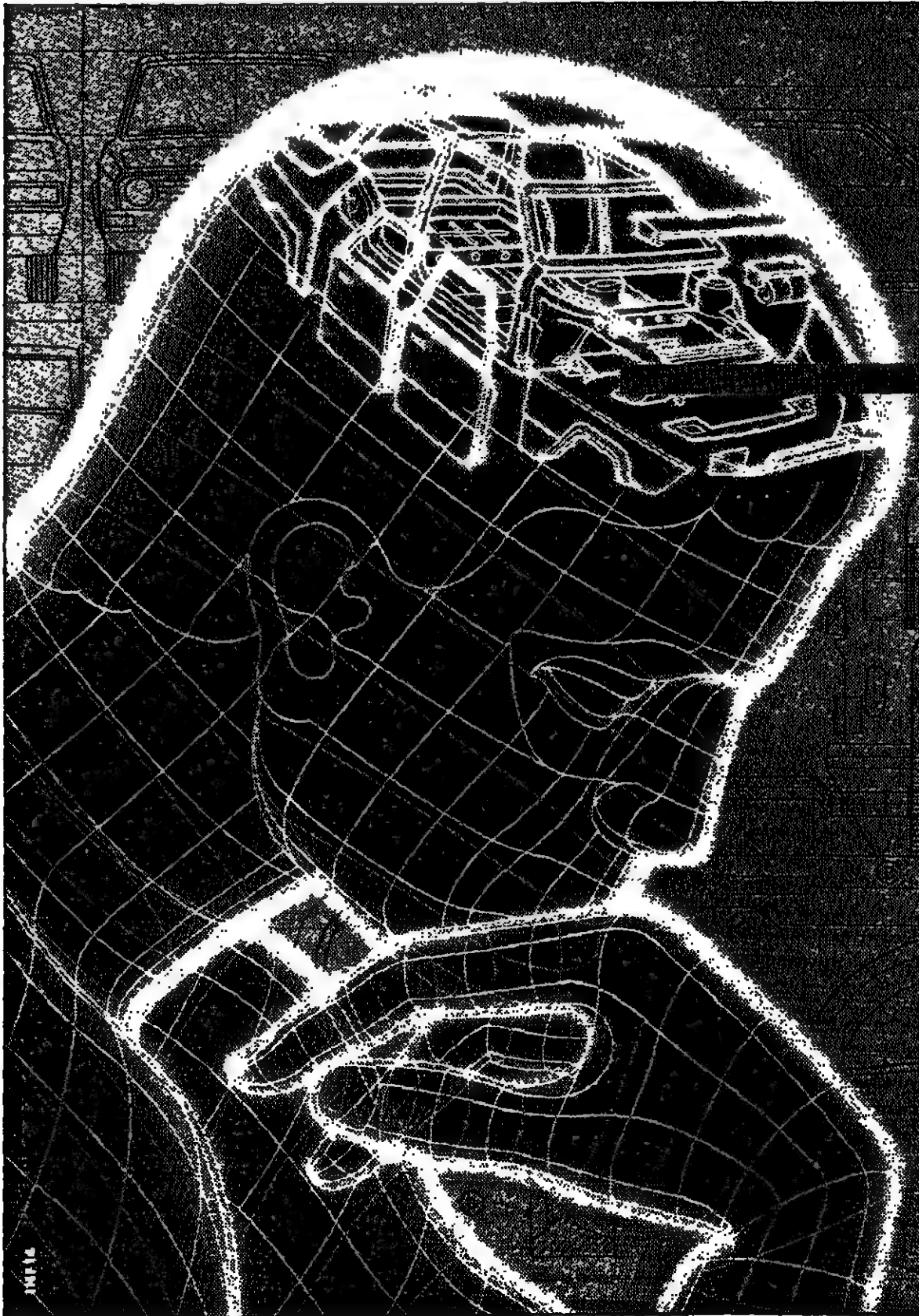
Lisez
LE MONDE
diplomatique

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	à 100	à 100	à 100	à 100
SE-IL	8,4380	8,4480	+ 45	+ 92
DM	4,8278	4,8908	+ 17	+ 38
Yen (100)	3,6234	3,6234	+ 173	+ 193
DM	3,6717	3,6732	+ 181	+ 181
FRS (100)	2,7277	2,7292	+ 131	+ 131
FRS (100)	15,6648	15,6716	+ 48	+ 135
FRS	3,6952	3,6977	+ 238	+ 255
L (1 000)	4,9552	4,9589	+ 159	+ 271
L	11,6166	11,6253	+ 294	+ 355

TAUX DES EUROMONNAIES

	11 3/16	11 3/16	11 3/16	11 3/16	11 3/16	11 3/16	11 3/16	11 3/16	11 3/16
SE-IL	11 3/16	11 3/16	11 3/16	11 3/16	11 3/16	11 3/16	11 3/16	11 3/16	11 3/16
DM	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
FRS (100)	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8	12 1/8
FRS	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
L (1 000)	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
L	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2



ACIERS D'AVANT-GARDE POUR INDUSTRIES INNOVANTES

Une nouvelle génération d'aciers est en train de naître dans les lattes et les usines du Groupe USINOR. Des aciers de plus en plus spécialisés, impensables il y a quelques années, capables de rivaliser avec les nouveaux matériaux et de satisfaire les exigences technologiques des industries robotisées modernes.

Parmi les derniers-nés : le Mo10, qui remplace le coûteux titane dans les condensateurs nucléaires, le Monogal, tôle d'acier automobile double face, anti-corrosion d'un côté, prête à peindre de l'autre ou le DW12 DZ, fer blanc haute plasticité qui s'embouteille d'un coup pour faire des boîtes sans soudures.

Aciers de haute pureté, verres métalliques, aciers non conducteurs... Pour les jeunes chercheurs du Groupe USINOR, rien n'est impossible a priori. Le défi est quotidien, la motivation permanente.

Qualité des produits, des procédés, du service : l'avenir de la sidérurgie est dans la qualité. Et les hommes du Groupe USINOR le savent.

Une nouvelle sidérurgie est en train de naître

USINOR

1984 11 3/16

JP 11/10/84

LE RAPPORT DE LA BRI

Attention à l'euro-sclérose

Dans son cinquante-quatrième rapport annuel qui vient d'être rendu public, la Banque des règlements internationaux (BRI) de Bâle estime que l'Europe « a cruellement besoin d'une amélioration des bénéfices, d'une baisse du prix du travail par rapport au coût du capital, d'un environnement plus favorable aux initiatives des chefs d'entreprise et d'une plus grande souplesse sur le marché de l'emploi ».

Le rapport ajoute : « Il se voit contraint de qualifier ces problèmes de « euro-sclérose » mais ils sont toutefois sérieux et apparemment propres à l'Europe ».

Une des principales questions que se posent les auteurs du rapport est de savoir comment rendre la reprise « durable et équilibrée » alors qu'ils la qualifient de « redressement de la onzième heure » (ce qui signifie dans leur esprit que, en son absence, le monde aurait connu une crise financière de première grandeur). Pour eux cette reprise est menacée par trois facteurs principaux, le premier étant (pour l'ensemble des pays) le risque d'un retour des tensions inflationnistes, le second, celui auquel il vient d'être fait allusion, la troisième étant constituée par le niveau des taux d'intérêts en dollars et ses répercussions non seulement sur la croissance mais sur le problème de l'endettement extérieur.

Parmi les facteurs positifs que notent les experts de Bâle figure le très fort ralentissement de l'augmentation des salaires nominaux, augmentation qui est dans plusieurs pays, dont le Japon, l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas, le plus faible depuis vingt ans. Parallèlement, l'amélioration des bénéfices est assez nette dans la plupart des pays, mais les résultats des entreprises sont encore inférieurs à ce qu'ils étaient au début des années 70.

En ce qui concerne le problème de l'endettement, la BRI estime que la méthode jusqu'alors suivie pour le traiter a fait la preuve de sa validité. Quelques 60 milliards de dollars de dette ont été remboursés pendant l'année 1983 durant laquelle les déficits des be-

lances des paiements des pays en voie de développement ont diminué de quelque 60 à 38 milliards de dollars. Cette amélioration a été particulièrement sensible pour les deux pays les plus fortement endettés, le Brésil et le Mexique, lequel est maintenant excédentaire (de plus de 5 milliards de dollars). La BRI estime la fuite des capitaux hors d'Amérique latine à quelque 30 milliards de dollars pendant les années 1979-1983. Le courant s'est fortement ralenti mais ne s'est pas encore inversé, notent les experts de Bâle.

Secon la BRI les banques ont pu dans l'ensemble améliorer leurs fonds propres. Mais le rapport note aussi que, pour se procurer des ressources, les banques ont eu un recours accru à l'émission de « notes » à taux flottant, sans toutefois mettre les points sur les « i » en faisant ressortir les dangers de cette méthode.

En ce qui concerne l'évolution des marchés internationaux, la BRI montre que par suite de l'extension du rôle joué par les banques dans l'acquisition et l'émission d'obligations (et de « notes » qui sont des obligations à plus courte échéance), la ligne de démarcation entre d'une part le marché international du crédit bancaire et d'autre part le marché international des capitaux est devenu assez floue. Si l'on élimine l'effet des duplications d'écritures on s'aperçoit que le montant total des financements internationaux, sous forme de prêts bancaires et d'obligations, s'est élevé encore en 1983 à quelque 130 milliards de dollars, soit un tiers de moins que le maximum de 195 milliards atteint en 1981. Le total des créances extérieures des banques qui déclarent leurs avoirs à la BRI s'est élevé à la fin de l'année à quelque 1 754 milliards de dollars, chiffre qui indique approximativement le montant total des eurocrédits. La progression aura été, pendant l'année, de 6,5 % contre 20,5 % en 1981, année qui avait précédé le déclenchement de la crise de l'endettement international. Cependant la BRI estime que

ces chiffres bruts « surestiment légèrement le ralentissement de la croissance tendancielle des crédits bancaires internationaux ».

En ce qui concerne le déficit de la balance des paiements des États-Unis la BRI estime que « la cause fondamentale du déséquilibre externe américain doit être recherchée dans la distorsion imputable à l'énorme déficit budgétaire entre l'épargne et l'investissement des États-Unis ». Au cas où ce déficit budgétaire ne serait pas réduit, l'élimination du déséquilibre externe « devrait provenir principalement de l'incidence exercée par une sévère récession sur la demande d'importation des Américains ».

La menace de cette sévère récession dans un avenir indéterminé plane sur l'ensemble du rapport dont l'optimisme relatif est subordonné aux nombreuses conditions rappelées ci-dessus.

PAUL FABRA.

LE GROUPE LESIEUR OBTIENT LE CONTRÔLE DE L'HUILER ESPAGNOL KOIPE

Le groupe français Lesieur a réussi à prendre le contrôle du fabricant d'huile espagnol Koipe, le 16 juin.

Lesieur, qui détient 49,9 % de Koipe, s'opposait à son président actuel, M. de Urquiza, dont il estimait la stratégie néfaste et demandait la révocation. Le groupe français a, au cours de l'assemblée générale, rallié sept petits porteurs sur les mille présents à sa cause, qui l'a emporté avec 50,7 % de voix. Son adversaire démissionnait, lui, la « volonté d'hégémonie » de Lesieur.

Ce vote, qui met fin à un long conflit, devrait permettre à Lesieur de réaliser ce qu'il souhaitait, c'est-à-dire constituer un vaste ensemble en fusionnant Koipe avec son concurrent Carboneil, dont le groupe français a pris le contrôle à 100 % la semaine passée (le Monde du 13 juin).

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

2^e CYCLE GESTION DE PERSONNEL

12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise.

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS ou 2 ans de Prépa.

Prochaine session de recrutement : 29 juin 1984



Nom : _____
Age : _____
Diplôme : _____
Adresse : _____

souhaite recevoir une brochure détaillée du 2^e cycle Gestion de Personnel

63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
Établissement privé d'enseignement supérieur

CEPES
depuis 1967, chaque année plus de 1.000 étudiants...
médecine pharmacie
stage pré-entrée septembre - soutien annuel - classe prépa.
5 centres : Quai de la Seine, Neuilly, Nanterre, Clichy, Châty.
57, r. Ch. Laffitte, 92 Neuilly. 722.94.94 - 745.09.19

UN GUIDE POUR TOUS

75 F
FRANCO DE PORT

Ce « Guide des finances locales » est le second titre d'une série de suppléments à « L'Élu local » édité sous l'égide du Mouvement National des Élus Locaux dans la collection « Responsables locaux ».

Comme le « Guide de la décentralisation », cet important ouvrage s'adresse à tous les décideurs locaux, élus de toutes tendances, mais aussi responsables économiques au plus haut niveau.

Guide des finances locales

Par leurs décisions, les élus locaux exercent un pouvoir déterminant sur la vie économique et sociale de leur collectivité. Et cela d'autant plus que les possibilités ouvertes par la décentralisation les conduisent à assumer des compétences élargies. Les communes et leurs groupements effectuent ainsi près de 47 % de l'ensemble des dépenses d'équipement public de la nation. Mais non sans contrepartie ! Depuis près de 15 ans, les dépenses locales, les prélèvements fiscaux, les frais de fonctionnement et d'investissement ne cessent de s'alourdir. Aujourd'hui, l'État assure moins de ressources aux collectivités locales et l'augmentation de leurs charges risque de conduire à un véritable dérapage de la pression fiscale. La crise est là. Mais, est-ce réellement « la faute à l'État » ? Les pesanteurs du combat politique ne conduisent-elles pas à occulter les problèmes de fond ? La crise des finances locales va-t-elle obliger les élus et les pouvoirs publics à repenser dans leur totalité la place, l'organisation et la vocation des collectivités locales ?

Le Guide des finances locales tente de mieux cerner les enjeux et les perspectives nouvelles qu'ouvrent les mutations en cours. Répondant tout d'abord, sous une forme très pédagogique, au besoin d'information technique minimum des élus peu familiarisés avec les structures budgétaires des collectivités locales, il analyse également les difficultés et les solutions retenues par des collectivités représentatives de toutes dimensions ; enfin, il fait le point de l'alternative politico-économique majeure que rencontrent aujourd'hui les responsables locaux — qu'il s'agisse des élus, concernés dans leur mandat, dans leur délégation, des chefs d'entreprises, des agents économiques ou administratifs, des militants associatifs et voire même du simple citoyen — face aux défis de la décentralisation et aux pesanteurs de la crise.

Ce volume comprend également un guide pratique réactualisé et mis à jour présentant, sous forme de fiches techniques, les principales adresses de la France décentralisée.

Ont notamment collaboré à cet ouvrage collectif : MM. Jean-Pierre Fourcade, J.-M. Rausch, Bernard Stasi, Paul Grazzioli, Michel Giraud, Yves Guéna, Jean-François Pintat, Pierre Uri et Raymond Barre...

Rédacteur en chef : Jean-Marc Omet.

Bulletin à retourner à EDIPLUS - 7 rue Thoré - 75002 PARIS

NOM : _____ PRENOM : _____

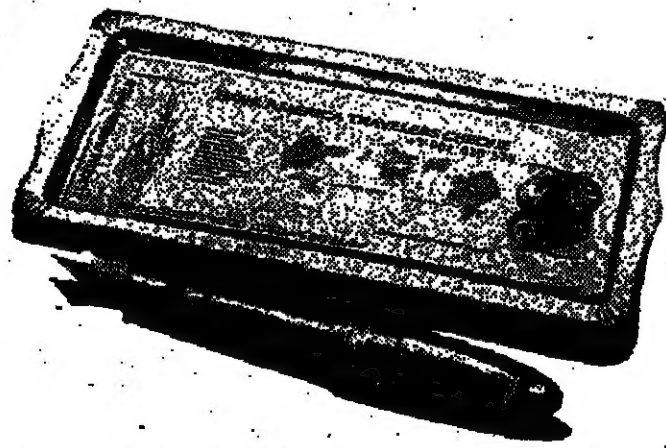
ADRESSE : _____

Désire recevoir _____ exemplaire(s) du Guide des finances locales et joint, à cet effet, un chèque de F. _____

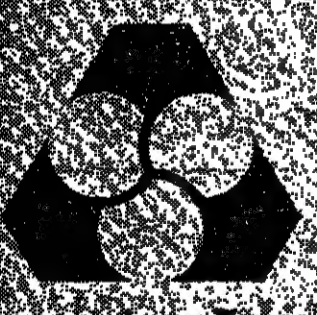
Date : _____ Signature : _____

CONNUS DANS LE MONDE ENTIER

BankAmerica Travelers Cheques, World Money.
Où que vous ayez quand vous voyagez, n'avez pas les choses aussi connues que les BankAmerica Travelers Cheques. Les habitués des grands voyages les utilisent en toute confiance sur les cinq continents dans 160 pays. Ils bénéficient d'un réseau de remboursement mondial, et d'une garantie de fonds supérieure à 120 milliards de dollars. BankAmerica Travelers Cheques. Disponibles dans les principales devises aux quatre coins du globe, auprès de milliers de banques. Si vous allez jusqu'à Sydney, vous pourrez même vous en servir pour acheter vos billets d'opéra.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Epargne Long Terme Epargne Long Terme Epargne Long Terme Epargne Long Terme

Sicav du Crédit Mutuel

Le Crédit Mutuel crée une nouvelle sicav, Epargne Long Terme, qui se propose d'être le véhicule de constitution d'un capital sur longue période.

Epargne Long Terme est composée à plus de 50% de valeurs françaises et pour la majorité de ses titres d'obligations à taux fixe ou variable, d'obligations indexées, de bons du Trésor et valeurs assimilées, et de fonds en dépôt.

Ses principales caractéristiques sont :

- La primauté accordée à la lutte contre les effets de l'inflation, après fiscalité, sur le long terme.
- La priorité donnée à la capitalisation de la plus-value, plus qu'à la distribution d'un dividende.
- Un souci de régularité de la performance et de sécurité des investissements.

Le Conseil d'Administration, constitué le 26 mai 1984, est le suivant :
Président : M. Philippe de Sainte Foy, directeur général du Crédit Mutuel d'Ile-de-France
Vice-président : M. Jacques Joskine, directeur adjoint de la Caisse Centrale du Crédit Mutuel
Administrateurs : Caisse Centrale du Crédit Mutuel représentée par M. Galuchet, directeur général ; Crédit Mutuel du Centre représenté par M. Bongiomini, directeur ; Crédit Mutuel de Maine-et-Lore représenté par M. Heuze, directeur ; Crédit Mutuel de Maine-et-Lore et Basse-Normandie représenté par M. Paillard, directeur ; Crédit Mutuel Dauphiné-Vivarois représenté par M. Meunier, directeur ; Crédit Mutuel Méditerranéen représenté par M. Martinot, directeur ; Crédit Mutuel Midi-Atlantique représenté par M. D'Heilly, directeur
La Direction de la Sicav est assurée par M. Malpuech, sous-directeur de la Caisse Centrale du Crédit Mutuel

L'abonnement de base est la Caisse Centrale du Crédit Mutuel - 88 90, rue Cardinet, 75017 Paris
Publication des cours : Les prix d'émission et rachat sont publiés quotidiennement dans Le Monde, Le Figaro, les principales publications d'information économique et financière, ainsi qu'une sélection de journaux de la presse régionale.
Notice au BALO du 11 juin 1984

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COGIFI

Compagnie d'investissements français immobiliers

Réunis en assemblée générale ordinaire le 13 juin 1984, sous la présidence de M. François Perrot, les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1983.

Compte tenu d'une plus-value nette à long terme de 1 123 000 francs sur la vente d'éléments d'actif et du solde des pertes et profits aux exercices antérieurs, le bénéfice net de l'exercice s'établit à 65 414 000 francs, contre 59 838 000 francs pour 1982, les dotations aux comptes d'amortissements et de provisions progressant de 8 432 000 francs à 9 122 000 francs.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 19,75 francs (dont 0,139 franc en exonération de l'impôt

sur le revenu), contre 18 francs au titre de l'exercice précédent et d'offrir à chaque actionnaire, dans le cadre des dispositions de la loi du 3 janvier 1983, une option entre le paiement du dividende en numéraire et le paiement en actions nouvelles émises au prix de 221 francs.

Les coupons n° 22 A et 22 B seront détachés le 29 juin 1984, l'option de paiement du dividende en actions nouvelles pouvant être exercée jusqu'au 27 juillet 1984.

Par ailleurs, l'assemblée a renouvelé pour une durée de six années, les mandats d'administrateur de M. Bertrand Vernez et de l'Union des assurances de Paris l'UAP Incendie Accidents.



SOCIÉTÉ LYONNAISE DES EAUX ET DE L'ÉCLAIRAGE

AVIS AUX ACTIONNAIRES

L'assemblée générale extraordinaire prévue pour le 19 juin 1984 ne pourra délibérer, faute de réunir le quorum prévu par la loi.

En conséquence, MM. les actionnaires de la Société Lyonnaise des Eaux

et de l'éclairage sont de nouveau convoqués en assemblée générale extraordinaire le mercredi 27 juin 1984, 70, rue Cortambert à Paris (16^e), à l'issue de l'assemblée générale ordinaire convoquée à 10 h 30.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 10,80 % - 1979

Les intérêts courus du 21 juin 1983 au 20 juin 1984 seront payables à partir du 21 juin 1984 à raison de 190,80 F par titre de 2 000 F nominal contre détachement du coupon n° 5 après une remise à la source d'un montant de 21,20 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 31,78 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 156,90 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans la série de numéros 416 246 à 430 134 sortis au tirage au sort du 19 avril 1984 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 6 au 21 juin 1985 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésorerie générale, recettes des Finances et perceptions) ou

près des bureaux de poste, de la Caisse des dépôts et consignations, au siège de la CNT, 20, avenue Rapp - Paris 7^e, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habilités.

Il est rappelé :

- d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la CNT ;

- d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la CNT, dès réception, sous bordereau, des certificats nominatifs concernés ;

- enfin, que les titres compris dans les séries de numéros 370 069 à 383 957, 393 571 à 407 459, 115 364 à 131 141 et 014 023 à 029 911 sont respectivement remboursables depuis le 21 juin 1980, le 21 juin 1981, le 21 juin 1982 et le 21 juin 1983.

MININDO SA

L'Assemblée générale annuelle d'INDO SA, s'est tenue le 13 juin 1984 sous la présidence de M. Gérard Dangezer. Elle a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1983, qui font ressortir un bénéfice de 22 412 243,54 F contre 20 707 886,92 F en 1982.

L'Assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 17,25 F par action contre 16 F au titre de l'exercice précédent. Ce dividende sera mis en paiement à compter du 21 juin 1984 contre remise simultanée des coupons n° 22 A et 22 B.

Les conditions d'exploitation du patrimoine ont été satisfaisantes tout au long de 1983 : le taux d'occupation des immeubles d'habitation a été proche de 100 % et la totalité des surfaces commerciales était louée en fin d'année.

Après achèvement du second immeuble de bureaux dans la zone d'affaires de Vélizy-Villacoublay, le patrimoine de la Société se compose désormais de 15 immeubles représentant 706 logements et 12 407 mètres carrés de surfaces commerciales : sa superficie totale se répartit à concurrence de 77 % dans l'habitation et de 23 % dans les immeubles commerciaux. Le prix de revient de ce patrimoine entièrement situé à Paris et en Région parisienne ressort à 9 230 F par mètre carré utile, personts inclus.



MINVEST

L'Assemblée générale ordinaire du 13 juin 1984 a approuvé les comptes de l'exercice 1983 et a fixé le dividende à 14 F par action contre 12,30 F l'année précédente, soit une augmentation de 13,82 %.

Le bénéfice de l'exercice 1983 s'est élevé à 16,98 millions de francs, dont 1,01 million de francs de plus-values qui ont été intégralement affectées à la réserve spéciale. Ces plus-values proviennent de cessions d'appartements réalisées dans le cadre de la politique d'arbitrage poursuivie en vue d'optimiser la rentabilité du patrimoine.

Après déduction des plus-values nettes d'impôts, le bénéfice de l'exercice s'établit à 15 892 000 F contre 13 496 000 F en 1982, soit une progression de 17,8 %.

TORAY INDUSTRIES, Inc.

Résultats de l'exercice (1^{er} avril 1983-31 mars 1984)

- Chiffre d'affaires net de la société mère : 612 605 millions de yens (2 735 millions de dollars) (*), en progression de 8,3 % sur l'exercice précédent.

- Bénéfice avant impôt et retraits extraordinaires : 20 593 millions de yens (93 millions de dollars), en hausse de 18,2 %.

- Bénéfice net : 15 680 millions de yens (70 millions de dollars), en augmentation de 11,5 %.

Il sera proposé à l'AGO du 29 juin la distribution d'un dividende de 30 yens (0,13 dollar) pour 10 actions s'ajoutant au dividende intermédiaire de 27,5 yens (0,12 dollar) payé en décembre 1983.

1 \$ US = 224 yens, au 27 mars 1984.

MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

Un dossier pour l'été

VIVEZ EAU SOLAIRE

■ Sur la route des vacances...
■ Invité du mois : Michel Pezet, président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
■ Vers une Europe de la maîtrise de l'énergie ?
■ Le monopole du moulin à eau, chronique de Louis Puisseux

Dans « Le Monde » du samedi 23 juin daté 24-25 juin

Le Monde
dossiers et documents

LES BANQUES :
UNE PUISSANCE

DANS CE NUMÉRO, UN SECOND DOSSIER
LE SPORT EN FRANCE

NUMÉRO DE JUIN 1984

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 5,50 F

Le Monde

5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

3^e CYCLE
MANAGEMENT
AVANCE

9 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise
L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres.

Prochaines sessions de recrutement : 29 juin 1984



Nom _____
Age _____
Diplôme _____
Adresse _____

souhaite recevoir une brochure détaillée du 3^e cycle Management avancé

63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
Etablissement privé d'enseignement supérieur

EMPRUNT
CAISSE D'ÉPARGNE
ECUREUIL
13,80%
UN EXCELLENT PLACEMENT

EMPRUNT DE 1300 000 000 FRANCS

Emission de 260 000 obligations de 5 000 Francs nominal

Jouissance : 9 juillet 1984

Intérêt annuel : 690 F

Taux de rendement au règlement : 13,88%

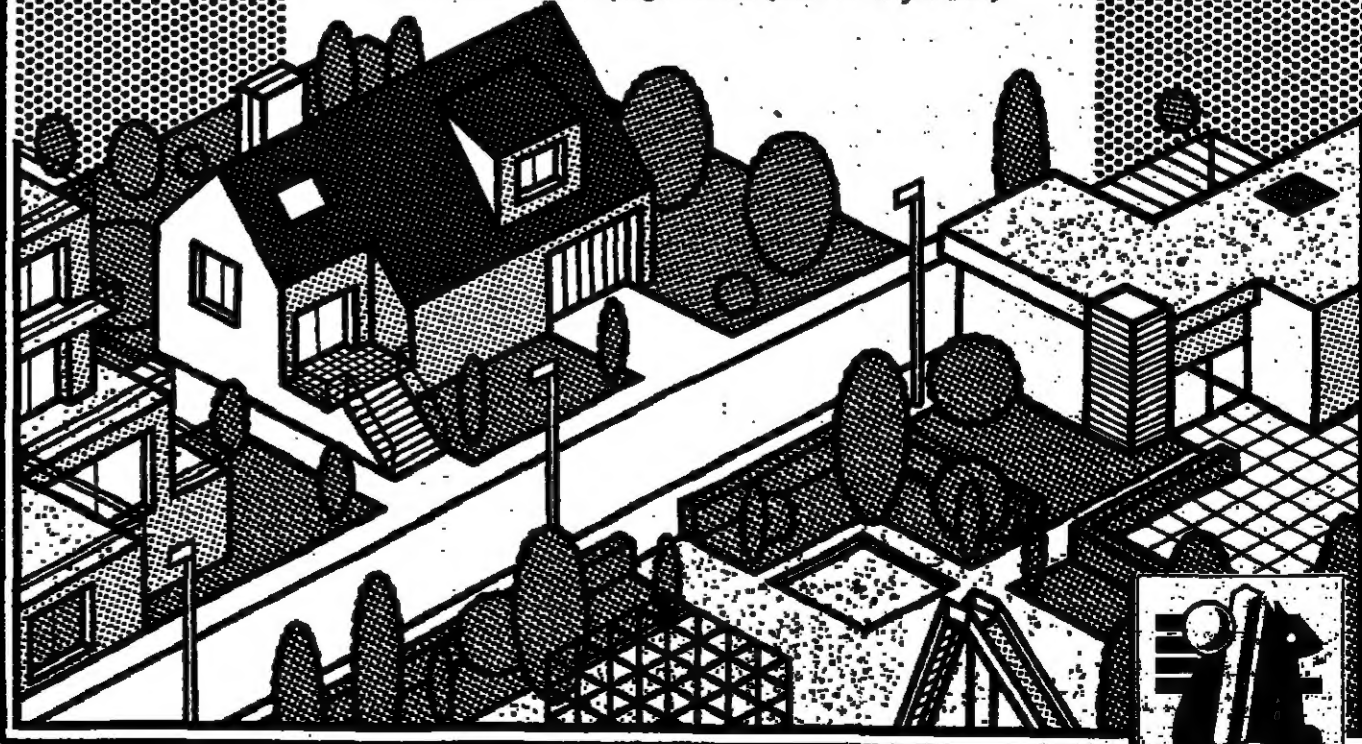
Taux de rendement actuariel brut : 13,88%

Durée : 8 ans

Amortissement : en totalité à la fin de la 8^e année sauf rachets en Bourse

Prix d'émission : 4981 F

Une note d'information (visé COB n° 84-157 du 5/6/1984) peut être obtenue sans frais auprès de la société émettrice : Emprunts Caisse d'Épargne Ecureuil - 5, rue Messieron 75007 Paris - ou au guichet de votre Caisse d'Épargne Ecureuil (BALO du 18 juin 1984).



EMPRUNTS CAISSE D'ÉPARGNE ECUREUIL

MARCHÉ
BIAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCE

ACTE
DE FRANÇAIS SUR
L'ÉPARGNE

PASSE
L'ÉTÉ EN CÔTE D'AZUR
COMPTES GÉO (L'ÉPARGNE)
COMPTES GÉO (L'ÉPARGNE)
COMPTES GÉO (L'ÉPARGNE)

LA VIE
D'ÉPARGNE

INDICES QUOTIDIENS
INSEE, base 100 en 1980

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

TAUX DU DOLLAR À 3 MOIS
TAUX DU DOLLAR À 3 MOIS

TAUX DU DOLLAR À 6 MOIS
TAUX DU DOLLAR À 6 MOIS

TAUX DU DOLLAR À 9 MOIS
TAUX DU DOLLAR À 9 MOIS

TAUX DU DOLLAR À 12 MOIS
TAUX DU DOLLAR À 12 MOIS

TAUX DU DOLLAR À 15 MOIS
TAUX DU DOLLAR À 15 MOIS

TAUX DU DOLLAR À 18 MOIS
TAUX DU DOLLAR À 18 MOIS

TAUX DU DOLLAR À 21 MOIS
TAUX DU DOLLAR À 21 MOIS

TAUX DU DOLLAR À 24 MOIS
TAUX DU DOLLAR À 24 MOIS

TAUX DU DOLLAR À 27 MOIS
TAUX DU DOLLAR À 27 MOIS

TAUX DU DOLLAR À 30 MOIS
TAUX DU DOLLAR À 30 MOIS

TAUX DU DOLLAR À 33 MOIS
TAUX DU DOLLAR À 33 MOIS

TAUX DU DOLLAR À 36 MOIS
TAUX DU DOLLAR À 36 MOIS

TAUX DU DOLLAR À 39 MOIS
TAUX DU DOLLAR À 39 MOIS

TAUX DU DOLLAR À 42 MOIS
TAUX DU DOLLAR À 42 MOIS

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en variation (en millions de francs)

ACTIF Au 24-6-1984

1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	301 078
Or	288 080
Dispositif de vote à l'étranger	30 898
ECU	79 782
Autres en francs de stabilisation des changes	15 318
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	14 062
Comptes en Trésor public	8 240
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REMANÈGE	212 912
Effets escomptés	90 134
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RÉGIMEN DE RÉGULARISATION	79 728
5) DIVERS	20 082
Total	709 082

LA VIE DES SOCIÉTÉS

COTE D'OR. - Les actions de premier choix de la Cote d'Or ont été cotées le 12 juin dernier à la Bourse de Bruxelles. Mais, en raison d'un afflux de la demande, elles n'ont pu encore être cotées. Vendredi dernier, cours indicatifs de 3 350 F (contre 3 195 F la veille) a été noté.

Le groupe a réalisé, en 1983, un chiffre d'affaires de 6,2 milliards de francs belges, dont 44,5 % en Belgique et 23,5 % en France. Ses bénéfices nets ont été de 1 350 F (contre 1 195 F la veille) a été noté.

Le dividende a été fixé à 117 F par action.

COMPAGNIE GÉNÉRALE DE SCIERIE ET MÉNAGERIE. - En raison de la baisse de 9,350 actions de 120 F en vue de porter le capital de 6 732 000 F à 7 854 000 F (1 pour 6).

SOCIÉTÉ D'OXYGÈNE ET D'ACÉTYLÈNE D'EXTRÊME-ORIENT. -

LE PRÉSIDENT DE LA COMPAGNIE DES COMMISSAIRES AGRÉÉS PLAIDE POUR L'OUVREMENT DE MARCHÉS DE PRODUITS FINANCIERS

« Il ne faut pas se limiter aux marchés de produits agricoles si nous voulons réduire le retard de nos importations. Il est impératif d'élargir l'ouverture à d'autres marchés tels ceux des métaux et des produits financiers », a souligné M. Michel G. Wiat, président de la Compagnie des commissaires agréés.

Le marché international des sucres blancs de Paris, qui fonctionne depuis le 20 mai 1984, a confirmé son rôle de premier plan dans le monde. C'est le plus actif, à l'inverse de ceux du café, du cacao et des tourteaux de soja. En mai s'est ouvert à Lille le marché de la pomme de terre Mala, pour concurrencer les marchés communs étrangers, il en manque encore beaucoup.

Pour développer l'activité sur les marchés déjà existants, plusieurs actions prioritaires paraissent indispensables à mettre en application rapidement, comme l'assouplissement du contrôle des changes permettant aux résidents d'opérer sur les places étrangères, ainsi qu'une identité de traitement en matière d'imposition des plus-values entre les produits commerciaux et les valeurs mobilières.

Mais la Compagnie estime également indispensable de prévoir pour la clientèle de nouvelles possibilités d'intervention grâce à un aménagement de la législation sur les SICAV et les Fonds communs de placement. De telles mesures, pense M. Michel G. Wiat, devraient susciter enfin l'intérêt des banques pour le marché de Paris.

Les pouvoirs publics sont prêts à encourager et à soutenir les initiatives des milieux professionnels en vue d'ouvrir de nouveaux marchés, mais l'expérience de Lille montre qu'il s'agit d'une œuvre de longue haleine. (Aépf.)

LA VIE DES SOCIÉTÉS

RÉPARTITION. - À partir du 25 juin, de 38 922 actions de 100 F, jusque fin janvier 1984, créées en représentation de l'augmentation du capital de 3 892 200 F, par prélèvement sur le poste « Primes d'émission » et les réserves (1 pour 6).

UNI-GARANTIE. - Ouverture le 27 juin de l'appel public à l'épargne de cette SICAV.

COMPAGNIE DE NAVIGATION MEDITERRANEE. - Sur un chiffre d'affaires consolidé de 8 milliards de francs, accru de 20,5 %, le groupe a dégagé en 1983 un bénéfice net de 686 millions de francs (+ 36,4 %). Le bénéfice net (part du groupe) s'élève à 172 millions de francs (contre 68,57 millions).

DOW CHEMICAL. - Le dividende trimestriel est maintenu à 45 cents. Il sera mis en paiement le 30 juillet prochain.

KARREBO. - Pour l'exercice clos le 30 avril dernier, le bénéfice net de la société s'élève à 1,42 milliard de francs, contre 1,21 milliard de francs l'année précédente. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 3 110 millions de francs (contre 2 880 millions).

Pour rémunérer son capital, la société propose de distribuer une action nouvelle pour vingt-cinq actions, soit 2 %.

BOURSE DE PARIS Comptant

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	122	122	Delors S.A.	750	750
5 %	122	122	Delors S.A.	750	750
5 %	122	122	Delors S.A.	750	750
5 %	122	122	Delors S.A.	750	750
5 %	122	122	Delors S.A.	750	750
5 %	122	122	Delors S.A.	750	750
5 %	122	122	Delors S.A.	750	750
5 %	122	122	Delors S.A.	750	750
5 %	122	122	Delors S.A.	750	750
5 %	122	122	Delors S.A.	750	750

Obligations convertibles

VALEURS	Cours	Dernier
100 F 1985	2700	2685
100 F 1986	2700	2685
100 F 1987	2700	2685
100 F 1988	2700	2685
100 F 1989	2700	2685
100 F 1990	2700	2685
100 F 1991	2700	2685
100 F 1992	2700	2685
100 F 1993	2700	2685
100 F 1994	2700	2685

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Dernier
100 F 1985	2700	2685
100 F 1986	2700	2685
100 F 1987	2700	2685
100 F 1988	2700	2685
100 F 1989	2700	2685
100 F 1990	2700	2685
100 F 1991	2700	2685
100 F 1992	2700	2685
100 F 1993	2700	2685
100 F 1994	2700	2685

15 JUIN

VALEURS	Cours	Dernier
100 F 1985	2700	2685
100 F 1986	2700	2685
100 F 1987	2700	2685
100 F 1988	2700	2685
100 F 1989	2700	2685
100 F 1990	2700	2685
100 F 1991	2700	2685
100 F 1992	2700	2685
100 F 1993	2700	2685
100 F 1994	2700	2685

SECONDE MARCHÉ

VALEURS	Cours	Dernier
100 F 1985	2700	2685
100 F 1986	2700	2685
100 F 1987	2700	2685
100 F 1988	2700	2685
100 F 1989	2700	2685
100 F 1990	2700	2685
100 F 1991	2700	2685
100 F 1992	2700	2685
100 F 1993	2700	2685
100 F 1994	2700	2685

SICAV 15/6

VALEURS	Cours	Dernier
100 F 1985	2700	2685
100 F 1986	2700	2685
100 F 1987	2700	2685
100 F 1988	2700	2685
100 F 1989	2700	2685
100 F 1990	2700	2685
100 F 1991	2700	2685
100 F 1992	2700	2685
100 F 1993	2700	2685
100 F 1994	2700	2685

Règlement mensuel

VALEURS	Cours	Dernier
100 F 1985	2700	2685
100 F 1986	2700	2685
100 F 1987	2700	2685
100 F 1988	2700	2685
100 F 1989	2700	2685
100 F 1990	2700	2685
100 F 1991	2700	2685
100 F 1992	2700	2685
100 F 1993	2700	2685
100 F 1994	2700	2685

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours	Dernier
100 F 1985	2700	2685
100 F 1986	2700	2685
100 F 1987	2700	2685
100 F 1988	2700	2685
100 F 1989	2700	2685
100 F 1990	2700	2685
100 F 1991	2700	2685
100 F 1992	2700	2685
100 F 1993	2700	2685
100 F 1994	2700	2685

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours	Dernier
100 F 1985	2700	2685
100 F 1986	2700	2685
100 F 1987	2700	2685
100 F 1988	2700	2685
100 F 1989	2700	2685
100 F 1990	2700	2685
100 F 1991	2700	2685
100 F 1992	2700	2685
100 F 1993	2700	2685
100 F 1994	2700	2685

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours	Dernier
100 F 1985	2700	2685
100 F 1986	2700	2685
100 F 1987	2700	2685
100 F 1988	2700	2685
100 F 1989	2700	2685
100 F 1990	2700	2685
100 F 1991	2700	2685
100 F 1992	2700	2685
100 F 1993	2700	2685
100 F 1994	2700	2685

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

2 à 5. Commentaires et réactions.
6 à 9. Paris et région parisienne.
10 à 19. Provinces.
20-21. Chez nos partenaires.

ÉTRANGER

22. AMÉRIQUES. — CANADA : M. John Turner remplace M. Trudeau à la tête du Parti libéral et du gouvernement.
— URUGUAY : un entretien avec le chef du parti « blanco », qui vient d'être élu.
— PROCHE-ORIENT. — ISRAËL : le procès des terroristes juifs serait reporté à l'automne.
24. EUROPE. — POLOGNE : scrutin ambigu aux élections régionales.

SPORTS

25. FOOTBALL : le championnat d'Europe des nations.
— AUTOMOBILE : les Vingt-Quatre Heures du Mans.

SOCIÉTÉ

43. Dix-sept attentats en Corse du Sud.

CULTURE

26. MUSIQUE : le Festival de Bourges.
— THÉÂTRE : le Festival de Nancy.

ÉCONOMIE

44. SOCIAL : les négociations salariales chez les fonctionnaires et dans le secteur public.
45. FINANCES : le rapport de la BFI.

RADIO-TÉLÉVISION (28)

INFORMATIONS

« SERVICES » (28)

Météorologie : « Journal officiel »

Mots croisés : Loto.

Carnet (27) : Programmes des spectacles (27) ; Marchés financiers (47).

L'appel du 18 juin 1940

M. FRANÇOIS MITTERRAND AU MONT-VALÉRIEN

Pour commémorer l'appel lancé de Londres par le général de Gaulle, il y a quarante ans, M. François Mitterrand devait présider, lundi 18 juin, à 19 h 15, une cérémonie au Mont-Valérien où environ 4 500 résistants furent fusillés pendant l'occupation allemande. D'autre part, au nom du président de la République, une gerbe a été déposée dans la matinée sur la tombe du général à Colombey-les-Deux-Églises.

De son côté, M. Pierre Mauroy assistait, dans la matinée, à une messe célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides à la mémoire des Français libres. Enfin, le secrétaire d'État aux anciens combattants, M. Jean Laurain, devait présider, à 18 heures, la cérémonie de la Flamme, à l'Arc de triomphe.

TENNIS A PARIS CET ÉTÉ

TENNIS FOREST HILL
Paris d'Orléans, Ivry
Aubervilliers, la Défense
Fontenay-aux-Bois, Meudon

STAGES INTENSIFS
2 à 30 ans pour hommes et femmes

734-36-36

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES EN FRANCE

Rejet de la rigueur ou de ceux qui l'appliquent ?

Les Français ont montré depuis un an — et de façon surprenante — à quel point ils avaient pris conscience de la dureté des temps. Ils ont montré aussi — et cela est un autre motif de surprise — qu'ils étaient dans l'ensemble d'accord pour consentir plus d'efforts, pour accepter sacrifices et rigueur, sinon austerité. Presque toutes les enquêtes et les sondages le confirment. Et, si l'on en doutait, le calme que connaît notre pays achèverait de convaincre.

La gauche après ses erreurs initiales s'est lancée, à partir du printemps 1982, dans une politique de rigueur dont le pays n'avait plus le souvenir depuis très longtemps : blocage des salaires, impôts exceptionnels, augmentation des cotisations sociales, réduction des dépenses publiques, arrêt de l'embauche dans l'administration... On est loin maintenant de la gauche dépensière des années du Front populaire.

A l'évidence, la nouvelle politique menée par l'équipe au pouvoir correspond à l'idée que les Français se font des exigences du temps. D'où vient alors le rejet qu'a exprimé le vote électoral dimanche ? Rejet d'une politique jugée nécessaire ? Probablement pas, même si, sur tel ou tel point, les agriculteurs, les commerçants, les chômeurs ou les salariés peuvent juger que les sacrifices sont mal répartis et devraient être supportés par les autres. Alors le rejet d'une équipe et, de façon plus large, des partis de gauche qui appliquent cette politique ? L'hypothèse est plus que vraisemblable.

L'Institut national de la statistique effectue régulièrement des enquêtes auprès des ménages. Par leur ancienneté, leur suivi, leur caractère scientifique, ces enquêtes représentent des éléments très solides d'information. En mai, les réponses apportées ont été exceptionnellement pessimistes. Les Français sont maintenant très inquiets : inquiets de la montée du chômage qui va continuer, inquiets pour leur niveau de vie, inquiets pour leur capacité d'épargne. Sur un seul point les choses leur semblent s'améliorer : celui de l'inflation. Encore peut-on se demander si le ralentissement de la hausse des prix est véritablement perçu comme un progrès, dans la mesure où il s'accompagne d'un net ralentissement des salaires. Le paradoxe n'est qu'apparent dans un pays qui a vécu l'inflation des années 1968-1974 comme une période d'exceptionnelle amélioration du pouvoir d'achat.

Toujours est-il que l'inquiétude, le pessimisme, dominent maintenant. Difficile de dire si ces sentiments sont motivés par le prix qu'on sait devoir payer au rétablissement des équilibres financiers du pays ou s'ils expriment le peu de confiance accordée à l'équipe en place.

Les résultats de dimanche vont très certainement provoquer au sein de la gauche un débat différent, débat qui rebondit régulièrement à toutes les échéances électorales : peut-on rétablir le pays en lui évitant la rigueur actuelle ? L'alle gauche du PS, le PC, répondent régulièrement par une autre solution existe, passant par plus de croissance économique, plus d'intervention de l'État. Mais comme ce discours était grosso modo celui de l'avant-mai 1981 et de l'immédiat après-mai 1981, on peut penser qu'il suscite maintenant en France une grande incertitude.

On est alors conduit à croire que les Français — beaucoup de Français en tous les cas — s'ils jugent inévitable la politique de rigueur maintenant pratiquée, estiment que la gauche n'est pas habilitée — ou pas capable — de la mener. Attitude

logique : une équipe se présente au suffrage des électeurs en assurant qu'elle possède la solution de nos maux ; l'État, en intervenant davantage, en prenant en main la plupart des grands leviers de commandes (on nationalise la quasi-totalité des banques et des entreprises industrielles de poids), va investir massivement, relancer la croissance, distribuer et redistribuer du pouvoir d'achat, enrayer.

Au-delà, et de façon plus profonde et plus aventureuse, les socialistes assurent que la vie peut être meilleure, que le travail moins dur, la compétition moins dure. L'idée de réduire la part du commerce extérieur dans notre économie est significative des croyances de l'époque, des vœux de la gauche, devant-on dire : vivre entre Français au prix d'efforts modestes.

L'idée de la réduction de la durée du travail donne lieu à un gigantesque contre-sens : « vendue » par M. Jacques Delors au président de la République comme une solution possible au problème du chômage — solution qui implique baisse des salaires, travail de nuit, utilisation maximum des équipements — elle réapparaît dans l'opinion publique comme la promesse d'une société plus décente, plus heureuse, plus calme. On y retourne, presque formelle, la certitude qu'après trente ans d'efforts les Français ont bien le droit de se reposer. Sorte de balte dans le bosquet paillard qui borde la route. L'ancien président du patronat, M. François Ceyrac, avait alors noté la coïncidence qui existait entre ces aspirations populaires et le style de M. Mitterrand, qui « s'inspire un certain romantisme apaisant, d'une certaine démarche tranquille et lente, le pas du promeneur sur les chemins de la campagne » (1).

Le réveil est cruel, et la gauche a tort d'en faire porter la responsabilité à une reprise américaine qui ne fut pas un rendez-vous (on l'attendait en 1981), à une économie française qui n'aurait trouvée délabrée. Ces prétextes n'ont pas dissimulé les erreurs commises : relance imprudente dans un pays déjà habitué à trop consommer par rapport à ses possibilités, bouleversements struc-

turels trop nombreux et parfois inutiles (l'impôt sur les grandes fortunes, par exemple, qu'on réduira par la suite à sa plus simple expression), impression donnée que la solution de nos problèmes réside davantage dans la redistribution que dans l'effort général. Le ton des premiers discours semble surgir d'un autre âge : on fastidie les patrons, le profit et les gains de châteaux. Le langage de revanche, qui rappelle de biens mauvais souvenirs et choque beaucoup de Français, qui pourtant n'ont pas voté à droite.

Quand M. Mauroy dévalise le franc au printemps de 1982, et qu'il bloque les salaires jusqu'en novembre un rêve se brise. Beaucoup d'ouvriers ne le pardonneront pas au Parti socialiste et le disent à leurs députés. Le choc est si rude que le premier ministre — on le président de la République — retarde la seconde phase de ce plan, une phase qui aurait dû suivre presque immédiatement : l'amputation du pouvoir d'achat par allongement de la fiscalité, des tarifs publics et des cotisations sociales. Mars 1983 arrive et met fin aux dernières illusions.

Le vote de dimanche sanctionne très logiquement une politique — dont l'utilité n'est probablement pas contestée — mais qui ne correspond pas — et de moins en moins — aux promesses de 1981. Sanction sur le fond, sanction sur la forme aussi, la gauche n'ayant jamais admis clairement ses erreurs et ses responsabilités.

Plus que de désespoir, c'est probablement de scepticisme qu'il faudrait parler pour juger l'impressionnant pourcentage des abstentions. L'ancienne politique n'était pas appréciée, mais la gauche qui l'avait si vertement condamnée la continue et l'applique. S'il faut faire du bien, ce n'est pas à la gauche de le faire. Se pose un problème de crédibilité. Quant aux électeurs de M. Le Pen, beaucoup semblent croire qu'il existe dans la France de 1984 des solutions simples à nos maux.

ALAIN VERNHOLLES.

(1) Le Monde du 3 juillet 1981.

LA GUERRE DU GOLFE

Le roi Hussein de Jordanie se déclare prêt à envoyer ses troupes à l'aide de l'Irak

L'Irak a mis en évidence l'aspect précaire et partiel de la trêve conclue mardi 12 juin avec l'Iran, en accusant Téhéran d'une violation de l'accord et en réaffirmant sa volonté d'arriver, y compris par les armes, à des solutions globales. Les autorités de Bagdad ont en effet dénoncé samedi une « violation » de la trêve des bombardements des objectifs civils en accusant l'Iran d'avoir tiré dans la matinée quinze obus sur la localité de Sayed-Sadek (Kurdistan irakien).

Le général Ghassem Ali Zahir Nejad, chef d'état-major de l'armée irakienne, a cependant rejeté cette accusation en déclarant dimanche : « Ces prétentions sont sans fondement. L'armée irakienne n'a ouvert le feu sur aucune ville irakienne depuis mardi. Ces mensonges ne sont destinés qu'à justifier le bombardement d'Abadan et de Khosrow-Abad. » Abadan est un village de sa banlieue sud, Khosrow-Abad, au Khuzestan, ont été touchés vendredi par des obus irakiens, selon Téhéran. Sept personnes étant blessées. Les autorités irakiennes ont toutefois évité de présenter cet incident

comme une violation de l'accord conclu entre les deux belligérants.

Tout en menaçant l'Iran de « riposte de représailles », le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tariq Aziz, a adressé un message au secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, lui annonçant l'acceptation définitive par Bagdad des modalités de contrôle de la trêve. Il lui a également demandé d'envoyer « rapidement en Irak l'équipe chargée de superviser l'accord pour constater la poursuite des bombardements des zones civiles par l'Iran ».

De son côté, le général Maher Abdel Rachid, commandant du troisième corps d'armée irakienne, a déclaré qu'il était prêt à déclencher une « offensive préventive » devant l'imminence d'une attaque irakienne qui « pourrait se produire dans quelques jours ».

Enfin dans une interview à une chaîne de télévision britannique, le roi Hussein de Jordanie a déclaré que la Jordanie serait prête à envoyer ses troupes à l'aide de l'Irak ou des États arabes du Golfe « en cas de besoin » et si on lui demandait de le faire. Le roi Hussein a d'autre part estimé que les États-Unis ne lanceraient pas de nouvelle initiative au Proche-Orient. « Les États-Unis ont passé une alliance avec Israël, ainsi il leur est impossible de jouer le rôle que selon nous tous ils pouvaient jouer, comme super-puissance médiatrice, honnête et équitable », a déclaré le souverain. La situation au Proche-Orient est « prévue sans espoir », a-t-il ajouté. — (AFP.)

M. STASSE QUITTE L'ÉLYSÉE

M. François-Xavier Stasse, conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République quitte l'Élysée. Ce départ était, semble-t-il, souhaité par M. Stasse depuis plusieurs mois, pour des raisons personnelles. M. Stasse est nommé maître des requêtes au Conseil d'État.

Le numéro du « Monde » daté 17-18 juin 1984 a été tiré à 419 694 exemplaires

Sur le vif

Sexe et politique

Vous me faites bien marrer avec vos grands airs étonnés : Le Pen-Marchais, égalité. Moi, je n'ai pas eu besoin d'attendre l'issue du scrutin pour savoir à quoi m'en tenir. J'étais sûr du résultat. J'avais mes informations : un sondage publié le mois dernier par le très sérieux *Sunday Times*. Sujet de cette enquête : l'incidence de la vie sexuelle des femmes sur la vie politique. On a établi ainsi un certain nombre de constantes que l'on peut transposer de ce côté-ci du Channel.

48 % des Françaises — près de la moitié, c'est énorme — ont voté pour la liste d'union de l'opposition. Contre 37 % des Français. De l'ouïe à l'ouïe, qu'est-ce qui caractérise le fan de Vell ou la groupie de Pons ? Pas le date de ses premières règles, non, là, rien de spécial. Elle les a eues exactement au même âge que ses aciers du PC-PS ou du Front national : treize ans. Sauf si elle est gauchère. En ce cas, ça tombe à douze ans et cinq mois. Décidément précoce, la gauchère a attendu parler de la petite graine dès dix ans et cinq mois. Celle qui dort de la main droite a dû ronger son frein jusqu'à douze ans et quatre mois.

Toujours dans la foule de Vell, on garde sa virginité un an de plus que chez Marchais, Jospin ou Le Pen. Mais question travail au tapis, on rattrape le temps perdu en arrivant largement en tête avec 2,21 actes sexuels par semaine contre 1,82 à gauche et 1,65 à l'extrême droite. Passons au nombre de partenaires. Dans les cols Vell et Le Pen, c'est la jeta : 53 % de leurs supporters se vantent d'en avoir changé au moins une fois. A gauche, ce chiffre tombe à 26 %. Et 2 % des personnes interrogées n'ont pas pu répondre à la question : avez-vous eu des rapports sexuels avec un homme ou plus ? Elles ne savaient pas. Que voulez-vous, nous sommes comme ça, nous les nans, détraqués, légers, tête en l'air, incapables de retenir un nombre, fût-ce celui de nos amants.

Dernier point de cette étude extrêmement poussée : l'influence du symbole de la voix des électrices sur la couleur de leur bulletin de vote (rouge, rose, gris ou noir) n'a pas pu être mesurée de façon assez précise pour avoir valeur statistique.

Enfin, une intéressante indication pour Jospin : en Grande-Bretagne, ce sont les tenants de la social-démocratie qui prennent le plus d'initiatives au lit. Il devrait peut-être en tenir compte d'ici à 1988.

CLAUDE BARRAUTE.

Le voyage de Jean-Paul II en Suisse a été marqué par la franchise et la fermeté

De notre envoyé spécial

Sion. — En quittant la Suisse pour Rome dans la soirée du 17 juin, après les deux dernières étapes de sa tournée de six jours — Lucerne, où il a rencontré quelque seize mille immigrés, et Sion, où il a ordonné des prières — Jean-Paul II est revenu dans son discours d'adieu sur les qualités de ce pays qui, dit-il, « occupe une place un peu privilégiée au cœur de l'Europe ». Il a souligné que la Suisse « a appris à faire cohabiter, dans le respect et la démocratie, des cultures et des confessions diverses, en équilibrant les courants distincts dans une complémentarité active qui va au-delà du simple compromis ».

C'est du reste la familiarité des Suisses avec la démocratie directe fondée sur le référendum ainsi que sur l'attitude de franchise dans le débat politique qui ont le plus frappé lors de la visite pontificale. Plus qu'ailleurs, les chrétiens de ce pays ont tenu à faire entendre leurs voix, à rendre publics leurs points de vue, à dialoguer avec le pape.

Aucun incident

Avant l'arrivée de Jean-Paul II en Suisse, la presse avait beaucoup parlé des contestataires. En fait, il n'y avait eu que quelques protestations qui n'ont pas empêché le pape de connaître leur opinion sans perturber en rien la visite elle-même, qui s'est déroulée sans incident.

Parmi les lettres ouvertes adressées au pape et publiées avant son arrivée, l'une par un catholique, M. Arthur Bender, ancien conseiller d'État valaisan, dénonçait une certaine politique menée par la Suisse ; l'autre, par un théologien protestant, M. Jean-Marie Chappuis, soulevait la question du fonctionnement de la papauté dans l'Eglise universelle. Jean-Paul II a répondu, au moins indirectement, à ses deux interlocuteurs. A Fribourg, puis à Lucerne, il a évoqué le sort des immigrés et

des travailleurs étrangers. A Berne, puis à Fribourg, il a rappelé aux autorités suisses les devoirs qui leur incombent pour la promotion de la justice et de la paix, de fait de leur neutralité et de leur prospérité.

Quant aux questions religieuses, Jean-Paul II n'a jamais plié aucun doute sur sa conception de la papauté. Devant le conseil concéntral des Eglises à Genève, il a réaffirmé avec force la primauté pontificale, comme « pôle d'unité » dans des discussions concéntrales.

Ses réponses aux théologiens à Fribourg, et surtout sa clergé à Eliebold, qui placent pour une évolution de la doctrine catholique dans le domaine des ministères en faveur des prêtres mariés ou des femmes diaconesses, ont marqué de la pratique sacramentelle pour les divorcés et remariés, ont montré une intransigence sans faille.

Par ses voyages pastoraux à travers le monde, Jean-Paul II entend « confirmer la voix de ses frères », c'est-à-dire restaurer l'image d'une Eglise forte et unie. En Suisse, pays du pluralisme et du pragmatisme, où on parle clair, les questions et les réponses ont été exprimées publiquement et sans équivoque.

ALAIN WOODROW.

En Afghanistan

UNE OFFENSIVE SOVIÉTIQUE DANS LA PROVINCE DE HERAT AURAIT FAIT UN MILLIER DE MORTS DANS LA POPULATION

Un millier de civils auraient été tués dans la province de Herat depuis le lancement, il y a deux semaines, d'une offensive soviétique dans cette région de l'Ouest de l'Afghanistan, qui a entraîné de nombreux maquisards à opérer un repli tactique, a annoncé le samedi 16 juin à Peshawar (Pakistan), le chef du principal parti de la résistance, le professeur Burhanuddin Rabbani.

Le chef du Jamiat Islami a ajouté que plus de dix mille soldats des forces soviéto-afghanes, appuyés par de nombreux hélicoptères et bombardiers opérant, notamment, à partir de Tachkent, en URSS, avaient détruit ou sérieusement endommagé une cinquantaine de villages dans cette région de plaine située en bordure de la frontière iranienne.

Egalement à Peshawar, on apprend de sources officielles que deux avions afghans ont bombardé samedi des positions de la résistance proches de zones civiles, tuant six enfants et blessant une femme, près de Torkham, à la frontière pakistano-afghane.

Le gouvernement pakistanais a élevé dimanche une protestation à ce sujet auprès des autorités de Kaboul. — (AFP.)

SOLDES D'ÉTÉ

RODIN

le bazar à tissus, le plus chic, le plus grand, le plus étonnant.

TISSUS "COUTURE" ET

"DÉCORATION"

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A partir du mardi 19 juin à 10 heures

3 place Saint-Augustin 75008 Paris

7 rue de Solferino 75007 Paris

SOLDES BERTTEIL

1520